



TABLE THÉMATIQUE

Année 2002

ÉTABLIE PAR LA DIVISION DES ARCHIVES DU SÉNAT

Table des rubriques

Accidents du travail et maladies professionnelles	4
Adoption.....	4
Affaires étrangères	4
Affaires sociales	4
Afrique du Sud	4
Agriculture.....	4
Algérie.....	4
Allemagne	4
Allocations familiales	4
Allocutions et communications	4
Alsace-Moselle (droit d')	5
Amérique centrale	5
Amérique du Sud.....	5
Amnistie	5
Anciens combattants et victimes et guerre	6
Andorre.....	6
Armes et munitions.....	6
Assemblée nationale.....	6
Assurances.....	6
Audiovisuel	6
Aviation	6
Bibliothèques.....	7
Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA)	7
Budgets annexes	7
Bulgarie	7
Cadastre	8
Caisse des dépôts et consignations (CDC)	8
Cameroun	8
Caràibes	8
Catastrophes et risques naturels.....	8
Centrafrique.....	8
Chine	8
Chômage.....	8
Code civil	8
Code de commerce	8
Code de justice administrative.....	8
Code de l'action sociale et des familles	9
Code de l'éducation	9
Code de l'environnement	9
Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique	9

Code de l'organisation judiciaire.....	9
Code de l'urbanisme.....	9
Code de la construction et de l'habitation	9
Code de la propriété intellectuelle	9
Code de la route	9
Code de la santé publique	9
Code de la sécurité sociale.....	9
Code de la voirie routière.....	9
Code de procédure pénale.....	9
Code des assurances.....	9
Code des juridictions financières	9
Code des postes et télécommunications.....	9
Code du travail.....	9
Code du travail maritime	9
Code électoral	9
Code général des collectivités territoriales	9
Code général des impôts	9
Code rural	9
Collectivités territoriales.....	9
Commissions parlementaires d'enquête.....	20
Communication.....	20
Communication du Gouvernement	20
Conférence des présidents	20
Conflits armés	20
Constitution.....	20
Cotisations sociales.....	20
Cour des comptes.....	21
Cour pénale internationale	21
Cours et tribunaux.....	21
Création littéraire et artistique	21
Crédit	21
Crimes, délits et contraventions.....	21
Culture	21
Décentralisation	22
Déchets	22
Déclarations du Gouvernement.....	22
Défense	22
Délinquance	22
Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)	22
Divorce	22
Douanes	23
Drogue	23
Droit local	23

DEBATS DU SENAT - TABLE THEMATIQUE

Droits de l'homme.....	23	Logement.....	47
Droits de la femme	24	Lois de finances	47
Dumas (Alexandre)	24	Lois de finances rectificatives.....	63
Elections et référendums	25	Lois de règlement.....	67
Eloges funèbres	25	Luxembourg.....	68
Emploi	25	Maladies.....	69
Energie.....	26	Mayotte	69
Énergie nucléaire	29	Médecins.....	69
Enfance.....	29	Médiateur de la République.....	69
Enseignement	29	Médicaments	69
Entreprises	29	Mineurs (d'âge).....	69
Environnement	29	Mongolie.....	69
Equipement.....	30	Montagne	69
Espagne	30	Norvège.....	70
Etablissements sociaux et médico-sociaux.....	30	Nouvelle-Calédonie	70
Etat civil	30	Ordre du jour du Sénat.....	70
Etats-Unis	31	Ordres professionnels	70
Ethique et déontologie médicales	31	Organisation des Nations Unies (ONU)	70
Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire).....	31	Outre-mer.....	70
Extraditions	31	Ouzbékistan	70
Famille.....	32	Paris	71
Femmes.....	33	Parlement	71
Fiscalité	33	Pauvreté	71
Forêts	33	Pays en voie de développement (PVD)	71
Gabon	34	Personnes âgées	71
Gens du voyage	34	Pharmacie.....	71
Gouvernement	34	Police	71
Grèce	34	Pologne	71
Groupes d'amitié.....	34	Polynésie française	71
Guinée	34	Portugal.....	71
Handicapés	34	Postes et télécommunications	71
Hôpitaux et cliniques.....	34	Président de la République	71
Hugo (Victor)	34	Procédure parlementaire	71
Immigration	35	Professions médicales	71
Installations sportives.....	35	Professions paramédicales	71
Israël.....	35	Prostitution et proxénétisme	71
Italie.....	35	Question préalable (procédure parlementaire).....	72
Japon.....	36	Rappels au règlement.....	72
Jeunesse et sports.....	36	Rapports au Parlement	73
Justice	36	Rapports d'information.....	75
Langue française.....	47	Recensement	76
Lettonie.....	47	Recherche	76
Lituanie.....	47	Renvoi à la commission (procédure parlementaire).....	77

DEBATS DU SENAT - TABLE THEMATIQUE

Réserves (procédure parlementaire)	77
Retraites	77
Risques professionnels	77
Roumanie.....	77
Royaume-Uni	78
Russie	78
Saint-Pierre-et-Miquelon.....	79
Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC)	79
Santé	79
Santé publique	79
Sapeurs pompiers	88
Sécurité.....	88
Sécurité civile.....	92
Sécurité maritime.....	92
Sécurité publique.....	92
Sécurité routière	92
Sécurité sociale.....	93
Sénat	97
Sénégal	97
Sessions parlementaires.....	97
Sociétés.....	97
Solidarité	98
Sondages et enquêtes.....	98
Sports.....	98
Suisse.....	98
Syrie.....	98
Télécommunications et aménagement du territoire.....	99
Terrorisme	99
Tourisme social	99
Toxicomanie	99
Traités et conventions.....	99
Transports.....	108
Travail	108
Tunisie	109
Universités.....	110
Urbanisme	110
Venezuela	111
Villes	111
Wallis-et-Futuna.....	111
Yougoslavie.....	111

Accidents du travail et maladies professionnelles

Voir *Sécurité sociale*, 2

Adoption

Voir *Etat civil*, 1

Affaires étrangères

Voir *Allocutions et communications*

Affaires sociales

Voir *Rapports au Parlement*

Afrique du Sud

Voir *Culture*, 1

Agriculture

Voir *Lois de finances*

Algérie

Voir *Traités et conventions*, 14; 45

Allemagne

Voir *Traités et conventions*, 15; 30

Allocations familiales

Voir *Sécurité sociale*, 2

Allocutions et communications

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire israélienne (15 janvier 2002) (p. 199, 200) – *M. Jean-Claude Gaudin, vice-président du Sénat*

Hommage à la mémoire de Dinah Derycke, sénatrice du Nord, présidente de la délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, décédée le 19 janvier 2002 (30 janvier 2002) (p. 757) – *M. Bernard Kouchner, ministre délégué à la santé.*

Hommage solennel du Sénat à Victor Hugo à l'occasion du bicentenaire de sa naissance 1802-2002 (20 février 2002) (supplément du Journal officiel, p. 3 à 26) – *MM. Christian Poncelet, président du Sénat ; Pierre Fauchon, Robert Del Picchia, Jack Ralite, Robert Badinter, Nicolas About, Jean François-Poncet.*

Souhaits de bienvenue à des diplomates d'Amérique du Sud, d'Amérique centrale et des Caraïbes (21 février 2002) (p. 1674) – *MM. Christian Poncelet, président du Sénat ; Jean-Jack Queyranne, ministre des relations avec le Parlement.*

Suspension des travaux du Sénat (21 février 2002) (p. 1770, 1771) – *M. Serge Vinçon, vice-président du Sénat, président de séance.*

Hommage aux conseillers municipaux tués à Nanterre (27 juin 2002) (p.1775, 1776) – *MM. Christian Poncelet, président du Sénat, Jean-François Coppé, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement.*

Hommage aux victimes de l'attentat de Karachi (27 juin 2002) (p. 1776, 1777) - *MM. Christian Poncelet, président du Sénat, Dominique de Villepin, ministre des affaires étrangères.*

Souhaits de bienvenue aux nouveaux ministres (27 juin 2002) (p. 1777) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Communication de M. le Président de l'Assemblée nationale : nouvelle composition du bureau de l'Assemblée nationale (27 juin 2002) (p. 1781) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Ouverture de la première session extraordinaire de 2001-2002 (2 juillet 2002) (p. 1809, 1810) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Lecture d'un message de M. le Président de la République (2 juillet 2002) (p. 1810, 1812) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Hommage à M. Renaud Muselier pour sa nomination aux fonctions de Secrétaire d'état aux affaires étrangères, à **M. André Dulait** pour son élection à la présidence de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées et à **M. Xavier de Villepin** pour la présidence active exercée à la tête de cette même commission (10 juillet 2002) (p. 1789, 1880) - *M. Daniel Hoeffel, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à un nouveau ministre (17 juillet 2002) (p. 1912) - *M. Adrien Gouteyron, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à un nouveau ministre (23 juillet 2002) (p. 1977) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Souhaits de bienvenue à M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales (30 juillet 2002) (p. 2357) – *M. Christian Poncelet, président du Sénat, président de séance.*

Ouverture de la session ordinaire de 2002-2003 (1^{er} octobre 2002) (p. 2541) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Hommage aux victimes d'événements dramatiques (1^{er} octobre 2002) (p. 2542, 2543) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Allocution de M. Christian Poncelet, président du Sénat (1^{er} octobre 2002) (p. 2549).

Réception solennelle de S. E. Mme Vaira Vike-Freiberga, Présidente de la République de Lettonie, devant le Sénat (2 octobre 2002) (supplément au Journal officiel, débats parlementaires n° 38) - *M. Christian Poncelet, président du Sénat ; Mme Vaira Vike-Freiberga, Présidente de la République de Lettonie.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire ouzbeke (8 octobre 2002) (p. 2652) - *M. Jean-Claude Gaudin, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire centrafricaine (8 octobre 2002) (p. 2658) – *M. Jean-Claude Gaudin, vice-président du Sénat, président de séance.*

Message de sympathie au maire de Paris (8 octobre 2002) (p. 2672, 2673) – *MM. Daniel Hoeffel, vice-président du Sénat, président de séance ; Claude Estier, Jack Ralite.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Japon (8 octobre 2002) (p. 2673) – *M. Daniel Hoeffel, vice-président du Sénat, président de séance.*

Communication du Médiateur de la République (8 octobre 2002) (p. 2684, 2688) – *MM. Bernard Stasi, Médiateur de la République ; Daniel Hoeffel, vice-président du Sénat, président de séance ; René Garrec, président de la commission des lois.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire chinoise (10 octobre 2002) (p. 2766) – *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Condamnation de l'attentat perpétré dans l'île de Bali (15 octobre 2002) (p. 2820) – *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Hommage à une fonctionnaire du Sénat décédée, Véronique Nguyen (15 octobre 2002) (p. 2820, 2821) – *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Souhaits de bienvenue à une délégation du parlement de Louisiane (15 octobre 2002) (p. 2821) – *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Souhaits de bienvenue à une délégation de Mongolie (17 octobre 2002) (p. 2987) – *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat roumain (22 octobre 2002) (p. 3027) – *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires grecs (12 novembre 2002) (p. 3605) – *M. Daniel Hoeffel, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue au Président de la République de Lituanie et au Premier ministre de Bulgarie (15 novembre 2002) (p. 3994) – *M. Serge Vinçon, vice-président du Sénat, président de séance.*

Séance exceptionnelle de clôture du cycle des célébrations et manifestations organisées par le Sénat pour le bicentenaire de la naissance de Victor Hugo (16 novembre 2002) (Supplément du Journal officiel) (p. 3, 20) – *MM. Christian Poncelet, président du Sénat, Luc Ferry, ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Pologne (28 novembre 2002) (p. 4742) – *M. Guy Fischer, vice-président du Sénat, président de séance.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Luxembourg (29 novembre 2002) (p. 4813) – *M. Serge Vinçon, vice-président du Sénat, président de séance.*

Accueil des cendres d'Alexandre Dumas (30 novembre 2002) (p.4909) – *M. Daniel Hoeffel, vice-président du Sénat, président de séance.*

Hommage aux sapeurs-pompiers (3 décembre 2002) (p.5092) – *M. Christian Poncelet, président du Sénat.*

Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire syrienne (3 décembre 2002) (p. 5112, 5113) – *M. Jean-Claude Gaudin, vice-président du Sénat, président de séance.*

Mise au point de M. Jean Arthuis, président de la commission des finances au sujet de la non-prise en compte des intentions de vote de plusieurs membres du groupe centriste lors de l'examen des crédits du ministère des affaires étrangères (5 décembre 2002) (p. 5272).

Suspension des travaux du Sénat (19 décembre 2002) (p. 6142) – *M. Adrien Gouteyron, vice-président du Sénat, président de séance.*

Alsace-Moselle (droit d')

Voir *Droit local*, 1

Amérique centrale

Voir *Allocutions et communications*

Amérique du Sud

Voir *Allocutions et communications*

Amnistie

1. - Projet de loi portant amnistie, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Dominique PERBEN, Garde des sceaux, ministre de la justice (3 juillet 2002) [n° 19 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Michel HUNAULT (4 juillet 2002) [n° 23 (2001-2002)] - Urgence - Discussion (9, 10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 1].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 355 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien LANIER (17 juillet 2002) [n° 358 (2001-2002)] - Discussion (23, 24 juillet 2002) - Adoption (24 juillet 2002) [n° 109].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 juillet 2002) [n° 153 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Michel HUNAULT (31 juillet 2002) [n° 160 (2001-2002)] - Discussion (3 août 2002) - Adoption (3 août 2002) [n° 25].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Lucien LANIER (31 juillet 2002) [n° 382 (2001-2002)] - Discussion (3 août 2002) - Adoption (3 août 2002) [n° 116].

PROMULGATION : loi n° 2002-1062 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 9 août 2002).

Discussion (première lecture)

(23 juillet 2002) (p. 1977, 2013) ; (24 juillet 2002) (p. 2024, 2054).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1977, 1994) : *MM. Gérard Delfau, Guy Fischer, Patrice Gélard, Jean-Jacques Hyst, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Jean-René Lecerf, Georges Othily, Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice; Jean-Pierre Sueur.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1994, 2050) : *Mmes Marie-Christine Blandin, Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Robert Bret, Michel Caldaguès, Charles Ceccaldi-Raynaud, Michel Charasse, Jean Chérioux, Christian Cointat, Gérard Delfau, Guy Fischer, René Garrec, Président de la commission des lois; Patrice Gélard, Pierre Herisson, Jean-Jacques Hyst, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Patrick Lassourd, Gérard Le Cam, Jean-René Lecerf, Jean-François Le Grand, Georges Othily, Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice; Jacques Peyrat, Ladislav Poniatowski, Josselin de Rohan, Bruno Sido, Jean-Pierre Sueur.*

Chapitre 1^{er}

Amnistie de droit

Section 1

Amnistie en raison de la nature de l'infraction ou des circonstances de sa commission

Art. 1^{er} (*champ d'application de l'amnistie de droit*) (p. 1994) - Adopté (p. 1995).

Art. 2 (*amnistie de droit des contraventions de police et de certains délits en raison de leur nature*) (p. 1995) - Adopté (p. 1996).

Art. 3 (*amnistie de certains délits passibles de moins de dix ans d'emprisonnement en raison des circonstances de leur commission*) (p. 1996) - Adopté après modification (p. 2005).

Après l'art. 3 (p. 2005).

Art. additionnel (application à l'ensemble des infractions visées par la section 1 du régime applicable en matière d'infractions multiples) (p. 2005) - Adopté.

Section 2

Amnistie en raison du quantum ou de la nature de la peine

Art. 4 (amnistie des délits punis d'une peine d'amende) (p. 2005) - Adopté après modification.

Art. 5 (amnistie des délits punis de certaines peines) (p. 2005) - Adopté après modification (p. 2005).

Art. 6 (amnistie des infractions ayant donné lieu à une dispense de peine et des mesures d'admonestation et de remise à parents prononcées à l'encontre d'un mineur délinquant) (p. 2007) - Adopté.

Art. 7 (conditions du bénéfice de l'amnistie en raison du quantum ou de la nature de la peine) (p. 2007) - Adopté (p. 2008).

Section 3

Contestations relatives à l'amnistie

Art. 8 (règles applicables aux contestations de l'amnistie de droit) (p. 2008) - Adopté.

Chapitre 2

Amnistie par mesure individuelle

Art. 9 (amnistie individuelle par décret du Président de la République) (p. 2008) - Adopté (p. 2009).

Chapitre 3

Amnistie et sanctions disciplinaires ou professionnelles

Art. 10 (conditions d'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles) (p. 2009) - Adopté après modification (p. 2012).

Art. 11 (amnistie de faits retenus ou susceptibles d'être retenus comme motifs de sanctions par l'employeur) (p. 2012) - Adopté.

Art. 12 (contestations relatives à l'amnistie des sanctions disciplinaires ou professionnelles) (p. 2012) - Adopté après modification (p. 2013).

Chapitre 4

Exclusions de l'amnistie

Art. 13 (infractions exclues du bénéfice de l'amnistie) (p. 2014) - Adopté après modification (p. 2044).

Chapitre 5

Effets de l'amnistie

Art. 14 (effet extinctif de l'amnistie) (p. 2044) - Adopté.

Art. 15 (neutralité de l'amnistie sur les autorisations administratives) (p. 2044) - Adopté après modification (p. 2046).

Art. 16 (autres limites à l'effet extinctif de l'amnistie) (p. 2046) - Adopté.

Après l'art. 16 (p. 2047).

Art. additionnel (absence d'effet de l'amnistie sur la procédure de dissolution civile de certaines personnes morales) (p. 2047) - Adopté.

Art. additionnel (exclusion de l'amnistie du délit de défaut habituel de titre de transport) (p. 2047) - Adopté (p. 2048).

Art. 17 (limite à l'effet rétroactif de l'amnistie) (p. 2048) - Adopté.

Art. 18 (réserve du droit des tiers) (p. 2048) - Adopté.

Art. 19 (condamnations prononcées par les juridictions étrangères) (p. 2048) - Adopté.

Chapitre 6

Dispositions relatives à l'outre-mer

Art. 20 (application de la loi à Mayotte) (p. 2048) - Adopté après modification (p. 2049).

Art. 21 (application de la loi dans les territoires d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) (p. 2049) - Adopté après modification (p. 2050).

Art. 22 (prorogation de conventions et autorisations relatives au transport public routier de personnes dans les départements de Guadeloupe, Martinique et Guyane) (p. 2050) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2050, 2054) : MM. Dominique Braye, Gérard Delfau, Guy Fischer, Patrice Gélard, Emmanuel Hamel, Pierre Herisson, Bernard Joly, Jean-Pierre Sueur.

Adoption (24 juillet 2002) (p. 2054).

Discussion (commission mixte paritaire)

(3 août 2002) (p. 2501, 2509).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2501, 2508) : MM. Pierre Bédier, secrétaire d'État aux programmes immobiliers de la justice; Lucien Lanier, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2503, 2508).

Art. 3, 3 bis, 4 et 5 (p. 2503, 2504).

Art. 10, 12 et 13 (p. 2504, 2506).

Art. 15, 16 bis, 16 ter et 20 (p. 2506, 2508).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2508, 2509) : Mme Nicole Borvo, MM. Claude Estier, Josselin de Rohan, Xavier de Villepin.

Adoption (3 août 2002) (p. 2509).

Anciens combattants et victimes et guerre

Voir *Lois de finances*

Andorre

Voir *Traités et conventions*, 36; 37; 38; 39

Armes et munitions

Voir *Sécurité*, 1

Assemblée nationale

Voir *Allocutions et communications*

Assurances

Voir *Rapports au Parlement*

Audiovisuel

Voir *Rapports au Parlement*

Aviation

Voir *Lois de finances*

Rappels au règlement

B

Bibliothèques

Voir *Culture, 2*

Budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA)

Voir *Lois de finances*
Rapports au Parlement

Budgets annexes

Voir *Lois de finances*

Bulgarie

Voir *Allocutions et communications*

C

Cadastre

Voir *Collectivités territoriales, 1*

Caisse des dépôts et consignations (CDC)

Voir *Rapports au Parlement*

Cameroun

Voir *Traités et conventions, 13*

Caraïbes

Voir *Allocutions et communications*

Catastrophes et risques naturels

Voir *Allocutions et communications*

Centrafrique

Voir *Allocutions et communications*

Chine

Voir *Allocutions et communications*

Chômage

1. - Proposition de loi relative au régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean-Marc AYRAULT (21 novembre 2001) [n° 3407 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Jean LE GARREC (28 novembre 2001) [n° 3426 (2001-2002)] - Urgence - Discussion (12 décembre 2001) - Adoption (12 décembre 2001) [n° 748].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 2001) [n° 138 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Bernard FOURNIER (9 janvier 2002) [n° 166 (2001-2002)] - Discussion (24 janvier 2002) - Adoption (24 janvier 2002) [n° 50].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (25 janvier 2002) [n° 3557 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Bernard FOURNIER (29 janvier 2002) [n° 190 (2001-2002)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jean LE GARREC (29 janvier 2002) [n° 3558 (2001-2002)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (25 janvier 2002) [n° 3557 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires

culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Jean LE GARREC (30 janvier 2002) [n° 3562 (2001-2002)] - Discussion (5 février 2002) - Adoption (5 février 2002) [n° 782].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (6 février 2002) [n° 212 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Bernard FOURNIER (6 février 2002) [n° 215 (2001-2002)] - Discussion (13 février 2002) - Adoption (13 février 2002) [n° 63].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (13 février 2002) [n° 3610 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Jean LE GARREC (21 février 2002) [n° 3651 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 807].

PROMULGATION : loi n° 2002-311 du 5 mars 2002 (J.O. Lois et décrets du 6 mars 2002).

Discussion (première lecture)

(24 janvier 2002) (p. 707, 716).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 707, 715) : *MM. Jean Chérioux, Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Louis Duvernois, Bernard Fournier, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Roland Muzeau, Jean-François Picheral.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 715) : *MM. Michel Duffour, secrétaire d'Etat au patrimoine et à la décentralisation culturelle; Bernard Fournier, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Roland Muzeau, Jean-François Picheral, Ivan Renar.*

Art. unique (prorogation des annexes VIII et X au règlement annexé à la convention du 1er janvier 1997 relative à l'assurance-chômage) (p. 715) - Adopté après modification (p. 716).

Adoption (24 janvier 2002) (p. 716).

Discussion (nouvelle lecture)

(13 février 2002) (p. 1298, 1302).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1298, 1301) : *Mme Marie-Christine Blandin, MM. Bernard Fournier, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Ivan Renar, Catherine Tasca, Ministre de la culture et de la communication.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1301) : *Mme Marie-Christine Blandin, MM. Bernard Fournier, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Catherine Tasca, Ministre de la culture et de la communication.*

Art. unique (prorogation des annexes VIII et X au règlement annexé à la convention du 1er janvier 1997 relative à l'assurance chômage) (p. 1301) - Adopté après modification (p. 1302).

Adoption (13 février 2002) (p. 1302).

Code civil

Voir *Divorce, 1*
Etat civil, 1
Santé publique, 1

Code de commerce

Voir *Justice, 5*

Code de justice administrative

Voir *Justice, 6*

Code de l'action sociale et des familles

Voir *Santé publique, 1*
Sécurité sociale, 2

Code de l'éducation

Voir *Collectivités territoriales, 1*

Code de l'environnement

Voir *Collectivités territoriales, 1*
Environnement, 1

Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique

Voir *Collectivités territoriales, 1*

Code de l'organisation judiciaire

Voir *Justice, 6*

Code de l'urbanisme

Voir *Collectivités territoriales, 1*
Urbanisme, 1

Code de la construction et de l'habitation

Voir *Collectivités territoriales, 1; 1*
Urbanisme, 1

Code de la propriété intellectuelle

Voir *Culture, 2*

Code de la route

Voir *Justice, 6*

Code de la santé publique

Voir *Santé, 1*
Santé publique, 1
Sécurité sociale, 2

Code de la sécurité sociale

Voir *Santé publique, 1*
Sécurité sociale, 2
Travail, 1

Code de la voirie routière

Voir *Collectivités territoriales, 1*

Code de procédure pénale

Voir *Justice, 2; 6*

Santé publique, 1

Code des assurances

Voir *Santé, 1*
Santé publique, 1

Code des juridictions financières

Voir *Sécurité sociale, 2*

Code des postes et télécommunications

Voir *Justice, 6*
Télécommunications et aménagement du territoire, 1

Code du travail

Voir *Collectivités territoriales, 1*
Emploi, 1; 2
Travail, 1

Code du travail maritime

Voir *Travail, 1*

Code électoral

Voir *Collectivités territoriales, 1*

Code général des collectivités territoriales

Voir *Collectivités territoriales, 1*
Télécommunications et aménagement du territoire, 1

Code général des impôts

Voir *Collectivités territoriales, 1*
Sécurité sociale, 2

Code rural

Voir *Retraites, 1*
Travail, 1

Collectivités territoriales

Voir *Allocutions et communications*
Rappels au règlement
Rapports au Parlement

1. - Projet de loi relatif à la démocratie de proximité,
PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de
M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Daniel
VAILLANT, ministre de l'intérieur (23 mai 2001) [n° 3089
(2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis
à la commission des finances - Pour avis à la commission de
la production - Rapport de M. Bernard DEROSIER (6 juin
2001) [n° 3113 (2000-2001)] - Avis de M. Augustin
BONREPAUX (6 juin 2001) [n° 3112 (2000-2001)] - Avis
de M. Pierre COHEN (5 juin 2001) [n° 3105 (2000-2001)] -

Urgence - Discussion (13, 14, 19, 20, 25 juin 2001) - Adoption (25 juin 2001) [n° 691].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (26 juin 2001) [n° 415 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des affaires économiques - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Daniel HOFFFEL (19 décembre 2001) [n° 156 (2001-2002)] - Avis de M. Xavier DARCOS (19 décembre 2001) [n° 155 (2001-2002)] - Avis de M. Patrick LASSOURD (19 décembre 2001) [n° 153 (2001-2002)] - Avis de M. Michel MERCIER (20 décembre 2001) [n° 161 (2001-2002)] - Discussion (8, 9, 10, 15, 16, 17, 22, 23, 24 janvier 2002) - Adoption (24 janvier 2002) [n° 49].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 janvier 2002) [n° 3556 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Bernard DEROSIER (30 janvier 2002) [n° 3560 (2001-2002)] - Discussion (5 février 2002) - Adoption (5 février 2002) [n° 783].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Daniel HOFFFEL (30 janvier 2002) [n° 192 (2001-2002)] - Discussion (13 février 2002) - Adoption (13 février 2002) [n° 65].

PROMULGATION : loi n° 2002-276 du 27 février 2002 (J.O. Lois et décrets du 28 février 2002).

Discussion (première lecture)

(8 janvier 2002) (p. 24, 53) ; (9 janvier 2002) (p. 63, 101) ; (10 janvier 2002) (p. 111, 188) ; (15 janvier 2002) (p. 201, 256) ; (16 janvier 2002) (p. 273, 341) ; (17 janvier 2002) (p. 350, 386 ; 399, 462) ; (22 janvier 2002) (p. 489, 554) ; (23 janvier 2002) (p. 563, 645) ; (24 janvier 2002) (p. 656, 707).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 24, 53 ; 63, 87) : MM. Jean-Paul Alduy, Gilbert Barbier, Mme Marie-France Beaufils, MM. Jean-Claude Carle, Xavier Darcos, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Philippe Darniche, Marcel Debarge, Jean-Paul Delevoye, Yves Détraigne, Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, André Lardeux, Patrick Lassourd, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Gérard Le Cam, Jacques Legendre, Mme Josiane Mathon, MM. Pierre Mauroy, Michel Mercier, rapporteur pour avis de la commission des finances; Aymeri de Montesquiou, Jean-Claude Peyronnet, Jean Puech, Henri de Raincourt, Bruno Sido, Jean-Pierre Sueur, Michel Thiollière, Alex Türk, Daniel Vaillant, Ministre de l'intérieur; André Vallet, Alain Vasselle, Jean-Paul Virapoullé.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 87, 101, 111, 188, 201, 256, 273, 341, 350, 386, 399, 462, 489, 554, 563, 645, 656, 700) : MM. Jean-Paul Alduy, Jean-Paul Amoudry, Bernard Angels, Jean Arthuis, Denis Badré, Gérard Bailly, Mme Marie-France Beaufils, MM. Claude Biwer, Jacques Blanc, Paul Blanc, Mmes Marie-Christine Blandin, Annick Bocandé, Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Robert Bret, Louis de Broissia, Michel Caldaguès, Auguste Cazalet, Charles Ceccaldi-Raynaud, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, MM. Michel Charasse, Jean Chérioux, Yves Cochet, Ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement; Christian Cointat, Gérard Collomb, Roland Courteau, Xavier Darcos, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Yves Dauge, Mme Annie David, MM. Jean-Paul Delevoye, Gérard Delfau, Yves Détraigne, Eric Doligé, Claude Domeizel, Michel Dreyfus-Schmidt, Alain Dufaut, Ambroise Dupont, Michel Esneu, Pierre Fauchon, Jean Faure, François Fortassin, Jean-Claude Frécon, Yves Fréville, René Garrec, Président de la commission des lois; Jean-Claude Gaudin, Patrice Gélard, Charles Ginésy, Francis Giraud, Paul Girod, Mme Jacqueline Gourault, MM. Alain Gournac, Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques Hyst, Alain Joyandet, Roger Karoutchi, André Labarrère, Jean-Philippe Lachenaud, Pierre Laffitte, Serge Lagache, Alain

Lambert, André Lardeux, Patrick Lassourd, A titre personnel; Gérard Le Cam, Jean-René Lecerf, Dominique Leclerc, Jacques Legendre, Jean-François Le Grand, Louis Le Penec, Philippe Leroy, Paul Loridant, Jean-Yves Mano, Philippe Marini, Jean-Louis Masson, Mme Josiane Mathon, MM. Pierre Mauroy, Michel Mercier, rapporteur pour avis de la commission des finances; Louis Moinard, Aymeri de Montesquiou, Philippe Nogrix, Mme Nelly Olin, MM. Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Christian Paul, secrétaire d'Etat à l'outre-mer; Jacques Pelletier, Jean Pépin, Jean-Claude Peyronnet, Jean-François Picheral, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jean-Pierre Raffarin, Henri de Raincourt, Daniel Raoul, Charles Revet, Philippe Richert, Josselin de Rohan, Jean-Pierre Schosteck, Bruno Sido, Jean-Pierre Sueur, Michel Thiollière, François Trucy, Daniel Vaillant, Ministre de l'intérieur; Jacques Valade, Alain Vasselle, Paul Vergès, Jean-Pierre Vial.

TITRE I^{er}

DE LA DEMOCRATIE PARTICIPATIVE

Nouvel intitulé (*De la démocratie de proximité*) (p. 92) - Adopté.

Chapitre 1^{er}

Participation des habitants à la démocratie locale

Nouvel intitulé (*Participation des habitants à la vie locale*) (p. 93) - Adopté.

Art. 1^{er} (*conseils de quartier - art. L. 2143-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 93) - Adopté après modification (p. 101).

Art. 2 (*débat sur la vie des quartiers - art. L. 2143-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 111) - Supprimé (p. 112).

Après l'art. 2 (p. 112).

Art. additionnel (*fixation de la composition des comités consultatifs par le conseil municipal pour la durée de son choix*) (p. 112) - Adopté.

Art. 3 (*débat sur les propositions intéressant les quartiers - art. L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 113) - Supprimé (p. 114).

Art. 4 (*création d'adjoints au maire chargés des quartiers - art. L. 2122-2-1 et L. 2122-18-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 114) - Supprimé (p. 117).

Art. 5 (*annexes de la mairie - art. L. 2144-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 117) - Supprimé (p. 120).

Art. 6 (*commission consultative des services publics locaux - art. L. 1413-1, L. 1411-4, L. 1412-1, L. 1412-2, L. 2143-4 et L. 5211-49-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 120) - Adopté après modification (p. 124).

Art. 6 bis (*possibilité pour les autorités municipales de s'entourer d'avis - art. L. 2141-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 124) - Supprimé.

Art. 6 ter (*participation des habitants aux consultations locales - art. L. 2142-1 et L. 5211-49 du code général des collectivités territoriales*) (p. 124) - Supprimé (p. 125).

Art. 7 (*publicité des actes - art. L. 2131-1, L. 2131-3, L. 3131-1, L. 3131-4, L. 4141-1 et L. 4141-4 du code général des collectivités territoriales*) (p. 125) - Adopté.

Art. 7 bis (*bureaux des temps*) (p. 125) - Supprimé (p. 126).

Art. 7 ter (*élection au suffrage universel direct des membres des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre*) (p. 126) - Adopté après modification (p. 142).

Après l'art. 7 ter (p. 142).

Art. additionnel (*abrogation par le représentant de l'Etat dans le département du périmètre d'urbanisation prévu à l'art. L. 5311-2 du code général des collectivités territoriales dans le délai d'un mois à compter de la date*

fixée par le décret prévu à l'alinéa précédent) (p. 142) - Adopté (p. 143).

Art. additionnel (renforcement de la démocratie de proximité pour les Français vivant hors des frontières) (p. 143) - Adopté (p. 145).

Chapitre 2

Droit des élus au sein des assemblées locales

Art. 8 (séance annuelle réservée à l'opposition - art. L. 2121-12-1, L. 3121-10-1 et L. 4132-9-1 nouveaux du code général des collectivités territoriales) (p. 149) - Supprimé (p. 153).

Art. 9 (mission d'information et d'évaluation - art. L. 2121-22-1, L. 3121-22-1 et L. 4132-21-1 du code général des collectivités territoriales) (p. 153) - Supprimé (p. 155).

Art. 10 (contenu des procès-verbaux des réunions du conseil municipal - art. L. 2121-25 du code général des collectivités territoriales) (p. 155) - Supprimé (p. 156).

Art. 11 (espace réservé à l'opposition dans les documents d'information - art. L. 2121-27-1, L. 3121-24-1 et L. 4132-23-1 du code général des collectivités territoriales) (p. 157) - Supprimé (p. 160).

Art. 11 bis (conseillers municipaux délégués - art. L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales) (p. 160) - Adopté après modification (p. 161).

Après l'art. 11 bis (p. 161).

Art. additionnel (assouplissement des conditions de délégation de fonctions du président d'un EPCI à des conseillers communautaires membres du bureau) (p. 161) - Adopté (p. 162).

Art. 11 ter (conseillers généraux délégués - art. L. 3221-3 du code général des collectivités territoriales) (p. 162) - Adopté après modification (p. 164).

Art. 11 quater (conseillers régionaux délégués - art. L. 4231-3 du code général des collectivités territoriales) (p. 164) - Adopté après modification.

Après l'art. 11 quater (p. 164).

Division additionnelle (Chapitre.... - Fonctionnement des groupes d'élus) (p. 164) - Adoptée.

Art. additionnels (augmentation des moyens des groupes d'élus à 30 % du montant des indemnités versées aux élus - deux articles additionnels adoptés) (p. 164) - Adoptés (p. 172).

Division additionnelle (Chapitre... - Communautés d'agglomérations) (p. 173) - Adoptée.

Art. additionnel (non-application des seuils de 50 000 et de 15 000 habitants lorsque la communauté d'agglomération comprend le chef-lieu du département) (p. 173) - Adopté (p. 177).

Chapitre 3

Conseils économiques et sociaux et régionaux

Art. 12 (conditions d'exercice des fonctions de membre d'un conseil économique et social régional - art. L. 4134-3, L. 4134-6 à L. 4134-7-2, L. 4422-24 et L. 4432-9 du code général des collectivités territoriales) (p. 177) - Adopté après modification (p. 178).

Chapitre 3 bis

Comités de massifs

Art. 12 bis (fusion des massifs Alpes du Nord et Alpes du Sud - art. 5 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne) (p. 178) - Adopté après modification (p. 179).

Art. 12 ter (présidence des comités de massifs - art. 7 de la loi n° 85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne) (p. 179) - Adopté après modification (p. 180).

Chapitre 4

Dispositions particulières d'application

Art. 13 (application à Paris, Marseille et Lyon - art. L. 2511-1-1, L. 2511-10-1 et L. 2511-25-1 du code général des collectivités territoriales) (p. 181) - Adopté après modification (p. 184).

Art. 14 (application aux établissements publics de coopération intercommunale - art. L. 5211-1 du code général des collectivités territoriales) (p. 185) - Supprimé (p. 186).

Art. 14 bis (composition du comité d'un syndicat de communes - art. L. 5212-7 du code général des collectivités territoriales) (p. 186) - Supprimé.

Art. 15 (entrée en vigueur des articles 1er, 6 et 8-III) (p. 186) - Adopté après modification.

Chapitre 5

Dispositions diverses relatives aux collectivités territoriales

Nouvel intitulé (Dispositions relatives à Paris, Marseille et Lyon) (p. 201) - Adopté.

Art. 15 bis (consultation des maires d'arrondissement sur les changements de destination d'immeubles - art. L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation) (p. 202) - Adopté après modification.

Art. 15 ter (délai de réponse aux questions écrites - art. L. 2511-12 du code général des collectivités territoriales) (p. 202) - Adopté.

Art. 15 quater (consultation du conseil d'arrondissement sur le plan local d'urbanisme et information sur les déclarations d'intention d'aliéner - art. L. 2511-15 et L. 2511-30 du code général des collectivités territoriales) (p. 202) - Adopté après modification (p. 203).

Art. 15 quinquies (équipements de proximité relevant de la compétence des conseils d'arrondissement - art. L. 2511-16 du code général des collectivités territoriales) (p. 203) - Adopté après modification (p. 204).

Après l'art. 15 quinquies (p. 204).

Art. additionnel (délégation donnée aux conseils d'arrondissement pour conclure des marchés sans formalités préalables dans la limite de la réglementation applicable) - Adopté (p. 205).

Art. 15 sexies (fixation de la liste des équipements qui ne sont pas des équipements de proximité - art. L. 2511-18 du code général des collectivités territoriales) (p. 205) - Adopté après modification (p. 206).

Art. 15 septies (désignation par le conseil d'arrondissement des représentants de la commune dans les conseils d'école - art. L. 2511-19 du code général des collectivités territoriales) (p. 206) - Adopté après modification.

Art. 15 octies (commission mixte paritaire - art. L. 2511-21 du code général des collectivités territoriales) (p. 206) - Adopté.

Art. 15 nonies (délégation aux conseils d'arrondissement en matière d'achats publics - art. L. 2511-22 du code général des collectivités territoriales) (p. 206) - Adopté après modification (p. 207).

Art. 15 decies (consultation des électeurs d'arrondissement "référendums d'arrondissement" - art. L. 2511-24-1 nouveau du code général des collectivités territoriales) (p. 209) - Supprimé (p. 210).

Art. 15 undecies (section d'investissement dans les états spéciaux d'arrondissement - art. L. 2511-36-1 nouveau du code général des collectivités territoriales) (p. 210) - Adopté après modification.

Art. 15 duodecies (*dotation d'action locale - art. L. 2511-38, L. 2511-38-1 nouveau et L. 2511-39 du code général des collectivités territoriales*) (p. 210) - Supprimé (p. 210).

Après l'art. 15 duodecies (p. 212).

Art. additionnel (*adaptation de la rédaction de l'article L.2511-44 du code général des collectivités territoriales compte tenu de la possibilité reconnue aux conseils d'arrondissement d'engager des dépenses d'investissement*) (p. 212) - Adopté (p. 213).

Art. 15 terdecies (*nomination des directeurs de sections du centre d'action sociale de Paris - art. L. 2512-10 du code général des collectivités territoriales*) (p. 213) - Supprimé.

Art. 15 quaterdecies (*pouvoir de police du maire de Paris : salubrité, nuisances sonores, police des foires et marchés - art. L. 2512-13 du code général des collectivités territoriales*) (p. 213) - Adopté.

Art. 15 quindecies (*compétence de principe du maire de Paris en matière de police et liste des attributions du préfet de police - art. L. 2512-14 du code général des collectivités territoriales*) (p. 213) - Adopté (p. 214).

Art. 15 sexdecies (*suppression de la questure de la ville de Paris - art. L. 2512-20 et L. 2512-5 du code général des collectivités territoriales*) (p. 215) - Supprimé (p. 219).

Art. 15 septdecies (*collaborateurs de cabinet des maires d'arrondissement - art. 36 de la loi n° 82-1169 du 31 décembre 1982*) (p. 219) - Adopté après modification (p. 221).

Après l'art. 15 septdecies (p. 221).

Division additionnelle (*Chapitre 5 bis - Dispositions diverses relatives aux collectivités territoriales*) (p. 221) - Adoptée.

Art. additionnel (*non-transformation de locaux d'habitation en locaux commerciaux sur une partie de la commune géographiquement délimitée*) (p. 222) - Adopté.

Art. additionnel (*extension de la disposition prévue à l'article L. 211-7 du code de l'éducation à d'autres ministères*) (p. 222) - Adopté (p. 224).

Avant l'art. 15 octodecies (p. 224).

Art. additionnel (*poursuite du partage des directions départementales de l'équipement - transfert des services au conseil général là où est mise en oeuvre une partition des services*) (p. 224) - Adopté (p. 227).

Art. additionnel (*pouvoir des gardes-champêtres*) (p. 227) - Adopté (p. 228).

Art. additionnel (*création de postes de policiers intercommunaux*) (p. 228) - Adopté (p. 230).

Art. 15 octodecies (*renforcement des attributions des chefs exécutifs locaux en matière d'emprunts - art. L. 2122-22, L. 3211-2, L. 4221-5 du code général des collectivités territoriales*) (p. 230) - Adopté.

Art. 15 novodecies (*composition de la commission permanente des conseils généraux*) (p. 233) - Adopté (p. 235).

Après l'art. 15 novodecies (p. 235).

Art. additionnel (*transfert à l'EPCI des agents communaux des services chargés de la mise en oeuvre des compétences transférées*) (p. 235) - Adopté (p. 238).

Art. additionnel (*extension du dispositif concernant les transferts de personnels titulaires et contractuels en cas de substitution d'une communauté de communes à un syndicat*) (p. 239) - Adopté.

Art. 15 vicies (*rattachement aux communautés urbaines et aux communautés d'agglomération d'OPAC et d'OPHLM - art. L. 5215-20 et L. 5216-5 du code général des collectivités territoriales*) (p. 242) - Supprimé (p. 243).

Art. 15 unvicies (*attribution par une communauté urbaine de fonds de concours à une commune membre pour la réalisation d'équipements - art. L. 5215-26 du code général des collectivités territoriales*) (p. 243) - Adopté après modification (p. 245).

Art. 15 duovicies (*composition du comité syndical d'un syndicat mixte chargé de la gestion d'un parc naturel régional - art. L. 5721-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 245) - Adopté après modification (p. 247).

Après l'art. 15 duovicies (p. 247).

Art. additionnel (*majorité des deux tiers des membres composant le comité syndical d'un syndicat mixte ouvert pour les modifications statutaires*) (p. 247) - Adopté.

Art. 15 tervicies (*modalités de calcul de l'attribution de compensation versée en cas de création d'un établissement public de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique - art. 1609 nones C du code général des impôts*) (p. 249) - Adopté.

Art. 15 quatervicies (*consultation de la commission consultative d'évaluation des transferts de charges sur les dépenses résultant de transferts de compétences entre les régimes de sécurité sociale et les collectivités territoriales - art. L. 1614-3-1 nouveau du code général des collectivités territoriales*) (p. 508) - Adopté après modification (p. 509 ; précédemment réservé le 15 janvier 2002, p. 252).

Art. 15 quinvicies (*remplacement des conseils généraux par les conseils départementaux*) (p. 252) - Supprimé.

Après l'art. 15 quinvicies (p. 273).

Division additionnelle (*Chapitre 5 ter - Dispositions diverses de caractère électoral*) (p. 273) - Adoptée.

Art. 15 sexvicies (*incompatibilité entre mandats électoraux survenant du fait de l'acquisition d'un mandat par un suivant de liste - art. L. 270, L. 272-6 et L. 360 du code électoral*) (p. 274) - Adopté après modification (p. 275).

Art. 15 septvicies (*mode de scrutin municipal en Polynésie française*) (p. 275) - Adopté.

Après l'art. 15 septvicies (p. 239).

Art. additionnel (*report de la date d'application de l'arrêté au 1er janvier de l'année qui suit pour les communautés urbaines*) (p. 239) - Adopté (p. 241).

Art. additionnel (*report de la date d'application de l'arrêté au 1er janvier de l'année qui suit pour les communautés d'agglomération*) (p. 241) - Adopté.

Après l'art. 15 septvicies (p. 275).

Art. additionnel (*publication de sondages d'opinion de caractère électoral pendant les jours précédents un scrutin*) (p. 275) - Adopté (p. 277).

Art. additionnel (*possibilité pour les chambres mortuaires d'accueillir le corps des personnes décédées hors de l'établissement de santé lorsqu'il n'existe aucune chambre funéraire à proximité*) (p. 277) - Adopté (p. 277).

Art. additionnel (*possibilité pour les communes et leurs groupements d'acquiescer des titres d'une société d'assurance mutuelle*) (p. 277) - Adopté (p. 278).

Art. additionnel (*possibilité pour les communes d'exiger des intéressés ou de leurs ayants droit une participation aux frais qu'elles ont engagés à l'occasion d'opérations de secours consécutives à la pratique d'une activité sportive ou de loisirs*) (p. 278) - Adopté (p. 280).

Art. additionnel (*modulation du versement destiné aux transports en commun en cas d'extension d'un périmètre de transports urbains*) (p. 280) - Adopté.

Art. additionnel (*consultation du conseil municipal dès lors qu'un concessionnaire de service public souhaite s'engager ou se désengager dans une commune*) (p. 280) - Adopté (p. 283).

Art. additionnel (*mise à disposition de fonctionnaires territoriaux des départements auprès des DDE*) (p. 283) - Adopté (p. 287).

Art. additionnel (*validation de la nomination des brigadiers de police au grade de brigadiers major de police au titre de l'année 1996*) (p. 288) - Adopté.

Art. additionnel (*maintien de la compétence du département par voie conventionnelle en matière de transports scolaires quand il exerçait la totalité de cette compétence avant la création de la communauté d'agglomération*) (p. 288) - Adopté (p. 289).

Art. additionnel (*alignement au regard des avantages en nature du régime des directeurs de cabinet des présidents de conseil général, régional, maires des communes et présidents de communautés de communes de plus de 80 000 habitants sur celui des directeurs généraux desdites collectivités*) (p. 289) - Adopté (p. 290).

Art. additionnel (*déduction de l'attribution de compensation versée par les EPCI à taxe professionnelle unique à leurs communes membres de la compensation de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties accordée aux communes situées en zone franche urbaine*) (p. 290) - Adopté (p. 291).

Art. additionnel (*maintien du régime fiscal distinct pour les districts créés avant la loi n° 92-125 du 6 février 1992*) (p. 291) - Adopté.

TITRE II

DES CONDITIONS D'EXERCICE DES MANDATS LOCAUX

Nouvel intitulé (*Des conditions d'exercice des différents mandats*) (p. 291) - Adopté.

Chapitre 1^{er}

Conciliation du mandat local avec une activité professionnelle

Nouvel intitulé (*Conciliation du mandat avec une activité professionnelle*) (p. 291) - Adopté.

Art. 16 (*congé pour campagne électorale - art. L. 122-24-1 du code du travail*) (p. 293) - Adopté après modification (p. 295).

Art. 17 (*crédit d'heures - art. L. 2123-2, L. 3123-2 et L. 4135-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 297) - Adopté après modification (p. 298).

Art. 18 (*compensation des pertes de revenu des conseillers municipaux non indemnisés - art. L. 2123-3 du code général des collectivités territoriales*) (p. 298) - Adopté après modification (p. 299).

Chapitre 2

Garanties à l'issue du mandat

Art. 19 (*formation professionnelle à l'issue du mandat - art. L. 2123-10 à L. 2123-11-1, L. 3128-8 à L. 3123-9-1, L. 4135-8 à L. 4135-9-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 301) - Supprimé (p. 303).

Après l'art. 19 (p. 303).

Art. additionnel (*extension du régime de suspension du contrat de travail*) (p. 303) - Adopté (p. 304).

Art. 19 bis (*incompatibilité du mandat de conseiller général avec les fonctions d'employé des bureaux de préfecture ou de sous-préfecture - art. L. 207 du code électoral*) (p. 304) - Supprimé.

Art. 20 (*allocation différentielle de fin de mandat - art. L. 2123-11-2, L. 3123-9-2 et L. 4135-9-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 304) - Adopté après modification (p. 308).

Art. 21 (*financement de l'allocation de fin de mandat - honorariat des maires - art. L. 1621-2 et L. 2122-35 du*

code général des collectivités territoriales) (p. 308) - Adopté après modification (p. 309).

Après l'art. 21 (p. 310).

Art. additionnel (*honorariat accordé aux anciens conseillers généraux et régionaux*) (p. 310) - Adopté.

Art. 21 bis (*interdiction de sanctions discriminatoires à l'encontre des salariés élus municipaux - art. L. 2123-8 du code général des collectivités territoriales*) (p. 311) - Supprimé.

Chapitre 3

Formation en début et en cours de mandat

Art. 22 (*délibérations relatives à la formation - art. L. 2123-12, L. 3123-10, L. 4135-10 du code général des collectivités territoriales*) (p. 311) - Adopté après modification (p. 317).

Art. 23 (*congé de formation pour les élus locaux salariés - art. L. 2123-13, L. 3123-11 et L. 4135-11 du code général des collectivités territoriales*) (p. 317) - Adopté après modification (p. 319).

Art. 24 (*compensation des pertes de revenu pour formation - plafond de dépenses de formation - art. L. 2123-14, L. 3123-12 et L. 4135-12 du code général des collectivités territoriales*) (p. 319) - Adopté après modification (p. 322).

Art. 25 (*mutualisation de la formation des élus au niveau intercommunal - art. L. 2123-14-1 nouveau du code général des collectivités territoriales*) (p. 322) - Adopté.

Après l'art. 25 (p. 322).

Art. additionnel (*formation des membres du conseil supérieur des Français de l'étranger dans les domaines de la compétence du conseil*) (p. 322) - Adopté (p. 324).

Chapitre 4

Indemnités de fonction

Art. 26 (*délibérations sur les indemnités de fonction - art. L. 2123-20-1, L. 3123-15-1 et L. 4135-15-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 328) - Adopté après modification (p. 331).

Art. 27 (*suppression du cumul des majorations d'indemnités de fonction - art. L. 2123-22 du code général des collectivités territoriales*) (p. 331) - Adopté après modification.

Art. 28 (*suppression du "double barème" d'indemnités de fonction des maires - art. L. 2123-21, L. 2123-20, L. 2123-23 et L. 2123-23-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 331) - Adopté (p. 332).

Art. 29 (*indemnités de fonction des adjoints aux maires - art. L. 2123-24 du code général des collectivités territoriales*) (p. 332) - Adopté après modification (p. 336).

Art. 30 (*indemnités de fonction des conseillers municipaux - art. L. 2123-24-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 336) - Adopté.

Après l'art. 30 (p. 337).

Art. additionnel (*régime indemnitaire des conseillers généraux et conseillers régionaux*) (p. 338) - Adopté (p. 341).

Art. 30 bis (*honorariat des conseillers généraux - art. L. 3123-29 du code général des collectivités territoriales*) (p. 351) - Supprimé.

Chapitre 5

Remboursement de frais

Art. 31 (*remboursement de frais des élus municipaux - art. L. 2123-18 à L. 2123-18-3 du code général des collectivités territoriales*) (p. 354) - Adopté après modification (p. 358).

Art. 32 (*remboursement de frais des élus départementaux et régionaux - art. L. 3123-19 et L. 4135-19 du code général*

des collectivités territoriales) (p. 358) - Adopté après modification (p. 366).

Après l'art. 32 (p. 370).

Art. additionnel (*facilités apportées à l'exercice du mandat des présidents de conseils généraux et de conseils régionaux ne résidant pas dans la ville où siège le conseil qu'ils président*) (p. 370) - Adopté (p. 371).

Art. 33 (*participation au financement de l'emploi par un élu d'un salarié pour une garde d'enfant - art. L. 2123-18-4, L. 3123-19-1 et L. 4135-19-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 371) - Adopté après modification (p. 374).

Après l'art. 33 (p. 374).

Art. additionnel (*conditions d'exercice du mandat des personnes handicapées*) (p. 374) - Adopté.

Chapitre 6

Protection sociale

Art. 34 (*assimilation à un temps de travail du temps consacré à l'exercice d'un mandat - art. L. 2123-25, L. 3123-20 et L. 4135-20 du code général des collectivités territoriales*) (p. 376) - Adopté (p. 377).

Art. 35 (*protection sociale des élus empêchés d'exercer leurs fonctions - art. L. 2123-25-1, L. 3123-20-1 et L. 4135-20-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 377) - Adopté après modification.

Art. 36 (*assurance maladie des élus ayant interrompu leur activité professionnelle - art. L. 2123-25-2, L. 3123-20-2 et L. 4135-20-2 du code général des collectivités territoriales*) (p. 377) - Adopté après modification (p. 378).

Art. 37 (*extension du régime de "garantie accident" aux conseillers municipaux - art. L. 2123-32 du code général des collectivités territoriales*) (p. 378) - Adopté.

Après l'art. 37 (p. 378).

Division additionnelle (*Chapitre... - Responsabilité de la collectivité territoriale en cas d'accident*) (p. 380) - Adoptée (p. 381).

Chapitre 7

Dispositions particulières d'application

Art. 38 A (*fonctionnaires élus locaux - art. 11 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983*) (p. 381) - Adopté après modification.

Art. 38 B (*agents contractuels élus locaux*) (p. 381) - Adopté après modification.

Art. 38 (*application à Paris, Lyon et Marseille - art. L. 2511-9, L. 2511-25, L. 2511-33 et L. 2511-34 du code général des collectivités territoriales*) (p. 381) - Adopté après modification (p. 383).

Art. 39 (*application aux établissements publics de coopération intercommunale - art. L. 5211-12 à L. 5211-15, L. 5214-8, L. 5215-16 et L. 5216-4 du code général des collectivités territoriales*) (p. 383) - Adopté après modification (p. 386).

Art. 40 (*dépenses obligatoires des collectivités territoriales - art. L. 2321-2, L. 3321-1 et L. 4321-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 399) - Adopté (p. 402).

Art. 41 (*dispositions transitoires*) (p. 402) - Adopté.

Art. 42 (*application dans les collectivités d'outre-mer*) (p. 402) - Adopté après modification (p. 403).

Après l'art. 42 (p. 403).

Art. additionnel (*renforcement de la protection juridique des élus locaux dans l'exercice de leurs missions d'exécutif*) (p. 403) - Adopté (p. 406).

TITRE III

DES COMPETENCES LOCALES

Chapitre 1^{er}

Transferts de compétences aux régions

Nouvel intitulé (*Transferts de compétences aux collectivités locales*) (p. 406) - Adopté.

Art. 43 A (*aides aux entreprises - art. L. 1511-2, L. 1511-3 et L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 408) - Adopté après modification (p. 420).

Après l'art. 43 A (p. 420).

Art. additionnel (*renforcement du rôle des conseils régionaux dans le domaine du tourisme*) (p. 420) - Adopté (p. 421).

Art. 43 B (*gestion portuaire - art. 6 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983*) (p. 421) - Adopté après modification (p. 425).

Art. 43 C (*gestion des aérodromes civils*) (p. 425) - Adopté après modification (p. 429).

Art. 43 D (*exclusion des recettes fiscales procurées aux régions par le transfert de la gestion des ports et des aérodromes du Fonds de correction des déséquilibres régionaux - art. L. 4332-5 du code général des collectivités territoriales*) - Adopté après modification (p. 494 ; précédemment réservé le 17 janvier 2002, p. 429).

Art. 43 E (*versement de l'indemnité compensatrice forfaitaire liée au contrat d'apprentissage - art. L. 214-12 du code de l'éducation*) (p. 433) - Adopté.

Art. 43 F (*formation professionnelle et apprentissage*) (p. 435) - Adopté après modification (p. 443).

Art. 43 G (*compétences des régions en matière d'environnement - art. L. 214-13 et L. 214-14 du code de l'éducation, art. L. 222-1, L. 222-2, L. 222-3, L. 332-2, L. 332-6, L. 332-8-1, L. 332-10, L. 332-11, L. 332-12, L. 332-13, L. 332-19-1, L. 411-5, L. 541-13 et L. 541-15 du code de l'environnement*) (p. 443) - Adopté après modification (p. 457).

Art. 43 H (*aides au cinéma - art. L. 2251-4 et L. 3232-4 du code général des collectivités territoriales*) (p. 489) - Adopté après modification (p. 491).

Art. 43 I (*transfert de compétences dans le domaine de la culture*) (p. 491) - Adopté après modification (p. 494).

Après l'art. 43 I (p. 494).

Art. additionnel (*reprise de la proposition de loi relative à la création d'une commission départementale du patrimoine*) (p. 494) - Adopté (p. 501).

Art. additionnel (*extension de l'exonération de la redevance archéologie préventive aux communautés de communes*) (p. 501) - Adopté (p. 502).

Art. 43 J (*rappports au Parlement*) (p. 503) - Adopté après modification.

Avant l'art. 43 (p. 504).

Art. additionnel (*désignation des autorités organisatrices des transports maritimes réguliers - conditions d'instauration des obligations de service public par celles-ci*) (p. 504) - Adopté (p. 506).

Chapitre 2

Du fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours

Art. 43 (*les centres de première intervention - art. L. 1424-1, L. 1424-7 et L. 1424-12 du code général des collectivités territoriales*) (p. 509) - Adopté après modification (p. 522).

Après l'art. 43 (p. 522).

Art. additionnel (*possibilité pour les SDIS de passer convention avec le conseil général devenu collectivité principale*) (p. 522) - Adopté (p. 523).

Art. additionnel (*fixation du montant global des participations de l'Etat par la loi de finances lorsque l'Etat*

décide de participer financièrement aux dépenses de fonctionnement et d'investissement des SDIS) (p. 523) - Adopté (p. 638 ; précédemment réservé le 22 janvier 2002, p. 531).

Art. 44 (*composition du conseil d'administration du SDIS - art. L. 1424-24 du code général des collectivités territoriales*) (p. 531) - Adopté après modification (p. 539).

Art. 45 (*organisation et fonctionnement des services départementaux d'incendie et de secours - art. L. 1424-27, L. 1424-29, L. 1424-30 et L. 1424-34 du code général des collectivités territoriales*) (p. 539) - Adopté après modification (p. 554).

Art. 46 (*financement des SDIS - art. L. 1424-35 du code général des collectivités territoriales*) (p. 620) - Adopté après modification (p. 634).

Après l'art. 46 (p. 634).

Art. additionnel (*dispositions financières*) (p. 634) - Adopté (p. 635).

Art. 46 bis (*section incendie et secours du Conseil national des services publics départementaux et communaux - art. L. 1231-4 du code général des collectivités territoriales*) (p. 635) - Adopté après modification (p. 638).

Art. 46 ter (*prise en charge des interventions demandées par un service médical d'urgence - art. L. 1424-42 du code général des collectivités territoriales*) (p. 639) - Adopté après modification (p. 642).

Art. 46 quater (*prise en charge des interventions effectuées sur le réseau routier concédé*) (p. 642) - Adopté après modification (p. 643).

Art. 46 quinquies (*recrutement de gardes champêtres par les établissements publics de coopération intercommunale - art. L. 2213-17 du code général des collectivités territoriales*) (p. 644) - Supprimé (p. 645).

Art. 47 (*disposition transitoire*) (p. 645) - Adopté.

Art. 47 bis (*sapeurs-pompiers volontaires - validation d'expérience au titre de la formation - art. L. 1424-37-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 645) - Adopté après modification.

Art. 47 ter (*vacations horaires des sapeurs-pompiers volontaires - art. 11 de la loi n° 96-370 du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers*) (p. 656) - Adopté après modification (p. 659).

Après l'art. 47 ter (p. 503).

Art. additionnel (*base législative de la priorité donnée aux communes de la part de l'Etat en matière de concession de plages*) (p. 503) - Adopté (p. 504).

Après l'art. 47 ter (p. 660).

Art. additionnel (*intégration des SDIS aux services du conseil général à compter du 1er janvier 2006*) (p. 660) - Adopté (p. 667).

Art. additionnel (*possibilité d'engagement à compter de l'âge de seize ans des sapeurs-pompiers volontaires*) (p. 667) - Adopté (p. 671).

Art. additionnel (*possibilité d'intégration d'un service incendie de secours avant l'âge de dix-huit ans de jeunes sapeurs-pompiers ayant obtenu le brevet de cadet*) (p. 668) - Adopté (p. 671).

Art. additionnel (*majoration de 40 % à compter du 1er janvier 2002 des pensions de reversion et pensions d'orphelins à verser aux ayants cause des sapeurs-pompiers décédés en service commandé avant le 1er août 1982*) - Adopté.

Art. additionnel (*principe du partenariat avec les collectivités locales - extension du rôle du conservatoire du littoral*) (p. 678) - Adopté (p. 682).

Art. additionnel (*clarification de la gestion des terrains du conservatoire et des liens entre le conservatoire et le gestionnaire*) (p. 678) - Adopté (p. 682).

Art. additionnel (*rôle du conservatoire et des organismes gestionnaires - statut et attribution des gardes des terrains du conservatoire du littoral*) (p. 679) - Adopté (p. 682).

Art. additionnel (*rôle des conseils de rivage*) (p. 679) - Adopté (p. 682).

Art. additionnel (*éligibilité à la taxe départementale des espaces naturels sensibles, TDENS, de l'ensemble des dépenses engagées sur les cinquante pas géométriques pour les départements d'outre-mer*) (p. 679) - Adopté (p. 682).

Art. additionnel (*possibilité de préemption d'un terrain mis en vente par adjudication judiciaire ainsi que d'un immeuble se trouvant en zone de préemption*) (p. 680) - Adopté (p. 683).

Art. additionnel (*application de la taxe Barnier aux terrains affectés ou donnés en gestion*) (p. 680) - Adopté (p. 683).

Art. additionnel (*amélioration au régime des cinquante pas géométriques outre-mer*) (p. 680) - Adopté (p. 683).

Art. additionnel (*augmentation de deux cent millions de la DGF pour 2002 par prélèvement sur les reliquats constatés au 31 décembre 2001 de la dotation spéciale instituteur*) (p. 683) - Adopté (p. 684).

Art. additionnel (*extension aux policiers des règles applicables aux gendarmes en matière de déploiement de forces armées et d'usage de leur arme réglementaire*) (p. 683) - Adopté (p. 688).

Art. additionnel (*maintien des seuils actuels en matière de consultation des domaines lors d'acquisition par les collectivités territoriales*) (p. 688) - Adopté.

TITRE IV

DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC A L'ELABORATION DES GRANDS PROJETS

Chapitre 1^{er}

Concertation avec le public

Art. 48 (*élargissement de la définition du principe de participation - art. L. 110-1 du code de l'environnement*) (p. 563) - Adopté après modification (p. 564 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Après l'art. 48 (p. 564).

Art. additionnel (*soumission de la modification des voies de circulation aérienne à enquête publique*) (p. 564) - Adopté (p. 566 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. 49 (*débat public*) (p. 566).

Art. L. 121-1 du code de l'environnement (*nature et missions de la commission nationale du débat public*) (p. 569) - Adopté après modification (p. 573).

Art. L. 121-2 du code de l'environnement (*dérogations aux dispositions relatives au débat public*) (p. 574) - Adopté.

Art. L. 121-3 du code de l'environnement (*composition de la commission nationale du débat public*) (p. 574) - Adopté après modification (p. 575).

Art. L. 121-4 du code de l'environnement (*personnels de la commission nationale du débat public*) (p. 575) - Adopté.

Art. L. 121-5 du code de l'environnement (*incompatibilités*) (p. 575) - Adopté.

Art. L. 121-6 du code de l'environnement (*fonctionnement de la commission nationale du débat public*) (p. 575) - Adopté après modification (p. 576).

Après l'art. L. 121-6 du code de l'environnement (p. 576).

Art. additionnel (*compte-rendu de l'activité et contrôle de la commission nationale du débat public*) (p. 576) - Adopté (p. 577).

Art. L. 121-7 du code de l'environnement (*modalités de saisine de la commission nationale du débat public*) (p. 577) - Adopté après modification (p. 582).

Art. L. 121-8 du code de l'environnement (*suites données à la saisine de la commission nationale du débat public*) (p. 582) - Adopté après modification (p. 585).

Art. L. 121-9 du code de l'environnement (*saisine de la commission nationale du débat public par les ministres*) (p. 585) - Supprimé (p. 587).

Art. L. 121-10 du code de l'environnement (*durée maximale du débat public - bilan et compte rendu*) (p. 587) - Adopté après modification (p. 589).

Art. L. 121-11 du code de l'environnement (*date d'ouverture de l'enquête publique*) (p. 589) - Adopté après modification (p. 590).

Art. L. 121-12 du code de l'environnement (*décision prise par le maître d'ouvrage de poursuivre le projet*) (p. 590) - Adopté après modification.

Art. L. 121-13 du code de l'environnement (*forclusion du délai de recours à l'encontre d'irrégularité de la procédure de débat public*) (p. 590) - Adopté.

Art. L. 121-14 du code de l'environnement (*décret en Conseil d'Etat*) (p. 590) - Adopté.

Adoption de l'article 49 modifié (p. 590 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Chapitre 2

Concertation entre l'Etat et les collectivités territoriales

Art. 50 (*concertation sur les projets de travaux, d'aménagements ou d'ouvrages des collectivités locales*) (p. 591).

Art. L. 1331-1 du code général des collectivités territoriales (*objet et champ d'application de la concertation entre l'Etat et les collectivités territoriales*) (p. 592) - Adopté après modification (p. 593).

Art. L. 1331-2 du code général des collectivités territoriales (*modalités de la concertation*) (p. 593) - Adopté après modification (p. 596).

Art. L. 1331-3 du code général des collectivités territoriales (*décret en Conseil d'Etat*) (p. 596) - Adopté après modification (p. 597).

Adoption de l'article 50 modifié (p. 597 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. 51 (*concertation inter-administrative au sein de l'Etat ou de ses établissements publics*) (p. 597) - Adopté après modification (p. 598 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. 52 (*abrogation de la loi n° 52-1265 du 29 novembre 1952*) - Adopté (p. 598 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Chapitre 3

Procédure d'enquête publique

Art. 53 (*décentralisation de la décision d'ouverture des enquêtes publiques*) - Adopté (p. 599 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. 54 (*harmonisation des procédures de désignation et des pouvoirs de commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête - art. L. 11-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique*) (p. 599) - Adopté après modification (p. 601 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Après l'**art. 54** (p. 601).

Art. additionnel (*continuité de la procédure en cas de réserve ou d'avis défavorable du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête*) (p. 601) - Adopté (p. 602 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. additionnel (*réception obligatoire du maître d'ouvrage par le commissaire enquêteur*) - Adopté (p. 603 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. 55 (*versement d'une provision pour la conduite de l'enquête publique - art. L. 123-14 du code de l'environnement*) (p. 603) - Adopté (p. 604 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. 55 bis (*composition du conseil d'administration de Réseau ferré de France - art. 2 de la loi n° 97-135 du 13 février 1997 portant création de l'établissement public "Réseau ferré de France" en vue du renouvellement du transport ferroviaire*) - Supprimé (p. 604 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. 55 ter (*déclassement du domaine de Réseau ferré de France - art. 11 de la loi n° 97-135 du 13 février 1997*) (p. 604) - Supprimé (p. 605 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Chapitre 4

Déclaration de projet et déclaration d'utilité publique

Art. 56 (*déclaration de projet non suivie d'une déclaration d'utilité publique - art. L. 125-1 du code de l'environnement*) (p. 605) - Adopté après modification (p. 606 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. 57 (*déclaration de projet suivie d'une déclaration d'utilité publique - art. L. 11-1-1 et L. 11-1-2 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique*) (p. 606) - Adopté après modification (p. 610 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. 58 (*décret en Conseil d'Etat*) - Adopté après modification (p. 610 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Après l'**art. 58** (p. 610).

Art. additionnel (*information du public sur les motifs et conditions s'attachant aux décisions d'aménagement prises au vu d'une étude d'impact*) (p. 610) - Adopté (p. 611 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Avant l'**art. 58 bis** (p. 611).

Art. additionnel (*fixation par un décret en Conseil d'Etat des règles générales et des prescriptions techniques applicables à toutes les installations classées soumises à autorisation*) (p. 611) - Adopté (p. 612 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. 58 bis (*délai de fin de recours - art. L. 514-6 du code de l'environnement*) (p. 612) - Adopté après modification (p. 613 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. 58 ter (*servitude sur des installations classées - art. L. 515-12 du code de l'environnement*) (p. 613) - Adopté après modification (p. 614 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. 58 quater (*compatibilité entre déclaration d'utilité publique et schéma de cohérence territoriale et POS - art. L. 122-15 et L. 123-16 du code de l'urbanisme*) (p. 614) - Adopté après modification (p. 615 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. 58 quinquies (*dispositions transitoires relatives au plan de sauvegarde et de mise en valeur - art. additionnel après l'art. 26 de la loi 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain*) - Adopté (p. 616 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Après l'**art. 58 quinquies** (p. 616).

Art. additionnel (*limitation de la déclaration d'utilité publique prise par décret en Conseil d'Etat aux seuls*

travaux de réalisation de routes expresses) - Adopté (p. 616 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. additionnel (report d'une année de la mise en place des SCOT) (p. 616) - Adopté (p. 617 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. additionnel (prise en compte de la spécificité des EPCI antérieurs à la loi de 1999) (p. 617) - Adopté (p. 618 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

Art. additionnel (rachat à titre préventif des logements susceptibles de se trouver à terme dans les zones fortement exposées au bruit du fait de la construction d'un nouvel aéroport) (p. 618) - Adopté (p. 620 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 554).

TITRE V

DES OPERATIONS DE RECENSEMENT

Art. 59 (réforme du recensement de la population) (p. 689) - Adopté après modification (p. 693).

Art. 60 (application outre-mer) (p. 693) - Adopté (p. 694).

Art. 61 (décret en Conseil d'Etat) (p. 694) - Adopté après modification.

Après l'art. 61 (p. 694).

Art. additionnel (possibilité pour les taxis de stationner dans les communes où ils ont fait l'objet d'une réservation préalable) (p. 694) - Adopté (p. 696).

Art. additionnel (augmentation de six mois à un an du délai pendant lequel un syndicat d'agglomération nouvelle peut être transformé en communauté d'agglomération) (p. 696) - Adopté.

Division additionnelle Titre... - De la prévention des effondrements des cavités souterraines et des marnières, de la lutte contre les dommages qu'ils occasionnent, et de l'indemnisation des personnes qui en sont victimes) (p. 700) - Adoptée.

Art. additionnel (reprise du texte de la proposition de loi adoptée par le Sénat le 20 novembre 2001 afin de prévenir les dommages et d'indemniser les victimes d'effondrement du sol) (p. 526) - Adopté (p. 700 ; priorité ordonnée le 22 janvier 2002, p. 526).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 700, 706) : MM. Guy Fischer, Jean-Jacques Hyest, Patrick Lassourd, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Mme Josiane Mathon, MM. Henri de Raincourt, Charles Revet, Jean-Pierre Schosteck, Jean-Pierre Sueur, Daniel Vaillant, Ministre de l'intérieur; Alain Vasselle.

Adoption (24 janvier 2002) (p. 706).

Discussion (commission mixte paritaire)

(13 février 2002) (p. 1330, 1375).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1330, 1338) : MM. Paul Girod, Daniel Hoeffel, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Mme Josiane Mathon, MM. Michel Mercier, Josselin de Rohan, Jean-Pierre Sueur, Daniel Vaillant, Ministre de l'intérieur.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1338, 1375).

TITRE I^{er}

DE LA DEMOCRATIE DE PROXIMITE

Chapitre 1^{er}

Participation des habitants à la vie locale

Art. 1^{er} et 2 bis (p. 1338).

Art. 4, 5, 6, 7 bis et 7 quater (p. 1339).

Art. 7 ter et 7 quinquies - Supprimés par la CMP (p. 1339).

Chapitre 2

Droit des élus au sein des assemblées locales

Art. 9 (p. 1339).

Art. 11, 11 bis, 11 ter A, 11 ter et 11 quater (p. 1340).

Chapitre 2 bis

Fonctionnement des groupes d'élus

Art. 11 quinquies et 11 sexies (p. 1340).

Chapitre 2 ter

Communautés d'agglomérations

Art. 11 septies (p. 1340).

Chapitre 3

Conseils économiques et sociaux régionaux

Art. 12 (p. 1341).

Chapitre 3 bis

Comités de massifs

Art. 12 bis et 12 ter (p. 1341).

Chapitre 4

Dispositions particulières d'application

Art. 13 (p. 1341).

Art. 14, 14 bis et 15 (p. 1342).

Chapitre 5

Dispositions relatives à Paris, Marseille et Lyon

Art. 15 bis, 15 quater et 15 quinquies (p. 1342).

Art. 15 sexies A - Supprimé par la CMP (p. 1343).

Art. 15 sexies, 15 septies, 15 nonies, 15 decies, 15 undecies, 15 duodecies et 15 terdecies A (p. 1343).

Art. 15 sexdecies et 15 septdecies (p. 1344).

Chapitre 5 bis

Dispositions diverses relatives aux collectivités territoriales

Art. 15 octodecies A, 15 octodecies B, 15 octodecies C, 15 octodecies D et 15 octodecies E (p. 1344).

Art. 15 octodecies, 15 novodecies et 15 vicies A (p. 1345).

Art. 15 vicies B (p. 1346).

Art. 15 vicies C à 15 vicies - Supprimés par la CMP (p. 1346).

Art. 15 unvicies, 15 duovicies, 15 tervicies A et 15 quatervicies (p. 1346).

Art. 15 quinvicies - Supprimé par la CMP (p. 1346).

Chapitre 5 ter

Division et intitulé supprimés par la CMP

Art. 15 sexvicies (p. 1346) - Supprimé par la CMP ; devenu l'article 15 duoquadragies.

Art. 15 septivicies (p. 1346) - Supprimé par la CMP ; devenu l'article 15 terquadragies.

Art. 15 octovicies - Supprimé par la CMP (p. 1346).

Art. 15 novovicies (p. 1346).

Art. 15 tricies - Supprimé par la CMP (p. 1346).

Art. 15 untricies et 15 duotricies (p. 1346).

Art. 15 tertricies et 15 quatertricies - Supprimés par la CMP (p. 1347).

Art. 15 quintricies, 15 sextricies, 15 septtricies, 15 octotricies, 15 novotricies, 15 quadragies et 15 unquadragies (p. 1347).

Chapitre 5 quater

Dispositions diverses de caractère électoral

Art. 15 duoquadragies (p. 1347).

Art. 15 terquadragies (p. 1348).

TITRE II

**DES CONDITIONS D'EXERCICE DES DIFFERENTS
MANDATS**

Chapitre 1^{er}

Conciliation du mandat avec une activité professionnelle

Art. 16, 17 et 18 (p. 1348).

Chapitre 2

Garanties à l'issue du mandat

Art. 19 (p. 1349).

Art. 19 bis A - Supprimé par la CMP (p. 1349).

Art. 20 (p. 1349).

Art. 21, 21 bis A et 21 bis (p. 1350).

Chapitre 3

Formation en début et en cours de mandat

Art. 22 (p. 1350).

Art. 23, 24 et 25 (p. 1351).

Art. 25 bis (p. 1352).

Chapitre 4

Indemnités de fonction

Art. 26, 27, 29 et 30 bis A (p. 1352).

Chapitre 5

Remboursement de frais

Art. 31 et 32 (p. 1353).

Art. 32 bis, 33 et 33 bis (p. 1354).

Chapitre 6

Protection sociale

Art. 34 (p. 1354).

Art. 35 et 36 (p. 1355).

Chapitre 6 bis

**Responsabilité de la collectivité territoriale en cas
d'accident**

Art. 37 bis (p. 1355).

Chapitre 7

Dispositions particulières d'application

Art. 38 A (p. 1355).

Art. 38 B, 38 et 39 (p. 1356).

Art. 42 et 42 bis (p. 1357).

TITRE III

DES COMPETENCES LOCALES

Chapitre 1^{er}

Transferts de compétence aux collectivités locales

Art. 43 A (p. 1357).

Art. 43 BA, 43 B et 43 C (p. 1358).

Art. 43 D et 43 F (p. 1359).

Art. 43 G (p. 1360).

Art. 43 H, 43 I et 43 JA (p. 1362).

Art. 43 JB, 43 J, 43 K et 43 L (p. 1363).

Chapitre 2

**Du fonctionnement des services départementaux
d'incendie et de secours**

Art. 43 (p. 1363).

Art. 43 bis, 44 et 45 (p. 1364).

Art. 46 et 46 bis A (p. 1365).

**Art. 46 bis, 46 ter, 46 quater, 47 bis, 47 ter, 47 quater et
47 sexies** (p. 1366).

Art. 46 ter A et 47 quinquies - Supprimés par la CMP
(p. 1366).

Art. 47 septies (p. 1367).

Art. 47 octies à 47 octodécies - Supprimés par la CMP
(p. 1367).

TITRE IV

**DE LA PARTICIPATION DU PUBLIC A
L'ELABORATION DES GRANDS PROJETS**

Chapitre 1^{er}

Concertation avec le public

Art. 48, 48 bis et 49 (p. 1367).

Chapitre 2

Concertation entre l'Etat et les collectivités territoriales

Art. 50 et 51 (p. 1369).

Chapitre 3

Procédure d'enquête publique

Art. 54, 54 bis, 54 ter et 55 ter (p. 1370).

Chapitre 4

Déclaration de projet et déclaration d'utilité publique

Art. 56 (p. 1370).

Chapitre 6

Déclaration de projet

Art. 57 (p. 1370).

Art. 58 et 58 bis A (p. 1371).

Art. 58 bis B - Supprimé par la CMP (p. 1371).

Art. 58 bis, 58 ter et 58 quater (p. 1371).

Art. 58 sexies, 58 septies, 58 octies et 58 nonies (p. 1372).

TITRE V

DES OPERATIONS DE RECENSEMENT

Art. 59 (p. 1372).

Art. 61 (p. 1373).

TITRE VI

**DE LA PREVENTION DES EFFONDREMENTS DES
CAVITES SOUTERRAINES ET DES MARNIERES, DE
LA LUTTE CONTRE LES DOMMAGES QU'ILS
OCCASIONNENT ET DE L'INDEMNISATION DES
PERSONNES QUI EN SONT VICTIMES**

Art. 64 (p. 1373).

TITRE VII

**DU CONSERVATOIRE DU LITTORAL ET DES
RIVAGES LACUSTRES**

Art. 65, 66 et 67 (p. 1374).

Art. 68, 69, 70, 71 et 72 (p. 1375).

Adoption (13 février 2002) (p. 1375).

2. - Projet de loi constitutionnelle relatif à l'organisation décentralisée de la République, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Dominique PERBEN, Garde des sceaux, ministre de la justice (16 octobre 2002) [n° 24 rect. (2002-2003)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René GARREC (23 octobre 2002) [n° 27 (2002-2003)] - Discussion (29, 30, 31 octobre, 5, 6 novembre 2002) - Adoption (6 novembre 2002) [n° 26].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 novembre 2002) [n° 369 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Pascal CLEMENT (13 novembre 2002) [n° 376 (2002-2003)] - Avis de M. Pierre MEHAIGNERIE (13 novembre 2002) [n° 377 (2002-2003)] - Discussion (19, 20, 21, 22, 26, 27 novembre ; 4 décembre 2002) - Adoption (4 décembre 2002) [n° 42].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (4 décembre 2002) [n° 83 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. René GARREC (5 décembre 2002) [n° 86 (2002-2003)] - Discussion (11 décembre 2002) - Adoption (11 décembre 2002) [n° 36].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2003-469 DC du 26 mars 2003 (JO Lois et décrets du 29 mars 2003) ne se déclare pas compétent.

PROMULGATION : loi n° 2003-276 du 28 mars 2003 (J.O. Lois et décrets du 29 mars 2003).

Discussion (première lecture)

(29 octobre 2002) (p. 3211, 3269) ; (30 octobre 2002) (p. 3277, 3333) ; (31 octobre 2002) (p. 3345, 3363) ; (5 novembre 2002) (p. 3397, 3473) ; (6 novembre 2002) (p. 3491, 3534).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3211, 3269, 3277, 3280) : MM. Philippe Adnot, Nicolas Alfonsi, Jean Arthuis, Jean-Yves Autexier, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Marie-France Beaufils, Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Louis de Broissia, Jean-Claude Carle, Philippe Darniche, Gérard Delfau, Rodolphe Désiré, Patrick Devedjian, Ambroise Dupont, Jean-Claude Etienne, Guy Fischer, Gaston Flosse, Jean-Pierre Fourcade, Bernard Frimat, René Garrec, Président et rapporteur de la commission des lois; Patrice Gélard, Paul Girod, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyst, Roger Karoutchi, Dominique Larifla, Claude Lise, Gérard Longuet, François Marc, Mme Josiane Mathon, MM. Pierre Mauroy, Michel Mercier, Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice; Jean-Claude Peyronnet, Christian Poncelet, Jean-Pierre Raffarin, premier Ministre; Henri de Richemont, Josselin de Rohan, Jean-Pierre Sueur, Paul Vergès, Jean-Paul Virapoullé.

Motion n° 39 de Mme Nicole Borvo **tendant à opposer la question préalable** (p. 3280).

Rejet de la motion (p. 3287).

Scrutin public n° 13.

Motion n° 215 de M. Robert Bret **tendant au renvoi à la commission** (p. 3287).

Rejet de la motion (p. 3290).

Scrutin public n° 14.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3290, 3333 ; 3345, 3363 ; 3397, 3473 ; 3491, 3522) : MM. Philippe Adnot, Jean-Paul Alduy, Nicolas Alfonsi, Jean Arthuis, Mme Marie-France Beaufils, M. Laurent Bêteille, Mmes Marie-Christine Blandin, Nicole Borvo, MM. Jean-Guy Branger, Robert Bret, Michel Charasse, Jean Chérioux, Christian Cointat, Roland Courteau, Yves Dauge, Gérard Delfau, Robert Del Picchia, Yves Détraigne, Patrick Devedjian, Ministre délégué aux libertés locales; Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Dubrulle, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Gaston Flosse, François Fortassin, Jean-Pierre Fourcade, Yves Fréville, Bernard Frimat, Yann Gaillard, René Garrec, Président et rapporteur de la commission des

lois; Jean-Claude Gaudin, Patrice Gélard, Vice-président de la commission des lois; Mme Brigitte Girardin, Ministre de l'outre-mer; M. Paul Girod, Mme Jacqueline Gourault, MM. Michel Guerry, Daniel Hoeffel, Jean-Jacques Hyst, Roger Karoutchi, Lucien Lanier, Dominique Larifla, Gérard Le Cam, Claude Lise, Gérard Longuet, Mme Hélène Luc, MM. François Marc, Jean-Pierre Masseret, Jean-Louis Masson, Mme Josiane Mathon, MM. Pierre Mauroy, Michel Mercier, Georges Othily, Mme Anne-Marie Payet, MM. Jacques Pelletier, Guy Penne, Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice; Jacques Peyrat, Jean-Claude Peyronnet, Christian Poncelet, Josselin de Rohan, Jean-Pierre Sueur, Jean-Marc Todeschini, Alain Vasselle, Jean-Paul Virapoullé.

Art. 1^{er} (organisation de la République - art. premier de la Constitution) (p. 3290) - Adopté (p. 3306).

Après l'art. 1^{er} (p. 3310).

Art. additionnel (dépôt en premier lieu au Sénat des projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités locales - art. 39 de la Constitution) (p. 3310) - Adopté (p. 3312).

Art. 2 (expérimentations prévues par la loi ou le règlement - art. 37-1 inséré dans la Constitution) (p. 3316) - Adopté après modification (p. 3324).

Art. 3 (dépôt en premier lieu au Sénat des projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités locales - art. 39 de la Constitution) (p. 3324) - Adopté après modification (p. 3328).

Art. 4 (libre administration des collectivités territoriales - art. 72 de la Constitution) (p. 3330) - Adopté après modification (p. 3427).

Art. 5 (renforcement de la démocratie participative locale - art. 72-1 inséré dans la Constitution) (p. 3431) - Adopté après modification (p. 3441).

Art. 6 (autonomie financière des collectivités territoriales - art. 72-2 inséré dans la Constitution) (p. 3443) - Adopté après modification (p. 3473).

Art. 7 (régime des collectivités situées outre-mer - art. 72-3 inséré dans la Constitution) (p. 3491) - Adopté après modification (p. 3498).

Art. 8 (régime des départements et régions d'outre-mer - art. 73 de la Constitution) (p. 3508) - Adopté après modification (p. 3516).

Art. 9 (régime constitutionnel des collectivités d'outre-mer - art. 74 de la Constitution) (p. 3500) - Adopté après modification (p. 3508 ; priorité ordonnée, p. 3491).

Art. 10 (habilitation permanente pour actualiser le droit applicable outre-mer par ordonnances - art. 74-1 inséré dans la Constitution) (p. 3518) - Adopté après modification (p. 3520).

Art. 11 (assouplissement des conditions de délai pour l'organisation du scrutin présidentiel - nomination des représentants de l'Etat dans les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution - contrôle du Conseil constitutionnel sur la régularité des opérations de référendum - art. 7, 13 et 60 de la Constitution) (p. 3521) - Adopté après modification (p. 3522).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3522, 3524) : MM. Laurent Bêteille, Jacques Blanc, Mmes Marie-Christine Blandin, Nicole Borvo, MM. Patrick Devedjian, Ministre délégué aux libertés locales; François Fortassin, Patrice Gélard, Mme Brigitte Girardin, Ministre de l'outre-mer; M. Jean-Jacques Hyst, Mme Josiane Mathon, MM. Pierre Mauroy, Michel Mercier, Georges Othily, Jean-Claude Peyronnet, Christian Poncelet, Josselin de Rohan.

Scrutin public n° 28 (p. 3534).

Adoption (6 novembre 2002) (p. 3534).

Discussion (deuxième lecture)

(11 décembre 2002) (p. 5642, 5721).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5642, 5660) : *Mme Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Philippe Darniche, Gérard Delfau, Patrick Devedjian, Ministre délégué aux libertés locales; René Garrec, Président et rapporteur de la commission des lois; Patrice Gélard, Vice-président de la commission des lois; François Marc, Mme Josiane Mathon, MM. Michel Mercier, Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice; Jean-Claude Peyronnet, Jean-Pierre Sueur, Jean-Paul Virapoullé.*

Motion n° 90 de Mme Nicole Borvo **tendant à opposer la question préalable** (p. 5660).

Rejet de la motion (p. 5662).

Motion n° 91 de M. Robert Bret **tendant au renvoi à la commission** (p. 5662).

Rejet de la motion (p. 5665).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5665, 5718) : *Mmes Michèle André, Marie-Christine Blandin, Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Michel Charasse, Christian Cointat, Roland Courteau, Gérard Delfau, Robert Del Picchia, Michel Dreyfus-Schmidt, Guy Fischer, Bernard Frimat, René Garrec, Patrice Gélard, Vice-président de la commission des lois; Mme Brigitte Girardin, Ministre de l'outre-mer; M. Claude Lise, Mme Hélène Luc, M. François Marc, Mme Josiane Mathon, MM. Louis Moinard, Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice; Jean-Claude Peyronnet, Josselin de Rohan, Jean-Pierre Sueur, Mme Odette Terrade.*

Art. 3 (dépôt en premier lieu au Sénat des projets de loi ayant pour principal objet la libre administration des collectivités locales - art. 39 de la Constitution) (p. 5665) - Adopté (p. 5673).

Art. 4 (libre administration des collectivités territoriales - art. 72 de la Constitution) (p. 5678) - Adopté (p. 5701).

Art. 6 (autonomie financière des collectivités territoriales - art. 72-2 inséré dans la Constitution) (p. 5707) - Adopté (p. 5715).

Art. 7 (régime des collectivités situées outre-mer - art. 72-3 inséré dans la Constitution) (p. 5715) - Adopté (p. 5717).

Art. 8 (régime des départements et régions d'outre-mer - art. 73 de la Constitution) (p. 5717) - Adopté (p. 5718).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5718, 5721) : *MM. Gérard Delfau, Patrice Gélard, Vice-président de la commission; Mme Josiane Mathon, MM. Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice; Jean-Claude Peyronnet, Jean-Pierre Sueur.*

Scrutin public n° 73 (p. 5721).

Adoption (11 décembre 2002) (p. 5721).

3. - Proposition de loi portant réforme des règles budgétaires et comptables applicables aux départements, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Philippe ADNOT (19 novembre 2002) [n° 64 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe ADNOT (9 décembre 2002) [n° 87 (2002-2003)] - Discussion (12 décembre 2002) - Adoption (12 décembre 2002) [n° 39].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 2002) [n° 472 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Alain GEST (29 janvier 2003) [n° 573 (2002-2003)] - Discussion (6 février 2003) - Adoption (6 février 2003) [n° 84].

PROMULGATION : loi n° 2003-132 du 19 février 2003 (J.O. Lois et décrets du 20 février 2003).

Discussion (première lecture)

(12 décembre 2002) (p. 5786, 5794).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5786, 5789) : *MM. Philippe Adnot, rapporteur de la commission des finances; Henri Plagnol, secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5789, 5792).

Art. 1^{er} (modalités de présentation et de vote du budget) (p. 5789) - Adopté (p. 5790).

Art. 2 (autorisations de programmes, autorisations d'engagement et crédits de paiement) (p. 5790) - Adopté.

Art. 3 (adoption du compte administratif et du compte de gestion) (p. 5790) - Adopté.

Art. 4 (reprise anticipée et affectation des résultats) (p. 5790) - Adopté (p. 5791).

Art. 5 (amortissement et provisionnement) (p. 5791) - Adopté.

Art. 6 (chapitre individualisé pour les dépenses relatives au revenu minimum d'insertion) (p. 5791) - Adopté.

Art. 7 (recettes des départements) (p. 5791) - Adopté.

Art. 8 (comptables des départements) (p. 5792) - Adopté.

Art. 9 (transposition au SDIS des règles applicables aux départements) (p. 5792) - Adopté.

Art. 10 (dispositions diverses) (p. 5792) - Adopté.

Art. 11 (modalités d'application) (p. 5792) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5792, 5794) : *MM. Philippe Adnot, rapporteur; Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Michel Sergent.*

Adoption (12 décembre 2002) (p. 5794).

Commissions parlementaires d'enquête

Voir *Conférence des présidents*

Communication

Voir *Lois de finances*

Communication du Gouvernement

- En date du 1^{er} février 2002, relative à la consultation de l'Assemblée de la **Polynésie française**, du Congrès de la **Nouvelle-Calédonie** et de l'Assemblée territoriale de **Wallis-et-Futuna**, sur la proposition de loi n° 163 (2001-2002) de M. Robert Badinter, relative à la coopération avec la **Cour pénale internationale** (5 février 2002) (p. 927).

Conférence des présidents

- **Conférence des présidents** : regrets du groupe CRC du refus de création d'une commission d'enquête sur l'affaire « Vivendi Universal » (1^{er} octobre 2002) (p. 2548) - *MM. Christian Poncelet, président du Sénat, Jack Ralite.*

Conflits armés

Voir *Rapports au Parlement*

Constitution

Voir *Collectivités territoriales, 2*

Cotisations sociales

Voir *Sécurité sociale, 2*
Travail, 1

Cour des comptes

Voir *Rapports au Parlement*

Cour pénale internationale

Voir *Justice, 2*

Cours et tribunaux

Voir *Justice, 3*

Création littéraire et artistique

Voir *Chômage, 1*

Crédit

Voir *Rapports au Parlement*

Crimes, délits et contraventions

Voir *Traités et conventions, 6*

Culture

Voir *Lois de finances*
Rappels au règlement
Rapports au Parlement

1. - Proposition de loi autorisant la restitution par la France de la dépouille mortelle de Saartjie Baartman, dite "Vénus hottentote", à l'Afrique du Sud, dite "Vénus hottentote", à l'Afrique du Sud, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Nicolas ABOUT (4 décembre 2001) [n° 114 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Philippe RICHERT (23 janvier 2002) [n° 177 (2001-2002)] - Discussion (29 janvier 2002) - Adoption (29 janvier 2002) [n° 52].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (30 janvier 2002) [n° 3561 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean LE GARREC (30 janvier 2002) [n° 3563 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 808].

PROMULGATION : loi n° 2002-323 du 6 mars 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 mars 2002).

Discussion (première lecture)

(29 janvier 2002) (p. 737, 746).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 737, 741) : *MM. Nicolas About, Philippe Richert, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Roger-Gérard Schwarzenberg, Ministre de la recherche.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 741, 746) : *MM. Nicolas About, Robert Del Picchia, Serge Lagache, Ivan Renar, Philippe Richert, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Roger-Gérard Schwarzenberg, Ministre de la recherche.*

Art. unique (*restitution par la France à l'Afrique du Sud de la dépouille mortelle de Saartjie Baartman*) (p. 741) - Adopté (p. 746).

Adoption (29 janvier 2002) (p. 746).

2. - Projet de loi relatif à la rémunération au titre du prêt en bibliothèque et renforçant la protection sociale

des auteurs, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Catherine TASCIA, ministre de la culture et de la communication (20 mars 2002) [n° 271 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Daniel ECKENSPIELLER (8 octobre 2002) [n° 1 (2002-2003)] - Discussion (8 octobre 2002) - Adoption (8 octobre 2002) [n° 3].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 248 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Discussion (première lecture)

(8 octobre 2002) (p. 2674, 2683 ; 2688, 2707).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2674, 2683 ; 2688) : *MM. Jean-Jacques Aillagon, Ministre de la culture et de la communication; Daniel Eckenspieller, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Yann Gaillard, Mme Danièle Pourtaud, MM. Ivan Renar, Philippe Richert.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2688, 2704) : *MM. Jean-Jacques Aillagon, Ministre de la culture et de la communication; Michel Charasse, Daniel Eckenspieller, rapporteur de la commission des affaires culturelles; Yann Gaillard, Mme Danièle Pourtaud, MM. Ivan Renar, Jean-Marc Todeschini.*

Art. 1^{er} (*rémunération au titre du prêt en bibliothèque et modalités de sa répartition*) (p. 2688).

Art. L. 351-1 du code de la propriété intellectuelle (*régime de licence légale*) (p. 2689) - Adopté après modification (p. 2691).

Art. L. 351-2 du code de la propriété intellectuelle (*modalités de perception de la rémunération au titre du droit de prêt en bibliothèque*) (p. 2691) - Adopté après modification (p. 2692).

Art. L. 351-3 du code de la propriété intellectuelle (*assiette de la rémunération au titre du prêt en bibliothèque*) (p. 2692) - Adopté après modification (p. 2695).

Art. L. 351-4 du code de la propriété intellectuelle (*modalités de répartition de la rémunération perçue au titre du prêt en bibliothèque*) (p. 2695) - Adopté après modification (p. 2696).

Adoption de l'art. 1er modifié (p. 2700).

Art. 2 (*affiliation des auteurs et des traducteurs à un régime de retraite complémentaire*) (p. 2701) - Adopté après modification.

Art. 3 (*régime complémentaire d'assurance vieillesse des auteurs affiliés au régime d'assurance vieillesse de Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 2701) - Adopté après modification.

Art. 4 (*plafonnement des rabais sur le prix public de vente des livres prévus par la loi du 10 août 1981*) (p. 2701) - Adopté après modification (p. 2702).

Après l'art. 4 (p. 2701).

Art. additionnel (*rapport au Parlement*) (p. 1702) - Adopté (p. 1703).

Art. 5 (*dispositions transitoires*) (p. 2703) - Adopté après modification (p. 2704).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2704, 2706) : *M. Jean-Jacques Aillagon, Ministre de la culture et de la communication; Mme Françoise Féat, MM. Pierre Laffitte, Jack Ralite, Jacques Valade, Président de la commission des affaires culturelles.*

Adoption (8 octobre 2002) (p. 2706).

D**Décentralisation**

Voir *Collectivités territoriales, 2*
Lois de finances
rappels au règlement

Déchets

Voir *Traités et conventions, 35*

Déclarations du Gouvernement

1. - Déclaration de politique générale du Gouvernement
LECTURE A LA TRIBUNE DU SENAT, par M. Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, de la déclaration prononcée à l'Assemblée nationale par M. Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre (3 juillet 2002) (p. 1817, 1828) [n° 346 (2001-2002)] : *MM. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre; Nicolas Sarkozy, Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.*

2. - Déclaration de politique générale du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote en application de l'article 49, quatrième alinéa de la Constitution - APPROBATION DEMANDEE AU SENAT, par M. Jean-Pierre Raffarin, premier ministre (4 juillet 2002) (p. 1835, 1870) [n° 346 (2001-2002)] : *MM. Philippe Adnot, Jean Arthuis, Mme Nicole Borvo, MM. Claude Estier, François Fortassin, Jean-Pierre Fourcade, Paul Girod, Gérard Larcher, Paul Lorient, Philippe Marini, Christian Poncelet, Jean-Pierre Raffarin, premier ministre; Henri de Raincourt, Josselin de Rohan, Bernard Seillier.*

Scrutin public à la tribune n° 59 (p. 1870).

Approbation (4 juillet 2002) (p.1870).

3. - Débat sur une déclaration du Gouvernement
PRONONCEE AU SENAT par M. Dominique de Villepin, ministre des affaires étrangères (9 octobre 2002) (p. 2713, 2738) [n° 17 (2002-2003)] : *M. Jean-Yves Autexier, Mmes Marie-Christine Blandin, Nicole Borvo, MM. André Dulait, Hubert Durand-Chastel, Claude Estier, Jean François-Poncet, Serge Mathieu, Pierre Mauroy, Aymeri de Montesquiou, Jean-Pierre Plancade, Jean-Marie Poirier, Bernard Seillier, Dominique de Villepin, Ministre des affaires étrangères; Serge Vinçon.*

4. - Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le rapport du Gouvernement sur les prélèvements obligatoires et leur évolution PRONONCEE AU SENAT par M. Francis Mer, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et par M. Jean-François Mattei, ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées (7 novembre 2002) (p. 3551, 3579) [n° 55 (2002-2003)] : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Denis Badré, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Marie-Thérèse Boisseau, secrétaire d'Etat aux personnes handicapées; MM. Paul Girod, Roland du Luart, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Jean-François Mattei, Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées; Francis Mer, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Mme Nelly Olin, MM. Michel Sergent, Alain Vasselle, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Défense

Voir *Lois de finances*

Délinquance

Voir *Sécurité, 1*

Départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM)

Voir *Santé publique, 1*

Divorce

1. - Proposition de loi relative à la réforme du divorce, PRÉSENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. François COLCOMBET et les membres du groupe socialiste (26 juin 2001) [n° 3189 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. François COLCOMBET (3 octobre 2001) [n° 3299 (2001-2002)] - Discussion (9, 10 octobre 2001) - Adoption (10 octobre 2001) [n° 708].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 octobre 2001) [n° 17 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Patrice GELARD (20 février 2002) [n° 252 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 87].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 février 2002) [n° 3661 (2001-2002)] (onzième législature) - Texte redéposé le 17 juillet 2002 [n° 102 (2001-2002)] (douzième législature) - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(21 février 2002) (p. 1654, 1674 ; 1707, 1729).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1654, 1674) : *Mmes Sylvie Desmarescaux, Gisèle Gautier, MM. Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques Hyest, André Lardeux, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice; M. Jean-René Lecerf, Mmes Josiane Mathon, Danièle Pourtaud, Janine Rozier, MM. Bernard Seillier, Simon Sutour.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1707, 1728) : *Mme Nicole Borvo, MM. Christian Cointat, Michel Dreyfus-Schmidt, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice.*

Art. 1^{er} (présentation des cas de divorce - art. 229 du code civil) (p. 1707) - Adopté après modification.

Art. 2 (divorce par consentement mutuel - art. 230 à 232 du code civil) (p. 1707) - Adopté.

Après l'art. 2 (p. 1707).

Art. additionnel (cas de divorce contentieux) (p. 1707) - Adopté (p. 1708).

Art. 3 (divorce pour rupture irrémédiable du lien conjugal - art. 233 à 246 du code civil) (p. 1708) - Adopté après modification (p. 1709).

Art. 4 (procédure du divorce par consentement mutuel - art. 251 à 252-1 du code civil) (p. 1709) - Adopté après modification (p. 1710).

Après l'art. 4 (p. 1710).

Art. additionnel (insertion d'un paragraphe relatif à la requête initiale - art. 250-4 du code civil) (p. 1710) - Adopté.

Art. 5 (procédure préalable à l'assignation en cas de divorce pour rupture irrémédiable du lien conjugal - art. 252-2 à 253 du code civil) (p. 1710) - Adopté après modification (p. 1712).

Art. 6 (*mesures provisoires et urgentes - art. 254, 255 et 257 du code civil*) (p. 1712) - Adopté après modification (p. 1715).

Après l'art. 6 (p. 1715).

Art. additionnel (*insertion d'un paragraphe relatif à l'introduction de la procédure du divorce contentieux - art. 257-1 à 257-4 du code civil*) (p. 1715) - Adopté (p. 1716).

Art. 7 (*preuves en matière de divorce - art. 259, 259-3 du code civil*) (p. 1716) - Adopté après modification.

Art. 8 (*prononcé du divorce pour rupture irrémédiable du lien conjugal - art. 259-4 du code civil*) (p. 1716) - Adopté après modification (p. 1717).

Art. 8 bis (*constatation de faits graves dans le jugement - dommages et intérêts - art. 259-5 du code civil*) (p. 1717) - Supprimé.

Art. 9 (*date à laquelle se produisent les effets du divorce - art. 261-1, 261-2 et 262-1 du code civil*) (p. 1717) - Adopté après modification (p. 1718).

Art. 10 (*conséquences du divorce sur le nom des ex-époux - art. 264 du code civil*) (p. 1718) - Adopté.

Art. 11 (*conséquences patrimoniales du divorce - art. 265 à 268 du code civil*) (p. 1718) - Adopté après modification (p. 1720).

Art. 12 (*séparation de corps - art. 297 et 300 du code civil*) (p. 1720) - Adopté après modification.

Après l'art. 12 (p. 1721).

Art. additionnel (*application de la loi française lorsque la loi étrangère compétente comporte des dispositions portant atteinte à l'égalité des droits entre les époux et dans leurs relations avec leurs enfants lors de la dissolution du mariage*) (p. 1722) - Adopté (p. 1723).

Art. 13 (*dispositions diverses et coordinations*) (p. 1723) - Adopté après modification (p. 1726).

Art. 14 (*application de la loi à Mayotte*) (p. 1726) - Adopté après modification (p. 1727).

Après l'art. 14 (p. 1727).

Art. additionnel (*extension aux attributions de biens non monétaires du bénéfice de la réduction d'impôt au titre du versement de la prestation compensatoire sous forme d'un capital*) (p. 1727) - Adopté.

Art. 15 (*entrée en vigueur de la loi*) (p. 1727) - Adopté après modification (p. 1728).

Art. 16 (*rapport d'évaluation de la loi*) (p. 1728) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1729) : *Mme Nicole Borvo, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Daniel Hoeffel, Jean-Pierre Schosteck.*

Adoption (21 février 2002) (p. 1729).

Douanes

Voir *Rapports au Parlement*

Drogue

Voir *Sécurité sociale, 2*

1. - Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la politique nationale de lutte contre les drogues illicites, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Bernard PLAISAIT et plusieurs de ses collègues (10 juillet 2002) [n° 348 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Marc JUILHARD (10 décembre 2002) [n° 89 (2002-2003)] -

Avis de M. Laurent BRETEILLE (4 décembre 2002) [n° 82 (2002-2003)] - Discussion (12 décembre 2002) - Adoption (12 décembre 2002) [n° 38].

Discussion (première lecture)

(12 décembre 2002) (p. 5771, 5776).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5771, 5773) : *MM. Laurent Bêteille, rapporteur pour avis de la commission des lois; Guy Fischer, Jean-Marc Juilhard, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5773, 5774) : *Mme Michelle Demessine, MM. Guy Fischer, Jean-Marc Juilhard, rapporteur.*

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5774, 5776) : *MM. Gilbert Chabroux, Christian Demuynck, Guy Fischer.*

Adoption (12 décembre 2002) (p. 5776).

Droit local

1. - Proposition de loi portant réforme de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, dans ses dispositions relatives à la publicité foncière, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Hubert HAENEL et plusieurs de ses collègues (28 juin 2001) [n° 421 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel HOEFFEL (4 décembre 2001) [n° 109 (2001-2002)] - Discussion (13 décembre 2001) - Adoption (13 décembre 2001) [n° 28].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 décembre 2001) [n° 3467 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Armand JUNG (13 février 2002) [n° 3597 (2001-2002)] - Discussion (13 février 2002) - Adoption (13 février 2002) [n° 788].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (14 février 2002) [n° 235 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Daniel HOEFFEL - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 75].

PROMULGATION : loi n° 2002-306 du 4 mars 2002 (J.O. Lois et décrets du 5 mars 2002).

Discussion (deuxième lecture)

(21 février 2002) (p. 1652, 1654).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1652, 1653) : *M. Daniel Hoeffel, rapporteur de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1653, 1654) : *M. Simon Sutour.*

Art. 1^{er} (*régime de la publicité foncière en Alsace-Moselle - chapitre 3 du titre II de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle*) (p. 1653) - Adopté.

Art. 5 (*dispositions relatives au POS de la communauté lyonnaise*) (p. 1653) - Adopté (p. 1654).

Adoption (21 février 2002) (p. 1654).

Droits de l'homme

1. - Proposition de loi tendant à créer une journée nationale pour l'abolition universelle de la peine de mort, PRESENTÉE AU SENAT, par Mme Nicole BORVO et plusieurs de ses collègues (12 juin 2001) [n° 374 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de Mme Nicole BORVO (6 février 2002) [n° 214 (2001-2002)] -

Discussion (12 février 2002) - Adoption (12 février 2002)
[n° 61].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE
(PREMIERE LECTURE) (17 juillet 2002) [n° 101 (2001-
2002)] - Renvoi à la commission des lois.

Discussion (première lecture)

(12 février 2002) (p. 1263, 1268).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1263, 1267) : *M. Robert Badinter, Mmes Nicole Borvo, rapporteur de la commission des lois; Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1267, 1268) : *MM. Michel Caldaguès, Philippe de Gaulle, Patrice Gélard.*

Art. 1^{er} (*institution d'une journée nationale pour l'abolition universelle de la peine de mort*) (p. 1267) - Adopté (p. 1268).

Art. 2 (*modalités d'intégration des thèmes de la peine de mort et de la justice dans les programmes scolaires*) (p. 1268) - Adopté.

Art. 3 (*concours des services publics à la promotion de la journée pour l'abolition universelle de la peine de mort*) (p. 1268) - Adopté.

Art. 4 (*rapport annuel du Gouvernement sur les initiatives prises pour lutter contre la peine de mort*) (p. 1268) - Adopté.

Adoption (12 février 2002) (p. 1268).

Droits de la femme

Voir *Rapports au Parlement*

Dumas (Alexandre)

Voir *Allocutions et communications*

E

Elections et référendums

1. - Projet de loi modifiant la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Daniel VAILLANT, ministre de l'intérieur (16 janvier 2002) [n° 3540 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Bernard DEROSIER (22 janvier 2002) [n° 3551 (2001-2002)] - Urgence - Discussion (23 janvier 2002) - Adoption (23 janvier 2002) [n° 764].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (24 janvier 2002) [n° 184 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Patrice GELARD (30 janvier 2001) [n° 193 (2001-2002)] - Discussion (7 février 2002) - Adoption (7 février 2002) [n° 57].

PROMULGATION : loi n° 2002-214 du 19 février 2002 (J.O. Lois et décrets du 20 février 2002).

Discussion (première lecture)

(7 février 2002) (p. 1162, 1167).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1162, 1166) : *MM. Robert Bret, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Jean-Pierre Sueur, Daniel Vaillant, Ministre de l'intérieur.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1166, 1167).

Art. 1^{er} A (*mention du droit d'accès à la notice d'information sur les sondages - art. 2 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion*) (p. 1166) - Adopté.

Art. 1^{er} (*notice d'information sur les sondages publiés : dépôt et droit d'accès - art. 3 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion*) (p. 1166) - Adopté.

Art. 1^{er} bis (*publication des questions posées aux personnes interrogées - art. 3-1 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion*) (p. 1166) - Adopté.

Art. 1^{er} ter (*composition de la commission des sondages - art. 6 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion*) (p. 1166) - Adopté.

Art. 2 (*publication des sondages jusqu'à l'avant-veille du scrutin - art. 11 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion*) (p. 1166) - Adopté (p. 1167).

Art. 3 (*application de la loi dans les collectivités d'outre-mer - art. 14 de la loi n° 77-808 du 19 juillet 1977 relative à la publication et à la diffusion de certains sondages d'opinion*) (p. 1167) - Adopté.

Art. 4 (*application de la loi dans les collectivités d'outre-mer*) (p. 1167) - Adopté.

Adoption (7 février 2002) (p. 1167).

Eloges funèbres

- **Eloge funèbre de Dinah Derycke**, sénatrice du Nord, par M. Christian Poncelet, président du Sénat, auquel s'associe Mme Elisabeth Guigou, ministre de l'emploi et de la solidarité (19 février 2002) (p. 1489, 1492).

Emploi

1. - Projet de loi portant création d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. François FILLON, ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité (10 juillet 2002) [n° 351 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (16 juillet 2002) [n° 356 (2001-2002)] - Urgence - Discussion (17 juillet 2002) - Adoption (17 juillet 2002) [n° 108].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (18 juillet 2002) [n° 107 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Bernard PERRUT (24 juillet 2002) [n° 149 (2001-2002)] - Discussion (30, 31 juillet 2002) - Adoption (31 juillet 2002) [n° 21].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (1er août 2002) [n° 389 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. BERNARD PERRUT (1er août 2002) [n° 163 (2001-2002)] - Discussion (1er août 2002) - Adoption (1er août 2002) [n° 23].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Louis SOUVET (1er août 2002) [n° 390 (2001-2002)] - Discussion (1er août 2002) - Adoption (1er août 2002) [n° 113].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2002-459 DC du 22 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 30 août 2002) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2002-1095 du 29 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 30 août 2002).

Discussion (première lecture)

(17 juillet 2002) (p. 1913, 1966).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1913, 1938) : *M. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Mme Annick Bocandé, MM. Jean-Claude Carle, Gilbert Chabroux, Gérard Delfau, François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Alain Gournac, Bernard Joly, Mme Valérie Létard, MM. Roland Muzeau, Joseph Ostermann, Bernard Seillier, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Jean-Paul Virapoullé.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1938, 1962) : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Paul Blanc, Gilbert Chabroux, Michel Charasse, Jean Chérioux, Gérard Delfau, Mme Michelle Demessine, MM. Eric Doligé, Claude Domeizel, Jean Faure, François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Guy Fischer, Jean-Pierre Godefroy, Alain Gournac, Jacques Legendre, Philippe Marini, Roland Muzeau, Philippe Nogrix, Henri de Raincourt, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Alain Vasselle.*

Art. 1^{er} (*institution d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise - art. L. 322-4-6 et art. L. 322-4-6-1 à L. 322-4-6-3 nouveaux du code du travail*) (p. 1938).

Art. L. 322-4-6 du code du travail (*public visé et nature du soutien*) (p. 1944) - Adopté après modification.

Art. L. 322-4-6-1 du code du travail (*employeurs concernés et durée du soutien*) (p. 1944) - Adopté après modification (p. 1950).

Art. L. 322-4-6-2 du code du travail (*conditions particulières de rupture du contrat de travail*) (p. 1950) - Adopté après modification (p. 1951).

Après l'art. L. 322-4-6-3 du code du travail (p. 1951).

Art. additionnel (*accompagnement et accès au bilan de compétences des salariés*) (p. 1951) - Adopté.

Art. additionnel (*compatibilité entre le dispositif et les spécificités de certains secteurs*) (p. 1952) - Adopté.

Adoption de l'art. 1er modifié (p. 1952).

Art. 2 (*validation des acquis de l'expérience et formation professionnelle*) (p. 1954) - Adopté après modification (p. 1955).

Après l'art. 2 (p. 1955).

Art. additionnel (*assise légale de la réforme de l'assurance chômage des intermittents du spectacle*) (p. 1955) - Adopté (p. 1958).

Seconde délibération, ordonnée à la demande du Gouvernement, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat (p. 1961).

Art. 1^{er} (*institution d'un dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprises - art. L. 322-4-6 et art. L. 322-4-6-1 à L. 322-4-6-3 nouveaux du code du travail*) (p. 1961) - Adopté après modification (p. 1962).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1962, 1966) : *MM. Gilbert Chabroux, Gérard Delfau, François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Emmanuel Hamel, Jacques Legendre, Roland Muzeau, Philippe Nogrix, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Alain Vasselle.*

Adoption (17 juillet 2002) (p. 1966).

Discussion (commission mixte paritaire)

(1er août 2002) (p. 2481, 2490).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2481, 2489) : *MM. Gilbert Chabroux, François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Jean-Pierre Fourcade, Roland Muzeau, Louis Souvet, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2489, 2490).

Art. 1^{er} et 3 (p. 2489).

Art. 4 (p. 2490).

Adoption (1er août 2002) (p. 2490).

2. - Projet de loi relatif à la négociation collective sur les restructurations ayant des incidences sur l'emploi, PRÉSENTE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. François FILLON, ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité (13 novembre 2002) [n° 375 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Dominique DORD (20 novembre 2002) [n° 386 (2002-2003)] - Urgence - Discussion (10 décembre 2002) - Adoption (10 décembre 2002) [n° 45].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIÈRE LECTURE) (11 décembre 2002) [n° 91 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Alain GOURNAC (11 décembre 2002) [n° 92 (2002-2003)] - Discussion (17 décembre 2002) - Adoption (17 décembre 2002) [n° 41].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLÉE NATIONALE (DEUXIÈME LECTURE) (18 décembre 2002) - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Alain GOURNAC (18 décembre 2002) [n° 105 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 46].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLÉE NATIONALE) - Rapport de M. Jean-Michel DUBERNARD (18 décembre 2002) [n° 509 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 66].

PROMULGATION : loi n° 2003-6 du 3 janvier 2003 (J.O. Lois et décrets du 4 janvier 2003).

Discussion (première lecture)

(17 décembre 2002) (p. 5962, 6013).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5962, 5981) : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Gilbert Chabroux, François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Alain Gournac, rapporteur de la commission des affaires sociales; Roland Muzeau, Bernard Seillier, Louis Souvet, François Zocchetto.*

Motion n° 32 de M. Roland Muzeau, soutenue par M. Guy Fischer **tendant à opposer la question préalable** (p. 5981).

Rejet de la motion (p. 5985).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5985, 6009) : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Auguste Cazalet, Gérard César, Gilbert Chabroux, François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Guy Fischer, Alain Gournac, rapporteur de la commission des affaires sociales; Pierre Herisson, Bernard Joly, Louis Moinard, Roland Muzeau, Mme Gisèle Printz.*

Art. 1^{er} (*suspension temporaire de l'application de certaines dispositions issues de la loi du 17 janvier 2002 relatives à la procédure de licenciement économique - art. 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 104, 106, 109 et 116 de la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale*) (p. 5985) - Adopté (p. 5995).

Art. 2 (*possibilité de conclure des accords d'entreprise expérimentaux sur la procédure lorsqu'un licenciement d'au moins dix salariés sur une même période de trente jours est envisagé*) (p. 5997) - Adopté (p. 6001).

Art. 3 (*droit applicable aux procédures en cours à la date de promulgation de la présente loi*) (p. 6001) - Adopté (p. 6002).

Art. 4 (*aménagement de la charge de la preuve en cas de harcèlement - art. L. 122-52 du code du travail*) (p. 6002) - Adopté (p. 6004).

Art. 5 (*aménagement de la procédure de médiation en cas de harcèlement - art. L. 122-54 du code du travail*) (p. 6004) - Adopté (p. 6006).

Art. 6 (*prise en charge par le fonds de solidarité vieillesse des cotisations versées à l'ARRCO et à l'AGIRC au titre des périodes passées sous le régime de l'allocation équivalent retraite, AER*) (p. 6006) - Adopté.

Après l'art. 6 (p. 6006).

Art. additionnel (*possibilité de recours aux CDD pour le remplacement temporaire d'un chef d'exploitation agricole, de son conjoint collaborateur ou d'un collaborateur non salarié*) (p. 6006) - Adopté (p. 6007).

Art. additionnel (*accès à la formation des salariés en CDD*) (p. 6007) - Adopté (p. 6008).

Art. additionnel (*validation législative des actes pris après avis de la commission supérieure du personnel et des affaires sociales du service public des postes et télécommunications*) (p. 6009) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 6009, 6013) : *M. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Mme Annick Bocandé, MM. Gilbert Chabroux, François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Alain Gournac, rapporteur de la commission des affaires sociales; Pierre Herisson, Roland Muzeau, Bernard Seillier.*

Adoption (17 décembre 2002) (p. 6013).

Energie

Voir *Rapports au Parlement*

1. - Projet de loi relatif aux marchés énergétiques, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Francis MER, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (25 septembre 2002) [n° 406 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Ladislav PONIATOWSKI (9 octobre 2002) [n° 16 (2002-2003)] - Urgence - Discussion (15, 16 octobre 2002) - Adoption (16 octobre 2002) [n° 19].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (17 octobre 2002) [n° 326 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Francis-Michel GONNOT (26 novembre 2002) [n° 400 (2002-2003)] - Discussion (11, 12, 13, 17 décembre 2002) - Adoption (17 décembre 2002) [n° 47].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi relatif aux marchés du gaz et de l'électricité et au service public de l'énergie.

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 2002) [n° 99 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. François-Michel GONNOT (17 décembre 2002) [n° 475 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 68].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Ladislav PONIATOWSKI (18 décembre 2002) [n° 100 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 45].

PROMULGATION : loi n° 2003-8 du 3 janvier 2003 (J.O. Lois et décrets du 4 janvier 2003).

Discussion (première lecture)

(15 octobre 2002) (p. 2825, 2876) ; (16 octobre 2002) (p. 2895, 2974).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2825, 2854) : *MM. Jean Besson, Yves Coquelle, Gérard Delfau, Mme Nicole Fontaine, Ministre déléguée à l'industrie; MM. Bernard Fournier, Pierre Herisson, Bernard Joly, Gérard Larcher, Président de la commission des affaires économiques; Paul Lorient, Xavier Pintat, Ladislav Poniatowski, rapporteur de la commission des affaires économiques; Daniel Raoul, Henri Revol, Pierre-Yvon Trémel.*

Motion n° 124 de Mme Marie-France Beaufils **tendant à opposer la question préalable** (p. 2851).

Rejet de la motion (p. 2854 ; scrutin public n° 4).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2855, 2970) : *M. Jean-Paul Amoudry, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Marie-France Beaufils, MM. Jean Besson, Yves Coquelle, Mme Evelyne Didier, MM. Jean-Paul Emin, Guy Fischer, Mme Nicole Fontaine, Ministre déléguée à l'industrie; MM. Alain Fouché, Pierre Herisson, Gérard Larcher, Président de la commission des affaires économiques; Gérard Le Cam, Jean-Louis Lorrain, Jean-Louis Masson, Louis Moinard, Aymeri de Montesquiou, Xavier Pintat, Ladislav Poniatowski, rapporteur de la commission des affaires économiques; Daniel Raoul, Henri Revol, Bernard Saugéy, Mme Odette Terrade, MM. Pierre-Yvon Trémel, Alain Vasselle.*

TITRE I^{er}

ACCES AUX INFRASTRUCTURES DE GAZ NATUREL

Intitulé du projet de loi (*projet de loi relatif aux marchés énergétiques et au service public de l'énergie*) (p. 2855) - Adopté (p. 2856 ; priorité ordonnée, p. 2855).

Art. 1^{er} (*accès aux infrastructures de gaz naturel*) (p. 2856) - Adopté après modification (p. 2858).

Art. 2 (*régime des clients éligibles*) (p. 2858) - Adopté après modification (p. 2866).

Art. 3 (*statut des fournisseurs de gaz naturel*) (p. 2866) - Adopté après modification (p. 2872).

Art. 4 (*refus de conclure un contrat d'accès à un ouvrage de transport, de distribution ou à une installation gazière*) (p. 2895) - Adopté après modification (p. 2899).

TITRE II

LA TRANSPARENCE ET LA REGULATION DU SECTEUR DU GAZ NATUREL

Art. 5 (*transparence et régulation du secteur du gaz naturel*) (p. 2899) - Adopté après modification (p. 2907).

Art. 6 (*séparation comptable*) (p. 2908) - Adopté après modification (p. 2909).

Art. 7 (*fonctionnement des réseaux gaziers, échanges d'informations*) (p. 2909) - Adopté après modification (p. 2911).

Art. 8 (*collecte de données relatives au fonctionnement des réseaux*) (p. 2911) - Adopté après modification (p. 2912).

Avant l'art. 9 (p. 2912).

Art. additionnel (*adjonction de deux membres supplémentaires à la commission de régulation de l'énergie*) (p. 2912) - Adopté (p. 2913).

Art. additionnel (*suppression de l'article 36 de la loi du 10 février 2002*) (p. 2913) - Adopté (p. 2914).

Art. 9 (*compétences de la commission de régulation*) (p. 2914) - Adopté après modification (p. 2916).

Art. 10 (*coordination avec les dispositions du code général des collectivités territoriales*) (p. 2916) - Adopté après modification (p. 2918).

TITRE III

LE SERVICE PUBLIC DU GAZ NATUREL

Avant l'art. 11 (p. 2918).

Art. additionnel (*affirmation du rôle des communes de leurs établissements publics de coopération dans le développement du service public du gaz*) (p. 2918) - Adopté (p. 2920).

Art. 11 (*fixation d'obligations de service public par l'Etat*) (p. 2920) - Adopté après modification (p. 2930).

Après l'art. 11 (p. 2930).

Art. additionnel (*extension des compétences des observatoires régionaux du service public de l'électricité*) (p. 2930) - Adopté (p. 2932).

Art. additionnel (*dénomination et mission des observatoires régionaux et de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz*) (p. 2930) - Adopté (p. 2932).

Art. additionnel (*dénomination et compétences de l'observatoire de la diversification des activités d'EDF et de GDF*) (p. 2932) - Adopté (p. 2933).

TITRE IV

LE TRANSPORT ET LA DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL

Art. 12 (*transport et distribution de gaz naturel*) (p. 2933) - Adopté.

Art. 13 (*fixation par décret des prescriptions techniques applicables aux canalisations gazières*) (p. 2933) - Adopté après modification (p. 2935).

Après l'art. 13 (p. 2935).

Art. additionnel (*soumission à l'autorisation du ministère chargé de l'énergie du changement d'opérateurs d'ouvrages de transport de gaz*) (p. 2935) - Adopté.

Art. 14 (*contrôle des capacités techniques des opérateurs*) (p. 2937) - Adopté après modification (p. 2940).

Après l'art. 14 (p. 2940).

Art. additionnel (transformation d'oléoducs en gazoducs) (p. 2940) - Adopté (p. 2941).

TITRE V LE STOCKAGE SOUTERRAIN

Art. 15 (régime des stockages souterrains) (p. 2941) - Adopté après modification (p. 2943).

Art. 16 (caducité des titres miniers) (p. 2943) - Adopté.

Art. 17 (régime d'exploitation des stockages souterrains) (p. 2943) - Adopté (p. 2944).

TITRE VI CONTROLE ET SANCTIONS

Art. 18 (pouvoirs d'enquête et de sanction administrative) (p. 2947) - Adopté.

Art. 19 (sanctions applicables à la fourniture de gaz naturel en l'absence d'autorisation) (p. 2947) - Adopté.

TITRE VII DISPOSITIONS DIVERSES

Nouvel intitulé (dispositions relatives au secteur public de l'électricité) (p. 2948) - Adopté.

Avant l'art. 20 (p. 2948).

Art. additionnel (attribution des crédits du FACE) (p. 2948) - Adopté (p. 2950).

Art. 20 (appréciation du seuil de puissance maximale des installations bénéficiant de l'obligation d'achat de courant électrique) (p. 2950) - Adopté après modification (p. 2952).

Après l'art. 20 (p. 2952).

Art. additionnel (régime de compensation des charges de service public) (p. 2952) - Adopté (p. 2958).

Art. additionnel (coordination) (p. 2958) - Adopté.

Art. additionnel (compensation des surcoûts dus à la production de courant à la suite d'un appel d'offres) (p. 2959) - Adopté.

Art. additionnel (fixation de la liste des informations confidentielles relatives à un appel d'offres dans le secteur électrique) (p. 2959) - Adopté.

Art. additionnel (régime de l'obligation d'achat d'électricité) (p. 2960) - Adopté.

Art. additionnel (régime des activités prohibées aux agents du gestionnaire du réseau public de transport d'électricité) (p. 2961) - Adopté.

Art. additionnel (fixation du seuil d'éligibilité à l'exclusion des clients domestiques) (p. 2961) - Adopté (p. 2962).

Art. additionnel (suppression des limitations aux négoce d'électricité) (p. 2962) - Adopté.

Art. additionnel (éligibilité des distributeurs non nationalisés au titre de leurs achats d'électricité destinés à compenser les pertes sur leur réseau) (p. 2963) - Adopté (p. 2964).

Art. additionnel (procédure de simple déclaration pour la fourniture d'électricité dans le cas d'achat pour revente) (p. 2964) - Adopté.

Art. additionnel (publication de la liste des clients éligibles) (p. 2965) - Adopté.

Art. additionnel (habilitation de tiers par la CRE afin de mener à bien ses contrôles) (p. 2965) - Adopté (p. 2966).

Art. additionnel (incompatibilités des fonctions de membre de la CRE) (p. 2966) - Adopté (p. 2967).

Art. additionnel (possibilité pour la CRE de recueillir, dans l'exercice de ses missions, l'avis de toute personne intéressée) (p. 2967) - Adopté.

Art. additionnel (adaptation des règles relatives à la valorisation de l'énergie réservée) (p. 2967) - Adopté.

Avant l'art. 21 (p. 2967).

Division additionnelle (Titre VIII - Dispositions diverses) (p. 2967) - Adoptée.

Art. 21 (coordinations et abrogations) (p. 2967) - Adopté (p. 2970).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2971, 2974) : MM. Jean-Paul Amoudry, Jean Besson, Yves Coquelle, Mme Nicole Fontaine, Ministre déléguée à l'industrie; MM. Alain Gérard, Ladislav Poniatowski, rapporteur de la commission des affaires économiques; Daniel Raoul, Henri Revol.

Adoption (16 octobre 2002) (p. 2974).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 2002) (p. 6096, 6115).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6096, 6099) : M. Yves Coquelle, Mme Nicole Fontaine, Ministre déléguée à l'industrie; MM. Ladislav Poniatowski, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Daniel Raoul.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6099, 6115) : Mme Nicole Fontaine, Ministre déléguée à l'industrie; MM. Jean-François Le Grand, Ladislav Poniatowski, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Daniel Raoul.

Art. 1^{er} A (organisation générale du marché et du service public du gaz naturel) (p. 6099).

TITRE I^{er}

L'ACCES AUX RESEAUX DE GAZ NATUREL

Art. 1^{er} et 2 (p. 6099).

Art. 2 bis (maintien du contrat en vigueur en l'absence de choix d'un nouveau fournisseur par un client éligible) (p. 6100).

Art. 3 et 4 (p. 6101).

TITRE II

LA TRANSPARENCE ET LA REGULATION DU SECTEUR DU GAZ NATUREL

Art. 5, 6 et 7 (p. 6101).

Art. 8, 8 bis et 9 (p. 6102).

Art. 10 (p. 6104).

TITRE III

LE SERVICE PUBLIC DU GAZ NATUREL

Art. 11 B (p. 6104).

Art. 11 C (p. 6104) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 6115).

Art. 11 (p. 6104).

Art. 11 bis (p. 6105) - Supprimé par la CMP (p. 6115).

Art. 11 ter et 11 quater (p. 6105).

TITRE IV

LE TRANSPORT ET LA DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL

Art. 12 et 13 (p. 6105).

Art. 13 bis A (pouvoir de contrôle des directions régionales de la recherche, de l'industrie et de l'environnement, DRIRE) (p. 6105).

Art. 13 bis B (précautions imposées aux riverains) (p. 6106).

Art. 13 bis (changement d'opérateurs) (p. 6106).

Art. 14 et 14 bis (p. 6106).

TITRE V

LE STOCKAGE SOUTERRAIN

Art. 15 (p. 6107).

Art. 16 et 17 (p. 6108).

TITRE VI

CONTROLE ET SANCTIONS

Art. 18 et 19 (p. 6108).

TITRE VII

DISPOSITIONS RELATIVES AU SERVICE PUBLIC DE L'ELECTRICITE

Art. 20 A (*répartition des participations du FACE*) (p. 6108).

Art. 20 B (*évolution des clauses tarifaires des contrats des clients éligibles n'ayant pas fait jouer leur éligibilité*) (p. 6109).

Art. 20 bis (p. 6109).

Art. 20 ter, 20 quater, 20 septies (p. 6110).

Art. 20 octies A (*contrôle des programmes d'appel et d'approvisionnement par le gestionnaire du réseau public de transport*) (p. 6111).

Art. 20 octies B (*approbation par la commission de régulation de l'énergie des règles de présentation des programmes et des propositions d'ajustement*) (p. 6111).

Art. 20 octies C (*liberté de choix et de négociation du gestionnaire du réseau public de transport*) (p. 6111).

Art. 20 octies D (*autorisation de la communication d'informations par le gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité à l'occasion des contrôles des autorités concédantes*) (p. 6111).

Art. 20 octies et 20 nonies (p. 6111).

Art. 20 decies (p. 6111) - Supprimé par la CMP.

Art. 20 undecies A (*abrogation de la durée minimale des contrats de fourniture d'électricité*) (p. 6111).

Art. 20 undecies et 20 duodecies (p. 6111).

Art. 20 terdecies A (*participation des demandeurs aux frais de raccordement au réseau public de transport et de distribution d'électricité*) (p. 6111).

Art. 20 terdecies B (p. 6112) - Supprimé par la CMP (p. 6115).

Art. 20 terdecies (p. 6112).

Art. 20 quindecies A (*conditions de recrutement de ses personnels par la CRE*) (p. 6112).

Art. 20 quindecies (p. 6112) - Supprimé par la CMP (p. 6115).

Art. 20 sexdecies A (p. 6112).

Art. 20 sexdecies B (*accord amiable entre les opérateurs et les organisations professionnelles du secteur*) (p. 6112).

Art. 20 sexdecies (p. 6112).

Art. 20 septdecies (*conciliation de l'implantation des installations des éoliennes et de la protection de l'environnement*) (p. 6112) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 6115).

Art. 20 octodecies (*application à Mayotte*) (p. 6112).

TITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 21 A (*coordinations et abrogations diverses*) (p. 6113).

Explications de vote sur l'ensemble (p. , 6115) : *M. Yves Coquelle.*

Adoption (20 décembre 2002) (p. 6115).

Énergie nucléaire

Voir *Traités et conventions*, **41**

Enfance

Voir *Famille*, **1**
Traités et conventions, **8**

Enseignement

Voir *Lois de finances*

Entreprises

Voir *Justice*, **5**
Traités et conventions, **10**

Environnement

Voir *Lois de finances*
Rappels au règlement
Traités et conventions, **9**

1. - Proposition de loi relative à l'implantation des éoliennes et à la protection de l'environnement, PRESENTÉE AU SENAT par M. Jean-François LE GRAND (25 avril 2002) [n° **287** (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean-François LE GRAND (17 juillet 2002) [n° **360** (2001-2002)] - Discussion (24 octobre 2002) - Adoption (24 octobre 2002) [n° **23**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 octobre 2002) [n° **333** (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

Discussion (première lecture)

(24 octobre 2002) (p. 3177, 3187).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3177, 3183) : *Mmes Roselyne Bachelot-Narquin, Ministre de l'écologie et du développement durable; Evelyne Didier, MM. Paul Girod, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jacques Oudin, Bernard Piras.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3183, 3186) : *Mmes Roselyne Bachelot-Narquin, Ministre de l'écologie et du développement durable; Evelyne Didier, MM. Hilaire Flandre, Jean-François Le Grand, rapporteur de la commission des affaires économiques; Bernard Piras, Jean-Pierre Vial.*

Art. 1^{er} (*obligation d'une demande de permis de construire*) (p. 3183) - Adopté après modification (p. 3184).

Art. 2 (*soumission pour avis à la commission départementale des sites, perspectives et paysages*) (p. 3184) - Adopté.

Art. 3 (*obligation d'établir une étude d'impact ou une notice d'impact*) (p. 3185) - Adopté.

Art. 4 (*enquête publique pour toutes les éoliennes de plus de douze mètres*) (p. 3185) - Adopté.

Art. 5 (*mise en place d'un schéma départemental ou interdépartemental éolien*) (p. 3185) - Adopté après modification (p. 3186).

Art. 6 (*garanties financières de remise en état des sites après exploitation*) (p. 3186) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3186, 3187) : *Mmes Roselyne Bachelot-Narquin, Ministre de l'écologie et du développement durable; Évelyne Didier, MM. Gérard Larcher, Président de la commission des affaires économiques; Jean-François Le Grand.*

Adoption (24 octobre 2002) (p. 3187).

Equipement

Voir *Rapports au Parlement*

Espagne

Voir *Traités et conventions*, 34; 36; 37

Etablissements sociaux et médico-sociaux

Voir *Rapports au Parlement*

Etat civil

1. - Proposition de loi relative au nom patronymique, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Gérard GOUZES (15 novembre 2000) [n° 2709 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Gérard GOUZES (1er février 2001) [n° 2911 (2000-2001)] - Discussion (8 février 2001) - Adoption (8 février 2001) [n° 639].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 février 2001) [n° 225 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Henri de RICHEMONT (19 février 2002) [n° 244 (2001-2002)] - Discussion (20 février 2002) - Adoption (20 février 2002) [n° 74].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative au nom de famille.

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 février 2002) [n° 3648 (2001-2002)] - Rapport de M. Gérard GOUZES (21 février 2002) [n° 3649 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 805].

PROMULGATION : loi n° 2002-304 du 4 mars 2002 (J.O. Lois et décrets du 5 mars 2002).

Discussion (première lecture)

(20 février 2002) (p. 1604, 1639).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1604, 1617) : *Mme Michèle André, M. Charles Guené, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice; M. Jean-Louis Masson, Mmes Josiane Mathon, Danièle Pourtaud, MM. Henri de Richemont, rapporteur de la commission des lois; François Zocchetto.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1617, 1638) : *MM. Christian Cointat, Michel Dreyfus-Schmidt, Patrice Gélard, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice; MM. Jean-Louis Masson, Henri de Richemont, rapporteur de la commission des lois.*

Art. 1^{er} (*inscription dans l'acte de naissance et choix du nom de l'enfant par les parents - art. 57 du code civil*) (p. 1617) - Adopté après modification (p. 1619).

Après l'art. 1^{er} (p. 1620).

Art. additionnel (*extension des possibilités de changement de nom - art. 61 du code civil*) (p. 1620) - Adopté (p. 1623).

Art. additionnel (*coordination*) (p. 1623) - Adopté.

Art. additionnel (*choix du nom de l'enfant en cas de filiation établie simultanément à l'égard des deux parents - art. 311-21 nouveau du code civil*) (p. 1623) - Adopté après modification (p. 1627).

Art. additionnel (*coordination - art. 331 du code civil*) (p. 1627) - Adopté.

Art. additionnel (*coordination - art. 331-2 du code civil*) (p. 1627) - Adopté.

Art. additionnel (*coordination - art. 332-1 du code civil*) (p. 1628) - Adopté.

Art. additionnel (*coordination - art. 333-4 du code civil*) (p. 1628) - Adopté.

Art. 2 (*choix du nom par les parents d'un enfant légitimé par décision de justice - art. 333-5 du code civil*) (p. 1628) - Adopté après modification.

Après l'art. 2 (p. 1628).

Art. additionnel (*rectification d'une double erreur de référence - consentement au changement de son nom de l'enfant majeur légitimé par autorité de justice*) (p. 1628) - Adopté.

Art. 3 (*choix du nom dévolu à l'enfant naturel par ses parents - art. 334-1 du code civil*) (p. 1628) - Adopté après modification (p. 1629).

Art. 4 (*choix par les parents du nom substitué au nom maternel de l'enfant par déclaration conjointe - art. 334-2 du code civil*) (p. 1629) - Adopté après modification.

Art. 5 (*choix du nom dévolu à l'enfant naturel dans le cadre de la dation du nom du mari de la mère - art. 334-5 du code civil*) (p. 1629) - Adopté après modification (p. 1630).

Avant l'art. 6 (p. 1630).

Art. additionnel (*inscription du nom sur les registres de l'état-civil, à la suite d'une décision ayant prononcé l'adoption - art. 354 du code civil*) (p. 1630) - Adopté.

Art. 6 (*choix du nom de l'enfant dans le cadre d'une adoption plénière - art. 357 du code civil*) (p. 1630) - Adopté après modification (p. 1631).

Après l'art. 6 (p. 1631).

Art. additionnel (*extension des dispositions de l'article 6 aux enfants adoptés par des Français à l'étranger*) (p. 1631) - Adopté.

Avant l'art. 7 (p. 1631).

Art. additionnel (*coordination - art. 361 du code civil*) (p. 1631) - Adopté.

Art. additionnel (*choix par deux époux du nom accolé au nom d'origine d'un enfant adopté dans le cadre d'une procédure d'adoption simple - premier alinéa de l'article 363 du code civil*) (p. 1631) - Adopté (p. 1633).

Art. 7 (*choix par deux époux du nom substitué à celui de l'enfant adopté dans le cadre d'une adoption simple - second alinéa de l'article 363 du code civil*) (p. 1633) - Adopté après modification.

Après l'art. 7 (p. 1633).

Art. additionnel (*coordination - art. 363 du code civil*) (p. 1633) - Adopté.

Art. additionnel (*extension des dispositions de choix du nom aux adoptions prononcées à l'étranger*) (p. 1633) - Adopté (p. 1634).

Art. 7 bis (*dérogation à l'obligation de déclaration des naissances et des décès auprès de l'officier d'état civil du lieu de survenance - art. 55 et 78 du code civil*) (p. 1634) - Supprimé.

Art. 8 (*relèvement du nom des femmes mortes pour la France - art. 1er et 4 de la loi du 2 juillet 1923*) (p. 1634) - Adopté après modification.

Art. 9 (*suppression du double nom des parents porté à titre d'usage - art. 43 de la loi n° 85-1372 du 23 décembre 1985*) (p. 1634) - Supprimé (p. 1635).

Art. 10 (*mesures transitoires relatives au changement de nom*) (p. 1635) - Adopté après modification (p. 1636).

Art. 10 bis (*applicabilité à Mayotte*) (p. 1636) - Adopté après modification.

Après l'art. 10 bis (p. 1636).

Art. additionnel (*report de l'entrée en vigueur de ce texte à dix-huit mois et à six ans pour Mayotte*) (p. 1636) - Adopté (p. 1637).

Art. 11 (*décret d'application*) (p. 1637) - Adopté.

Intitulé de la proposition de loi (*Proposition de loi relative au nom de famille*) (p. 1637) - Adopté.

Seconde délibération ordonnée à la demande du Gouvernement en application de l'article 43, alinéa 4, du Règlement du Sénat (p. 1637).

Art. 1^{er} bis (*extension des possibilités de changement de nom - art. 61 du code civil*) (p. 1637) - Adopté après modification (p. 1638).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1638, 1639) : *MM. Christian Cointat, Michel Dreyfus-Schmidt, Patrice Gélard, Jean-Louis Masson, Bruno Sido.*

Adoption (20 février 2002) (p. 1639).

Etats-Unis

Voir *Allocutions et communications*

Ethique et déontologie médicales

Voir *Santé publique, 1*

Exception d'irrecevabilité (procédure parlementaire)

Voir *Justice, 6*
Sécurité, 2
Sécurité sociale, 2

Extraditions

Voir *Traités et conventions, 32; 33*

F

Famille

Voir *Lois de finances*
Sécurité sociale, 2

1. - Proposition de loi relative à l'autorité parentale, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean-Marc AYRAULT et plusieurs de ses collègues (17 mai 2001) [n° 3074 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Marc DOLEZ (7 juin 2001) [n° 3117 (2000-2001)] - Discussion (14 juin 2001) - Adoption (14 juin 2001) [n° 687].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 juin 2001) [n° 387 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Laurent BÉTEILLE (14 novembre 2001) [n° 71 (2001-2002)] - Discussion (21 novembre 2001) - Adoption (21 novembre 2001) [n° 23].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (22 novembre 2001) [n° 3416 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Marc DOLEZ (5 décembre 2001) [n° 3435 (2001-2002)] - Discussion (11 décembre 2001) - Adoption (11 décembre 2001) [n° 745].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (12 décembre 2001) [n° 131 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Laurent BÉTEILLE (6 février 2002) [n° 209 (2001-2002)] - Discussion (7 et 14 février 2002) - Adoption (14 février 2002) [n° 67].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (TROISIEME LECTURE) (14 février 2002) [n° 3613 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Marc DOLEZ (20 février 2002) [n° 3619 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (20 février 2002) [n° 806].

PROMULGATION : loi n° 2002-305 du 4 mars 2002 (J.O. Lois et décrets du 5 mars 2002).

Discussion (deuxième lecture)

(7 février 2002) (p. 1219, 1228) ; (14 février 2002) (p. 1398, 1432).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1219, 1228) : *MM. Robert Badinter, Laurent Bêteille, rapporteur de la commission des lois; Robert Bret, Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1398, 1429) : *Mme Michèle André, MM. Robert Badinter, Laurent Bêteille, rapporteur de la commission des lois; Mme Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Christian Cointat, Philippe Darniche, Hubert Durand-Chastel, Jean-Pierre Fourcade, René Garrec, Président de la commission des lois; Jean-Jacques Hyst, Jean-Louis Lorrain, Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées; M. Jean-Pierre Sueur.*

Art. 1^{er} (*mise en place d'un droit commun de l'autorité parentale*) (p. 1398) - Adopté.

Art. 2 bis (*contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant - art. 371-2 du code civil*) (p. 1398) - Adopté (p. 1399).

Art. 4 (*principes généraux des modalités d'exercice de l'autorité parentale et intervention du juge aux affaires familiales*) (p. 1399).

Art. 373 du code civil (*privation de l'exercice de l'autorité parentale*) (p. 1400) - Adopté après modification.

Art. 373-1 du code civil (*exercice de l'autorité parentale par un seul parent*) (p. 1400) - Adopté.

Art. 373-2-6 du code civil (*intervention du juge aux affaires familiales*) (p. 1400) - Adopté après modification (p. 1405).

Art. 373-2-7 du code civil (*homologation de conventions*) (p. 1405) - Adopté.

Art. 373-2-8 du code civil (*saisine du juge - rappel d'un parent à ses obligations*) (p. 1405) - Adopté après modification.

Art. 373-2-9 du code civil (*modalités de résidence de l'enfant - résidence alternée*) (p. 1405) - Adopté après modification (p. 1406).

Art. 373-2-10 du code civil (*médiation*) (p. 1406) - Adopté après modification (p. 1408).

Art. 373-2-11 du code civil (*critères de décision*) (p. 1408) - Adopté.

Art. 373-2-12 du code civil (*enquête sociale*) (p. 1408) - Adopté.

Art. 373-2-13 du code civil (*révision de la convention homologuée*) (p. 1408) - Adopté.

Adoption de l'article 4 modifié (p. 1408).

Art. 5 (*exercice de l'autorité parentale par les parents séparés - art. 373-2 et 373-2-1 à 373-2-5 du code civil*) (p. 1408) - Adopté après modification.

Art. 7 bis (*déclaration des accidents du travail survenus à un mineur*) (p. 1408) - Supprimé (p. 1409).

Art. 8 (*harmonisation des droits des enfants légitimes et naturels*) (p. 1409) - Adopté.

Art. 9 bis A (*limitation des contestations de filiation légitime et naturelle - art. 318-1 et 339 du code civil*) (p. 1409) - Supprimé (p. 1410).

Art. 9 bis (*application de la loi à Mayotte*) (p. 1410) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Art. 12 (*incrimination du recours à la prostitution des mineurs - art. 225-12-1 à 225-12-4, 225-20, 227-26, 227-28-1 du code pénal et art. 706-34 du code de procédure pénale*) (p. 1411).

Art. 225-12-1 du code pénal (*pénalisation du recours à la prostitution d'un mineur quel que soit son âge*) (p. 1417) - Adopté après modification (p. 1422).

Art. 225-12-2 du code pénal (*pénalisation du recours à la prostitution avec circonstance aggravante s'il s'agit d'un mineur de moins de quinze ans*) (p. 1422) - Adopté après modification.

Art. 225-12-3 du code pénal (*poursuite des infractions commises à l'étranger*) (p. 1422) - Adopté.

Art. 225-12-4 du code pénal (*responsabilité pénale des personnes morales*) (p. 1422) - Adopté.

Adoption de l'article 12 modifié (p. 1423).

Art. 12 bis (*incrimination de la détention d'images pornographiques représentant des mineurs - art. 227-23 du code pénal*) (p. 1423) - Adopté après modification (p. 1424).

Art. 12 ter (*mention des avertissements relatifs aux mineurs sur les reproductions d'oeuvres cinématographiques*) (p. 1424) - Adopté.

Après l'art. 12 ter (p. 1424).

Art. additionnel (*augmentation de la peine pour l'enlèvement d'enfant*) (p. 1424) - Adopté (p. 1425).

Art. 13 (*administrateur ad hoc pour les mineurs isolés en zone d'attente ou demandant la qualité de réfugié - art. 35 quater de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre*

1945 et art. 12-1 de la loi n° 52-893 du 25 juillet 1952)
(p. 1425) - Adopté (p. 1426).

Art. 15 (*application de la loi outre-mer*) (p. 1426) - Adopté après modification (p. 1428).

Art. 16 (*enlèvement international d'enfants - spécialisation des magistrats de cour d'appel*) (p. 1428) - Adopté après modification.

Art. 17 (*enlèvement international d'enfants - spécialisation des tribunaux de grande instance*) (p. 1428) - Adopté après modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1429, 1432) : *M. Laurent Bêteille, rapporteur de la commission des lois; Mme Nicole Borvo, MM. Christian Cointat, Claude Estier, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Louis Lorrain, Mme Ségolène Royal, Ministre déléguée à la famille, à l'enfance et aux personnes handicapées.*

Adoption (14 février 2002) (p. 1432).

Femmes

Voir *Traités et conventions*, **8**

Fiscalité

Voir *Rapports au Parlement*

Forêts

Voir *Rapports au Parlement*

G**Gabon**

Voir *Traités et conventions*, **22**

Gens du voyage

Voir *Sécurité*, **1**

Gouvernement

Voir *Allocutions et communications*

Grèce

Voir *Allocutions et communications*

Groupes d'amitié

Voir *Traités et conventions*, **22**

Guinée

Voir *Traités et conventions*, **12**

H**Handicapés**

Voir *Lois de finances*
Santé publique, **1**

1. - Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la maltraitance envers les personnes handicapées accueillies en institution et les moyens de la prévenir, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Henri de RAINCOURT (30 mai 2002) [n° **315** (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Marc JUILHARD (10 décembre 2002) [n° **88** (2002-2003)] - Avis de M. Laurent BETEILLE (4 décembre 2002) [n° **81** (2002-2003)] - Discussion (12 décembre 2002) - Adoption (12 décembre 2002) [n° **37**].

Discussion (première lecture)

(12 décembre 2002) (p. 5766, 5770).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5766, 5769) : MM. Laurent Bêteille, rapporteur pour avis de la commission des lois; Guy Fischer, Jean-Marc Juilhard, rapporteur de la commission des affaires sociales.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 5769, 5770) : MM. Gilbert Chabroux, Gérard Larcher, Bernard Plasait.

Adoption (12 décembre 2002) (p. 5770).

Hôpitaux et cliniques

Voir *Sécurité sociale*, **2**

Hugo (Victor)

Voir *Allocutions et communications*

I

Immigration

Voir *Rapports au Parlement*
Traités et conventions, **7**

Installations sportives

1. - Proposition de loi relative à la sécurité des piscines,
PRESENTEE AU SENAT, par M. Jean-Pierre RAFFARIN
et plusieurs de ses collègues (23 août 2001) [n° **436** (2000-
2001)] - Renvoi à la commission des affaires économiques -
Rapport de M. Charles REVET (1er octobre 2002) [n° **407**
(2001-2002)] - Discussion (1er octobre 2002) - Adoption
(1er octobre 2002) [n° **1**].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE
(PREMIERE LECTURE) (1^{er} octobre 2002) [n° **234**
(2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires
économiques - Rapport de Mme Chantal BRUNEL (10
décembre 2002) [n° **460** (2002-2003)] - Discussion (19
décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° **64**].

PROMULGATION : loi n° 2003-9 du 3 janvier 2003 (J.O.
Lois et décrets du 4 janvier 2003).

Discussion (première lecture)

(1er octobre 2002) (p. 2549, 2558).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2549, 2554) : *MM.*
Jean-Claude Carle, Francis Grignon, Jean-Marc Pastor,
Jacques Pelletier, Charles Revet, rapporteur de la
commission des affaires économiques; Gilles de Robien,
Ministre de l'équipement, des transports, du logement, du
tourisme et de la mer.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2554, 2556) : *MM.*
Charles Revet, rapporteur de la commission des affaires
économiques; Gilles de Robien, Ministre de l'équipement,
des transports, du logement, du tourisme et de la mer.

Art. 1^{er} (*introduction d'une nouvelle section dans le code de*
la construction et de l'habitation relative à la sécurité des
piscines) (p. 2554) - Adopté après modification (p. 2556).

Art. 2 (*mise en cohérence du chapitre V du titre II du livre*
Ier du code de la construction et de l'habitation) (p. 2556) -
Adopté après modification.

Art. 3 (*dépôt par le Gouvernement d'un rapport évaluant*
l'impact du dispositif) (p. 2556) - Adopté après
modification.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2556, 2558) : *MM.*
Yves Coquelle, Jean-Claude Frécon, Francis Giraud,
Emmanuel Hamel, Jean-Louis Lorrain, Charles Revet,
rapporteur de la commission des affaires économiques;
Gilles de Robien, Ministre de l'équipement, des transports,
du logement, du tourisme et de la mer.

Adoption (1er octobre 2002) (p. 2558).

Israël

Voir *Allocutions et communications*

Italie

Voir *Traités et conventions*, **3; 4; 34**

J

Japon

Voir *Allocutions et communications*

Jeunesse et sports

Voir *Lois de finances*

Justice

Voir *Lois de finances*
Rappels au règlement

1. - Proposition de loi complétant la loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean-Marc AYRAULT (11 janvier 2002) [n° 3530 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Julien DRAY (16 janvier 2002) [n° 3539 (2001-2002)] - Urgence - Discussion (22, 23, 29 janvier 2002) - Adoption (29 janvier 2002) [n° 766].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi complétant la loi n° 2000-516 du 15 juin 2000 renforçant la protection de la présomption d'innocence et les droits des victimes

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 janvier 2002) [n° 194 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre SCHOSTECK (6 février 2002) [n° 208 (2001-2002)] - Discussion (7 février 2002) - Adoption (7 février 2002) [n° 58].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (8 février 2002) [n° 3586 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jean-Pierre SCHOSTECK (13 février 2002) [n° 233 (2001-2002)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Julien DRAY (13 février 2002) [n° 3607 (2001-2002)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (8 février 2002) [n° 3586 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Julien DRAY (8 février 2002) [n° 3608 (2001-2002)] - Discussion (14 février 2002) - Adoption (14 février 2002) [n° 789].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (14 février 2002) [n° 236 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Pierre SCHOSTECK (19 février 2002) [n° 245 (2001-2002)] - Discussion (20 février 2002) - Adoption (20 février 2002) [n° 73].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 février 2002) [n° 3646 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Julien DRAY (21 février 2002) [n° 3647 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 804].

PROMULGATION : loi n° 2002-307 du 4 mars 2002 (J.O. Lois et décrets du 5 mars 2002).

Discussion (première lecture)

(7 février 2002) (p. 1178, 1219).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1178, 1191) : M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Hubert Haenel, Jean-Jacques Hyest, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice; M. Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1191, 1218) : MM. Robert Badinter, Laurent Bêteille, Mme Nicole Borvo, MM. Christian Cointat, Robert Del Picchia, Pierre Fauchon, René Garrec, Président de la commission des lois; Hubert Haenel, Jean-Jacques Hyest, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice; MM. Jean-Louis Masson, Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois.

Avant l'art. 1^{er} A (p. 1191).

Division additionnelle (Section 1 - Dispositions relatives à la garde à vue et aux témoins) - Adoptée.

Art. 1^{er} A (visite des locaux de garde à vue par le procureur - art. 41 du code de procédure pénale) (p. 1191) - Adopté.

Art. 1^{er} (définition des critères permettant le placement en garde à vue d'une personne - art. 62, 63, 77, 78, 153, 154 et 706-57 du code de procédure pénale) (p. 1191) - Supprimé (p. 1193).

Art. 2 (droits des personnes placées en garde à vue - art. 63, 63-1, 63-2, 77 et 154 du code de procédure pénale) (p. 1193) - Adopté après modification (p. 1196).

Après l'art. 2 (p. 1196).

Art. additionnel (possibilité pour un officier de police judiciaire, au cours d'une enquête de flagrance, de contraindre un témoin à comparaître et d'aviser aussitôt le procureur) (p. 1198) - Adopté.

Division additionnelle (Section 2 - Dispositions relatives aux enquêtes) (p. 1198) - Adoptée.

Art. additionnel (possibilité de prolonger la durée de l'enquête de flagrance) (p. 1198) - Adopté (p. 1199).

Art. additionnel (possibilité d'effectuer des perquisitions sans le consentement de la personne en cas de délits punis d'au moins cinq ans d'emprisonnement) (p. 1199) - Adopté (p. 1200).

Avant l'art. 3 (p. 1200).

Division additionnelle (Section 3 - Dispositions relatives à la détention provisoire) (p. 1200) - Adoptée.

Art. 3 (détention provisoire des personnes ayant commis plusieurs délits - art. 143-1 du code de procédure pénale) (p. 1200) - Adopté après modification (p. 1202).

Après l'art. 3 (p. 1202).

Art. additionnel (prolongation exceptionnelle de la détention provisoire) (p. 1203) - Adopté.

Art. 4 (placement en détention provisoire des parents d'enfants de moins de dix ans) (p. 1203) - Adopté après modification (p. 1204).

Après l'art. 4 (p. 1204).

Art. additionnel (possibilité pour le président de la chambre de l'instruction de refuser la comparution personnelle du prévenu en cas d'appel d'une demande de mise en liberté) (p. 1204) - Adopté (p. 1206).

Division additionnelle (Section 4 - Dispositions relatives à l'instruction) (p. 1206) - Adoptée.

Art. additionnel (purge des nullités dans les six mois suivant chaque interrogatoire) (p. 1206) - Adopté (p. 1207).

Avant l'art. 5 (p. 1207).

Division additionnelle (Section 5 - Dispositions relatives à la cour d'assises) (p. 1207) - Adoptée.

Art. 5 (*appel du parquet en cas d'acquiescement - art. 380-2 du code de procédure pénale*) (p. 1207) - Adopté après modification (p. 1209).

Après l'**art. 5** (p. 1209).

Art. additionnel (*enregistrement audiovisuel des débats en cour d'assises et utilisation en appel*) (p. 1209) - Adopté (p. 1211).

Art. 5 bis (*publicité du procès en assises d'une personne mineure lors des faits mais devenue majeure - art. 306 du code de procédure pénale*) (p. 1211) - Adopté après modification.

Avant l'**art. 5 ter** (p. 1211).

Division additionnelle (*Section 6 - Dispositions diverses et de coordination*) (p. 1211) - Adoptée.

Art. 5 ter (*publicité du procès devant le tribunal pour enfants d'une personne mineure au moment des faits mais devenue majeure - art. 400 du code de procédure pénale*) (p. 1211) - Adopté après modification.

Après l'**art. 5 ter** (p. 1211).

Art. additionnel (*modalités de l'enquête sociale préalable au placement sous surveillance électronique du parent d'un mineur de 16 ans au plus*) (p. 1211) - Adopté (p. 1212).

Art. additionnel (*modalités de la libération conditionnelle du parent d'un mineur de seize ans au plus*) (p. 1212) - Adopté (p. 1213).

Art. additionnel (*désignation de magistrats suppléants à la commission de réexamen des condamnations pénales*) (p. 1213) - Adopté.

Art. 6 (*application outre-mer*) (p. 1218) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1218, 1219) : *MM. Robert Badinter, Robert Bret, Christian Cointat, Pierre Fauchon.*

Adoption (7 février 2002) (p. 1219).

Discussion (nouvelle lecture)

(20 février 2002) (p. 1591, 1604).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1591, 1594) : *Mme Nicole Borvo, M. Paul Girod, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice; M. Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1594, 1604) : *MM. Robert Badinter, Robert Bret, René Garrec, Président de la commission des lois; Paul Girod, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice; M. Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois.*

Art. 1^{er} (*définition des critères permettant le placement en garde à vue d'une personne - art. 62, 63, 77, 78, 153, 154 et 706-57 du code de procédure pénale*) (p. 1594) - Supprimé (p. 1596).

Art. 2 (*droits des personnes placées en garde à vue - art. 63, 63-1, 63-2, 77 et 154 du code de procédure pénale*) (p. 1596) - Adopté après modification (p. 1597).

Art. 2 bis (*possibilité de retenir un témoin - art. 62, 78 et 153 du code de procédure pénale*) (p. 1597) - Adopté après modification (p. 1598).

Rétablissement de la section 2 (p. 1598) - Supprimée par l'Assemblée nationale ; puis rétablie par le Sénat.

Art. 2 ter (*possibilité de prolonger la durée de l'enquête de flagrance - art. 53 du code de procédure pénale*) (p. 1598) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 2 quater (*perquisitions pendant une enquête préliminaire - art. 76-1 du code de procédure pénale*) (p. 1598) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 1599).

Art. 3 bis (*prolongation exceptionnelle de la détention provisoire - art. 145-1 et 145-2 du code de procédure pénale*) (p. 1599) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 1600).

Art. 4 bis (*possibilité de refuser la comparution personnelle en cas d'appel d'une demande de mise en liberté - art. 199 du code de procédure pénale*) (p. 1600) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Rétablissement de la section 4 (p. 1600) - Supprimée par l'Assemblée nationale ; puis rétablie par le Sénat.

Art. 4 ter (*délai maximal pour invoquer les nullités de procédure - art. 173-1 du code de procédure pénale*) (p. 1600) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 1601).

Art. 5 (*appel du parquet en cas d'acquiescement - art. 380-2, 380-12 et 380-13 du code de procédure pénale*) (p. 1601) - Adopté.

Art. 5 bis A (*enregistrement des débats - art. 308 du code de procédure pénale*) (p. 1601) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 1602).

Art. 5 quater (*placement sous surveillance électronique des parents d'enfants de moins de dix ans - art. 144-2 du code de procédure pénale*) (p. 1603) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 5 quinquies (*libération conditionnelle des parents d'enfants de moins de dix ans - art. 723-3 du code de procédure pénale*) (p. 1603) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat.

Art. 5 sexies (*commission de réexamen des condamnations pénales - art. 626-3 du code de procédure pénale*) (p. 1603) - Supprimé par l'Assemblée nationale ; puis rétabli par le Sénat (p. 1604).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1604) : *M. Robert Badinter.*

Adoption (20 février 2002) (p. 1604).

2. - Proposition de loi relative à la coopération avec la Cour pénale internationale, PRÉSENTÉE AU SENAT, par M. Robert BADINTER (20 décembre 2001) [n° 163 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Patrice GELARD (6 février 2002) [n° 205 (2001-2002)] - Discussion (12 février 2002) - Adoption (12 février 2002) [n° 60].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 février 2002) [n° 3592 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Alain VIDALIES (13 février 2002) [n° 3598 (2001-2002)] - Discussion (19 février 2002) - Adoption (19 février 2002) (n° 790).

PROMULGATION : loi n° 2002-268 du 26 février 2002 (J.O. Lois et décrets du 27 février 2002).

Discussion (première lecture)

(12 février 2002) (p. 1243, 1252).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1243, 1249) : *MM. Robert Badinter, Robert Bret, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1249, 1252).

Art. 1^{er} (*coopération avec la Cour pénale internationale*) (p. 1249) - Adopté (p. 1251).

Art. 2 (*codification des dispositions relatives à la coopération avec la Cour pénale internationale*) (p. 1251) - Adopté.

Art. 3 (*exécution des peines d'emprisonnement prononcées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie*) (p. 1251) - Adopté (p. 1252).

Art. 4 (*adaptation aux territoires d'outre-mer du délai de transfert des personnes arrêtées au procureur général de la Cour d'appel de Paris*) (p. 1252) - Adopté.

Art. 5 (*application de la loi aux territoires d'outre-mer*) (p. 1252) - Adopté.

Adoption (12 février 2002) (p. 1252).

3. - Projet de loi portant réforme des tribunaux de commerce, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, Garde des Sceaux, ministre de la justice (18 juillet 2000) [n° 2545 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. François COLCOMBET (1er février) [n° 2912 (2000-2001)] - Urgence - Discussion (27, 28 mars 2001) - Adoption (28 mars 2001) [n° 641].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 mars 2001) [n° 239 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul GIROD (23 janvier 2002) [n° 178 (2001-2002)] - Discussion (14 février 2002) - Rejet (14 février 2002) [n° 68].

Discussion (première lecture)

(14 février 2002) (p. 1433, 1461).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1433, 1457) : *Mme Michèle André, MM. Laurent Béteille, Robert Bret, Jean-Pierre Fourcade, François Gerbaud, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Jean-Jacques Hiest, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice; MM. Philippe Marini, François Trucy.*

Motion n° 1 de la commission **tendant à opposer la question préalable** (p. 1457) (p. 1461).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi (14 février 2002) (p. 1461).

4. - Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, Garde des Sceaux, ministre de la justice (19 juillet 2000) [n° 2546 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean CODOGNES (1er février 2001) [n° 2914 (2000-2001)] - Discussion (27, 28 mars 2001) - Adoption (28 mars 2001) [n° 642].

NOUVEL INTITULE : Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature et instituant le recrutement de conseillers de cour d'appel exerçant à titre temporaire.

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (29 mars 2001) [n° 241 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Paul GIROD (23 janvier 2002) [n° 179 (2001-2002)] - Discussion (19 février 2002) - Rejet (19 février 2002) [n° 72].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (20 février 2002) [n° 3640 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois

Discussion (première lecture)

(19 février 2002) (p. 1566, 1571).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1566, 1568) : *MM. Laurent Béteille, Paul Girod, rapporteur de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice.*

Motion n° 1 de la commission **tendant à opposer la question préalable** (p. 1568).

Adoption de la motion et rejet du projet de loi organique (19 février 2002) (p. 1571 ; scrutin public n° 57).

5. - Projet de loi modifiant la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985 relative aux administrateurs judiciaires,

mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises et experts en diagnostic d'entreprise, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, Garde des Sceaux, ministre de la justice (18 juillet 2000) [n° 2544 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Arnaud MONTEBOURG (1er février 2001) [n° 2913 (2000-2001)] - Urgence - Discussion (27, 28, 29 mars 2001) - Adoption (29 mars 2001) [n° 643].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 avril 2001) [n° 243 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (23 janvier 2002) [n° 180 (2001-2002)] - Discussion (19 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 88].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (9 octobre 2002) [n° 246 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Philippe HOUILLON (5 décembre 2002) [n° 458 (2002-2003)] - Discussion (18 décembre 2002) - Adoption (18 décembre 2002) [n° 51].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (4 décembre 2002) [n° 85 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 44].

PROMULGATION : loi n° 2003-7 du 3 janvier 2003 (J.O. Lois et décrets du 4 janvier 2003).

Discussion (première lecture)

(19 février 2002) (p. 1571, 1579); (21 février 2002) (p. 1729, 1770).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1571, 1579) : *Mme Michèle André, MM. Robert Bret, Paul Girod, Jean-Jacques Hiest, rapporteur de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1729, 1768) : *MM. René Garrec, Président de la commission des lois; Patrice Gélard, Jean-Jacques Hiest, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LA LOI N° 85-99 DU 25 JANVIER 1985

Nouvel intitulé (*Dispositions modifiant le titre Ier du livre VIII du code de commerce*) (p. 1729) - Adopté (p. 1730).

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives aux administrateurs judiciaires

Section 1

Accès à la profession et conditions d'exercice des fonctions

Art. 1^{er} (*définition du statut juridique et des missions des administrateurs judiciaires - art. L. 811-1 du code de commerce*) (p. 1730) - Adopté après modification.

Art. 2 (*inscription sur une liste nationale - ouverture à la concurrence externe - art. L. 811-2 du code de commerce*) (p. 1730) - Adopté après modification (p. 1733).

Art. 3 (*division de la liste nationale en sections - art. L. 811-3 du code de commerce*) (p. 1734) - Adopté après modification.

Art. 4 (*composition de la commission nationale - art. L. 811-4 du code de commerce*) (p. 1734) - Adopté après modification (p. 1735).

Art. 5 (*conditions d'inscription sur la liste nationale - art. L. 811-5 du code de commerce*) (p. 1735) - Adopté après modification.

Art. 6 (*instauration d'une limite d'âge - art. L. 811-5-1 du code de commerce*) (p. 1735) - Supprimé (p. 1736).

Art. 6 bis (*ouverture de la saisine de la commission nationale d'inscription en cas d'empêchement d'un administrateur judiciaire - art. L. 811-6 du code de commerce*) (p. 1736) - Adopté après modification (p. 1738).

Art. 7 (*cessation de fonctions - art. L. 811-8 du code de commerce*) (p. 1738) - Adopté après modification.

Art. 8 (*incompatibilités professionnelles - art. L. 811-10 du code de commerce*) (p. 1738) - Adopté après modification (p. 1740).

Section 2

Contrôle, inspection et discipline

Art. 9 (*contrôle de la profession - art. L. 811-11 du code de commerce*) (p. 1740) - Adopté après modification (p. 1741).

Art. 10 (*renumération d'articles*) (p. 1741) - Supprimé.

Art. 11 (*définition de la faute disciplinaire - art. L. 811-12 A inséré dans le code de commerce*) (p. 1741) - Adopté après modification.

Art. 12 (*mise en oeuvre de l'action disciplinaire - art. L. 811-12 du code de commerce*) (p. 1741) - Adopté après modification (p. 1742).

Art. 13 (*utilisation du titre d'administrateur judiciaire - art. L. 811-16 du code de commerce*) (p. 1742) - Adopté après modification.

Chapitre 2

Dispositions relatives aux mandataires judiciaires, au redressement et à la liquidation des entreprises

Art. 14 (*modification de la dénomination de la profession de mandataire judiciaire*) (p. 1742) - Adopté après modification.

Section 1

Accès à la profession et conditions d'exercice des fonctions

Art. 15 (*définition du statut et des missions des mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises - art. L. 812-1 du code de commerce*) (p. 1742) - Adopté après modification (p. 1743).

Art. 16 (*inscription sur une liste nationale - ouverture à la concurrence externe - art. L. 812-2 du code de commerce*) (p. 1743) - Adopté après modification (p. 1745).

Art. 17 (*division de la liste nationale en sections - composition de la commission nationale - art. L. 812-2-1 et L. 812-2-2 du code de commerce*) (p. 1745) - Adopté après modification (p. 1746).

Art. 18 (*conditions d'inscription sur la liste nationale - art. L. 812-3 du code de commerce*) (p. 1746) - Adopté après modification.

Art. 19 (*instauration d'une limite d'âge - art. 21-1 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985*) (p. 1747) - Supprimé.

Art. 20 (*coordination relative à la compétence nationale de la commission - art. L. 812-4 du code de commerce*) (p. 1747) - Adopté après modification (p. 1748).

Art. 21 (*cessation de fonctions - art. L. 812-6 du code de commerce*) (p. 1748) - Adopté après modification.

Art. 22 (*ressort national de la liste d'inscription - art. L. 812-7 du code de commerce*) (p. 1748) - Adopté après modification.

Art. 23 (*incompatibilités professionnelles - art. L. 812-8 du code de commerce*) (p. 1748) - Adopté après modification (p. 1750).

Section 2

Contrôle, inspection et discipline

Art. 24 (*coordination relative à la compétence nationale de la commission - art. L. 812-9 du code de commerce*) (p. 1750) - Adopté après modification.

Art. 25 (*utilisation du titre de mandataire judiciaire au redressement et à la liquidation des entreprises - art. L. 812-10 du code de commerce*) (p. 1750) - Adopté après modification.

Chapitre 3

Dispositions relatives aux experts en diagnostic d'entreprise

Art. 26 (*indépendance de l'expert en diagnostic d'entreprise à l'égard de la personne soumise à la procédure de redressement ou de liquidation - art. L. 813-1 et L. 813-2 du code de commerce*) (p. 1750) - Adopté après modification (p. 1751).

Chapitre 4

Dispositions communes

Section 1

Commissions nationales et conseil national

Art. 27 (*recours contre les décisions des commissions nationales - art. L. 814-1 du code de commerce*) (p. 1751) - Adopté après modification.

Art. 28 (*conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires à la liquidation des entreprises - art. L. 814-2 du code de commerce*) (p. 1751) - Adopté après modification (p. 1752).

Section 2

Garantie de représentation des fonds et responsabilité civile professionnelle

Art. 29 (*caisse de garantie professionnelle - art. L. 814-3 du code de commerce*) (p. 1752) - Adopté après modification.

Art. 30 (*carence de la caisse de garantie - art. L. 814-3-1 du code de commerce*) (p. 1752) - Supprimé.

Art. 31 (*obligation d'assurance - art. L. 814-4 du code de commerce*) (p. 1753) - Adopté après modification.

Art. 32 (*obligations d'assurance et de garantie imposées aux non-inscrits - art. L. 814-5 du code de commerce*) (p. 1753) - Adopté après modification (p. 1754).

Section 2 bis

Déontologie

Avant l'art. 32 bis (p. 1754).

Art. additionnel (*insertion d'une section 3 "Dispositions diverses"*) (p. 1754) - Adopté.

Art. 32 bis (*diligences accomplies antérieurement par les mandataires - art. L. 814-8 inséré dans le code de commerce*) (p. 1754) - Adopté après modification (p. 1755).

Art. 32 ter (*déclaration d'intérêts - art. L. 814-5-2 inséré dans le code de commerce*) (p. 1755) - Supprimé (p. 1756).

Art. 32 quater (*obligation de formation - art. L. 814-9 du code de commerce*) (p. 1756) - Adopté après modification.

Section 3

Rémunération et régime applicable aux mandataires de justice non inscrits

Art. 33 (*rémunération des mandataires de justice - art. L. 814-6 du code de commerce*) (p. 1756) - Adopté après modification (p. 1757).

Art. 33 bis (*contestation de la rémunération des mandataires de justice - art. 37-1 A inséré dans la loi du 25 janvier 1985*) (p. 1757) - Supprimé.

Art. 33 ter (*rémunération des dossiers impécunieux - art. L. 814-7 inséré dans le code de commerce*) (p. 1758) - Adopté après modification.

Art. 34 (*obligations des non-inscrits - art. L. 814-10 du code de commerce*) (p. 1758) - Adopté après modification (p. 1759).

Art. 34 bis (*obligation de versement à la Caisse des dépôts et consignations de toute somme détenue au titre d'un mandat amiable - art. 37-2 inséré dans la loi du 25 janvier 1985*) (p. 1759) - Adopté après modification.

Art. 35 (*coordination - art. 45 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985*) (p. 1759) - Adopté.

Art. 36 (*décret en conseil d'Etat - art. 50 de la loi n° 85-99 du 25 janvier 1985*) (p. 1759) - Adopté après modification (p. 1760).

TITRE II

DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Art. 37 (*dispositions transitoires*) (p. 1760) - Adopté après modification (p. 1761).

Art. 38 (*nomination de plusieurs administrateurs et représentants des créanciers - art. L. 621-8 du code de commerce*) (p. 1761) - Adopté après modification (p. 1762).

Art. 39 (*désignation de plusieurs mandataires de justice en cours de procédure - art. L. 621-10 du code de commerce*) (p. 1762) - Adopté après modification.

Art. 39 bis (*communication du bilan économique et social au procureur de la République - art. 25 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1762) - Supprimé.

Art. 40 (*secret professionnel du commissaire aux comptes du débiteur - art. L. 621-22-1 inséré dans le code de commerce*) (p. 1762) - Adopté après modification.

Art. 40 bis (*avis du procureur de la République avant le prononcé d'une cessation d'activité ou d'une liquidation - art. 36 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1762) - Supprimé (p. 1763).

Art. 40 ter (*versement des fonds reçus par les commissaires à l'exécution du plan à la Caisse des dépôts et consignations - art. L. 621-68 du code de commerce*) (p. 1763) - Adopté après modification.

Art. 40 quater (*communication des offres de reprise - art. 83 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1763) - Supprimé.

Art. 40 quinquies (*critères retenus par le tribunal pour la sélection de l'offre de reprise - art. 85 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1763) - Supprimé.

Art. 40 sexies (*possibilité accordée au ministère public de demander l'annulation des actes passés en période suspecte - art. 110 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1763) - Supprimé.

Art. 41 (*nomination d'un administrateur judiciaire non inscrit - art. L. 621-137 du code de commerce*) (p. 1763) - Adopté après modification (p. 1764).

Art. 42 (*désignation d'un liquidateur dans un jugement de liquidation judiciaire sans période d'observation - art. L. 622-2 du code de commerce*) (p. 1764) - Adopté après modification.

Art. 43 (*désignation d'un liquidateur dans un jugement de liquidation judiciaire prononcée au cours de la période d'observation - art. L. 622-5 du code de commerce*) (p. 1764) - Adopté après modification (p. 1765).

Art. 43 bis (*publicité relative à la réalisation de l'actif - art. 154-A de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1765) - Supprimé.

Art. 43 ter (*opérations de cession d'unités de production - art. 155 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1765) - Supprimé.

Art. 43 quater (*répartitions provisionnelles des créances dues au trésor public - art. L. 161-1 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1765) - Supprimé.

Art. 43 quinquies (*clôture de la liquidation - art. 167 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1765) - Supprimé (p. 1766).

Art. 43 sexies (*ouverture des voies de recours au représentant des salariés - art. 171 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1766) - Supprimé.

Art. 43 septies (*recours du procureur de la République - art. 174 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1766) - Supprimé.

Art. 43 octies (*sanctions civiles prononcées par le tribunal - art. 183 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1766) - Supprimé.

Art. 43 nonies (*faillites prononcées par le tribunal - art. 191 de la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1766) - Supprimé.

Art. 43 decies (*publicité des débats - art. 215-1 inséré dans la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1766) - Supprimé (p. 1767).

Art. 43 undecies (*obligation faite aux syndicats de déposer les fonds perçus auprès de la Caisse des dépôts et consignations - art. 215-2 inséré dans la loi n° 85-98 du 25 janvier 1985*) (p. 1767) - Adopté après modification.

Art. 43 duodecies (*restitution par le Trésor public des créances réglées à titre provisionnel - art. L. 269 B inséré dans le livre des procédures fiscales*) (p. 1767) - Supprimé.

Art. 44 (*application à l'outre-mer*) (p. 1767) - Adopté après modification.

Après l'art. 44 (p. 1768).

Art. additionnel (*extension partielle des dispositions prévues à l'article 42 à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna*) (p. 1768) - Adopté.

Art. 45 (*entrée en vigueur des dispositions modifiant la législation sur les procédures collectives*) (p. 1768) - Supprimé.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1768, 1770) : MM. Patrice Gélard, Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice; M. Jean-Pierre Sueur.

Adoption (21 février 2002) (p. 1770).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 2002) (p. 6083, 6096).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6083, 6087) : MM. Pierre Bédier, secrétaire d'État aux programmes immobiliers de la justice; Jean-Jacques Hyest, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Daniel Raoul, Mme Odette Terrade.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6087, 6096).

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS MODIFIANT LE TITRE PREMIER DU LIVRE VIII DU CODE DE COMMERCE

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives aux administrateurs judiciaires

Section 1

Accès à la profession et conditions d'exercice des fonctions

Art. 1^{er} et 2 (p. 6087).

Art. 3, 4 et 5 (p. 6088).

Art. 6 (p. 6088) - Supprimé par le Sénat; suppression maintenue par la CMP.

Art. 6 bis (p. 6088).

Art. 7 et 8 (p. 6089).

Section 2

Contrôle, inspection et discipline

Art. 9 (p. 6089).

Art. 10 (p. 6089) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 11, 12 et 13 (p. 6089).

Chapitre 2**Dispositions relatives aux mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises**

Art. 14 (p. 6089).

*Section 1**Accès à la profession et conditions d'exercice des fonctions*

Art. 15, 16, 17 et 18 (p. 6090).

Art. 19 (p. 6091) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 20, 21, 22 et 23 (p. 6091).

*Section 2**Contrôle, inspection et discipline*

Art. 24 et 25 (p. 6092).

Chapitre 3**Dispositions relatives aux experts en diagnostic d'entreprise**

Art. 26 (p. 6092).

Chapitre 4**Dispositions communes***Section 1**Commissions nationales et Conseil national*

Art. 27 et 28 (p. 6092).

*Section 2**Garantie de représentation des fonds et responsabilité civile professionnelle*

Art. 29 (p. 6092).

Art. 30 (p. 6093) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 31 et 32 (p. 6093).

*Section 2 bis**Déontologie*

Art. 32 bis A (*insertion d'une section 3 "Dispositions diverses"*) (p. 6093).

Art. 32 bis (p. 6093).

Art. 32 ter (p. 6093) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 32 quater (p. 6093).

*Section 3**Rémunération et régime applicable aux mandataires de justice non inscrits*

Art. 33 (p. 6093).

Art. 33 bis (p. 6093) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 33 ter et 34 (p. 6093).

Art. 34 bis et 36 (p. 6094).

TITRE II**DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES**

Art. 37, 38 et 39 (p. 6094).

Art. 39 bis (p. 6094) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 40 (p. 6094).

Art. 40 bis (p. 6094) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 40 ter (p. 6094).

Art. 40 quater, 40 quinquies et 40 sexies (p. 6094) - Supprimés par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 41, 42 et 43 (p. 6094).

Art. 43 bis, 43 ter, 43 quater, 43 quinquies, 43 sexies, 43 septies, 43 octies, 43 nonies et 43 decies (p. 6094) - Supprimés par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 43 undecies (p. 6094).

Art. 43 duodecies (p. 6094) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 44 (p. 6094).

Art. 44 bis (*extension des dispositions de l'article 42 à la Polynésie française, à la Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna*) (p. 6095).

Art. 45 (p. 6095) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 46 (p. 6095).

Adoption (19 décembre 2002) (p. 6096).

6. - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la justice, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Dominique PERBEN, Garde des sceaux, ministre de la justice (17 juillet 2002) [n° 362 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de MM. Jean-Pierre SCHOSTECK et Pierre FAUCHON (24 juillet 2002) [n° 370 (2001-2002)] - Avis de M. Hubert HAENEL (24 juillet 2002) [n° 374 (2001-2002)] - Urgence - Discussion (25, 26 juillet 2002) - Adoption (26 juillet 2002) [n° 110].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (27 juillet 2002) [n° 154 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Jean-Luc WARSMANN (30 juillet 2002) [n° 157 (2001-2002)] - Avis de M. Jacques PELISSARD (30 juillet 2002) [n° 158 (2001-2002)] - Discussion (31 juillet, 1er, 2 août 2002) - Adoption (2 août 2002) [n° 24].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (3 août 2002) [n° 392 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Jean-Luc WARSMANN (3 août 2002) [n° 184 (2001-2002)] - Discussion (3 août 2002) - Adoption (3 août 2002) [n° 26].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jean-Pierre SCHOSTECK et Pierre FAUCHON (3 août 2002) [n° 393 (2001-2002)] - Discussion (3 août 2002) - Adoption (3 août 2002) [n° 117].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2002-461 DC du 29 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 10 septembre 2002) qui déclare la loi conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2002-1138 du 9 septembre 2002 (J.O. Lois et décrets du 10 septembre 2002).

Discussion (première lecture)

(25 juillet 2002) (p. 2064, 2146) ; (26 juillet 2002) (p. 2158, 2262).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2064, 2109) : MM. Robert Badinter, José Balareello, Laurent Bêteille, Mme

Nicole Borvo, MM. Jean-Claude Carle, Christian Cointat, Gérard Delfau, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Jean-Pierre Fourcade, Patrice Gélard, Hubert Haenel, rapporteur pour avis de la commission des finances; Pierre Herisson, Paul Loridant, Georges Othily, Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice; Jacques Peyrat, Bernard Plasait, Henri de Richemont, Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois; François Zocchetto.

Motion n° 18 de Mme Nicole Borvo, soutenue par M. Robert Bret **tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité** (p. 2109).

Rejet de la motion (p. 2112).

Scrutin public n° 63.

Motion n° 17 de M. Michel Dreyfus-Schmidt **tendant à opposer la question préalable** (p. 2112).

Rejet de la motion (p. 2115).

Scrutin public n° 64.

Motion n° 20 de M. Louis Mermaz **tendant au renvoi à la commission** (p. 2115).

Rejet de la motion (p. 2117).

Scrutin public n° 65.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2118, 2146 ; 2158 ; 2258) : MM. Robert Badinter, Pierre Bédier, secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice; Laurent Béteille, Mme Nicole Borvo, M. Robert Bret, Mme Claire-Lise Campion, MM. Jean-Claude Carle, Michel Charasse, Jean Chérioux, Christian Cointat, Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Charles Gautier, Jean-Pierre Godefroy, Hubert Haenel, rapporteur pour avis de la commission des finances; Roger Karoutchi, Paul Loridant, Aymeri de Montesquiou, Georges Othily, Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice; Henri de Richemont, Jean-Pierre Schosteck, rapporteur de la commission des lois; Jean-Pierre Sueur, Alain Vasselle.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS DE PROGRAMMATION

Art. 1^{er} et rapport annexé (approbation des orientations et de la programmation des moyens de la justice pour les années 2003 à 2007) (p. 2118) - Adoptés après modification (p. 2129).

Art. 2 (programmation des crédits et des emplois sur la période 2003-2007) (p. 2129) - Adopté après modification (p. 2131).

Art. 3 (soumission des marchés de conception, de construction et d'aménagement d'établissements pénitentiaires au code des marchés publics - art. 2 de la loi n° 87-432 du 22 juin 1987 relative au service public pénitentiaire) (p. 2131) - Adopté (p. 2133).

Art. 4 (application de la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour la construction d'établissements pénitentiaires) (p. 2133) - Adopté.

Art. 5 (mesures de protection des occupants) (p. 2133) - Adopté.

Art. 6 (évaluation annuelle) (p. 2133) - Adopté après modification (p. 2134).

TITRE II

DISPOSITIONS INSTITUANT UNE JUSTICE DE PROXIMITE

Art. 7 (institution, compétences et organisation de la juridiction de proximité - art. L. 331-1 à L. 331-9 du code de l'organisation judiciaire) (p. 2135) - Adopté après modification (p. 2145).

Après l'art. 7 (p. 2145).

Art. additionnel (possibilité pour un juge civil, pénal ou administratif d'enjoindre les parties de rencontrer un conciliateur) (p. 2145) - Adopté.

Art. 8 (secrétariat - greffe - art. L. 811-1 du code de l'organisation judiciaire) (p. 2145) - Adopté (p. 2146).

Art. 9 (compétence de la juridiction de proximité en matière pénale à l'égard des majeurs - art. 706-72 du code de procédure pénale) (p. 2146) - Adopté.

TITRE III

DISPOSITIONS PORTANT REFORME DU DROIT PENAL DES MINEURS

Section 1

Dispositions relatives à la responsabilité des mineurs

Art. 10 (introduction dans la loi de la notion de discernement - art. 122-8 du code pénal) (p. 2160) - Adopté (p. 2167).

Art. 11 (sanctions éducatives pour les mineurs à partir de dix ans - art. 2 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) (p. 2164) - Adopté (p. 2167).

Art. 12 (liste des sanctions éducatives - art. 15-1 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) (p. 2165) - Adopté (p. 2170).

Art. 13 (casier judiciaire - art. 768, 769-2 et 775 du code de procédure pénale) (p. 2170) - Adopté.

Section 2

Dispositions relatives à la rétention des mineurs de dix à treize ans

Nouvel intitulé (Dispositions relatives à la retenue des mineurs de 10 à 13 ans) (p. 2171) - Adopté.

Art. 14 (assouplissement des conditions de la retenue judiciaire et allongement de sa durée - art. 4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) (p. 2171) - Adopté (p. 2173).

Section 3

Dispositions relatives au placement des mineurs dans des centres éducatifs fermés sous contrôle judiciaire ou en détention provisoire

Art. 15 (contrôle judiciaire à partir de treize ans, assorti éventuellement d'un placement en centre éducatif fermé - art. 10-1 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) (p. 2173) - Adopté après modification (p. 2176).

Art. 16 (détention provisoire des mineurs - art. 11 et 11-2 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) (p. 2176) - Adopté après modification (p. 2181).

Section 4

Dispositions instituant une procédure de jugement à délai rapproché

Art. 17 (procédure de jugement à délai rapproché - art. 5, 12 et 14-2 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) (p. 2182) - Adopté après modification (p. 2187).

Section 5

Dispositions relatives au jugement des mineurs par la juridiction de proximité

Art. 18 (compétence de la juridiction de proximité en matière pénale à l'égard des mineurs - art. 1er et 21 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) (p. 2188) - Adopté après modification (p. 2189).

Section 6

Dispositions relatives au sursis avec mise à l'épreuve

Art. 19 (sursis avec mise à l'épreuve, notamment en "centre éducatif fermé" - art. 20-2 et art. 20-9 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) (p. 2189) - Adopté après modification (p. 2190).

Section 7

Des centres éducatifs fermés

Art. 20 (définition des "centres éducatifs fermés" - art. 33 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945) (p. 2193) - Adopté après modification (p. 2194).

Après l'art. 20 (p. 2196).

Division additionnelle (Section 8 - Dispositions diverses) (p. 2196) - Adoptée.

Art. additionnel (aggravation des peines encourues par les majeurs en cas d'infractions commises avec la participation d'un mineur) (p. 2196) - Adopté (p. 2197).

Art. additionnel (aggravation de la peine pour les majeurs utilisant des mineurs de moins de 13 ans) (p. 2197) - Adopté.

Art. additionnel (suppression de la condition de compromission grave pour l'engagement de poursuites pénales à l'égard des pères et mères n'ayant pas satisfait à leurs obligations légales) (p. 2197) - Adopté (p. 2198).

Art. additionnel (suppression de la condition d'habitude pour sanctionner la provocation d'un mineur à commettre un crime ou un délit) (p. 2198) - Adopté.

Art. additionnel (possibilité de prononcer une amende civile à l'encontre des parents qui ne répondent pas aux convocations) (p. 2198) - Adopté.

Art. additionnel (présence explicite de la victime à l'audience du tribunal pour enfants) (p. 2198) - Adopté (p. 2199).

TITRE IV

DISPOSITIONS TENDANT A SIMPLIFIER LA PROCEDURE PENALE ET A ACCROITRE SON EFFICACITE

APRES LE TITRE IV (p. 2199).

Art. additionnel (élargissement du champ d'intervention des associations agréées pour la défense des intérêts des victimes dans l'exercice des droits reconnus à la partie civile) (p. 2199) - Adopté.

Chapitre 1^{er}

Disposition relative à la composition pénale

Art. 21 (procédure de composition pénale - art. 41-2, 41-3, 768, 769 et 775 du code de procédure pénale) (p. 2201) - Adopté après modification (p. 2202).

Chapitre 2

Dispositions relatives à la détention provisoire et à l'instruction

Section 1

Dispositions relatives à la détention provisoire

Art. 22 (conditions et durée du placement en détention provisoire - art. 137-4, 137-5, 143-1, 144, 145-1, 145-2 du code de procédure pénale) (p. 2205) - Adopté après modification (p. 2209).

Art. 23 (référé-détention - demandes de mise en liberté - art. 148-1-A, 187-3, 148-2, 183 et 199 du code de procédure pénale) (p. 2209) - Adopté après modification (p. 2216).

Section 2

Dispositions relatives à l'instruction

Art. 24 (première comparution, demandes d'actes par les parties, amende civile, témoin anonyme, sanction du refus de témoigner - art. 80-2, 82-2, 86, 177-3 nouveau, 706-58 du code de procédure pénale, art. 434-15-1 du code pénal) (p. 2216) - Adopté après modification (p. 2221).

Chapitre 3

Dispositions relatives au jugement des délits

Section 1

Dispositions relatives à la procédure de comparution immédiate

Art. 25 (extension du champ de la procédure de comparution immédiate - délai d'audience en cas de demande de renvoi par le prévenu - art. 395, 396, 397-1, 397-3, 397-4 du code de procédure pénale) (p. 2223) - Adopté après modification (p. 2225).

Section 2

Dispositions étendant la compétence du juge unique en matière correctionnelle

Art. 26 (compétence du juge unique - art. 398-1 du code de procédure pénale) (p. 2225) - Adopté (p. 2226).

Chapitre 4

Dispositions relatives à la procédure criminelle et à la cour d'assises

Art. 27 (arrêt de mise en accusation - délais d'audience - art. 215, 215-2, 268 et 367 du code de procédure pénale) (p. 2226) - Adopté après modification (p. 2227).

Chapitre 5

Disposition relative à l'application des peines

Art. 28 (prononcé des mesures d'aménagement de peines sans débat contradictoire - art. 722 du code de procédure pénale) (p. 2229) - Adopté.

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES A L'AMELIORATION DU FONCTIONNEMENT ET DE LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives aux communications téléphoniques

Art. 29 (neutralisation des téléphones mobiles dans l'enceinte des établissements pénitentiaires - art. L. 33-3 du code des postes et télécommunications) (p. 2237) - Adopté après modification (p. 2239).

Chapitre 2

Dispositions relatives à l'hospitalisation des personnes détenues atteintes de troubles mentaux

Art. 30 (hospitalisation des détenus atteints de troubles mentaux - art. L. 3214-1 à L. 3214-5 du code de la santé publique) (p. 2239) - Adopté après modification (p. 2241).

Chapitre 3

Dispositions relatives aux placements sous surveillance électronique

Art. 31 (placement sous surveillance électronique dans le cadre d'un contrôle judiciaire - contrôle à distance par des personnes de droit privé - art. 138, 144-2, 723-7, 723-9 et 723-13 du code de procédure pénale) (p. 2241) - Adopté (p. 2243).

Chapitre 4

Dispositions relatives à la répartition des détenus

Art. 32 (classification des établissements pénitentiaires - art. 717 du code de procédure pénale) (p. 2243) - Adopté (p. 2244).

Après l'art. 32 (p. 2244).

Division additionnelle (Chapitre... de la réinsertion professionnelle des détenus) (p. 2244) - Adoptée (p. 2249).

Art. additionnel (suppression de la ponction pour frais d'entretien prélevés sur la rémunération des détenus qui travaillent) (p. 2245) - Adopté (p. 2249).

Art. additionnel (possibilité pour un détenu de travailler à son propre compte) (p. 2245) - Adopté (p. 2249).

TITRE VI

DISPOSITIONS RELATIVES A LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Avant l'art. 33 (p. 2249).

Art. additionnel (abrogation d'une disposition relative à l'affectation des magistrats administratifs dans les cours administratives d'appel - art. L. 222-5 du code de justice administrative) (p. 2249) - Adopté (p. 2250).

Art. additionnel (fonctionnement du conseil supérieur des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel - art. L. 232-4-1 du code de justice administrative) (p. 2250) - Adopté.

Art. 33 (concours de recrutement complémentaire de conseillers sur cinq ans - art. L. 233-6 du code de justice administrative) (p. 2250) - Adopté.

Art. 34 (maintien en activité après la limite d'âge - art. L. 233-7 du code de justice administrative) (p. 2250) - Adopté.

Art. 35 (date de fin de fonctions - art. L. 233-9 du code de justice administrative) (p. 2250) - Adopté.

Art. 36 (abrogations par coordination - art. 1er, 2 et 5 de la loi n° 80-511 du 7 juillet 1980) (p. 2250) - Adopté.

Art. 37 (recrutement d'assistants de justice dans les juridictions administratives - art. L. 122-2 du code de justice administrative) (p. 2250) - Adopté après modification (p. 2251).

Art. 38 (recrutement d'assistants de justice dans les juridictions administratives - art. L. 227-1 du code de justice administrative) (p. 2251) - Adopté après modification.

Après l'art. 38 (p. 2252).

Division additionnelle (Disposition relative aux assistants de justice) (p. 2252) - Adoptée

Art. additionnel (contrats des assistants de justice renouvelables deux fois) (p. 2252) - Adopté.

TITRE VII

DISPOSITIONS RELATIVES A L'AIDE AUX VICTIMES

Art. 39 (information des victimes par les officiers et agents de police judiciaire de certains droits - art. 53-1 et 75 du code de procédure pénale) (p. 2252) - Adopté après modification (p. 2253).

Après l'art. 39 (p. 2253).

Art. additionnel (possibilité de demander la désignation d'un avocat par le bâtonnier - art. 40-1 du code de procédure pénale) (p. 2253) - Adopté.

Art. 40 (attribution automatique du bénéfice de l'aide juridictionnelle aux victimes des crimes les plus graves - art. 9-2 de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991) (p. 2254) - Adopté après modification (p. 2255).

Art. 41 (recherche des personnes disparues dans des circonstances suspectes - art. 74-1 et 80-4 du code de procédure pénale, art. 26 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995) (p. 2255) - Adopté après modification (p. 2256).

TITRE VIII

DISPOSITIONS RELATIVES A L'APPLICATION A L'OUTRE-MER

Art. 42 (constatation des infractions routières à Mayotte - art. L. 142-5 du code de la route) (p. 2256) - Adopté.

Art. 43 (application en outre-mer et habilitation du Gouvernement au titre de l'article 38 de la Constitution) (p. 2256) - Adopté après modification (p. 2257).

Après l'art. 43 (p. 2257).

Art. additionnel (procédure de composition pénale - art. 41-2, 41-3, 768, 769 et 775 du code de procédure pénale) (p. 2257) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2258, 2262) : *Mme Nicole Borvo, MM. Yves Détraigne, Michel Dreyfus-Schmidt, Ambroise Dupont, Jean-Pierre Fourcade, Patrice Gélard, Georges Othily, Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice.*

Adoption (26 juillet 2002) (p. 2262).

Discussion (commission mixte paritaire)

(3 août 2002) (p. 2509, 2530).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2509, 2510) : *MM. Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice; Jean-Pierre Schosteck, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2510, 2527).

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS DE PROGRAMMATION

Art. 1^{er}, 5 et 6 (p. 2510).

TITRE II

DISPOSITIONS INSTITUANT UNE JUSTICE DE PROXIMITÉ

Art. 7 (p. 2510) (p. 2511).

TITRE III

DISPOSITIONS PORTANT REFORME DU DROIT PENAL DES MINEURS

Section 1

Dispositions relatives à la responsabilité pénale des mineurs

Art. 12 (p. 2511) (p. 2512).

Art. 12 bis (mesures applicables aux mineurs déclarés coupables mais ne pouvant faire l'objet d'une condamnation pénale) (p. 2512).

Section 2

Dispositions relatives à la retenue des mineurs à dix à treize ans

Section 3

Dispositions relatives au placement sous contrôle judiciaire dans des centres éducatifs fermés ou en détention provisoire

Art. 15 et 16 (p. 2512) (p. 2513).

Section 4

Dispositions instituant une procédure de jugement à délai rapproché

Art. 17 (p. 2513) (p. 2514).

Section 5

Dispositions relatives au jugement des mineurs par la juridiction de proximité

Section 6

Dispositions relatives à l'exécution des peines d'emprisonnement et au sursis avec mise à l'épreuve

Art. 19 (p. 2514).

Section 7

Des centres éducatifs fermés

Art. 20 (p. 2514).

Art. 20 bis A (suspension des allocations familiales en cas de placement du mineur) (p. 2515).

Art. 20 bis B (*prévision d'une peine de travail d'intérêt général - art. 322-1 du code pénal*).

Section 8

Dispositions diverses

Art. 20 bis (*aggravation des peines encourues par les majeurs en cas d'infraction commise avec la participation d'un mineur*) (p. 2515).

Art. 20 sexies (*condamnation des parents qui ne répondent pas aux convocations du juge à une amende civile*) (p. 2515).

Art. 20 octies (*renvoi obligatoire du mineur âgé de seize ans révolu devant le tribunal pour enfants lorsque la peine encourue est supérieure ou égale à sept ans*) (p. 2515).

Art. 20 nonies (*visite des établissements publics ou privés accueillant des mineurs délinquants par les députés et les sénateurs*) (p. 2515).

TITRE IV

DISPOSITIONS TENDANT A SIMPLIFIER LA PROCEDURE PENALE ET A ACCROITRE SON EFFICACITE

Chapitre 1^{er} A

Dispositions relatives à l'enquête

Art. 21 B (*simplification des procédures*) (p. 2515).

Art. 21 C (*possibilité d'utiliser des moyens de télécommunication audiovisuelle pour la programmation de la garde à vue ou de la retenue judiciaire*) (p. 2515).

Chapitre 1^{er}

Dispositions relatives à la composition pénale

Art. 21 (p. 2516).

Chapitre 2

Dispositions relatives à la détention provisoire et à l'instruction

Section 1

Dispositions relatives à la détention provisoire

Art. 22 et 23 (p. 2516) (p. 2517).

Section 2

Dispositions relatives à l'instruction

Art. 24 (p. 2517).

Chapitre 3

Dispositions relatives au jugement des délits

Section 1

Dispositions relatives à la procédure de comparution immédiate

Section 2

Dispositions étendant la compétence du juge unique en matière correctionnelle

Art. 26 (p. 2518).

Section 3

Dispositions relatives à la procédure simplifiée en matière de délit

Art. 26 bis (*extension de la procédure simplifiée de l'ordonnance pénale aux délits prévus par le code de la route - restrictions*) (p. 2518) (p. 2519).

Chapitre 4

Dispositions relatives à la procédure criminelle et à la Cour d'assises

Art. 27 (p. 2519).

Chapitre 5

Disposition relative à l'application des peines

Chapitre 6

Dispositions relatives à certaines atteintes à l'autorité de l'Etat

Art. 28 bis (*aggravation des peines pour outrage à enseignant ou membre du personnel éducatif*) (p. 2519).

Chapitre 7

Dispositions diverses

Art. 28 ter (*allongement de la peine prévue contre les auteurs d'attentats terroristes biologiques et de la durée maximale de la détention provisoire prévue pour le délit d'association de malfaiteurs*) (p. 2519).

TITRE V

DISPOSITIONS RELATIVES A L'AMELIORATION DU FONCTIONNEMENT ET DE LA SECURITE DES ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES

Chapitre 1^{er}

Disposition relative aux communications téléphoniques

Art. 29 (p. 2519).

Chapitre 2

Dispositions relatives à l'hospitalisation des personnes détenues atteintes de troubles mentaux

Chapitre 3

Dispositions relatives au placement sous surveillance électronique

Chapitre 4

Disposition relative à la répartition des détenus

Chapitre 5

De la réinsertion professionnelle des détenus

Art. 32 bis (*suppression de la ponction pour frais d'entretien prélevée sur la rémunération des détenus qui travaillent*) (p. 2520).

TITRE VI

DISPOSITIONS RELATIVES A LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Art. 33 BA (*participation aux élections de représentants au Conseil supérieur des tribunaux administratifs des agents détachés depuis plus de deux ans auprès de la justice administrative*) (p. 2520).

Art. 33 B (*composition du Conseil supérieur des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel*) (p. 2520).

TITRE VI bis

DISPOSITION RELATIVE AUX ASSISTANTS DE JUSTICE DES JURIDICTIONS JUDICIAIRES

TITRE VII

DISPOSITIONS RELATIVES A L'AIDE AUX VICTIMES

Art. 39 (p. 2520).

TITRE VIII

DISPOSITIONS RELATIVES A L'APPLICATION A L'OUTRE-MER

Art. 42 (*constatation des infractions routières à Mayotte - art. L. 142-5 du code de la route*) (p. 2520).

Art. 43 (p. 2520).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2527, 2529) : *M. Laurent Béteille, Mme Nicole Borvo, MM. Claude Estier, Pierre Fauchon.*

Adoption (3 août 2002) (p. 2530).

7. - Projet de loi organique relatif aux juges de proximité, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Dominique PERBEN, Garde des sceaux, ministre de la justice (24 juillet 2002) [n° 376 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (25 septembre 2002) [n° 404 (2001-2002)] - Discussion (2, 3 octobre 2002) - Adoption (3 octobre 2002) [n° 2].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (3 octobre 2002) [n° 242 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Emile BLESSIG (11 décembre 2002) [n° 466 (2002-2003)] - Discussion (17 décembre 2002) - Adoption (17 décembre 2002) [n° 48].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (18 décembre 2002) [n° 103 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Pierre FAUCHON (18 décembre 2002) [n° 127 (2002-2003)].

Discussion (première lecture)

(2 octobre 2002) (p. 2583, 2612); (4 octobre 2002) (p. 2618, 2630).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2583, 2598) : *M. Robert Badinter, Mme Nicole Borvo, MM. Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Patrice Gélard, Jean-Jacques Hyst, Georges Othily, Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2599, 2612 ; 2618, 2626) : *MM. Robert Badinter, José Balareello, Laurent Béteille, Mme Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Christian Cointat, Michel Dreyfus-Schmidt, Claude Estier, Pierre Fauchon, rapporteur de la commission des lois; Patrice Gélard, Jean-Jacques Hyst, Mme Josiane Mathon, MM. Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice; Jean-Pierre Schosteck, Jean-Pierre Sueur.*

Art. unique (*statut des juges de proximité - chapitre V quinquies nouveau de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature*) (p. 2599).

Art. 41-17 de l'ordonnance statutaire n° 58-1270 du 22 décembre 1958 (*critères de recrutement des juges de proximité*) (p. 2600) - Adopté après modification (p. 2606).

Après l'art. 41-17 de l'ordonnance statutaire n° 58-1270 du 22 décembre 1958 (p. 2606).

Art. additionnel (*organisation de la juridiction de proximité*) (p. 2606) - Adopté (p. 2608).

Art. 41-18 de l'ordonnance statutaire n° 58-1270 du 22 décembre 1958 (*nomination et formation*) (p. 2608) - Adopté après modification (p. 2610).

Art. 41-19 de l'ordonnance statutaire n° 58-1270 du 22 décembre 1958 (*soumission au statut de la magistrature*) (p. 2611) - Adopté après modification.

Art. 41-20 de l'ordonnance statutaire n° 58-1270 du 22 décembre 1958 (*rémunération des juges de proximité*) (p. 2611) - Adopté après modification (p. 2612).

Art. 41-21 de l'ordonnance statutaire n° 58-1270 du 22 décembre 1958 (*cumul avec une autre activité professionnelle - règles d'incompatibilités*) (p. 2619) - Adopté après modification (p. 2625).

Art. 41-22 de l'ordonnance statutaire n° 58-1270 du 22 décembre 1958 (*discipline*) (p. 2625) - Adopté.

Art. 41-23 de l'ordonnance statutaire n° 58-1270 du 22 décembre 1958 (*cessation des fonctions*) (p. 2625) - Adopté après modification.

Adoption de l'art. unique modifié (p. 2625).

Après l'art. unique (p. 2625).

Art. additionnel (*rétablissement de l'attribution de la fonction de juge des affaires familiales par l'ordonnance de*

roulement du président de la juridiction) (p. 2625) - Adopté (p. 2626).

Art. additionnel (*possibilité pour les magistrats de l'ordre judiciaire de poursuivre leur activité en surnombre au-delà de la limite d'âge*) (p. 2626) - Adopté.

Art. additionnel (*transmission au Parlement d'un rapport détaillé établissant le bilan de la mise en place des juridictions de proximité*) (p. 2626) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2626, 2629) : *M. Laurent Béteille, Mme Nicole Borvo, MM. Yves Détraigne, Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice; Jean-Pierre Sueur, François Trucy.*

Adoption (3 octobre 2002) (p. 2629).

L**Langue française**

Voir *Rapports au Parlement*

Lettonie

Voir *Allocutions et communications*

Lituanie

Voir *Allocutions et communications*

Logement

Voir *Lois de finances*

Lois de finances

Voir *Rapports au Parlement*

1. - Projet de loi de finances pour 2003, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par MM. Francis MER, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie ; LAMBERT (Alain), ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire (25 septembre 2002) [n° 230 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis aux commissions des affaires culturelles, familiales et sociales, des affaires économiques, des affaires étrangères, de la défense nationale, des lois - Rapport général de M. Gilles CARREZ (10 octobre 2002) [n° 256 (2002-2003)] - Discussion (15 octobre 2002).

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (21 novembre 2002) [n° 67 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis aux commissions des lois, des affaires culturelles, des affaires sociales, des affaires étrangères, des affaires économiques - Rapport général de M. Philippe MARINI (21 novembre 2002) [n° 68 (2002-2003)] - Discussion (21, 22, 25, 26, 27, 28, 29, 30 novembre, 2, 3, 4, 5, 6, 9, 10 décembre 2002) - Adoption (10 décembre 2002) [n° 35].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (10 décembre 2002) [n° 461 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) (10 décembre 2002) [n° 461 (2002-2003)] - Rapport de M. Gilles CARREZ (18 décembre 2002) [n° 471 (2002-2003)] - Discussion (12 décembre 2002) - Adoption (18 décembre 2002) [n° 50].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (12 décembre 2002) [n° 96 (2002-2003)] - Discussion (18 décembre 2002) - Adoption (18 décembre 2002) [n° 42].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2002-464 DC du 27 décembre 2002 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 2002) qui déclare contraires à la Constitution les articles n° 28, 88, 91, 95 et 99 de la loi de finances pour 2003.

PROMULGATION : loi n° 2002-1575 du 31 décembre 2002 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 2002).

SENAT**Rapporteur général**

RAPPORT GÉNÉRAL [n° 67 (2002-2003)] fait, au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation, sur le projet de loi de finances pour 2003 adopté par l'Assemblée nationale, par M. Philippe Marini, rapporteur général.

Tome I. - Le budget de 2003 et son contexte économique et financier.

Tome II. - Fascicule 1. - Les conditions générales de l'équilibre financier. (Première partie de la loi de finances).

Fascicule 2. - Affaires européennes et article 26 : évaluation de la participation française au budget des Communautés européennes (rapporteur spécial : M. Denis Badré).

Tome III. - Les moyens des services et les dispositions spéciales. (Deuxième partie de la loi de finances.)

Rapporteurs spéciaux**I. - BUDGETS CIVILS****A - Budget général****Annexes**

Affaires étrangères : M. Jacques Chaumont	1
Aide au développement : M. Michel Charasse	2
Agriculture, alimentation, pêche et affaires rurales : M. Joël Bourdin	3
Anciens combattants : M. Jacques Baudot	4
Charges communes : M. Yves Fréville	5
Culture et communication : M. Yann Gaillard	6
Communication audiovisuelle : M. Claude Belot	7
Presse : M. Claude Belot	8
Ecologie et développement durable : Philippe Adnot	9

Economie, finances et industrie :		II. - Secrétariat général de la défense nationale : M. Michel Moreigne	30
Services financiers : M. Bernard Angels	10	III. - Conseil économique et social :	31
Industrie : M. Jean Clouet	11	M. Claude Lise	
Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat : M. Auguste Cazalet	12	IV. - Plan : M. Claude Haut	32
Commerce extérieur : M. Marc Massion	13	V. - Aménagement du territoire : M. Roger Besse	33
Équipement, transports, logement, tourisme et mer :		Sports : M. Michel Sergent	34
I. – Services communs : M. Paul Girod	14	Emploi et solidarité :	
II. – Urbanisme et logement : M. Paul Girod	15	I. - Travail : M. Joseph Ostermann	35
III. - Transports et sécurité routière :		II. - Santé, famille, personnes handicapées et solidarité : M. Adrien Gouteyron	36
• Transports terrestres et intermodalité : M. Jacques Oudin	16	III - Ville et rénovation urbaine : M. Eric Doligé	37
• Routes et sécurité routière : M. Gérard Miquel	17		
• Aviation et aéronautique civiles : M. Yvon Collin	18	B. - Budgets annexes	
IV. - Mer : M. Marc Massion	19	Aviation civile : M. Yvon Collin	18
V. - Tourisme : Mme Marie-Claude Beaudeau	20	Journaux officiels : M. Thierry Foucaud	38
Fonction publique et réforme de l'Etat : M. Gérard Braun	21	Légion d'honneur - Ordre de la Libération : M. Jean-Pierre Demerliat	39
Intérieur, sécurité intérieure et libertés locales		Monnaies et médailles : M. Bertrand Auban	40
• Sécurité : M. Aymeri de Montesquiou	22	Prestations sociales agricoles : M. Joël Bourdin	44
• Décentralisation : M. Michel Mercier	23		
Jeunesse, éducation nationale et recherche :		II. - DEFENSE	
I. - Jeunesse et enseignement scolaire : M. Roger Karoutchi	24	Exposé d'ensemble et dépenses en capital : M. Maurice Blin	41
II. - Enseignement supérieur : M. Jean-Philippe Lachenaud	25	Dépenses ordinaires : M. François Trucy	42
III. - Recherche et nouvelles technologies : M. René Trégouët	26		
Justice : M. Hubert Haenel	27	III. - AUTRES DISPOSITIONS	
Outre-mer : M. Roland du Luart	28	Comptes spéciaux du Trésor : M. Paul Loridant	43
Services du Premier ministre			
I. - Services généraux : M. François Marc	29	Rapporteurs pour avis	
		AVIS [n° 69 (2002-2003)] présenté, au nom de la commission des Affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2003, adopté par l'Assemblée nationale :	

Tomes

- I. - Culture : M. Philippe Nachbar
- II. - Cinéma - Théâtre dramatique : M. Marcel Vidal
- III. - Ecologie : M. Ambroise Dupont
- IV. - Enseignement scolaire : M. Philippe Richert
- V. - Enseignement supérieur : M. Jean-Léonce Dupont
- VI. - Enseignement technologique et professionnel : Mme Annie David
- VII. - Jeunesse : M. Pierre Martin
- VIII. - Enseignement agricole : Mme Françoise Férat
- IX. - Recherche et nouvelles technologies : M. Pierre Laffitte
- X. - Sports : M. Bernard Murat
- XI. - Communication audiovisuelle : M. Louis de Broissia
- XII. - Presse écrite : M. Louis de Broissia
- XIII. - Relations culturelles extérieures : Mme Danièle Pourtaud
- XIV. - Francophonie : M. Jacques Legendre

AVIS [n° 70 (2002-2003)] présenté, au nom de la commission des Affaires économiques et du plan, sur le projet de loi de finances pour 2003, adopté par l'Assemblée nationale

Tomes

- I. - Agriculture : M. Gérard César
- II. - Pêche : M. Alain Gérard
- III. - Développement rural : M. Gérard Delfau
- IV. - Industries agricoles et alimentaires : M. Bernard Dussaut
- V. - Industrie : M. Francis Grignon
- VI. - Energie : M. Roland Courteau
- VII. - Recherche : M. Henri Revol
- VIII. - PME - Commerce et artisanat : M. Gérard Cornu
- IX. - Consommation et concurrence : Mme Odette Terrade
- X. - Commerce extérieur : M. Michel Bécot

- XI. - Aménagement du territoire : M. Jean Pépin
- XII. - Plan : M. Jean-Paul Alduy
- XIII. - Routes et voies navigables : M. Georges Gruillot
- XIV. - Logement : M. Jean-Yves Mano
- XV. - Urbanisme : M. Bernard Piras
- XVI. - Tourisme : M. Charles Ginésy
- XVII. - Environnement : M. Jean Bizet
- XVIII. - Transports terrestres : M. Bernard Joly
- XIX. - Aviation civile et transport aérien : M. Jean-François Le Grand
- XX. - Mer : M. Charles Revet
- XXI. - Technologies de l'information et Poste : M. Pierre Herisson
- XXII. - Outre-mer : M. Daniel Raoul
- XXIII. - Ville : M. Pierre André

AVIS [n° 71 (2002-2003)] présenté, au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2003, adopté par l'Assemblée nationale

Tomes

- I. - Affaires étrangères : M. Jean-Guy Branger
- II. - Relations culturelles extérieures et francophonie : Mme Monique Cerisier-ben-Guiga
- III. - Aide au développement : Mme Paulette Brisepierre
- IV. - Défense - Nucléaire, espace et services communs : M. Jean Faure
- V. - Défense - Gendarmerie : M. Philippe François
- VI. - Défense - Forces terrestres : M. Serge Vinçon
- VII. - Défense - Air : M. Xavier Pintat
- VIII. - Défense - Marine : M. André Boyer

AVIS [n° 72 (2002-2003)] présenté, au nom de la commission des Affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2003, adopté par l'Assemblée nationale

Tomes

- I. - Solidarité : M. Paul Blanc
- II. - Santé : M. Gilbert Barbier
- III. - Ville : Mme Nelly Olin
- IV. - Travail et emploi : M. Louis Souvet
- V. - Formation professionnelle : Mme Annick Bocandé
- VI. - Budget annexe des prestations sociales agricoles : M. Jean-Marc Juilhard
- VII. - Anciens combattants : M. Marcel Lesbros
- VIII. - Outre-mer (aspects sociaux) : Mme Valérie Létard
- IX. - Logement social : Mme Françoise Henneron

AVIS [n° 73 (2002-2003)] présenté, au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, sur le projet de loi de finances pour 2003, adopté par l'Assemblée nationale

Tomes

- I. - Intérieur - Décentralisation : M. Daniel Hoeffel
- II. - Intérieur - Police et sécurité : M. Jean-Patrick Courtois
- III. - Intérieur - Sécurité civile : M. Jean-Pierre Schosteck
- IV. - Justice - Services généraux : M. Christian Cointat
- V. - Justice - Administration pénitentiaire : M. Georges Othily
- VI. - Justice - Protection judiciaire de la jeunesse : M. Patrice Gélard
- VII. - Départements d'outre-mer : M. José Balarello
- VIII. - Territoires d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie : M. Jean-Jacques Hyest

Voir *in fine* le **tableau de concordance** des articles du **projet de loi de finances pour 2003** et des articles de la **loi de finances pour 2003**

Discussion (première lecture)

(21 novembre 2002) (p. 4329, 4376) ; (22 novembre 2002) (p. 4388, 4428) ; (25 novembre 2002) (p. 4435, 4524) (26 novembre) (p. 4532, 4620) ; (27 novembre 2002) (p. 4628, 4710) ; (28 novembre 2002) (p. 4718, 4799) ; (29 novembre 2002) (p. 4808, 4901) ; (30 novembre 2002) (p. 4909, 4969) ; (2 décembre 2002) (p. 4974, 5062) ; (3 décembre 2002) (p. 5068, 5168) ; (4 décembre 2002) (p. 5175, 5260) ; (5 décembre 2002) (p. 5272, 5346) ; (6 décembre 2002) (p. 5354, 5457) ; (9 décembre 2002) (p. 5467, 5574) ; (10 décembre 2002) (p. 5580, 5628).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4329, 4376) : *MM. Philippe Adnot, Bernard Angels, Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Denis Badré, Joël Bourdin, Thierry Foucaud, Yves Fréville, Bernard Joly, Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Gérard Larcher, Paul Loridant, Roland du Luart, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Jean-Pierre Masseret, Marc Massion, Francis Mer, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Gérard Miquel, Jacques Oudin, Jacques Pelletier, Henri de Raincourt, Jean-Pierre Sueur, Xavier de Villepin.*

PREMIERE PARTIE.**CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.**

II - DISCUSSION DES ARTICLES DE LA PREMIERE PARTIE (22 novembre 2002) (p. 4388, 4428) ; (25 novembre 2002) (p. 4435, 4524) ; (26 novembre 2002) (p. 4532, 4620) ; (27 novembre 2002) (p. 4628, 4710) : *MM. Philippe Adnot, Pierre André, Bernard Angels, Jean Arthuis, président de la commission des finances, Denis Badré, Gérard Bailly, Marie-Claude Beaudeau, Marie-France Beaufils, Danielle Bidard-Reydet, Claude Biwer, Paul Blanc, Didier Boulaud, Louis de Broissia, Gérard César, Michel Charasse, Jean Chérioux, Jean Clouet, Gérard Cornu, Gérard Delfau, Robert Del Picchia, Jean-Pierre Demerliat, Yves Détraigne, Eric Doligé, Michel Doublet, Ambroise Dupont, Bernard Dussaut, Thierry Foucaud, Alain Fouché, Bernard Fournier, Serge Franchis, Philippe François, Yves Fréville, Yann Gaillard, Jean-Claude Gaudin, Francis Giraud, Alain Gournac, Charles Guené, Claude Haut, Pierre Hérisson, Jean-Jacques Hyst, Bernard Joly, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lambert, ministre délégué au budget ; Lucien Lanier, André Lardeux, Gérard Le Cam, Jean-René Lecerf, Jacques Legendre, Mme Noëlle Lenoir, ministre déléguée aux affaires européennes ; MM. Serge Lepeltier, Gérard Longuet, Paul Loridant, Roland du Luart, François Marc, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances, Jean-Pierre Masseret, Jean-Louis Masson, Michel Mercier, Gérard Miquel, Louis Moinard, Aymeri de Montesquiou, Michel Moreigne, Bernard Murat, Joseph Ostermann, Jacques Oudin, Anne-Marie Payet, Michel Pelchat, Jean-Claude Peyronnet, Danièle Pourtaud, Henri de Raincourt, Philippe Richert, Bernard Saugey, Jean-Pierre Schosteck, Michel Sergeant, Louis Souvet, François Trucy, Jacques Valade, Jean-Marie Vanlerenberghe, Alain Vasselle, Serge Vinçon.*

TITRE I^{er}.**DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES.****I - Impôts et revenus autorisés.****A. Dispositions antérieures.**

Art. 1^{er} (autorisation de percevoir des impôts existants) (p. 4388) - Adopté (p. 4389).

B. Mesures fiscales.

Art. 2 (*barème de l'impôt sur le revenu*) (p. 4389) - Adopté (p. 4396).

Art. 3 (*amélioration de la prime pour l'emploi*) (p. 4414) - Adopté (p. 4415).

Après l'art. 3 (p. 4419).

Art. additionnel (*allongement du délai d'imputation des moins-values sur les plus-values de cessions de valeurs mobilières*) (p. 4419) - Adopté (p. 4421).

Art. additionnel (*relèvement du seuil de cessions de valeurs mobilières*) (p. 4419) - Adopté (p. 4421).

Art. additionnel (*rétablissement progressif de l'abattement annuel sur certains revenus mobiliers*) (p. 4419) - Adopté (p. 4421).

Art. additionnel (*relèvement du plafond de dépôt du PEA*) (p. 4419) - Adopté (p. 4421).

Art. 4 (*relèvement du plafond des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile*) (p. 4422) - Adopté (p. 4424).

Art. 4 bis (*faculté de louer un logement neuf à un ascendant ou un descendant en bénéficiant du dispositif de soutien au logement locatif privé*) (p. 4451) - Adopté après modification (p. 4453).

Après l'art. 4 bis (p. 4453).

Art. additionnel (*assouplissement du régime du micro-foncier*) (p. 4453) - Adopté (p. 4454).

Art. additionnel (*nouveau régime fiscal des sociétés foncières cotées*) (p. 4679) - Adopté (p. 4682).

Art. 5 (*doublément de l'abattement sur la part de chacun des petits-enfants pour la perception des droits de mutation à titre gratuit entre vifs*) (p. 4459) - Adopté (p. 4462).

Avant l'art. 5 bis (p. 4464).

Art. additionnel (*versement d'une fraction du produit des successions en déshérence à la Fondation du patrimoine*) (p. 4464) - Adopté (p. 4467).

Art. 5 bis (*déduction des frais funéraires de l'actif de la succession*) (p. 4467) - Adopté après modification (p. 4468).

Art. 6 (*suppression progressive de la contribution des institutions financières*) (p. 4469) - Adopté (p. 4471).

Après l'art. 6 (p. 4471).

Art. additionnel (*extension de l'exonération de la taxe sur les conventions d'assurance aux institutions de prévoyance et aux mutuelles*) (p. 4474) - Adopté (p. 4475).

Art. 6 bis (*modification de la taxe sur les bureaux en Ile-de-France pour les parcs d'exposition et locaux à usage principal de congrès*) (p. 4475) - Adopté.

Avant l'art. 7 (p. 4475).

Art. additionnel (*bénéfice de l'avoir fiscal étendu aux fondations reconnues d'utilité publique*) (p. 4475) - Adopté (p. 4476).

Art. 7 (*modification du régime fiscal des distributions*) (p. 4476) - Adopté (p. 4477).

Art. 8 (*annualisation du paiement de la TVA pour certains redevables*) (p. 4480) - Adopté.

Art. 8 bis (*augmentation du taux d'abattement forfaitaire pour la détermination des bénéfices industriels et commerciaux dans le cadre du régime des micro-entreprises*) (p. 4480) - Adopté.

Art. 8 ter (*augmentation du taux d'abattement forfaitaire pour la détermination des bénéfices non commerciaux dans le cadre du régime des micro-BNC*) (p. 4481) - Adopté.

Art. 9 (*prorogation de l'application du taux réduit de la TVA aux services d'aide à la personne, aux travaux*

d'entretien portant sur les locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans ou sur les logements sociaux à usage locatif) (p. 4485) - Adopté.

Après l'art. 9 (p. 4485).

Art. additionnel (*alignement des taux de TVA pour le régime des apports de logements sociaux neufs sur celui des ventes de logements sociaux*) (p. 4498) - Adopté (p. 4499).

Art. 10 (*dégrèvement de la part maritime de la taxe professionnelle des entreprises d'armement au commerce*) (p. 4517) - Adopté (p. 4518).

Art. 11 (*réduction progressive de l'assiette de la taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de cinq salariés*) (p. 4519) - Adopté après modification (p. 4523).

Art. 12 (*suppression du droit de licence sur les débits de boissons*) (p. 4589) - Adopté (p. 4591).

Après l'art. 12 (p. 4532).

Art. additionnel (*possibilité de transfert du dernier débit de boissons d'une commune dans le ressort d'une commune d'un même EPCI, du même canton ou d'un canton limitrophe*) (p. 4533) (p. 4534).

Art. 13 (*assujettissement de France Télécom aux impositions directes locales dans les conditions de droit commun et mesures diverses relatives à l'équilibre financier du Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle*) (p. 4591) - Adopté (p. 4594).

Après l'art. 13 (p. 4594).

Art. additionnel (*diminution, en 2003, du prélèvement effectué au profit des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle sur les ressources des établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique à hauteur d'une fraction du montant de la compensation "part salariés" reçue par ces fonds*) (p. 4595) - Adopté (p. 4598).

Art. 14 (*assouplissement de la règle de lien entre les taux des taxes directes locales*) (p. 4600) - Adopté après modification (p. 4610).

Après l'art. 14 (p. 4610).

Art. additionnel (*autorisation pour les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique d'augmenter leur taux de taxe professionnelle sur la base de la variation des taux communaux de l'antépénultième année*) (p. 4610) - Adopté.

Art. additionnel (*modulation du taux du versement transport*) (p. 4619) - Adopté (p. 4620).

Art. 14 bis (*arrondissement du montant plancher donnant lieu à une attribution du fonds national de péréquation, FNP*) (p. 4620) - Adopté.

Art. 15 (*affectation de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA, au budget général de l'Etat*) (p. 4534) - Adopté (p. 4535).

Art. 16 (*rééquilibrage de la fiscalité des modes de production de l'électricité*) (p. 4534) - Adopté (p. 4536).

Art. 17 (*intégration à la taxe intérieure sur les produits pétroliers, TIPP, et à la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel, TICGN, de la taxe parafiscale perçue sur certains produits pétroliers et sur le gaz naturel*) (p. 4536) - Adopté (p. 4538).

Art. 18 (*contribution de l'Union d'économie sociale du logement au budget général de l'Etat*) (p. 4544) - Adopté.

Après l'art. 18 (p. 4545).

Art. additionnel (*délai supplémentaire pour la mise en place de la Société de garantie des organismes d'habitations à loyer modéré*) (p. 4545) - Adopté.

Art. 19 (report en 2003 du versement de l'UNEDIC) (p. 4545) - Adopté (p. 4548).

II. Ressources affectées.

Art. 20 (dispositions relatives aux affectations) (p. 4548) - Adopté.

Art. 21 (mesures de financement du budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA) (p. 4548) - Adopté (p. 4550).

Art. 22 (aménagement de l'assiette des cotisations de solidarité affectées au budget annexe des prestations sociales agricoles, BAPSA) (p. 4550) - Adopté après modification (p. 4553).

Art. 23 (détermination du montant du prélèvement de solidarité pour l'eau, affecté au compte d'affectation spéciale n° 902-00 "Fonds national de l'eau") (p. 4554) - Adopté après modification (p. 4558).

Art. 23 bis (prélèvement, sur les sommes engagées au PMU, affecté au Fonds national pour le développement des adductions d'eau, FNDAE) (p. 4559) - Adopté (p. 4566).

Art. 24 (modification de la nomenclature des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-10 "soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie audiovisuelle") (p. 4667) - Adopté.

Art. 25 (transformation de la taxe parafiscale sur la publicité radiodiffusée et télévisée en taxe fiscale affectée au compte spécial n° 902-32 modifié) (p. 4668) - Adopté (p. 4671).

Art. 26 (modification de la nomenclature des recettes du compte d'affectation spéciale n° 902-24 "compte d'affectation des produits de cession de titres, parts et droits de sociétés") (p. 4677) - Adopté.

Art. 27 (modification des quotités de répartition de la taxe d'aviation civile entre le budget annexe de l'aviation civile et le compte spécial n° 902-25 "fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien") (p. 4677) - Adopté (p. 4678).

Art. 28 (affectation au fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale, FÖREC, d'une fraction supplémentaire de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance) (p. 4678) - Adopté.

Art. 29 (reconduction en 2003 du contrat de croissance et de solidarité) (p. 4643) - Adopté (p. 4645).

Art. 30 (assouplissement des modalités de répartition de la dotation d'intercommunalité) (p. 4653) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 31 (reconduction en 2003 de la compensation de la baisse de la dotation de compensation de la taxe professionnelle, DCTP, pour les collectivités défavorisées, au titre des années 1999, 2000 et 2001) (p. 4655) - Adopté.

Art. 31 bis (éligibilité à la dotation de solidarité urbaine de communes membres d'un EPCI à taxe professionnelle unique) (p. 4655) - Adopté.

Art. 32 (Majorations de la dotation de la solidarité urbaine, DSU, et de la dotation de solidarité rurale, DSR).

Après l'art. 32.

Art. additionnel (majoration de la part principale du FNP) (p. 4661) - Adopté (p. 4662).

Art. 33 (évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes) (p. 4628) - Adopté (p. 4642).

TITRE II.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES.

Art. 34 et état A annexé (équilibre général du budget) (p. 4682) - Adopté après modification (p. 4699).

Explications de vote sur l'ensemble de la première partie (p. 4699, 4710) : MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Denis Badré, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Pierre Demerliat, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Aymeri de Montesquiou, Jacques Oudin.

Scrutin public de droit n° 56 (p. 4710).

Adoption de l'ensemble de la première partie de la loi de finances pour 2003 (27 novembre 2002) (p. 4710).

DEUXIEME PARTIE.

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Discussion (4 décembre 2002) (p.5205, 5259) : Mme Danielle Bidard-Reydet, M. Jean-Guy Branger, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour les affaires étrangères; Mme Paulette Briseperrière, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour l'aide au développement; M. Jean-Pierre Cantegrit, Mme Monique Cerisier-ben Guiga, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères pour les relations culturelles extérieures et la francophonie; MM. Michel Charasse, rapporteur spécial de la commission des finances pour l'aide au développement; Jacques Chaumont, rapporteur spécial de la commission des finances pour les affaires étrangères; Yves Dauge, Robert Del Picchia, André Dulait, Président de la commission des affaires étrangères; Hubert Durand-Chastel, Mme Josette Durrieu, MM. Louis Duvernois, Daniel Goulet, Michel Guerry, Daniel Hoeffel, Bernard Joly, Jacques Legendre, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la francophonie; Mme Hélène Luc, MM. Serge Mathieu, Aymeri de Montesquiou, Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères; Jacques Pelletier, Guy Penne, Mme Danièle Pourtaud, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour les relations culturelles extérieures; MM. André Vallet, Pierre-André Wiltzer, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie.

Examen des crédits (4 décembre 2002) (p. 5253, 5259) : Mmes Marie-Claude Beaudeau, Danielle Bidard-Reydet, Monique Cerisier-ben Guiga, M. Michel Charasse, rapporteur spécial de la commission des finances pour l'aide au développement; Mmes Annie David, Hélène Luc, MM. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Guy Penne, Pierre-André Wiltzer, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5253) - Adoptés (p. 5259 ; scrutin public n° 62).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5259) - Adoptés.

AGRICULTURE

Discussion (3 décembre 2002) (p. 5113, 5168) : MM. Jean Arthuis, Jean-Michel Baylet, Mme Marie-France Beaufrils, MM. Jean Bizet, Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean Boyer, Mme Yolande Boyer, MM. Gérard César, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'agriculture; Gérard Delfau, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour le développement rural; Marcel Deneux, Michel Doublet, Bernard Dussaut, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les industries agricoles et alimentaires; Jean-Paul Emorine, Mme Françoise Férat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour l'enseignement agricole; MM. Yann Gaillard, Hervé Gaymard, Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales; Alain Gérard, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour la pêche; Daniel Goulet, Mme Odette

Herviaux, MM. Bernard Joly, Dominique Larifla, Gérard Le Cam, André Lejeune, Philippe Leroy, Serge Mathieu, Ayméri de Montesquiou, Bernard Murat, Jean-Marc Pastor, Bernard Piras, Paul Raoult, Yves Rispat, Daniel Soulage, André Trillard, Alain Vasselle.

Examen des crédits (3 décembre 2002) (p. 5162, 5168) : M. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Mme Marie-France Beaufils, MM. Joël Bourdin, rapporteur spécial; Gérard Delfau, Hervé Gaymard, Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales; Gérard Le Cam, Jean-Marc Pastor, Bernard Piras, Daniel Soulage, Alain Vasselle.

Etat B - TITRE III - (p. 5162) - Adopté après modification (p. 5163).

- TITRE IV - (p. 5163) - Adopté après modification (p. 5166).

Etat C - TITRES V et VI - - Adoptés (p. 5166).

Art. 60 (fixation pour 2003 du plafond d'augmentation du produit de la taxe pour frais de chambre d'agriculture) - Adopté (p. 5166).

Art. 60 bis (dépôt par le Gouvernement d'un rapport évaluant les conditions de fonctionnement des offices agricoles) - Adopté (p. 5166).

Art. 61 (montant et mise en oeuvre de la participation financière de l'Etat au régime de retraite complémentaire obligatoire des non-salariés agricoles) - Adopté (p. 5167).

Après l'art. 61 (p. 5167).

Art. additionnel (statut et composition des interprofessions agricoles) (p. 5167) - Adopté (p. 5168).

ANCIENS COMBATTANTS

Discussion (30 novembre 2002) (p. 4932, 4956) : MM. Jacques Baudot, rapporteur spécial de la commission des finances; Gilbert Chabroux, Marcel-Pierre Cléach, Yvon Collin, Alain Dufaut, Hubert Durand-Chastel, Guy Fischer, Marcel Lesbros, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Hamlaoui Mékachéra, secrétaire d'Etat aux anciens combattants; Joseph Ostermann, Michel Pelchat, Mme Gisèle Printz.

Examen des crédits (30 novembre 2002) (p. 4950, 4956) : M. Jacques Baudot, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Gilbert Chabroux, Raymond Courrière, Guy Fischer, Daniel Hoeffel, Jean-Pierre Masseret, Hamlaoui Mékachéra, secrétaire d'Etat aux anciens combattants; Mme Gisèle Printz.

Etat B - TITRE III - (p. 4950) - Adopté (p. 4951).

- TITRE IV - (p. 4951) - Adopté (p. 4952).

Art. 62 (augmentation du plafond majorable de la rente mutualiste du combattant) (p. 4953) - Adopté.

Art. 62 bis (présentation au Parlement d'un rapport sur l'extension du décret du 13 juillet 2000 instituant une mesure de réparation pour les orphelins des victimes de persécutions antisémites à l'ensemble des orphelins des victimes du nazisme) (p. 4955) - Adopté (p. 4955).

CHARGES COMMUNES ET COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR

Discussion (2 décembre 2002) (p. 4985, 4995) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Yves Fréville, rapporteur spécial de la commission des finances pour les charges communes; Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Paul Lorient, rapporteur spécial de la commission des finances pour les comptes spéciaux du Trésor.

Examen des crédits (2 décembre 2002) (p. 4992, 4995) : M. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Yves Fréville,

rapporteur spécial de la commission des finances pour les charges communes; Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Paul Lorient, rapporteur spécial de la commission des finances pour les comptes spéciaux du Trésor.

Charges communes.

Etat B - TITRES I à IV - (p. 4992) - Adoptés (p. 4993).

Etat C - TITRE VI - (p. 4993) - Adopté.

Art. 68 (extension du champ d'intervention de la caisse de la dette publique, ex-CADEP, et suppression du fonds de soutien des rentes, FSR) (p. 4993) - Adopté après modification.

Art. 68 bis (garantie de l'Etat aux prêts accordés par l'Agence française de développement aux pays éligibles à l'initiative, PPTE) (p. 4993) - Adopté.

Comptes spéciaux du Trésor.

Art. 43 (opérations définitives. Mesures nouvelles) (p. 4994) - Adopté après modification (p. 4995).

Art. 42 (comptes d'affectation spéciale. Opérations définitives. Services votés) (p. 4994) - Adopté.

Art. 44 (comptes spéciaux du Trésor. Opérations à caractère temporaire. Services votés) (p. 4995) - Adopté.

Art. 45 (comptes d'affectation spéciale. Opérations à caractère temporaire. Mesures nouvelles) (p. 4995) - Adopté.

Art. 46 (comptes de prêts. Mesures nouvelles) (p. 4995) - Adopté.

Art. 47 (comptes de commerce. Mesures nouvelles) (p. 4995) - Adopté.

CULTURE ET COMMUNICATION

CULTURE

Discussion (29 novembre 2002) (p. 4881, 4901) : MM. Jean-Jacques Aillagon, Ministre de la culture et de la communication; Jean Arthuis, Yves Dauge, Eric Doligé, Yann Gaillard, rapporteur spécial de la commission des finances; Bernard Joly, Jacques Legendre, Philippe Nachbar, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Jack Ralite, Philippe Richert, Marcel Vidal, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour le cinéma et le théâtre dramatique; Henri Weber.

Examen des crédits (29 novembre 2002) (p. 4898, 4901) : MM. Jean-Jacques Aillagon, Ministre de la culture et de la communication; Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Mme Marie-Christine Blandin, MM. Yann Gaillard, rapporteur spécial de la commission des finances; Jacques Legendre, Ivan Renar, Henri Weber.

Etat B - TITRE III - (p. 4898) - Adopté.

- TITRE IV - (p. 4898) - Adopté après modification (p. 4900).

Etat C - TITRE V - (p. 4900) - Adopté après modification (p. 4901).

- TITRE VI - (p. 4901) - Adopté.

Art. 63 (suspension, dans les départements d'outre-mer, de l'alignement du prix des livres non scolaires sur le prix pratiqué en métropole) (p. 4901) - Adopté.

CULTURE ET COMMUNICATION

COMMUNICATION

Discussion (30 novembre 2002) (p. 4900, 4932) : MM. Jean-Jacques Aillagon, Ministre de la culture et de la communication; Claude Belot, rapporteur spécial de la

commission des finances; Louis de Broissia, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la communication audiovisuelle et la presse écrite; Louis Duvernois, Philippe Nogrix, Georges Othily, Michel Pelchat, Mme Danièle Pourtaud, MM. Ivan Renar, Henri Weber.

Examen des crédits (30 novembre 2002) (p. 4928, 4932) : *MM. Jean-Jacques Aillagon, Ministre de la culture et de la communication; Claude Belot, rapporteur spécial de la commission des finances; Claude Estier, Mme Danièle Pourtaud, MM. Jack Ralite, Ivan Renar.*

Art. 52 (*répartition des recettes entre les organismes du service public de la communication audiovisuelle*) (p. 4928) - Adopté (p. 4929).

Ligne 35 de l'état E (p. 4929) - Adoptée (p. 4931).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4931) - Adoptés (p. 5281, précédemment réservés p. 4932).

Etat C - TITRE V - (p. 4932) - Adopté p. 4281 (précédemment réservé p. 4932).

ECOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Discussion (6 décembre 2002) (p. 5354, 5374) : *M. Philippe Adnot, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Roselyne Bachelot-Narquin, Ministre de l'écologie et du développement durable; M. Jean Bizet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Mme Marie-Christine Blandin, M. Christian Demuynck, Mme Evelyne Didier, M. Ambroise Dupont, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Mme Odette Herviaux, MM. Jacques Oudin, Jacques Pelletier, François Trucy.*

Examen des crédits (6 décembre 2002) (p. 5373, 5374) : *M. Philippe Adnot.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5373) - Adoptés (p. 5374).

Etat C - TITRES V et VI - - Adoptés (p. 5374).

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

SERVICES FINANCIERS

Discussion (2 décembre 2002) (p. 4974, 4985) : *M. Bernard Angels, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Gérard Delfau, Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Mme Odette Terrade, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour la consommation et la concurrence.*

Examen des crédits (2 décembre 2002) (p. 4979, 4985) : *MM. Bernard Angels, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Gérard Delfau, Guy Fischer, Roger Karoutchi, Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Josselin de Rohan.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au commerce extérieur.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4979) - Adoptés après modification (p. 5048).

Etat C - TITRE V - (p. 4981) - Adopté après modification (p. 5048).

- TITRE VI - (p. 4982) - Adopté (p. 5048).

Art. 66 (*suppression de la contribution recouvrée au profit de l'école nationale d'assurances*) (p. 4982) - Adopté (p. 4985).

Art. 67 (*réduction de la contribution des assurés au fonds de compensation de l'assurance*) (p. 4985) - Adopté après modification.

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

INDUSTRIE

Discussion (2 décembre 2002) (p. 5000, 5018) : *MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Jean Besson, Jean Clouet, rapporteur spécial de la commission des finances; Roland Courteau, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'énergie; Mme Nicole Fontaine, Ministre déléguée à l'industrie; MM. Francis Grignon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Pierre Herisson, en remplacement de M. Francis Grignon, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'industrie; Jean-René Lecerf, Mme Odette Terrade, M. Pierre-Yvon Trémel.*

Examen des crédits (2 décembre 2002) (p. 5012, 5018) : *MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Jean-Pierre Bel, Mme Nicole Fontaine, Ministre déléguée à l'industrie; MM. Pierre Herisson, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Roger Rinchet, Jean-Pierre Sueur, Mme Odette Terrade, M. Pierre-Yvon Trémel.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au commerce extérieur.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5012) - Adoptés après modification (p. 5048).

Etat C - TITRE V - (p. 5014) - Adopté après modification (p. 5048).

- TITRE VI - (p. 5014) - Adopté (p. 5048).

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, COMMERCE ET ARTISANAT

Discussion (2 décembre 2002) (p. 5018, 5037) : *MM. Auguste Cazalet, rapporteur spécial de la commission des finances; Gérard Cornu, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Bernard Dussaut, Renaud Dutreil, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation; Christian Gaudin, Jean-René Lecerf, François Marc, Serge Mathieu, Aymeri de Montesquiou, Joseph Ostermann, Mme Odette Terrade.*

Examen des crédits (2 décembre 2002) (p. 5033, 5047) : *MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Auguste Cazalet, rapporteur spécial de la commission des finances; Gérard Cornu, Bernard Dussaut, Renaud Dutreil, secrétaire d'Etat aux petites et moyennes entreprises, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation; Jean-René Lecerf, Jacques Valade.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au commerce extérieur.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5033) - Adoptés après modification (p. 5047).

Etat C - TITRE V - (p. 5034) - Adopté après modification (p. 5048).

- TITRE VI - (p. 5034) - Adopté (p. 5048).

Art. 64 (*revalorisation de l'imposition additionnelle à la taxe professionnelle, IATP*) (p. 5034) - Adopté après modification (p. 5035).

Après l'art. 64.

Art. additionnel (*adaptation aux chambres de commerce et d'industrie désirant fusionner du système en vigueur pour les communautés de communes à TPU*) (p. 5036) - Adopté (p. 5037).

Art. 65 (*revalorisation du droit fixe de la taxe pour frais de chambre des métiers*) (p. 5037) - Adopté.

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE**COMMERCE EXTÉRIEUR**

Discussion (2 décembre 2002 (p. 5038, 5047) : *MM. Michel Bécot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jean Bizet, François Loos, Ministre délégué au commerce extérieur; Marc Massion, rapporteur spécial de la commission des finances; Aymeri de Montesquiou, Mme Odette Terrade, M. Pierre-Yvon Trémel.*

Examen des crédits (2 décembre 2002) (p. 5047, 5048).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5047) - Adoptés après modification (p. 5048).

Etat C - TITRE V - (p. 5048) - Adopté après modification.
- TITRE VI - (p. 5048) - Adopté.

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER**I - SERVICES COMMUNS****II - URBANISME ET LOGEMENT**

Discussion (6 décembre 2002) (p. 5374, 5398) : *MM. Marcel-Pierre Cléach, Yvon Collin, Paul Girod, rapporteur spécial de la commission des finances; Mmes Jacqueline Gourault, Françoise Henneron, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour le logement social; MM. Jean-François Le Grand, Jean-Yves Mano, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour le logement; Max Marest, Mme Anne-Marie Payet, MM. Bernard Piras, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'urbanisme; Gilles de Robien, Ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer; Mme Odette Terrade, M. André Vézinhel.*

Examen des crédits (6 décembre 2002) (p. 5394, 5398) : *M. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Mme Marie-France Beauvils, MM. Claude Estier, Paul Girod, rapporteur spécial de la commission des finances; Gilles de Robien, Ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer; André Vézinhel.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au tourisme.

Etat B - TITRE III - (p. 5398) - Adopté après modification p. 5457 (précédemment réservé p. 5398).

- TITRE IV - (p. 5398) - Adopté p. 5457 (précédemment réservé p. 5398).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5398) - Adoptés p. 5457 (précédemment réservés p. 5398).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER**III - TRANSPORTS ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE - TRANSPORTS TERRESTRES, ROUTES ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE**

Discussion (6 décembre 2002) (p. 5398, 5421) : *Mme Marie-France Beauvils, MM. Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux transports et à la mer; Georges Gruillot, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour les routes et les voies navigables; Daniel Hoeffel, Bernard Joly, Lucien Lanier, Max Marest, Gérard Miquel, rapporteur spécial de la commission des finances pour les routes et la sécurité routière; Jacques Oudin, rapporteur spécial de la commission des finances pour les transports terrestres et l'intermodalité; Gilles de Robien, Ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer; Michel Teston.*

Examen des crédits (6 décembre 2002) (p. 5407, 5421) : *M. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Mme Marie-France Beauvils, MM. Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux transports et à la mer; Bernard Joly, Roger Karoutchi, Max Marest, Jacques Oudin, rapporteur spécial de la commission des finances pour les transports terrestres et l'intermodalité; Bruno Sido, Michel Teston.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au tourisme.

Etat B - TITRE III - (p. 5419) - Adopté p. 5457 (précédemment réservé p. 5416).

- TITRE IV - (p. 5419) - Adopté après modification p. 5457 (précédemment réservé p. 5419).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5419) - Adoptés p. 5457 (précédemment réservés p. 5419).

Art. 71 bis (*rapport sur les établissements publics intermodaux*) (p. 5420) - Adopté.

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER**III - TRANSPORTS ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE - AVIATION ET AÉRONAUTIQUE CIVILES****BUDGET ANNEXE DE L'AVIATION CIVILE**

Discussion (6 décembre 2002) (p. 5421, 5431) : *Mme Marie-France Beauvils, MM. Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux transports et à la mer; Yvon Collin, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-François Le Grand, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques pour l'aviation civile et le transport aérien; Paul Raoult.*

Examen des crédits (6 décembre 2002) (p. 5429, 5431) : *MM. Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux transports et à la mer; Jean-François Le Grand, Charles Revet.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au tourisme.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5430) - Adoptés p. 5457 (précédemment réservés p. 5430).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5430) - Adoptés p. 5457 (précédemment réservés p. 5430).

Art. 71 (*modification des tarifs de la taxe d'aéroport*) (p. 5430) - Adopté.

Services votés à l'article 40 (p. 5431) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 41 (p. 5431) - Adoptées.

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER**IV - MER**

Discussion (6 décembre 2002) (p. 5431, 5443) : *MM. Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux transports et à la mer; Gérard Le Cam, Jean-François Le Grand, Marc Massion, rapporteur spécial de la commission des finances; Jacques Oudin, Daniel Percheron, Charles Revet, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques.*

Examen des crédits (6 décembre 2002) (p. 5441, 5443) : *MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux transports et à la mer; Jean-François Le Grand, Marc Massion, rapporteur spécial de la commission des finances; Daniel Percheron.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés au tourisme.

Etat B - TITRE III - (p. 5441) - Adopté p. 5457 (précédemment réservé p. 5441).

- TITRE IV - (p. 5441) - Adopté après modification p. 5457 (précédemment réservé p. 5443).

Etat C - TITRE V - (p. 5443) - Adopté p. 5457 (précédemment réservé p. 5443).

- TITRE VI - (p. 5443) - Adopté après modification p. 5457 (précédemment réservé p. 5443).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER

V - TOURISME

Discussion (6 décembre 2002) (p. 5443, 5457) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, rapporteur spécial de la commission des finances; M. Léon Bertrand, secrétaire d'Etat au tourisme; Mme Evelyne Didier, MM. Paul Dubrulle, Charles Ginésy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jean-François Le Grand, Mme Anne-Marie Payet, M. Paul Raoult.*

Examen des crédits (6 décembre 2002) (p. 5453) : *M. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Léon Bertrand, secrétaire d'Etat au tourisme; Mme Evelyne Didier, MM. Paul Dubrulle, Paul Raoult.*

Etat B - TITRE III - (p. 5453) - Adopté.

- TITRE IV - (p. 5453) - Adopté après modification p. 5457.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5457) - Adoptés.

FONCTION PUBLIQUE ET RÉFORME DE L'ÉTAT

Discussion (5 décembre 2002) (p. 5273, 5281) : *MM. Gérard Braun, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Paul Delevoye, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire; André Lardeux, Jacques Mahéas, Mme Josiane Mathon, M. Henri Plagnol, secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat.*

Examen des crédits (5 décembre 2002) (p. 5281, 5286) : *MM. Gérard Braun, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean Chérioux, Christian Cointat, Jean-Paul Delevoye, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire; Paul Loridant, Jacques Mahéas, Mme Josiane Mathon.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5281) - Adoptée.

Etat C - TITRE V - (p. 5281) - Adopté.

Art. 75 (*suppression progressive du congé de fin d'activité*) (p. 5281) - Adopté (p. 5285).

Après l'art. 75 (p. 5285).

Art. additionnel (*application de la loi de modernisation sociale aux agents en position hors cadre au 1er janvier 2002*) (p. 5285) - Adopté (p. 5286).

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ ET LIBERTÉS LOCALES

SÉCURITÉ

Discussion (3 décembre 2002) (p. 5068, 5096) : *MM. Claude Biwer, Robert Bret, Jean-Patrick Courtois, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la police et la sécurité; Gérard Delfau, Christian Demuynck, Patrick Devedjian, Ministre délégué aux libertés locales; Paul Girod, Jean-Jacques Hyest, Jacques Legendre, Gérard Longuet, Mme Josiane Mathon, MM. Aymeri de Montesquiou, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Claude Peyronnet, Bernard Plasait, André*

Rouvière, Nicolas Sarkozy, Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales; Jean-Pierre Schosteck, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la sécurité civile; Jean-Pierre Sueur, André Trillard, Alex Türk.

Examen des crédits (3 décembre 2002) (p. 5095, 5096) : *MM. Robert Bret, Patrick Devedjian, Ministre délégué aux libertés locales.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5095) - Adoptés (p. 5110 ; précédemment réservés p. 5095).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5096) - Adoptés (p. 5110 ; précédemment réservés p. 5096).

Art. 73 (*dispositif d'évaluation de la loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure*) (p. 5096) - Adopté.

INTÉRIEUR, SÉCURITÉ ET LIBERTÉS LOCALES

DÉCENTRALISATION

Discussion (3 décembre 2002) (p. 5096, 5112) : *MM. Patrick Devedjian, Ministre délégué aux libertés locales; Paul Dubrulle, Bernard Fournier, Bernard Frimat, Daniel Hoeffel, rapporteur pour avis de la commission des lois; Gérard Longuet, François Marc, Mme Josiane Mathon, M. Michel Mercier, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Examen des crédits (3 décembre 2002) (p. 5110, 5112) : *Mme Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Yves Détraigne, Patrick Devedjian, Ministre délégué aux libertés locales; François Marc, Michel Mercier, rapporteur spécial.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5110) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5110) - Adoptés.

Art. 72 (*création d'un fonds d'aide à l'investissement des services départementaux d'incendie et de secours, SDIS*) (p. 5110) - Adopté après modification (p. 5112).

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

I - JEUNESSE ET ENSEIGNEMENT SCOLAIRE

Discussion (28 novembre 2002) (p. 4719, 4751) : *MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Jean-Claude Carle, Xavier Darcos, Ministre délégué à l'enseignement scolaire; Mme Annie David, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour l'enseignement technologique et professionnel ; MM. Luc Ferry, Ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche; François Fortassin, Alain David, Adrien Gouteyron, Roger Karoutchi, rapporteur spécial de la commission des finances; Pierre Laffitte, Serge Lagache, André Lardeux, Jean-René Lecerf, Jean-Louis Lorrain, Pierre Martin, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour la jeunesse; Ivan Renar, Philippe Richert, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour l'enseignement scolaire; René-Pierre Signé, Jean-Marc Todeschini.*

Examen des crédits (28 novembre 2002) (p. 4748, 4751) : *MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Claude Biwer, Mmes Annie David, Hélène Luc, MM. Ivan Renar, Jacques Valade, Président de la commission des affaires culturelles.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4748) - Adoptés (p. 4751).

Etat C - TITRES V et VI - - Adoptés (p. 4751).

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

II - ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Discussion (28 novembre 2002) (p. 4751, 4769) : *MM. Jean-Léonce Dupont, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Luc Ferry, Ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche; Jean-Philippe Lachenaud, rapporteur spécial de la commission des finances; Serge Lagauche, Jean-René Leclercq, Georges Othily, Ivan Renar, Jean-Pierre Sueur, Jacques Valade, Président de la commission des affaires culturelles.*

Examen des crédits (28 novembre 2002) (p. 4763, 4769) : *MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Claude Estier, Luc Ferry, Ministre de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche; Jean-Philippe Lachenaud, rapporteur spécial de la commission des finances; Pierre Laffitte, Serge Lagauche, Mme Hélène Luc, MM. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Ivan Renar, Jean-Pierre Sueur.*

Etat B - TITRE III - (p. 4763) - Adopté après modification (p. 4769).

TITRE IV (p. 4769) - Adopté.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4769) - Adoptés.

JEUNESSE, ÉDUCATION NATIONALE ET RECHERCHE

III - RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Discussion (28 novembre 2002) (p. 4769, 4786) : *M. Jean-Claude Etienne, Mme Claudie Haigueré, Ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies; MM. Pierre Laffitte, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Serge Lagauche, Lucien Lanier, Georges Othily, Ivan Renar, Henri Revol, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jean-Pierre Sueur, Jean-Marc Todeschini, René Trégouët, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Examen des crédits (28 novembre 2002) (p. 4785, 4786) : *M. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Mmes Marie-Christine Blandin, Claudie Haigueré, Ministre déléguée à la recherche et aux nouvelles technologies.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 4785) - Adoptés (p. 4786).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4786) - Adoptés.

JUSTICE

Discussion (9 décembre 2002) (p. 5470, 5495) : *MM. Robert Badinter, Pierre Bédier, secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice; Laurent Béteille, Mme Nicole Borvo, MM. Christian Cointat, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les services généraux; Christian Demuynck, Pierre Fauchon, Patrice Gélard, rapporteur pour avis de la commission des lois pour la protection judiciaire de la jeunesse; Hubert Haenel, rapporteur spécial de la commission des finances; Jean-Jacques Hyest, Jacques Mahéas, Louis Mermez, Georges Othily, rapporteur pour avis de la commission des lois pour l'administration pénitentiaire; Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice; Bernard Plasait, Jean-Pierre Schosteck.*

Examen des crédits (9 décembre 2002) (p. 5494, 5495) : *Mme Nicole Borvo.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5494) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5494) - Adoptés.

Art. 74 (dispositif d'évaluation de la loi d'orientation et de programmation pour la justice) (p. 5495) - Adopté.

OUTRE-MER

Discussion (4 décembre 2002) (p. 5175, 5205) : *MM. José Balareello, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les départements d'outre-mer; Rodolphe Désiré,*

Gaston Flosse, Mmes Brigitte Girardin, Ministre de l'outre-mer; Jacqueline Gourault, MM. Jean-Jacques Hyest, rapporteur pour avis de la commission des lois pour les territoires d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie; Dominique Larifla, Robert Laufoaulu, Mme Valérie Létard, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour les aspects sociaux; MM. Claude Lise, Simon Loueckhote, Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances; Georges Othily, Mme Anne-Marie Payet, MM. Daniel Raoul, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Victor Reux, Paul Vergès, Jean-Paul Virapoullé.

Examen des crédits (4 décembre 2002) (p. 5205) : *M. Roland du Luart, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5205) - Adoptés.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 5205) - Adoptés.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

I - SERVICES GÉNÉRAUX

Discussion (2 décembre 2002) (p. 5048, 5050) : *MM. François Loos, Ministre délégué au commerce extérieur; François Marc, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Le vote des crédits est réservé jusqu'après l'examen des crédits affectés à la fonction publique.

Examen des crédits.

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5050) - Adoptés (5 décembre 2002) (p. 5281).

Etat C - TITRE V - (p. 5050) - Adopté (5 décembre 2002) (p. 5281).

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

II - SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE

Discussion (2 décembre 2002) (p. 5050, 5053) : *MM. Paul Girod, François Loos, Ministre délégué au commerce extérieur; Michel Moreigne, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Examen des crédits (2 décembre 2002) (p. 5053).

Etat B - TITRE III - (p. 5053) - Adopté.

Etat C - TITRE V - (p. 5053) - Adopté.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

III - CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Discussion (2 décembre 2002) (p. 5053, 5055) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Claude Lise, rapporteur spécial de la commission des finances; François Loos, Ministre délégué au commerce extérieur.*

Examen des crédits (2 décembre 2002) (p. 5055).

Etat B - TITRE III - (p. 5055) - Adopté.

Etat C - TITRE V - (p. 5055) - Adopté.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

IV - PLAN

Discussion (2 décembre 2002) (p. 5055, 5059) : *MM. Jean-Paul Alduy, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Joël Bourdin, Thierry Foucaud, Claude Haut, rapporteur spécial de la commission des finances; François Loos, Ministre délégué au commerce extérieur.*

Examen des crédits (2 décembre 2002) (p. 5059).

Etat B - TITRES III et IV - (p. 5059) - Adoptés.

Etat C - TITRE VI - (p. 5059) - Adopté.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

V - AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Discussion (5 décembre 2002) (p. 5297, 5310) : *M. Roger Besse, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Yolande Boyer, M. Jean-Paul Delevoe, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire; Mme Evelyne Didier, MM. Bernard Fournier, Bernard Joly, Mme Brigitte Luybaert, MM. Jean Pépin, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Daniel Reiner, Claude Saunier, François Zocchetto.*

Examen des crédits (5 décembre 2002) (p. 5311, 5315) : *MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Roger Besse, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Yolande Boyer, MM. Jean-Paul Delevoe, Ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire; Christian Gaudin, Jean-Philippe Lachenaud, Daniel Reiner.*

Etat B - TITRE III - (p. 5311) - Adopté.

Etat B - TITRE IV - (p. 5311) - Adopté après modification (p. 5315).

Etat C - TITRE VI - (p. 5315) - Adopté.

SPORTS

Discussion (30 novembre 2002) (p. 4956, 4969) : *Mme Annie David, MM. Alain Dufaut, Serge Lagauche, Jean-François Lamour, Ministre des sports; Bernard Murat, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles; Philippe Nogrix, Michel Sergent, rapporteur spécial de la commission des finances.*

Examen des crédits (30 novembre 2002) (p. 4967, 4969) : *Mmes Annie David, Hélène Luc.*

Etat B - TITRE III - (p. 4967) - Adopté (p. 4968).

- TITRE IV - (p. 4968) - Adopté.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4969) - Adopté.

TRAVAIL, SANTÉ ET SOLIDARITÉ

I - TRAVAIL

Discussion (29 novembre 2002) (p. 4808, 4833) : *M. Paul Blanc, Mme Annick Bocandé, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour la formation professionnelle; MM. Gilbert Chabroux, Christian Demuynck, Eric Doligé, François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Roland Muzeau, Joseph Ostermann, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Gisèle Printz, MM. Bernard Seillier, Louis Souvet, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour le travail et l'emploi.*

Examen des crédits (29 novembre 2002) (p. 4827, 4832) : *MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Paul Blanc, Gilbert Chabroux, François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Roland Muzeau, Joseph Ostermann, rapporteur spécial de la commission des finances; Jacques Oudin.*

Etat B - TITRE III - (p. 4827) - Adopté.

- TITRE IV - (p. 4827) - Adopté après modification (p. 4829).

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4829) - Adoptés.

Art. 70 (compensation financière du transfert aux régions de l'indemnité compensatrice forfaitaire versée aux employeurs relative aux contrats d'apprentissage) (p. 4829) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 77 (compensation financière du transfert aux régions de l'indemnité compensatrice forfaitaire versée aux employeurs relative aux contrats d'apprentissage) (p. 4830) - Adopté.

Après l'art. 77 (p. 4830).

Art. additionnel (prorogation du dispositif d'aide au développement d'entreprises nouvelles, AIDEN) (p. 4832) - Adopté.

TRAVAIL, SANTÉ ET SOLIDARITÉ

II - SANTÉ, FAMILLE, PERSONNES HANDICAPÉES ET SOLIDARITÉ

Discussion (29 novembre 2002) (p. 4833, 4867) : *MM. Pierre André, Gilbert Barbier, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour la santé; Paul Blanc, Joël Bourdin, Jean-Pierre Cantegrit, Gilbert Chabroux, Mme Michelle Demessine, MM. Eric Doligé, François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Guy Fischer, Adrien Gouteyron, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Valérie Létard, M. Jean-François Mattei, Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées; Mme Nelly Olin, M. Georges Othily, Mme Gisèle Printz, M. Bernard Seillier, Mme Odette Terrade, M. André Vantomme, Mme Dominique Versini, secrétaire d'Etat à la lutte contre la précarité et l'exclusion.*

Examen des crédits (29 novembre 2002) (p. 4860, 4867) : *MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Gérard Bailly, Gilbert Barbier, Paul Blanc, Gilbert Chabroux, François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Adrien Gouteyron, rapporteur spécial; Jean-François Mattei, Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées; Roland Muzeau, Bernard Seillier, Mme Odette Terrade.*

Etat B - TITRE III - (p. 4860) - Adopté.

- TITRE IV - (p. 4865) - Adopté après modification.

Etat C - TITRES V et VI - (p. 4865) - Adoptés.

Art. 69 (instauration d'une taxe au profit de l'office des migrations internationales, OMI) (p. 4865) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 76 (instauration d'une taxe au profit de l'office des migrations internationales, OMI) (p. 4865) - Adopté.

Art. 78 (revalorisation au 1er janvier 2003 de la déduction forfaitaire qu'opèrent les organismes d'assurance complémentaire participant à la couverture maladie universelle) (p. 4866) - Adopté.

TRAVAIL, SANTÉ ET SOLIDARITÉ

III - VILLE ET RÉNOVATION URBAINE

Discussion (29 novembre 2002) (p. 4867, 4880) : *MM. Pierre André, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Jean-Louis Borloo, Ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine; Christian Demuynck, Eric Doligé, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Valérie Létard, M. Roland Muzeau, Mmes Nelly Olin, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales; Gisèle Printz, Michèle San Vicente.*

Examen des crédits (29 novembre 2002) (p. 4878, 4880) : *MM. Pierre André, Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Jean-Louis Borloo, Ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine; Eric Doligé, rapporteur spécial de la commission des finances; Roland Muzeau, Mme Nelly Olin, M. Jack Ralite.*

Etat B - TITRE III - (p. 4878) - Adopté.

- TITRE IV - (p. 4880) - Adopté après modification.

Etat C - TITRE VI - (p. 4880) - Adopté.

JOURNAUX OFFICIELS (BUDGET ANNEXE)

Discussion (2 décembre 2002) (p. 5059, 5062) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Thierry Foucaud, rapporteur spécial de la commission des finances; François Loos, Ministre délégué au commerce extérieur.*

Examen des crédits (2 décembre 2002) (p. 5062).

Services votés à l'article 40 (p. 5062) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 41 (p. 5062) - Adopté.

LÉGION D'HONNEUR**ORDRE DE LA LIBÉRATION (BUDGETS ANNEXES)**

Discussion (9 décembre 2002) (p. 5467, 5470) : *MM. Jean-Pierre Demerliat, rapporteur spécial de la commission des finances; Dominique Perben, garde des sceaux, Ministre de la justice.*

Examen des crédits (9 décembre 2002) (p. 5469, 5470) : *M. Robert Badinter, Mme Marie-Claude Beaudeau.*

Légion d'honneur.

Services votés inscrits à l'article 40 (p. 5469) - Adoptés (p. 5470).

Mesures nouvelles inscrites à l'article 41 (p. 5470) - Adoptées.

Ordre de la Libération.

Services votés inscrits à l'article 40 (p. 5470) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 41 (p. 5470) - Adoptées.

MONNAIES ET MÉDAILLES (BUDGET ANNEXE)

Discussion (2 décembre 2002) (p. 4995, 4999) : *M. Bertrand Auban, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire.*

Examen des crédits (2 décembre 2002) (p. 4998, 4999) : *MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Bertrand Auban, rapporteur spécial de la commission des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire.*

Services votés inscrits à l'article 40 (p. 4998) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 41 (p. 4998) - Adoptées après modification (p. 4999).

PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES (BUDGET ANNEXE)

Discussion (3 décembre 2002) (p. 5113, 5162) : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales - en remplacement de M. Jean-Marc Juilhard, rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales pour les prestations sociales agricoles; Joël Bourdin, rapporteur spécial de la commission des finances; Hervé Gaymard, Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales; Mme Brigitte Luybaert, M. Bernard Piras, Mme Odette Terrade.*

Examen des crédits (3 décembre 2002) (p. 5168) : *MM. Joël Bourdin, Hervé Gaymard, Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales.*

Services votés inscrits à l'article 40 (p. 5168) - Adoptés.

Mesures nouvelles inscrites à l'article 41 - Adoptées après modification (p. 5168).

DÉFENSE

(5 décembre 2002) (p. 5316, 5342).

Examen des crédits (5 décembre 2002) (p. 5342, 5346) : *Mme Michèle Alliot-Marie, Ministre de la défense; MM. Pierre Biarnès, Maurice Blin, rapporteur spécial de la commission des finances; Philippe François, Jean-Pierre Godefroy, Mmes Hélène Luc, Josiane Mathon, M. Michel Mercier, Mme Anne-Marie Payet, M. Serge Vinçon.*

Art. 38 (*mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires*) (p. 5342) - Adopté après modification (p. 5343).

Art. 39 (*mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires*) (p. 5343) - Adopté (p. 5345).

Art. 63 ter (*prorogation des mesures d'incitation au départ*) (p. 5345) - Adopté.

Art. 63 quater (*suppression d'un "jaune" budgétaire*) (p. 5345) - Adopté.

ARTICLES DE TOTALISATION DES CREDITS, ARTICLES NON RATTACHES.

Discussion (9 décembre 2002) (p. 5496, 5574); (10 décembre 2002) (p. 55580, 5628) : *MM. Philippe Adnot, Jean-Paul Amoudry, Jean Arthuis, président de la commission des finances, Denis Badré, Marie-Claude Beaudeau, Gérard Braun, Dominique Braye, Michel Charasse, Yves Dauge, Yves Détraigne, Claude Domeizel, Michel Doublet, Bernard Dussaut, Guy Fischer, Thierry Foucaud, Jean-Claude Frécon, Yves Fréville, Yann Gaillard, Charles Guené, Jean-Jacques Hyst, Pierre Jarlier, Bernard Joly, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lambert, ministre délégué au budget; Paul Loridant, Roland du Luart, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances, Jean-Pierre Masseret, Marc Massion, Hamlaoui Mèkachéra, secrétaire d'Etat aux anciens combattants; Gérard Miquel, Joseph Ostermann, Georges Othily, Jacques Oudin, Jacques Pelletier, Xavier Pintat, Christian Poncelet, président du Sénat, Danièle Pourtaud, Jack Ralite, Bernard Saugey, François Trucy, Alain Vasselle.*

TITRE I^{er}.**DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 2003.****I - Opérations à caractère définitif.****A. Budget général.**

Art. 35 (*budget général - services votés*) (p. 5496) - Adopté.

Art. 36 et Etat B (*mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services civils*) (p. 5496) - Adoptés (p. 5497).

Art. 37 et Etat C (*mesures nouvelles - dépenses en capital des services civils*) (p. 5497) - Adoptés (p. 5499).

Art. 38 (*mesures nouvelles - dépenses ordinaires des services militaires*) (p. 5499) - Adopté après modification (5 décembre 2002, p. 5343).

Art. 39 (*mesures nouvelles - dépenses en capital des services militaires*) (p. 5499) - Adopté (5 décembre 2002, p. 5345).

B. Budgets annexes.

Art. 40 (*budgets annexes - services votés*) (p. 5499) - Adopté.

Art. 41 (*budgets annexes - mesures nouvelles*) (p. 5499) - Adopté.

C. Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.

Art. 42 (*comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - services votés*) (p. 5499) - Adopté (2 décembre 2002, p. 4994).

Art. 43 (*comptes d'affectation spéciale - opérations définitives - mesures nouvelles*) (p. 5499) - Adopté après modification (2 décembre 2002, p. 4995).

II - Opérations à caractère temporaire.

Art. 44 (*comptes spéciaux du Trésor - opérations à caractère temporaire - services votés*) (p. 5499) - Adopté (2 décembre 2002, p. 4995).

Art. 45 (*comptes d'affectation spéciale - opérations à caractère temporaire - mesures nouvelles*) (p. 5499) - Adopté (2 décembre 2002, p. 4995).

Art. 46 (*comptes de prêts - mesures nouvelles*) (p. 5499) - Adopté (2 décembre 2002, p. 4995).

Art. 47 (*comptes de commerce - mesures nouvelles*) (p. 5499) - Adopté (2 décembre 2002, p. 4995).

III - Dispositions diverses.

Art. 48 et Etat E (*autorisation de perception des taxes parafiscales*) (p. 5499) - Adoptés (p. 5509).

Art. 49 et Etat F (*crédits évaluatifs*) (p. 5509) - Adoptés (p. 5511).

Art. 50 et Etat G (*crédits provisionnels*) (p. 5511) - Adoptés (p. 5512).

Art. 51 et Etat H (*reports de crédits*) (p. 5512) - Adoptés (p. 5515).

Art. 52 (*répartition, entre les organismes du secteur public de la communication audiovisuelle, des ressources publiques affectées au compte spécial n° 902-15*) (p. 5515) - Adopté (30 novembre 2002, p. 4939).

TITRE II.

DISPOSITIONS PERMANENTES.

A. Mesures fiscales.

Art. 53 (*incitation au remplacement des véhicules polluants par des véhicules propres*) (p. 5516) - Adopté.

Après l'art. 53 (p. 5516).

Art. additionnel (*incitation à la modernisation des conditions d'exercice des activités libérales*) (p. 5516) - Adopté (p. 5517).

Art. 54 (*prorogation du crédit d'impôt pour diverses dépenses afférentes à l'habitation principale*) (p. 5517) - Adopté (p. 5519).

Après l'art. 54 (p. 5519).

Art. additionnel (*relèvement du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers pour le logement locatif privé intermédiaire dans l'ancien*) (p. 5519) - Adopté.

Art. additionnel (*modification de dispositions relatives à l'épargne logement*) (p. 5521) - Adopté (p. 5523).

Art. 54 bis (*instauration d'une réduction d'impôt en faveur des orphelins de déportés, fusillés ou massacrés, autres que ceux victimes de persécutions antisémites*) (p. 5523) - Supprimé (p. 5583 ; précédemment réservé p. 5523).

Art. 55 (*reconduction des dispositifs d'amortissement particuliers en faveur des biens destinés à la protection de l'environnement ou financés par certaines subventions publiques*) (p. 5523) - Adopté.

Art. 56 (*exonération de taxe professionnelle des investissements affectés à la recherche*) (p. 5527) - Rejeté (p. 5530).

Art. 57 (*mesures de simplification de la taxe professionnelle*) (p. 5530) - Adopté.

Après l'art. 57 (p. 5531).

Art. additionnel (*précision des règles d'assujettissement à la taxe professionnelle des professions libérales*) (p. 5531) - Adopté.

Art. additionnel (*modalités d'application de l'amende en cas de non-respect de certaines obligations déclaratives*) (p. 5531) - Adopté (p. 5532).

Art. additionnel (*possibilité pour les entreprises de déposer une réclamation dès la réception de la réponse aux observations du contribuable*) (p. 5532) - Adopté.

Art. 58 (*taxe d'enlèvement des ordures ménagères et redevance d'enlèvement des ordures ménagères : reconduction du régime transitoire*) (p. 5533) - Adopté après modification (p. 5535).

Art. 58 bis (*institution d'une contribution visant à l'élimination des déchets résultant de la distribution d'imprimés publicitaires non adressés ou de journaux gratuits*) (p. 5540) - Adopté après modification (p. 5546).

Art. 58 ter (*exemption de la taxe de séjour*) (p. 5546) - Adopté.

Après l'art. 58 ter (p. 5546).

Art. additionnel (*éligibilité au FCTVA des investissements réalisés sur des bâtiments utilisés pour la fabrication saisonnière de produits alimentaires fermiers*) (p. 5547) - Adopté (p. 5548).

Art. 58 quater (*prise en compte des logements de la société nationale immobilière pour le calcul de la dotation de solidarité urbaine*) (p. 5549) - Adopté.

Art. 58 quinquies (*fixation au 15 octobre de la date limite de prise en compte des modifications affectant les établissements de coopération intercommunale à fiscalité propre pour la répartition de la dotation globale de fonctionnement de l'année suivante*) (p. 5550) - Adopté après modification (p. 5551).

Art. 58 sexies (*modification des règles de répartition de la dotation d'intercommunalité*) (p. 5557) - Adopté (p. 5558).

Art. 58 septies (*gel de la fraction du coefficient d'intégration fiscale prise en compte pour le calcul de la dotation d'intercommunalité versée aux communautés de communes à taxe professionnelle unique*) (p. 5558) - Adopté après modification (p. 5561).

Art. 58 octies (*adaptation des modalités de calcul des dotations perçues la première année par une communauté de communes créée par le regroupement de plusieurs communautés de communes existantes*) (p. 5561) - Adopté.

Art. 58 nonies (*garantie des communautés d'agglomération créées ex nihilo*) (p. 5561) - Adopté.

Après l'art. 58 nonies (p. 5561).

Art. additionnel (*abaissement du seuil de reversement de la commune au syndicat d'agglomération nouvelle*) (p. 5561) - Adopté (p. 5562).

Art. 58 decies (*modalités de dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements sociaux à démolir*) (p. 5562) - Supprimé.

Après l'art 58 decies (p. 5562).

Art. additionnel (*possibilité d'exonération par les collectivités locales de la taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des terrains plantés en oliviers*) (p. 5563) - Adopté (p. 5564).

Art. 58 undecies (*fixation des coefficients de majoration des valeurs locatives servant de base aux impôts directs locaux en 2003*) (p. 5564) - Adopté.

Art. 58 duodecies (*instauration d'un mécanisme de garantie pour les dotations versées aux communes au titre de la majoration du FNP*) (p. 5565) - Adopté après modification (p. 5566).

Après l'art. 58 duodecies (p. 5566).

Art. additionnel (*exonération de la vignette automobile en faveur de l'ensemble des véhicules utilitaires d'un poids inférieur à 3,5 tonnes*) (p. 5566) - Adopté (p. 5567).

Art. additionnel (*modalités d'indexation du prélèvement sur les ressources des établissements exceptionnels d'une communauté urbaine ou d'une communauté d'agglomération sur le taux d'évolution de la DGF*) (p. 5567) - Adopté (p. 5569).

Art. 59 (*communication à la direction générale de la comptabilité publique des informations nécessaires au précompte de la CSG sur les pensions versées aux retraités de l'Etat*) (p. 5570) - Adopté.

Art. 59 bis (*extension aux communes de plus de 5 000 habitants situées en zones de revitalisation rurale de l'exonération de droits de mutation à titre onéreux pour la première tranche*) (p. 5570) - Adopté après modification.

Art. 59 ter (*mesure de simplification en matière de successions*) (p. 5570) - Adopté.

Art. 59 quater (*réduction de moitié des redevances d'archéologie préventive*) (p. 5571) - Supprimé (p. 5574).

Art. 59 quinquies (*relèvement du plafond de ressources pour l'accès aux chèques vacances*) (p. 5583) - Adopté.

Art. 59 sexies (*réduction de 50 % des droits de consommation sur les alcools au profit des récoltants familiaux dans la limite de 10 % d'alcool pur et suppression progressive du privilège des bouilleurs de cru*) (p. 5587) - Adopté après modification (p. 5589).

Après l'art. 59 sexies (p. 5789).

Art. additionnel (*régime de TVA applicable aux osiériculteurs-vanniers*) (p. 5591) - Adopté (p. 5592).

B. Autres mesures.

Art. 60 A (*dépôt d'un rapport annuel sur la préparation de la mise en oeuvre de la loi organique relative aux lois de finances*) (p. 5595) - Adopté (p. 5596).

Après l'art. 60 A (p. 5596).

Art. additionnel (*présentation au Parlement des comptes consolidés des entreprises contrôlées par l'Etat*) (p. 5596) - Adopté (p. 5600).

Art. additionnel (*présentation par le Gouvernement d'un rapport sur les mesures mises en oeuvre pour réformer l'Etat, l'administration et la fonction publique*) (p. 5601) - Adopté (p. 5602).

Art. additionnel (*composition du comité consultatif du fonds national de solidarité pour l'eau*) (p. 5604) - Adopté (p. 5605).

Seconde délibération, en application de l'article 43, alinéa 4, du règlement du Sénat (p. 5600) (p. 5612).

Article 36 et état B (*mesures nouvelles - Dépenses ordinaires des services civils*) (p. 5606) - Adoptés après modification lors du vote unique (p. 5612).

Article 37 et état C (*mesures nouvelles - Dépenses en capital des services civils*) (p. 5608) - Adoptés après modification lors du vote unique (p. 5612).

Article 34 et état A (*coordination*) (p. 5609) - Adoptés après modification lors du vote unique (p. 5612).

Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi de finances (p. 5612, 5628) : *MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Denis Badré, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-Pierre Demerliat, Jean-Philippe Lachenaud, Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Aymeri de Montesquiou, Jacques Oudin.*

Scrutin public à la tribune de droit n° 67 (p. 5628).

Adoption de l'ensemble du projet de loi de finances pour 2003 (10 décembre 2002) (p. 5628).

Discussion (commission mixte paritaire)

(18 décembre 2002).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6024, 6029) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Jean-François Copé, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, Yves Dauge, Philippe Marini, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6029, 6049) : *MM. Jean-François Copé, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement; Philippe Marini.*

PREMIERE PARTIE.

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES.

I - Impôts et revenus autorisés.

A. Dispositions antérieures.

B. Mesures fiscales.

Art. 3 bis (*rallongement de la durée possible d'imputation des moins-values sur les plus-values de cession de valeurs mobilières*) (p. 6029).

Art. 3 ter (*relèvement du seuil de cession de valeurs mobilières en deçà duquel les contribuables sont exonérés d'impôt sur le revenu au titre des plus-values réalisées*) (p. 6029).

Art. 3 quater (*rétablissement de l'abattement annuel sur certains revenus mobiliers lorsque le foyer fiscal est imposé au taux marginal de l'impôt sur le revenu*) (p. 6029).

Art. 3 quinquies (*versement exceptionnel, au titre du PEA, pour les personnes déjà au plafond de versement et ayant subi des moins-values*) (p. 6029).

Art. 4 bis (p. 6029).

Art. 4 ter (*assouplissement du régime du micro-foncier*) (p. 6030).

Art. 4 quater (*nouveau régime fiscal des sociétés foncières cotées*) (p. 6030).

Art. 5 bis A (*versement d'une fraction du produit des successions en déshérence à la Fondation du patrimoine*) (p. 6031).

Art. 5 bis (p. 6031).

Art. 6 bis A (*extension de l'exonération de la taxe sur les conventions d'assurance aux institutions de prévoyance et aux mutuelles*) (p. 6031).

Art. 6 ter (*bénéfice de l'avoir fiscal étendu aux fondations reconnues d'utilité publique*) (p. 6031).

Art. 9 bis (*alignement des taux de TVA pour le régime des apports de logements sociaux neufs sur celui des ventes de logements sociaux*) (p. 6031).

Art. 11 (p. 6031).

Art. 12 bis (*possibilité de transfert du dernier débit de boissons d'une commune dans le ressort d'une commune d'un même EPCI, du même canton ou d'un canton limitrophe*) (p. 6032).

Art. 13 bis (*diminution, en 2003, du prélèvement effectué au profit des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle sur les ressources des établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique à hauteur d'une fraction du montant de la compensation "part salarié" reçue par ces fonds*) (p. 6032).

Art. 14 (p. 6032) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 6049).

Art. 14 bis A (*autorisation pour les établissements publics de coopération intercommunale à taxe professionnelle unique d'augmenter leur taux de taxe professionnelle sur la*

base de la variation des taux communaux de l'antépénultième année (p. 6033).

Art. 14 bis B (*modulation du taux de versement transport*) (p. 6033).

C. Mesures diverses.

Art. 18 bis (*mise en place de la Société de garantie des organismes d'habitations à loyer modéré*) (p. 6033).

II. RESSOURCES AFFECTEES.

Art. 20 (p. 6045) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 6049).

Art. 22 et 23 (p. 6033).

Art. 32 (p. 6034).

Art. 32 bis (*majoration de la part principale du FNP*) (p. 6034) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 6049).

TITRE II.

DISPOSITIONS RELATIVES A L'EQUILIBRE DES RESSOURCES ET DES CHARGES.

Art. 34 et Etat A (p. 6034) - Modifiés par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 6049).

DEUXIEME PARTIE.

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES.

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 2003.

I - Opérations à caractère définitif.

A. Budget général.

Art. 36 et Etat B (p. 6035) - Modifiés par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 6049).

Art. 37 et Etat C (p. 6036) - Modifiés par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 6049).

Art. 38 (p. 6039).

B. Budgets annexes.

Art. 41 (p. 6039).

C. Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.

Art. 43 (p. 6039).

II. Opérations à caractère temporaire.

III. Dispositions diverses.

TITRE II.

DISPOSITIONS PERMANENTES.

A. Mesures fiscales.

Art. 53 bis (*incitation à la modernisation des conditions d'exercice des activités libérales*) (p. 6039).

Art. 54 bis A (*relèvement du taux de la déduction forfaitaire sur les revenus fonciers pour le logement locatif privé intermédiaire dans l'ancien*) (p. 6039).

Art. 54 bis B (*modification de dispositions relatives à l'épargne logement*) (p. 6039).

Art. 54 bis (p. 6039) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 56 (p. 6039).

Art. 57 bis (*précision des règles d'assujettissement à la taxe professionnelle des professions libérales*) (p. 6040).

Art. 57 ter (*modalités d'application de l'amende en cas de non-respect de certaines obligations déclaratives*) (p. 6040).

Art. 57 quater (*possibilité pour les entreprises de déposer une réclamation dès la réception de la réponse aux observations du contribuable*) (p. 6040).

Art. 58, 58 bis (p. 6040).

Art. 58 quater A (*éligibilité au FCTVA des dépenses d'investissement réalisées par les communes dans les alpages pour des bâtiments traditionnels utilisés pour la fabrication saisonnière de produits alimentaires fermiers*) (p. 6040) - Supprimé par la CMP.

Art. 58 quinquies (p. 6040).

Art. 58 septies (p. 6041).

Art. 58 decies A (*abaissement du seuil de reversement de la commune au syndicat d'agglomération nouvelle*) (p. 6041).

Art. 58 decies (p. 6041) - Supprimé par le Sénat ; suppression maintenue par la CMP.

Art. 58 undecies A (*possibilité d'exonération par les collectivités locales de la taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des terrains plantés en olivier*) (p. 6041).

Art. 58 duodecies, 58 terdecies (p. 6041).

Art. 58 quaterdecies (*indexation du prélèvement versé au fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle sur la dotation globale de fonctionnement*) (p. 6041) - Modifié par amendement du Gouvernement, adopté avec l'ensemble du texte (p. 6049).

Art. 59 bis, 59 quater, 59 sexies (p. 6041).

Art. 59 septies (*régime de TVA applicable aux osiériculteurs-vanniers*) (p. 6042).

B. Autres mesures.

Art. 60 A (p. 6042).

Art. 60 B (*présentation au Parlement des comptes consolidés des entreprises contrôlées par l'Etat*) (p. 6042).

Art. 60 C (*présentation par le Gouvernement d'un rapport sur les mesures mises en oeuvre pour réformer l'Etat, l'administration et la fonction publique*) (p. 6042) - Supprimé par la CMP.

Art. 60 D (*composition du comité consultatif du fonds national de solidarité pour l'eau*) (p. 6042) - Supprimé par la CMP.

AGRICULTURE, ALIMENTATION, PECHE ET AFFAIRES RURALES.

Art. 61 bis (*statut et composition des interprofessions agricoles*) (p. 6042) - Supprimé par la CMP.

ANCIENS COMBATTANTS.

CULTURE ET COMMUNICATION.

DEFENSE.

ECONOMIE, FINANCES ET INDUSTRIE.

Art. 64 (p. 6043).

Art. 67 (p. 6044).

EQUIPEMENT, TRANSPORTS, LOGEMENT, TOURISME ET MER.

INTERIEUR, SECURITE INTERIEURE ET LIBERTES LOCALES.

Art. 72 (p. 6044).

JUSTICE.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE.

Art. 75 bis (*application de la loi de modernisation sociale aux agents en position hors-cadre au 1er janvier 2002*) (p. 6044) - Supprimé par la CMP.

TRAVAIL, SANTE ET SOLIDARITE.

Art. 77 bis (*prorogation du dispositif d'aide au développement d'entreprises nouvelles, AIDEN*) (p. 6044) : MM. Paul Girod, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances ; Michel Moreigne.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 6048, 6049) : MM. Paul Girod, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances ; Michel Moreigne.

Scrutin public de droit n° 77 (p. 6049).

Adoption (18 décembre 2002) (p. 6049).

Lois de finances rectificatives

1. - Projet de loi de finances rectificative pour 2002, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Francis MER, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (10 juillet 2002) [n° 29 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission de la défense nationale - Rapport de M. Gilles CARREZ (16 juillet 2002) [n° 56 (2001-2002)] - Avis de M. Gérard CHARASSE (16 juillet 2002) [n° 57 (2001-2002)] - Discussion (18 juillet 2002) - Adoption (18 juillet 2002) [n° 3].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 juillet 2002) [n° 367 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (24 juillet 2002) [n° 372 (2001-2002)] - Discussion (29 juillet 2002) - Adoption (29 juillet 2002) [n° 111].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (30 juillet 2002) [n° 156 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Gilles CARREZ (31 juillet 2002) [n° 159 (2001-2002)] - Discussion (1er août 2002) - Adoption (1er août 2002) [n° 22].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (31 juillet 2002) [n° 386 (2001-2002)] - Discussion (1er août 2002) - Adoption (1er août 2002) [n° 114].

PROMULGATION : loi n° 2002-1050 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 8 août 2002).

Discussion (première lecture)

(29 juillet 2002) (p. 2270, 2349).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2270, 2303) : MM. Bernard Angels, Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Denis Badré, Gérard Delfau, Thierry Foucaud, Charles Guené, Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Francis Mer, Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie; Gérard Miquel, Aymeri de Montesquiou, Jacques Oudin, Alain Vasselle, Serge Vinçon.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2304, 2348) : MM. Nicolas Alfonsi, Philippe Arnaud, Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Joël Bourdin, Michel Charasse, Jean Chérioux, Gérard Delfau, Jean-Pierre Demerliat, Marcel Deneux, Eric Doligé, Hilaire Flandre, Thierry Foucaud, Jean-Claude Frécon, Yves Fréville, Yann Gaillard, Philippe de Gaulle, Paul Girod, Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Paul Loidant, François Marc, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Marc Massion, Michel Mercier, Gérard Miquel, Aymeri de Montesquiou, Michel Moreigne,

Jacques Oudin, Jacques Pelletier, Ladislav Poniatowski, Alain Vasselle.

PREMIERE PARTIE (p. 2304).

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER (p. 2304).

Art. 1^{er} (*réduction de 5 % de l'impôt sur le revenu à acquitter en 2002*) (p. 2304) - Adopté (p. 2312).

Art. 2 (*prélèvements institués au profit du budget annexe des prestations agricoles, BAPSA*) (p. 2315) - Adopté (p. 2327).

Art. 3 et Etat A (*équilibre général*) (p. 2331) - Adoptés (p. 2335).

Scrutin public de droit n° 68 (p. 2335).

Adoption de l'ensemble de la première partie du projet de loi de finances rectificative pour 2002.

DEUXIEME PARTIE.

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES.

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 2002.

I - Opérations à caractère définitif.

A. Budget général.

Art. 4 et Etat B (*dépenses ordinaires des services civils - ouvertures*) (p. 2335) - Adoptés (p. 2336).

Art. 5 et Etat C (*dépenses en capital des services civils - ouvertures*) (p. 2336) - Adoptés (p. 2338).

Art. 6 (*dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures*) (p. 2338) - Adopté.

Art. 7 (*dépenses en capital des services militaires - ouvertures*) (p. 2338) - Adopté.

B. Budgets annexes.

Art. 8 (*dépenses des budgets annexes*) (p. 2338) - Adopté.

II. Autres dispositions.

Art. 9 (*ratification de décret d'avance*) (p. 2338) - Adopté.

TITRE II.

DISPOSITIONS PERMANENTES.

Art. 10 (*transfert par l'Etat du réseau de transport du gaz et exonération des droits de mutation dus à raison de ces opérations*) (p. 2340) - Adopté après modification (p. 2341).

Art. 11 (*contenu du "jaune budgétaire" énumérant les organismes consultatifs ou délibératifs placés auprès du Premier ministre et des ministres*) (p. 2343) - Adopté.

Après l'art. 11 (p. 2343).

Art. additionnel (*remise d'un rapport annuel par la commission des comptes des transports de la Nation*) (p. 2343) - Adopté (p. 2344).

Art. additionnel (*suppression de la redevance cynégétique "gibier d'eau"*) (p. 2344) - Adopté (p. 2345).

Art. additionnel (*rémunération des membres du Gouvernement*) (p. 2347) - Adopté (p. 2348).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2348, 2349) : M. Emmanuel Hamel.

Scrutin public de droit n° 69 (p. 2349).

Adoption (29 juillet 2002) (p. 2349).

Discussion (commission mixte paritaire)

(1er août 2002) (p. 2490, 2496).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2490, 2494) : *M. Jean-François Copé, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement; Mme Evelyne Didier, MM. Claude Estier, Philippe Marini, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2494) (p. 2495).

Art. 10 (p. 2494).

Art. 12 (p. 2495).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2495, 2496) : *M. Christian Gaudin.*

Scrutin public de droit n° 71 (p. 2496).

Adoption (1er août 2002) (p. 2496).

2. - Projet de loi de finances rectificative pour 2002, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Alain LAMBERT, ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire (20 novembre 2002) [n° 382 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission de la défense nationale - Rapport de M. Gilles CARREZ (28 novembre 2002) [n° 444 (2002-2003)] - Avis de M. Axel PONIATOWSKI (3 décembre 2002) [n° 448 (2002-2003)] - Discussion (11 décembre 2002) - Adoption (11 décembre 2002) [n° 46].

TRANSMISSION AU SENAT PREMIERE LECTURE (12 décembre 2002) [n° 95 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (16 décembre 2002) [n° 97 (2002-2003)] - Discussion (16, 17 décembre 2002) - Adoption (17 décembre 2002) [n° 40].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (17 décembre 2002) [n° 476 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des finances.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Philippe MARINI (19 décembre 2002) [n° 107 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 48].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Gilles CARREZ (19 décembre 2002) [n° 510 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 67].

PROMULGATION : loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 2002).

Discussion (première lecture)

(16 décembre 2002) (p. 5798, 5920) ; (17 décembre 2002) (p. 5944, 5962).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 5798, 5815) : *MM. Denis Badré, Jean-Pierre Demerliat, Thierry Foucaud, Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Jacques Oudin.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 5816, 5920 ; 5944, 5959) : *MM. Nicolas Alfonsi, Pierre André, Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Denis Badré, Mmes Marie-Claude Beaudeau, Marie-France Beaufrils, MM. Claude Biwer, Jean Bizet, Didier Boulaud, Joël Bourdin, Gérard Braun, Robert Bret, Gérard César, Michel Charasse, Jean Chérioux, Jean-Pierre Demerliat, Marcel Deneux, Yves Détraigne, Michel Dreyfus-Schmidt, Guy Fischer, Thierry Foucaud, Serge Franchis, Yves Fréville, Yann Gaillard, Patrice Gélard, Adrien Gouteyron, Claude Haut, Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Lucien Lanier, Mme Valérie Létard, MM. Paul Loridant, Roland du Luart, Mme Hélène Luc, MM. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Michel Mercier, Gérard Miquel, Roland Muzeau, Paul Natali, Jacques Oudin, Mme Danièle Pourtaud, MM. Henri de Richemont, Bruno Sido, Louis Souvet, Alain Vasselle.*

PREMIERE PARTIE.

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.

Art. 1^{er} (*liquidation des opérations liées à la responsabilité particulière des comptables supérieurs du Trésor mise en jeu dans le cadre de leur activité de collecte de l'épargne*) (p. 5816) - Adopté.

Art. 2 et état A (*équilibre général*) (p. 5816) - Adoptés (p. 5821).

DEUXIEME PARTIE.

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES.

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 2002.

I - Opérations à caractère définitif.

A - Budget général.

Art. 3 et état B (*dépenses ordinaires des services civils - ouvertures*) (p. 5821) - Adoptés (p. 5822).

Art. 4 et état B' (*dépenses ordinaires des services civils - annulations*) (p. 5822) - Adoptés (p. 5825).

Art. 5 et état C (*dépenses en capital des services civils - ouvertures*) (p. 5825) - Adoptés (p. 5827).

Art. 6 et état C' (*dépenses en capital des services civils - annulations*) (p. 5827) - Adoptés (p. 5829).

Art. 7 (*dépenses ordinaires des services militaires - ouvertures*) (p. 5829) - Adopté.

Art. 8 (*dépenses en capital des services militaires - ouvertures*) (p. 5829) - Adopté (p. 5830).

Art. 9 (*dépenses en capital des services militaires - annulations*) (p. 5830) - Adopté.

B - Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.

Art. 9 bis (*abondement du fonds de réserve des retraites par le biais des comptes d'affectation spéciale n° 902-24*) (p. 5830) - Adopté.

II - Opérations à caractère temporaire.

Art. 10 (*dépenses des comptes d'avance - ouverture*) (p. 5830) - Adopté.

Art. 11 (*dépenses des comptes de prêts - ouverture*) (p. 5830) - Adopté.

III - Autres dispositions.

Art. 12 (*ratification de décret d'avance*) (p. 5830) - Adopté.

Art. 12 bis (*ajout à l'état F du chapitre O8 "Versements au Fonds de réserve pour les retraites" du compte d'affectation spéciale n° 902-24*) (p. 5830) - Adopté.

TITRE II.

DISPOSITIONS PERMANENTES.

I - Mesures concernant la fiscalité.

Art. 13 (*transposition de la directive relative au commerce électronique*) (p. 5830) - Adopté (p. 5831).

Art. 13 bis (*adaptation des redevances de mise à disposition et gestion de fréquences dues par les exploitants de réseaux de télécommunications par satellites ouverts au public*) (p. 5831) - Adopté.

Art. 14 (*transposition de la directive relative à la simplification, la modernisation et l'harmonisation des conditions imposées à la facturation en matière de TVA*) (p. 5831) - Adopté (p. 5833).

Art. 15 (*exonération de TVA des locations de logements meublés*) (p. 5836) - Adopté.

Art. 16 (taxation au tonnage des entreprises de transport maritime) (p. 5837) - Adopté (p. 5839).

Art. 16 bis (régime d'imposition des pénalités de retard) (p. 5842) - Adopté.

Art. 17 (simplification des modalités de paiement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires) (p. 5842) - Adopté (p. 5843).

Art. 18 (aménagement du régime fiscal des biocarburants) (p. 5843) - Adopté après modification (p. 5848).

Art. 19 (aménagement du dispositif d'exonération de taxes intérieures de consommation sur les combustibles utilisés pour la cogénération) (p. 5848) - Adopté.

Art. 20 (aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes) (p. 5849) - Adopté après modification (p. 5852).

Après l'art. 20 (p. 5852).

Art. additionnel (suppression du code des douanes des dispositions périmées relatives à la "TIPP flottante") (p. 5852) - Adopté (p. 5853).

Art. additionnel (prorogation jusqu'au 31 décembre 2005 du régime de remboursement de la TIPP sur le gazole pour les exploitants de transports en commun de voyageurs) (p. 5853) - Adopté.

Art. additionnel (suppression de la majoration de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP, pour les déchets en provenance des départements limitrophes) (p. 5853) - Adopté (p. 5855).

Art. 21 (étalement des dates limites de dépôt de la déclaration d'ensemble des revenus souscrite par voie électronique) (p. 5855) - Adopté.

Art. 22 (reconduction du dispositif favorisant le don par les entreprises de matériels informatiques à leurs salariés) (p. 5855) - Adopté.

Art. 23 (adaptation du code général des impôts aux cas de résidence des enfants en alternance) (p. 5855) - Adopté après modification (p. 5858).

Art. 24 (mise en conformité avec le droit communautaire de la réduction d'impôt au titre des frais de garde des jeunes enfants) (p. 5858) - Adopté.

Après l'art. 24 (p. 5859).

Art. additionnel (assouplissement des dispositions relatives à la gestion désintéressée applicables aux associations culturelles autorisées et aux syndicats professionnels) (p. 5860) - Adopté (p. 5861).

Art. 24 bis (imputation des recettes constatées sur les titres d'une société en liquidation judiciaire) (p. 5861) - Adopté (p. 5862).

Art. 25 (simplification des modalités d'exonération ou de dégrèvement de la taxe d'habitation au profit des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés et des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion) (p. 5862) - Adopté (p. 5863).

Art. 26 (validation de délibérations prises en matière de fiscalité directe locale) (p. 5864) - Adopté.

Art. 26 bis (neutralisation du dispositif de réduction des bases de taxe professionnelle écartées en faveur des communautés de communes soumises au régime de la taxe professionnelle unique) (p. 5864) - Adopté.

Art. 26 ter (institution de la taxe de séjour sur délibération des syndicats d'agglomération nouvelle) (p. 5864) - Adopté.

Art. 26 quater (institution d'une taxe spéciale d'équipement au profit de l'établissement public foncier local de la région grenobloise) (p. 5864) - Adopté (p. 5865).

Art. 27 (aménagement du régime de la tolérance de revente au détail des tabacs manufacturés) (p. 5865) - Adopté.

Art. 27 bis (renforcement des peines applicables en cas d'infraction à la réglementation douanière en matière de fabrication, de détention et de vente des tabacs manufacturés) (p. 5865) - Supprimé.

Art. 28 (aménagement du régime fiscal des tabacs manufacturés vendus dans les départements de Corse) (p. 5865) - Adopté (p. 5866).

Après l'art. 28 (p. 5866).

Art. additionnel (généralisation du crédit d'impôt pour investissement en Corse au taux uniforme de 20 %) (p. 5866) - Adopté (p. 5868).

Art. 29 (transposition de la directive relative à l'assistance internationale au recouvrement) (p. 5868) - Adopté (p. 5869).

Art. 29 bis (transformation des neuf taxes parafiscales perçues au profit de l'association nationale de développement agricole, ANDA, en une imposition de toute nature affectée à un nouvel établissement public dénommé agence de développement agricole et rural, ADAR) (p. 5869) - Adopté après modification (p. 5884).

Art. 30 (mise en conformité du code des douanes avec le droit communautaire en matière de recouvrement des créances douanières) (p. 5884) - Adopté après modification (p. 5886).

Art. 30 bis suppression de l'agrément ministériel pour l'octroi des avantages fiscaux accordés aux immeubles bénéficiant du label de la fondation du patrimoine) (p. 5886) - Adopté.

Art. 30 ter (extension des possibilités de taxation au quotient des revenus perçus au titre d'une démission du régime de retraite complémentaire instituée par l'Union nationale des mutuelles retraites des instituteurs et des fonctionnaires de l'Education nationale et de la fonction publique) (p. 5886) - Adopté.

Art. 30 quater (assouplissement des modalités d'application de l'article 209-OA du code général des impôts) (p. 5886) - Adopté (p. 5887).

Art. 30 quinquies (déductibilité des dons reçus par les entreprises à la suite de catastrophes naturelles ou de certains événements dommageables) (p. 5887) - Adopté.

Art. 30 sexies (exonération de TVA pour les produits de capitalisation souscrits auprès des établissements bancaires) (p. 5887) - Adopté.

Avant l'art. 30 septies (p. 5887).

Art. additionnel (rétablissement d'une disposition abrogée par erreur prévoyant une exonération de taxe spéciale sur les conventions d'assurance pour les contrats d'assurance dépendance) (p. 5887) - Adopté (p. 5888).

Art. 30 septies (exonération de taxe sur les conventions d'assurance pour les cotisations d'assurance des exploitants de remontées mécaniques relatives au risque climatique) (p. 5888) - Supprimé.

Art. 30 octies (exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties au profit des bâtiments affectés à l'activité de déshydratation de fourrages) (p. 5889) - Adopté après modification.

Art. 30 nonies (transformation de taxes parafiscales concernant la formation professionnelle dans les transports, le bâtiment et les travaux publics et la réparation automobile en taxes fiscales) (p. 5890) - Adopté (p. 5892).

Art. 30 decies (modification des modalités de financement de l'Institut national des appellations d'origine, INAO) (p. 5892) - Adopté après modification (p. 5893).

Avant l'art. 30 undecies (p. 5893).

Art. additionnel (précisions sur l'assiette de la CSG) (p. 5893) - Adopté.

Art. 30 undecies (exonération de l'impôt sur le revenu des primes des médaillés olympiques) (p. 5893) - Adopté.

II - Autres dispositions.

Art. 31 A (instauration d'un ticket modérateur pour l'aide médicale de l'Etat) (p. 5895) - Adopté (p. 5898).

Art. 31 B (passage à une périodicité mensuelle pour la communication au Parlement de la situation des dépenses engagées) (p. 5898) - Adopté.

Art. 31 C (garantie de l'Etat aux prêts accordés au Liban) (p. 5898) - Adopté après modification.

Art. 31 (extension des contrôles de la Commission interministérielle de coordination des contrôles, CICC, relatifs aux opérations cofinancées par les fonds structurels européens) (p. 5898) - Adopté.

Art. 32 (prorogation jusqu'en 2008 du régime spécifique au ministère de la défense d'aliénation des immeubles inutiles à ses services) (p. 5900) - Adopté.

Après l'art. 32 (p. 5900).

Art. additionnel (possibilité pour la Cour des comptes de recruter des militaires en qualité de rapporteur) (p. 5900) - Adopté (p. 5901).

Art. 33 (clôture du compte de commerce n° 904-01 "Substances militaires") (p. 5901) - Adopté.

Art. 33 bis (modification des règles de versement des contributions forfaitaires alimentant le fonds commun des accidents du travail agricole, FCATA) (p. 5901) - Adopté.

Art. 34 (paiement des pensions militaires d'invalidité jusqu'à la fin du mois de décès) (p. 5901) - Adopté.

Après l'art. 34 (p. 5901).

Art. additionnel (extension à tous les fonctionnaires poursuivis devant la juridiction pénale pour des faits identiques commis dans l'exercice de leurs fonctions, de la décision de l'Etat de défendre l'un d'entre eux) (p. 5901) - Adopté (p. 5903).

Art. 34 bis (création d'une allocation de reconnaissance en faveur des harkis et prolongation de certaines mesures du plan en leur faveur) (p. 5903) - Adopté.

Art. 35 (révision, en droit et en valeur, des pensions des ressortissants des pays anciennement placés sous la souveraineté française) (p. 5903) - Adopté (p. 5904).

Après l'art. 35 (p. 5904).

Art. additionnel (prorogation d'un an du délai d'ouverture des droits à pension des anciens combattants et fonctionnaires en poste en Afrique du Nord) (p. 5904) - Adopté (p. 5905).

Art. 36 (prise en charge, par les éditeurs de services de télévision numérique terrestre, du coût des réaménagements du spectre) (p. 5905) - Adopté (p. 5907).

Avant l'art. 37 (p. 5908).

Art. additionnel (exonération des droits de succession des indemnités versées aux héritiers des personnes atteintes du nouveau variant de la maladie de Creutzfeldt-Jakob) (p. 5908) - Adopté.

Art. 37 (clarification de la nature des dépenses d'aide médicale entrant dans l'assiette relative à la réduction de la dotation générale de décentralisation) (p. 5908) - Adopté.

Après l'art. 37 (p. 5908).

Art. additionnel (affectation directe au budget des communes des contraventions dressées par les agents de police municipale) (p. 5908) - Adopté (p. 5910).

Art. 38 (abrogation du dispositif de financement de la reconstruction des ponts détruits par fait de guerre) (p. 5911) - Adopté (p. 5912).

Art. 39 (dérogation à la règle du décalage de deux ans relative au versement du fonds de compensation de la TVA, appliquée aux investissements engagés par les bénéficiaires du fonds en réparation des dommages causés par des intempéries survenues en 2002) (p. 5912) - Adopté après modification.

Art. 40 (ouverture de droits à aide financière sur le fonds de prévention des risques naturels majeurs) (p. 5912) - Adopté (p. 5913).

Art. 41 (substitution d'une communauté de communes à ses communes membres au sein d'un syndicat mixte) (p. 5913) - Adopté.

Art. 42 (simplification du dispositif de mise en place des chèques-vacances pour les PME) (p. 5913) - Adopté.

Art. 43 (autorisation de relèvement du plafond d'annulations et de conversions de créances détenues par la France sur des Etats étrangers) (p. 5913) - Adopté.

Art. 44 (réouverture des droits au régime d'exonération pour les entreprises créées ou implantées dans une zone franche urbaine entre le 1er janvier 2002 et le 31 décembre 2007) (p. 5913) - Adopté après modification (p. 5917).

Art. 45 (garantie par l'Etat des emprunts contractés par l'ERAP dans le cadre de son soutien d'actionnaire à France Télécom dans la limite d'un montant en principal de dix milliards d'euros) (p. 5917) - Adopté (p. 5920).

Après l'art. 45 (p. 5944).

Art. additionnel (allongement du délai de prescription des amendes pénales) (p. 5944) - Adopté (p. 5945).

Art. additionnel (report de l'application de l'article 6 de la loi n° 2000-43 mettant fin au monopole des courtiers interprètes et conducteurs de navires, d'un an à compter de la parution du décret instituant la commission chargée d'indemniser ces professions) (p. 5945) - Adopté (p. 5946).

Art. additionnel (ouverture aux entreprises de droits réels sur l'emprise du marché d'intérêt national de Paris-Rungis en fonction de leurs investissements et pour la durée de la concession) (p. 5946) - Adopté (p. 5948).

Art. additionnel (abrogation de la loi n° 2001-7 relative au contrôle des fonds publics accordés aux entreprises) (p. 5948) - Adopté (p. 5956).

Art. additionnel (modification du nombre de membres du conseil de la politique monétaire, de la durée et des modalités de renouvellement de leur mandat et conversion de l'économie réalisée en dividende supplémentaire versé par la Banque de France à l'Etat) (p. 5956) - Adopté (p. 5958).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 5959, 5961) : MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Denis Badré, Joël Bourdin, Jean-Pierre Demerliat, Thierry Foucaud, Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances.

Scrutin public de droit n° 76 (p. 5962).

Adoption (17 décembre 2002) (p. 5962).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 décembre 2002) (p. 6124, 6141).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6124, 6129) : Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Philippe Marini, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6129, 6139) : M. Paul Girod.

PREMIERE PARTIE.

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER.

DEUXIEME PARTIE.

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES.

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ANNEE 2000.

I - Opérations à caractère définitif.

A. Budget général.

B. Opérations à caractère définitif des comptes d'affectation spéciale.

II - Opérations à caractère temporaire.

III - Autres dispositions.

TITRE II

DISPOSITIONS PERMANENTES.

I - Mesures concernant la fiscalité.

Art. 18 et 20 (p. 6129) (p. 6130).

Art. 20 bis (suppression du code des douanes des dispositions périmées relatives à la "TIPP flottante") (p. 6130).

Art. 20 ter (prorogation du dispositif de remboursement de la TIPP sur le gazole pour les exploitants de transport en commun de voyageurs) (p. 6131).

Art. 20 quater (suppression de la majoration de la TGAP pour les déchets ménagers en provenance des départements limitrophes) (p. 6131).

Art. 23 (p. 6131).

Art. 24 bis A (assouplissement des dispositions relatives à la gestion désintéressée applicable aux associations culturelles autorisées et aux syndicats professionnels) (p. 6133) - Supprimé par la CMP.

Art. 27 bis (p. 6133) - Supprimé par le Sénat ; puis rétabli par la CMP après modification.

Art. 28 bis (généralisation du crédit d'impôt pour investissement en Corse au taux uniforme de 20 %) (p. 6133).

Art. 29 bis et 30 (p. 6133) (p. 6134).

Art. 30 septies A (rétablissement d'une disposition abrogée par erreur prévoyant une exonération de taxe spéciale sur les conventions d'assurance pour les contrats d'assurance dépendance) (p. 6135).

Art. 30 septies (p. 6136) - Supprimé par le Sénat ; puis rétabli par la CMP.

Art. 30 octies, 30 decies et 30 undecies (p. 6136).

II - Autres dispositions.

Art. 31 C (p. 6136).

Art. 32 bis (recrutement par la Cour des comptes de militaires en qualité de rapporteur) (p. 6136).

Art. 34 bis A (obligation pour l'Etat de défendre les fonctionnaires poursuivis) (p. 6136).

Art. 35 bis (prorogation d'un an du délai d'ouverture des droits à pension des anciens combattants et fonctionnaires en poste en Afrique du Nord) (p. 6136).

Art. 36 bis (exonération des droits de succession des indemnités versées aux héritiers des personnes atteintes du nouveau variant de la maladie de Creutzfeldt-Jakob) (p. 6136).

Art. 37 bis (affectation directe au budget des communes des contraventions dressées par les agents de police municipale) (p. 6136) - Supprimé par la CMP.

Art. 39 et 44 (p. 6136) (p. 6137).

Art. 46 (amélioration des recouvrements des amendes pénales) (p. 6138).

Art. 47 (prolongation du délai d'indemnisation des courtiers maritimes suite à la perte de leur monopole) (p. 6138).

Art. 48 (modernisation du fonctionnement du marché d'intérêt national de Rungis) (p. 6138).

Art. 49 (suppression de la commission nationale de contrôle des fonds publics) (p. 6139).

Art. 50 (modification de la composition du conseil de la politique monétaire) (p. 6139).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 6139, 6141) : MM. Jean Arthuis, Président de la commission des finances; Michel Charasse, Jacques Chaumont.

Scrutin public ordinaire de droit n° 78 (p. 6141).

Adoption (19 décembre 2002) (p. 6141).

Lois de règlement

1. - Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2000, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Laurent FABIUS, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (4 juillet 2001) [n° 3218 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Didier MIGAUD (3 octobre 2001) [n° 3298 (2001-2002)] - Discussion (9 octobre 2001) - Adoption (9 octobre 2001) [n° 706].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2001) [n° 13 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (31 octobre 2001) [n° 50 (2001-2002)] - Discussion (13 février 2002) - Adoption (13 février 2002) [n° 66].

PROMULGATION : loi n° 2002-267 du 26 février 2002 (J.O. Lois et décrets du 27 février 2002).

Discussion (première lecture)

(13 février 2002) (p. 1376, 1388).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1376, 1383) : MM. Yann Gaillard, en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Paul Loridant, Joseph Ostermann, Mme Florence Parly, secrétaire d'Etat au budget; M. Michel Sergent.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1383, 1388).

Art. 1^{er} (résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 2000) (p. 1383) - Adopté (p. 1384).

Art. 2 et tableau A annexé (recettes du budget général) (p. 1384) - Adoptés.

Art. 3 et tableau B annexé (dépenses ordinaires civiles du budget général) (p. 1384) - Adoptés.

Art. 4 et tableau C annexé (dépenses civiles en capital du budget général) (p. 1384) - Adoptés (p. 1385).

Art. 5 et tableau D annexé (dépenses ordinaires militaires du budget général) (p. 1385) - Adoptés.

Art. 6 et tableau E annexé (dépenses en capital militaires du budget général) (p. 1385) - Adoptés.

Art. 7 et tableau F annexé (résultat du budget général de 2000) (p. 1385) - Adoptés.

Art. 8 et tableau G annexé (résultats des budgets annexes) (p. 1385) - Adoptés (p. 1386).

Art. 9 et tableau I annexé (comptes spéciaux du Trésor dont les opérations se poursuivent en 2001) (p. 1386) - Adoptés.

Art. 10 (*comptes spéciaux du Trésor définitivement clos au titre de l'année 2000*) (p. 1386) - Adopté (p. 1387).

Art. 11 (*pertes et profits sur emprunts et engagements de l'Etat*) (p. 1387) - Adopté.

Art. 12 (*reconnaissance d'utilité publique des dépenses comprises dans une gestion de fait*) (p. 1387) - Adopté.

Art. 13 (*transport aux découverts du Trésor des résultats définitifs de 2000*) (p. 1387) - Adopté.

Scrutin public de droit n° 54 (p. 1388).

Adoption (13 février 2002) (p. 1388).

2. - Projet de loi portant règlement définitif du budget de 2001, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Francis MER, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie (26 juin 2002) [n° 2 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Gilles CARREZ (25 septembre 2002) [n° 229 (2001-2002)] - Discussion (1er octobre 2002) - Adoption (1er octobre 2002) [n° 27].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 octobre 2002) [n° 8 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Philippe MARINI (8 octobre 2002) [n° 12 (2002-2003)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 17].

PROMULGATION : loi n° 2002-1276 du 23 octobre 2002 (J.O. Lois et décrets du 24 octobre 2002).

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2782, 2800).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2782, 2792) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Yves Fréville, Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Lucien Lanier, Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances; Gérard Miquel.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2792, 2799) : *MM. Yves Fréville, Alain Lambert, Ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire; Philippe Marini, rapporteur général.*

Art. 1^{er} (*résultats généraux de l'exécution des lois de finances pour 2001*) (p. 2792) - Adopté (p. 2793).

Art. 2 et tableau A annexé (*recettes du budget général*) (p. 2793) - Adoptés.

Art. 3 et tableau B annexé (*dépenses ordinaires civiles - budget général*) (p. 2793) - Adoptés.

Art. 4 et tableau C annexé (*dépenses civiles en capital du budget général*) (p. 2793) - Adoptés (p. 2794).

Art. 5 et tableau D annexé (*dépenses ordinaires militaires du budget général*) (p. 2794) - Adoptés.

Art. 6 et tableau E annexé (*dépenses militaires en capital du budget général*) (p. 2794) - Adoptés.

Art. 7 et tableau F annexé (*résultat du budget général de 2001*) (p. 2795) - Adoptés.

Art. 8 et tableau G annexé (*résultats des budgets annexes*) (p. 2795) - Adoptés.

Art. 9 et tableau E annexé (*comptes spéciaux dont les opérations se poursuivent en 2002*) (p. 2795) - Adoptés (p. 2796).

Art. 10 (*comptes spéciaux définitivement clos au titre de l'année 2001*) (p. 2797) - Adopté.

Art. 11 (*pertes et profits sur emprunts et engagements de l'Etat*) (p. 2797) - Adopté.

Art. 12 (*pertes en trésorerie sur devises*) (p. 2797) - Adopté (p. 2798).

Art. 13 (*reconnaissance d'utilité publique des dépenses comprises dans une gestion de fait*) (p. 2797) - Adopté.

Art. 14 (*transport aux découverts du Trésor des résultats définitifs de 2001*) (p. 2797) - Adopté (p. 2798).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2799) : *M. Marcel-Pierre Cléach.*

Scrutin public de droit n° 3 (p. 2799).

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2800).

Luxembourg

Voir *Allocutions et communications*

M

Maladies

Voir *Rapports au Parlement*

Mayotte

Voir *Santé publique, 1*

Médecins

Voir *Santé publique, 1*
Sécurité sociale, 2

Médiateur de la République

Voir *Allocutions et communications*

Médicaments

Voir *Sécurité sociale, 2*

Mineurs (d'âge)

Voir *Famille, 1*

Mongolie

Voir *Allocutions et communications*

Montagne

Voir *Collectivités territoriales, 1*

N

Norvège

Voir *Traités et conventions*, **11**

Nouvelle-Calédonie

Voir *Communication du Gouvernement*
Santé publique, **1**

O

Ordre du jour du Sénat

Ordre du jour du Sénat : demande du report au mardi 19 novembre 2002 des explications de vote ainsi que du vote du projet de loi pour la sécurité intérieure (15 novembre 2002) (p. 3992) – *MM. Jean-François Copé, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement ; Pierre Fauchon, sénateur, vice-président de la commission des lois*

Demande de M. Jacques Pelletier de reporter la discussion sur le budget de l'écologie et du développement durable (5 décembre 2002) (p. 5315)

Ordres professionnels

Voir *Santé publique*, **1**

Organisation des Nations Unies (ONU)

Voir *Traités et conventions*, **5**

Outre-mer

Voir *Rapports au Parlement*

Ouzbékistan

Voir *Allocutions et communications*

P

Paris

Voir *Allocutions et communications*

Parlement

Voir *Rappels au règlement*

Pauvreté

Voir *Rapports au Parlement*

Pays en voie de développement (PVD)

Voir *Traités et conventions, 1; 2*

Personnes âgées

Voir *Sécurité sociale, 2*

Pharmacie

Voir *Santé publique, 1*

Police

Voir *Sécurité, 1*

Pologne

Voir *Allocutions et communications*

Polynésie française

Voir *Communication du Gouvernement*

Portugal

Voir *Traités et conventions, 34*

Postes et télécommunications

Voir *Rapports au Parlement*

Président de la République

Voir *Allocutions et communications*

Procédure parlementaire

Voir *Rappels au règlement*

Professions médicales

Voir *Santé publique, 1*
Sécurité sociale, 1

Professions paramédicales

Voir *Santé publique, 1*

Prostitution et proxénétisme

Voir *Famille, 1*
Sécurité, 1

Q

Question préalable (procédure parlementaire)

Voir *Collectivités territoriales*, 2
Emploi, 2
Justice, 3, 4; 6
Sécurité, 1; 2
Sécurité sociale, 1
Urbanisme, 1

R

Rappels au règlement

De M. Roland Muzeau : organisation des travaux du Sénat. Décision du Conseil constitutionnel invalidant l'article du projet de loi de modernisation sociale visant à renforcer le contrôle des licenciements économiques (15 janvier 2002) (p. 200, 201) – *MM. Michel Caldaguès, Roland Muzeau*.

De M. Jacques Blanc : déclaration du Ministre à l'article 15 novodécies du projet de loi sur la démocratie de proximité (15 janvier 2002) (p. 235).

De M. Jean Chérioux : article 36, alinéa 3. Pointage systématique de l'ensemble du personnel à l'Hôtel de Ville de Paris y compris des collaborateurs des groupes politiques (17 janvier 2002) (p. 399)

De M. Ivan Renar : organisation des travaux. Report de la discussion de la proposition de loi relative au régime d'assurance chômage des intermittents du spectacle (23 janvier 2002) (p. 562, 563) – *Mme Marie-Christine Blandin, MM. Bernard Fournier, Ivan Renar, Serge Vinçon, vice-président du Sénat, président de séance*.

De M. Alain Vasselle : souhaite que le Gouvernement apporte des précisions sur les textes que le Sénat examinera au cours des prochaines séances (23 janvier 2002) (p. 563).

De M. Pierre Fauchon : demande un texte écrit pour pouvoir se prononcer sur une rédaction d'amendement (31 janvier 2002) (p. 837).

De M. Jean-Jacques Hyest : souhaite une application plus rigoureuse du règlement du Sénat en matière de fixation des jours de séance (7 février 2002) (p. 1224).

De M. Paul Girod : mise en cause de la procédure législative, du bicamérisme et des rapporteurs du Sénat sur les textes relatifs à la réforme des tribunaux de commerce et aux administrateurs et mandataires judiciaires, par les rapporteurs de l'Assemblée nationale sur ces mêmes textes (19 février 2002) (p. 1492).

De M. Jean-Jacques Hyest : dépêche envoyée à l'AFP par trois députés, rapporteurs de textes relatifs à la réforme des tribunaux de commerce et aux administrateurs et mandataires judiciaires, mettant en cause les rapporteurs du Sénat sur ces mêmes textes et le bicamérisme. Réaction du président du Sénat (19 février 2002) (p. 1493) – *MM. Adrien Gouteyron, vice-président du Sénat, président de séance ; Jean-Jacques Hyest*.

De M. Michel Dreyfus-Schmidt : demande une suspension de séance en attendant l'arrivée dans l'hémicycle d'un nombre suffisant de sénateurs de la majorité (26 juillet 2002) (p. 2159, 2160).

De M. Michel Dreyfus-Schmidt : article 44, alinéa 6 du règlement du Sénat : impossibilité d'examiner les articles dont la réserve est demandée (26 juillet 2002) (p. 2163).

De M. Michel Charasse : demande de qualification de la réserve obtenue par la commission selon qu'elle découle de l'article 44, alinéa 6 du règlement du Sénat ou de l'article 44, alinéa 3 de la Constitution (26 juillet 2002) (p. 2163, 2164).

De M. Claude Estier : demande la levée de la réserve des votes obtenue par la commission en raison du nombre insuffisant de sénateurs de la majorité dans l'hémicycle (26 juillet 2002) (p. 2167).

De M. Michel Dreyfus-Schmidt : faiblesse de la présence des sénateurs de la majorité dans l'hémicycle (3 octobre 2002) (p. 2620).

De Mme Hélène Luc : situation d'Air Lib (30 octobre 2002) (p. 3276, 3277) – *Mme Hélène Luc, M. Dominique Perben, ministre de la justice.*

De M. Claude Estier : retrait de l'amendement n° 1 à l'article 1^{er} du projet de loi sur la démocratie de proximité par le rapporteur de la commission des lois (30 octobre 2002) (p. 3297).

De M. Michel Charasse : art. 1^{er} du projet de loi sur l'organisation décentralisée de la République : problème de l'avis du Conseil d'Etat publié par extraits dans les journaux et non porté à la connaissance des sénateurs (30 octobre 2002) (p. 3298, 3299).

De M. Michel Charasse : temps minimum nécessaire pour la coordination des amendements et des sous-amendements (31 octobre 2002) (p. 3355).

De M. Jean-Claude Peyronnet : étonnement sur la présentation du sous-amendement n° 242 de M. Patrice Gélard à l'article 4 du projet de loi sur l'organisation décentralisée de la République (31 octobre 2002) (p. 3353).

De M. Jean-Pierre Sueur : conditions de travail de la commission : retrait du sous-amendement n° 242 de M. Patrice Gélard à l'article 4 du projet de loi sur l'organisation décentralisée de la République (31 octobre 2002) (p. 3354).

De M. Robert Bret : art. 36 du règlement. Organisation des travaux. Absence de conditions favorables pour un travail législatif utile. Confusion du débat sur l'organisation décentralisée de la République. Position de la commission des lois (5 novembre 2002) (p. 3394, 3396) – *MM. Robert Bret, René Garrec, président de la commission des lois.*

De M. Michel Charasse : problème des amendements retirés par la commission des lois. Souhaite les reprendre (5 novembre 2002) (p. 3397) – *MM. Michel Charasse, Christian Poncelet, Président du Sénat.*

De M. Robert Bret : venue de M. Jean-Pierre Raffarin devant le groupe UMP de l'Assemblée nationale pour donner des précisions sur la loi organique qui sera discutée après l'adoption de la réforme de la Constitution. Demandes formulées sur ce sujet. Réponse de M. Devedjian. Demande d'explication au Gouvernement (6 novembre 2002) (p. 3488, 3489).

De M. Jean-Claude Peyronnet : souhaits de la majorité sénatoriale. Refus du Gouvernement de fournir des indications sur les lois auxquelles renvoie l'article 6 du projet de loi constitutionnelle. Critiques de M. Jean-Louis Debré. Conditions anormales de délibération (6 novembre 2002) (p. 3489).

De M. Michel Dreyfus-Schmidt : mauvaises conditions de travail. Problème de l'urgence sur le projet de loi pour la sécurité intérieure. Demande au Gouvernement d'y renoncer (6 novembre 2002) (p. 3489).

De M. Jean-Pierre Sueur : informations sur les lois organiques données à un groupe politique de l'Assemblée nationale. Demande d'explications au Gouvernement (6 novembre 2002) (p. 3490, 3491) – *MM. Christian Poncelet, Président du Sénat ; Jean-Pierre Sueur.*

De Mme Hélène Luc : situation de la compagnie Air Lib (12 novembre 2002) (p. 3641, 3642).

De Mme Nicole Borvo : proteste contre l'organisation des travaux : adoption à cinq heures du matin à la sauvette de mesures de régression sociale avec la remise en cause de l'objectif de mixité sociale dans les zones urbaines fixé par

la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains du 13 décembre 2000 (13 novembre 2002) (p. 3716).

De M. Dominique Braye : intervient sur la protestation de Mme Nicole Borvo concernant l'organisation des travaux (13 novembre 2002) (p. 3716, 3717).

De M. Michel Dreyfus-Schmidt : déplore les conditions de travail du Sénat et la persistance des séances de nuit (13 novembre 2002) (p. 3717).

De M. Michel Dreyfus-Schmidt : précision au sujet de l'amendement n° 68 de M. Alex Türk (exigence d'indices graves ou concordants pour la conservation des empreintes génétiques). Référence aux critères de l'article 80-1 du code de procédure pénale déterminant une mise en examen éventuelle et non pas à ceux de l'article 105 du même code conduisant au prononcé obligatoire de la mise en examen (14 novembre 2002) (p. 3865).

De M. Alain Vasselle : rétablissement des crédits du Fonds national pour le développement des adductions d'eau en 2004 (26 novembre 2002) (p. 4566) – *MM. Christian Bergelin, Alain Vasselle.*

De M. Ivan Renar : son opposition à la logique comptable et financière du président de la commission des finances appliquée à la formation et à la culture (28 novembre 2002) (p. 4727).

De M. Ivan Renar : organisation des travaux du Sénat. Appel récent du président de la commission des finances à un effort de rigueur budgétaire. Délibérations de la commission des affaires culturelles sur un projet de budget différent de celui qui est en cours de vote (28 novembre 2002) (p. 4749, 4750) – *MM. Ivan Renar, Jean Arthuis, président de la commission des finances ; Jacques Valade, président de la commission des affaires culturelles.*

De M. Paul Girod : obligation, pour les rapporteurs, d'exprimer à la tribune la position de leur commission (6 décembre 2002) (p. 5380).

De M. Guy Fischer : article 36 du règlement. Incident à Lyon lors de l'ouverture des assises des libertés locales de la région Rhône-Alpes. Prise de parole réduite des invités (11 décembre 2002) (p. 5640, 5641) – *MM. Patrick Devedjian, ministre délégué aux libertés locales ; Guy Fischer, Christian Poncelet, Président du Sénat.*

De Mme Hélène Luc : protestation contre l'attribution d'un amendement au parti communiste au cours de la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2002 (17 décembre 2002) (p. 5956).

Rapports au Parlement

- Rapport du Gouvernement sur le **financement du service universel des télécommunications pour 1999**, établi en application de l'article L. 35-3 du code des postes et télécommunications (29 janvier 2002) (p. 721)

- Rapport annuel du Gouvernement sur la **réforme de la taxe additionnelle**, établi en application de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 modifiée n° 98-1266 du 30 décembre 1998 (29 janvier 2002) (p. 736)

- **Rapport annuel de la Cour des comptes** (30 janvier 2002) (p. 773, 775).

- Rapport sur la **programmation pluriannuelle des investissements de production électrique**, établi en application de l'article 6 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000, relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité (5 février 2002) (p. 928).

- **Rapport d'activité** fait au nom de la **délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité entre les hommes et les femmes**, déposé en application de l'article 6 septies de

l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (13 février 2002) (p. 1389)

- Rapport **d'évaluation de la couverture maladie universelle**, établi en application de l'article 34 de la loi du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle (19 février 2002) (p. 1468).

- Rapport pour 2001 établi par le **comité du contentieux fiscal, douanier et des changes**, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi n° 77-1453 du 29 décembre 1977 accordant les garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière (10 juillet 2002) (p. 1879).

- Rapport établi par la **commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations** sur les opérations de cet établissement pour l'année 2001, en application de l'article 114 de la loi du 28 avril 1816 (10 juillet 2002) (p. 1879)

- Rapport du Gouvernement sur la **situation des réalisateurs de télévision**, établi en application de l'article 83 de la loi du 1^{er} août 2000 sur la liberté des communications (27 juin 2002) (p. 1785).

- Rapport annuel sur la gestion en 2001 du **Fonds national pour le développement du sport** (23 juillet 2002) (p. 1977)

- Rapport annuel d'activité pour 2001-2002 de **l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments**, en application de l'article L. 1323-2 du code de la santé publique (24 juillet 2002) (p. 2024)

- Rapport du **Conseil national des assurances** pour 2002, établi en application de l'article L. 411-2 du code des assurances (3 août 2002) (p. 2501)

- Rapport pour 2001 relatif aux **conditions de mise en oeuvre de l'agrément prévu en faveur des investissements réalisés dans certains secteurs économiques des départements et territoires d'outre-mer**, établi en application du paragraphe III de l'article 120 de la loi n° 91-1322 du 30 décembre 1991 portant loi de finances pour 1992 (1^{er} octobre 2002) (p. 2543, 2544).

- Rapport du **Conseil national du crédit et du titre** pour l'année 2001 établi en application de l'article L. 614-1 du code monétaire et financier (1^{er} octobre 2002) (p. 2544).

- Rapport sur le **contrôle a posteriori des actes des collectivités locales et des établissements publics locaux**, établi en application des articles L. 2131-7, L. 3132-2 et L. 4142-2 du code général des collectivités territoriales (1^{er} octobre 2002) (p. 2544).

- Rapport annuel sur **l'exécution du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA)** pour l'exercice 2001 (1^{er} octobre 2002) (p. 2544).

- Rapport établi en application de l'article 22 de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, sur l'application de la loi précitée et des dispositions des conventions ou traités internationaux relatives au **statut de la langue française dans les institutions internationales** (1^{er} octobre 2002) (p. 2544).

- Rapport relatif aux **agrément des conventions et accords applicables aux salariés des établissements de santé et des établissements sociaux et médico-sociaux à but non lucratif pour 2001 et aux orientations en matière d'agrément des accords et d'évolution de la masse salariale pour 2002**, établi en application de l'article L. 314-6 du code de l'action sociale et des familles modifié par l'article 54 de la loi n° 2002-2 du 2 janvier 2002 portant rénovation de l'action sociale (1^{er} octobre 2002) (p. 2544).

- Rapport au Parlement de la **commission consultative sur l'évaluation des charges, dressant le bilan de l'évolution et de la compensation des charges transférées ou confiées aux collectivités locales**, établi en application de

l'article L. 1614-3 du code général des collectivités territoriales (2 octobre 2002) (p. 2583).

- Rapport annuel pour 2001-2002 de **l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale**, établi en application de l'article L. 144-1 du code de l'action sociale et des familles (8 octobre 2002) (p. 2650).

- Rapport annuel de **l'Office national des forêts** pour l'exercice 2001, établi en application de l'article L. 124-2 du code forestier (8 octobre 2002) (p. 2650).

- Rapport sur la garantie **minimale de rémunération et le salaire minimum** et rapport sur la **réduction du temps de travail** (bilan 2000-2001), établis en application des articles 32 et 36 de la loi du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail (9 octobre 2002) (p. 2713)

- Rapport sur les **prélèvements obligatoires et leur évolution**, établi en application de l'article 52 de la loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances (9 octobre 2002) (p. 2713)

- Rapport annuel du Gouvernement pour 2001 du **fonds de cession anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante**, établi en application de l'article 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999 (15 octobre 2002) (p. 2808)

- Rapport sur les **névroses traumatiques de guerre**, établi en application de l'article 130 de la loi de finances pour 2002 (22 octobre 2002) (p. 3006).

- Rapport évaluant le **coût réel pour la branche maladie de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles**, établi par la commission instituée par l'article L. 176-2 du code de la sécurité sociale (24 octobre 2002) (p. 3177)

- Rapport sur les **titres de séjour des étrangers en France en 2001**, établi en application de l'article 45 de la loi du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France (29 octobre 2002) (p. 3211)

- Rapport public pour l'année **2001-2002 de la commission supérieure du service public des postes et télécommunications**, établi en application de l'article L. 32-2 du code des postes et télécommunications (29 octobre 2002) (p. 3211)

- Rapport sur les **comptes prévisionnels du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie pour les années 2002 et 2003**, établi en application de l'article L. 232-21 du code de l'action sociale et des familles (29 octobre 2002) (p. 3211)

- Rapport de M. Dominique Baudis, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel, **du CSA sur la campagne électorale à la radio et à la télévision relative à l'élection du Président de la République des 21 avril et 5 mai 2002** (29 octobre 2002) (p. 3211)

- Rapport sur l'évaluation globale du statut social de l'ensemble des personnels sous **contrat travaillant à l'étranger**, établi en application de l'article 34-V de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (12 novembre 2002) (p. 3595)

- Rapport annuel pour 2002 de **l'inspection générale des affaires sociales**, intitulé **Politiques sociales de l'Etat et territoires**, établi en application de l'article 42 de la loi du 28 mai 1996 portant diverses mesures d'ordre sanitaire, social et statutaire (18 novembre 2002) (p. 4050).

- Rapport du **conseil d'administration du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante**, établi en application de l'article 53 de la loi du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 (22 novembre 2002) (p. 4388)

- Rapport de la **Commission des comptes des transports de la nation**, établi en application de l'article 12 de la loi de finances rectificative pour 2002) (28 novembre 2002) (p. 4718).

- Rapport au Parlement relatif aux **ponts détruits par faits de guerre et non encore reconstruits en ouvrages définitifs et à l'exécution du chapitre 67-50** établi en application de l'article 127 de la loi de finances pour 2001 (9 janvier 2002) (p. 63).

- Rapport sur le **service public des télécommunications**, établi en application de l'article L. 35-7 du code des postes et télécommunications (9 janvier 2002) (p. 63)

Rapports d'information

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois sur la jurisprudence "Perruche", établi par M. René GARREC (3 janvier 2002) [n° 164 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et du groupe d'étude "Poste et télécommunications" sur les Actes du Colloque "Postes européennes : libéralisation et service public, entre mythes et réalités" organisé par le Sénat le 20 juin 2001, établi par M. Gérard LARCHER (16 janvier 2002) [n° 176 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, portant réforme du divorce, établi par M. Serge LAGAUCHE (23 janvier 2002) [n° 183 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur l'achèvement du marché intérieur de l'énergie, établi par M. Aymeri de MONTESQUIOU (29 janvier 2002) [n° 187 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes et compte-rendu des travaux de cette délégation sur le programme TRACE, déposé en application de l'article 6 septies de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires, établi par Mmes Paulette BRISEPIERRE, Gisèle GAUTIER, Françoise HENNERON, Hélène LUC, Danièle POURTAUD et M. André VALLET (13 février 2002) [n° 232 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur la mission sur les jeux de hasard et d'argent en France, établi par M. François TRUCY (13 février 2002) [n° 223 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'évaluation de l'ampleur des changements climatiques, de leurs causes et de leur impact prévisible sur la géographie de la France à l'horizon 2025, 2050 et 2100, établi par M. Marcel DENEUX (13 février 2002) [n° 224 - tome I (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'évaluation de l'ampleur des changements climatiques, de leurs causes et de leur impact prévisible sur la géographie de la France à l'horizon 2025, 2050 et 2100, établi par M. Marcel DENEUX (13 février 2002) [n° 224 - tome II (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale sur les travaux de la délégation française au cours des 45ème et 46ème sessions ordinaires (1999 -2000) de cette assemblée, établi par Mme Josette DURRIEU (14 février 2002) [n° 237 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale sur les travaux de la délégation française au cours de la session ordinaire de 2000 de cette assemblée, établi par Mme Josette DURRIEU (14 février 2002) [n° 238 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale sur les travaux de la délégation française au cours de la session ordinaire de 2001 de cette assemblée, établi par Mme Josette DURRIEU (14 février 2002) [n° 239 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales à la suite d'une mission effectuée du 4 au 12 juillet 2001 par une délégation chargée d'étudier la politique sanitaire de la République socialiste du Viêt-Nam, établi par M. Alain GOURNAC, Mmes Annick BOCANDÉ, Claire-Lise CAMPION, MM. Guy FISCHER et Francis GIRAUD (19 février 2002) [n° 241 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur la répartition des compétences entre l'Union européenne et les États membres, établi par M. Hubert HAENEL, Maurice BLIN, Serge LAGAUCHE, Serge VINÇON (19 février 2002) [n° 249 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur l'amélioration des procédures de transposition des directives communautaires en droit français, établi par M. Hubert HAENEL (19 février 2002) [n° 250 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques sur l'impact éventuel de la consommation des drogues sur la santé mentale, établi par M. Henri REVOL (21 février 2002) [n° 259 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques sur la réglementation des télécommunications, établi par M. Pierre HERISSON (26 mars 2002) [n° 273 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques sur le bilan de la loi n° 96-660, relative à l'entreprise nationale France Télécom, établi par M. Gérard LARCHER (26 mars 2002) [n° 274 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles sur les nouvelles télévisions, établi par M. Jacques VALADE (27 mars 2002) [n° 275 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères à la suite d'une mission effectuée en Israël et dans les Territoires palestiniens, du 17 au 21 mars 2002, par une délégation de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, établi par MM. Xavier de VILLEPIN, Michel PELCHAT, Mme Danielle BIDARD-REYDET, MM. Daniel GOULET, Jean-Guy BRANGER et Mme Monique CERISIER-BEN GUIGA (3 avril 2002) [n° 285 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne sur l'élargissement de l'Union européenne : état des lieux, établi par MM. Hubert HAENEL, Denis BADRÉ, Marcel DENEUX, Serge LAGAUCHE et Simon SUTOUR (23 avril 2002) [n° 295 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et du groupe d'étude de l'énergie sur les Actes du Colloque "Le marché européen de l'énergie : enjeux et conséquences de l'ouverture" organisé par le Sénat le 12 décembre 2001, établi par M. Henri REVOL (17 mai 2002) [n° 305 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères sur la mission effectuée aux États-Unis du 6 au 8 mai 2002, établi par MM. Xavier de VILLEPIN, Didier BOULAUD, Michel CALDAGUÈS et Jean PUECH (29 mai 2002) [n° 313 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur la mission de contrôle sur le compte de commerce 904-11 de la Régie Industrielle des Etablissements Pénitentiaires, établi par M. Paul LORIDANT (19 juin 2002) [n° 330 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères sur la mission effectuée du 3 au 10 mars 2002 en Inde et au Pakistan, établi par M. André DULAIT, Mme Danielle BIDARD-REYDET, MM. André BOYER, Serge VINÇON, Jacques BLANC et Jean-Pierre PLANCADE (24 juillet 2002) [n° 336 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois sur l'évolution des métiers de la justice, établi par M. Christian COINTAT (3 juillet 2002) [n° 345 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques sur l'avenir de la viticulture française, établi par MM. Gérard DELFAU et Gérard CÉSAR (10 juillet 2002) [n° 349 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères sur la situation et les perspectives des forces aéromobiles de l'armée de terre, établi par M. Serge VINÇON (10 juillet 2002) [n° 350 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques sur les zones franches urbaines, établi par M. Pierre ANDRÉ (11 juillet 2002) [n° 354 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur l'étude menée sur la dette publique et ses perspectives d'évolution, établi par M. Philippe MARINI, rapporteur général (17 juillet 2002) [n° 361 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques sur la liaison fluviale à grand gabarit Saône-Rhin, établi par M. Francis GRIGNON (18 juillet 2002) [n° 366 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales sur la politique de compensation du handicap, établi par M. Paul BLANC (24 juillet 2002) [n° 369 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur la mission de contrôle, sur pièce et sur place, de l'Établissement Public d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux (EPARECA), établi par MM. Auguste CAZALET et Eric DOLIGÉ (25 juillet 2002) [n° 377 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur la mission de contrôle sur l'action en matière de patrimoine, établi par M. Yann GAILLARD (25 juillet 2002) [n° 378 (2001-2002)]

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information sur la mission commune d'information chargée de dresser un bilan de la politique de la montagne et en particulier de l'application de la loi du 9 janvier 1985, de son avenir, et de ses nécessaires adaptations, établi par M. Jean-Paul AMOUDRY (9 octobre 2002) [n° 15 (2002-2003) tome 2]

Rapport d'information, fait au nom de la mission commune d'information chargée de dresser un bilan de la politique de la montagne et en particulier de l'application de la loi du 9 janvier 1985, de son avenir, et de ses nécessaires adaptations, établi par M. Jean-Paul AMOUDRY (9 octobre 2002) [n° 15 (2002-2003) tome 1]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur la recherche en sécurité routière, établi par M. Gérard MIQUEL (23 octobre 2002) [n° 29 (2002-2003)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sur le projet de loi pour la sécurité intérieure : dispositions relatives à la prostitution, établi par Mme Janine ROZIER (29 octobre 2002) [n° 34 (2002-2003)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur les déterminants de l'investissement, établi par M. Joseph KERGUERIS (29 octobre 2002) [n° 35 (2002-2003)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur les prélèvements obligatoires et leur évolution, établi par M. Philippe MARINI, rapporteur général (6 novembre 2002) [n° 48 (2002-2003)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques sur la mission d'information sur l'avenir de l'élevage : enjeu territorial, enjeu économique, établi par M. Gérard BAILLY (7 novembre 2002) [n° 57 (2002-2003)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur la défiscalisation dans les départements et les territoires d'outre-mer, établi par M. Roland DU LUART (7 novembre 2002) [n° 51 (2002-2003)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances sur la fiscalité des mutations à titre gratuit, établi par M. Philippe MARINI (20 novembre 2002) [n° 65 (2002-2003)]

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la planification sur les perspectives macroéconomiques à moyen terme (2002-2007), établi par M. Joël BOURDIN (20 novembre 2002) [n° 66 (2002-2003)]

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et du groupe d'étude de l'énergie sur les Actes du Colloque "Énergie : quelle politique française pour la prochaine législature ?" organisé par le Sénat le 26 juin 2002, établi par M. Gérard LARCHER et Henri REVOL (29 novembre 2002) [n° 79 (2002-2003)]

Recensement

Voir *Collectivités territoriales*, 1

Recherche

Voir *Lois de finances*

1. - Proposition de loi portant création d'une Fondation pour les études comparatives, PRESENTÉE À L'ASSEMBLEE NATIONALE, par MM. Raymond FORNI et Jean-Marc AYRAULT (19 avril 2001) [n° 2999 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Jean-Jacques DENIS (16 mai 2001) [n° 3072 (2000-2001)] - Discussion (31 mai 2001) - Adoption (31 mai 2001) [n° 679].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (31 mai 2001) [n° 351 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Patrice GELARD (13 février 2002) [n° 225 (2001-2002)] - Discussion (19 février 2002) - Adoption (19 février 2002) [n° 69].

PROMULGATION : loi n° 2002-282 du 28 février 2002 (J.O. Lois et décrets du 1er mars 2002).

Discussion (première lecture)

(19 février 2002) (p. 1493, 1505).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1493, 1503) : MM. Robert Badinter, Robert Bret, Michel Charasse, Patrice Gélard, rapporteur de la commission des lois; Roger-Gérard Schwartzberg, Ministre de la recherche.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1503, 1505) : MM. Robert Badinter, Yves Fréville, Patrice Gélard, Jean-Jacques Hyest.

Art. 1^{er} (nature juridique de la Fondation pour les études comparatives) (p. 1503) - Adopté (p. 1504).

Art. 2 (objet de la Fondation dans les études comparatives) (p. 1504) - Adopté.

Art. 3 (conseil et directoire de la Fondation pour les études comparatives) (p. 1504) - Adopté.

Art. 4 (apports constitutifs de la Fondation pour les études comparatives) (p. 1504) - Adopté.

Art. 5 (ressources de la Fondation pour les études comparatives) (p. 1504) - Adopté (p. 1505).

Art. 6 (fondations abritées au sein de la Fondation pour les études comparatives) (p. 1505) - Adopté.

Art. 7 (soumission de la Fondation pour les études comparatives au contrôle de la Cour des comptes) (p. 1505) - Adopté.

Art. 8 (régime fiscal de la Fondation pour les études comparatives) (p. 1505) - Adopté.

Art. 9 (approbation des statuts de la Fondation pour les études comparatives) (p. 1505) - Adopté.

Art. 10 (gage financier) (p. 1505) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue.

Adoption (19 février 2002) (p. 1505).

Renvoi à la commission (procédure parlementaire)

Voir *Collectivités territoriales, 2*
Justice, 6
Recherche, 1
Sécurité publique, 2

Réserves (procédure parlementaire)

Voir *Rappels au règlement*

Retraites

Voir *Sécurité sociale, 2*

1. - Proposition de loi tendant à la création d'un régime de retraite complémentaire obligatoire pour les non-salariés agricoles, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Germinal PEIRO et les membres du groupe socialiste (26 juin 2001) [n° 3190 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Germinal PEIRO (5 décembre 2001) [n° 3442 (2001-2002)] - Urgence - Discussion (11 décembre 2001) - Adoption (11 décembre 2001) [n° 737].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (11 décembre 2001) [n° 126 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Jean-Marc JUILHARD (6 février 2002) [n° 211 (2001-2002)] - Avis de M. Gérard CESAR (29 janvier 2002) [n° 191 (2001-2002)] - Discussion (13 février 2002) - Adoption (13 février 2002) [n° 64].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (14 février 2002) [n° 3611 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Germinal PEIRO (19 février 2002) [n° 3616 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 796].

PROMULGATION : loi n° 2002-308 du 4 mars 2002 (J.O. Lois et décrets du 5 mars 2002).

Discussion (première lecture)

(13 février 2002) (p. 1302, 1330).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1302, 1317) : MM. Bernard Barraux, Bernard Cazeau, Gérard César,

rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Claude Domeizel, Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche; Jean-Marc Juilhard, rapporteur de la commission des affaires sociales; Gérard Le Cam, Dominique Leclerc, Jean-Marc Pastor, Daniel Soulage.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1317, 1328) : MM. Bernard Cazeau, Gérard César, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques; Claude Domeizel, Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche; Jean-Marc Juilhard, rapporteur de la commission des affaires sociales; Gérard Le Cam, Dominique Leclerc, Jean-Marc Pastor.

Art. 1^{er} (création d'un régime obligatoire de retraite complémentaire par répartition au bénéfice des chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole) (p. 1317) - Adopté après modification (p. 1319).

Art. 2 (bénéficiaires et caractéristiques du régime) (p. 1319).

Art. L. 732-56 du code rural (détermination des bénéficiaires) (p. 1320) - Adopté après modification (p. 1321).

Art. L. 732-57 du code rural (gestion du régime et service de prestations) (p. 1322) - Adopté.

Art. L. 732-58 du code rural (financement du régime et détermination du taux de cotisation) (p. 1322) - Adopté après modification (p. 1323).

Art. L. 732-59 du code rural (couverture des charges et frais de gestion du régime) (p. 1323) - Adopté après modification (p. 1324).

Art. L. 732-60 du code rural (date d'entrée en jouissance des bénéficiaires et détermination du nombre de points annuels attribués) (p. 1324) - Adopté après modification.

Art. L. 732-61 du code rural (conditions de recouvrement et de contrôle des cotisations) (p. 1324) - Adopté.

Art. L. 732-62 du code rural (droit à la réversion de la retraite complémentaire) (p. 1324) - Adopté après modification (p. 1325).

Adoption de l'article 2 modifié (p. 1325).

Art. 3 (dispositions de coordination et application du dispositif dans les DOM) (p. 1326) - Adopté après modification.

Art. 4 (amnistie des délits punis d'une peine d'amende) (p. 1326) - Adopté.

Art. 4 bis (commission de suivi) (p. 1326) - Adopté après modification (p. 1327).

Art. 5 (gage) (p. 1327) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue (p. 1328).

Art. 6 (date d'entrée en vigueur du dispositif) (p. 1328) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1328, 1330) : MM. Philippe Arnaud, Bernard Cazeau, Hilaire Flandre, Jean Glavany, Ministre de l'agriculture et de la pêche; Gérard Le Cam.

Adoption (13 février 2002) (p. 1330).

Voir *Allocutions et communications*

Risques professionnels

Voir *Rapports au Parlement*

Roumanie

Voir *Allocutions et communications*

Traités et conventions, 26

Royaume-Uni

Voir *Traités et conventions, 28; 29*

Russie

Voir *Traités et conventions, 42*

S

Saint-Pierre-et-Miquelon

Voir *Santé publique*, 1

Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC)

Voir *Travail*, 1

Santé

Voir *Lois de finances*
Rapports au Parlement

1. - Proposition de loi relative à la responsabilité civile médicale, présentée par M. Nicolas ABOUT (24 octobre 2002) [n° 33 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean-Louis LORRAIN (6 novembre 2002) [n° 49 (2002-2003)] - Discussion (12 novembre 2002) - Adoption (12 novembre 2002) [n° 27].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 2002) [n° 370 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Jean-Pierre DOOR (11 décembre 2002) [n° 464 (2002-2003)] - Discussion (18 décembre 2002) - Adoption (18 décembre 2002) [n° 52].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 2002) [n° 106 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Jean-Louis LORRAIN - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 46].

PROMULGATION : loi n° 2002-1577 du 30 décembre 2002 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 2002).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 2002) (p. 3618, 3636).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3618, 3625) : *MM. Guy Fischer, Francis Giraud, Jean-Pierre Godefroy, Christian Jacob, Ministre délégué à la famille; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3625, 3635) : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Paul Blanc, Gilbert Chabroux, Jean Chérioux, Guy Fischer, Jean-Pierre Godefroy, Christian Jacob, Ministre délégué à la famille; André Lardeux, Jean-Louis Lorrain, Alain Vasselle.*

Art. 1^{er} (*partage de l'indemnisation des infections nosocomiales*) (p. 3625) - Adopté après modification (p. 3633).

Art. 2 (*report des dispositions pénales sanctionnant le manquement à l'obligation d'assurance*) (p. 3633) - Adopté.

Art. 3 (*rétroactivité du dispositif d'indemnisation mis en place par l'article 98 de la loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 relative aux droits des malades et à la qualité du système de santé*) (p. 3633) - Adopté.

Art. 4 (*définition des contrats de responsabilité civile médicale*) (p. 3633) - Adopté après modification (p. 3635).

Art. 5 (*dispositions transitoires*) (p. 3635) - Adopté.

Après l'art. 5 (p. 3635).

Art. additionnel (*mise en cohérence du texte à l'égard des territoires d'outre-mer*) (p. 3635) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3635, 3636) : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Guy Fischer, Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; André Vantomme.*

Adoption (12 novembre 2002) (p. 3636).

Discussion (deuxième lecture)

(19 décembre 2002) (p. 6121, 6124).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6121, 6123) : *MM. Christian Jacob, Ministre délégué à la famille; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Roland Muzeau.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6123).

Art. 7 (*report au 31 décembre 2003 de la date limite de vérification des compétences des aides opératoires*) (p. 6123) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 6123, 6124) : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Gilbert Chabroux, Max Marest.*

Adoption (19 décembre 2002) (p. 6124).

Santé publique

Voir *Rapports au parlement*

1. - Projet de loi relatif aux droits des malades et à la qualité du système de santé, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par Mme Elisabeth GUIGOU, ministre de l'emploi et de la solidarité (5 septembre 2001) [n° 3258 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Claude EVIN (19 septembre 2001) [n° 3263 (2000-2001)] - Urgence - Discussion (2, 3, 4 octobre 2001) - Adoption (4 octobre 2001) [n° 705].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (9 octobre 2001) [n° 4 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des lois - Rapport de M. Francis GIRAUD (16 janvier 2002) [n° 174 (2001-2002)] - Avis de M. Pierre FAUCHON (16 janvier 2002) [n° 175 (2001-2002)] - Discussion (30, 31 janvier, 5, 6 février 2002) - Adoption (6 février 2002) [n° 55].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (7 février 2002) [n° 3582 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Claude EVIN (8 février 2002) [n° 3587 (2001-2002)] - Discussion (12 février 2002) - Adoption (12 février 2002) [n° 785].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Francis GIRAUD (12 février 2002) [n° 220 (2001-2002)] - Discussion (19 février 2002) - Adoption (19 février 2002) [n° 70].

PROMULGATION : loi n° 2002-303 du 4 mars 2002 (J.O. Lois et décrets du 5 mars 2002).

Discussion (première lecture)

(30 janvier 2002) (p. 757, 773 ; 775, 812) ; (31 janvier 2002) (p. 821, 837 ; 848, 915) ; (5 février 2002) (p. 948, 1025) ; (6 février 2002) (p. 1049, 1132).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 757, 773 ; 775, 812) : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Gilbert Barbier, Jacques Blanc, Mme Claire-Lise Champion, M. Bernard Cazeau, Mme Michelle Demessine, M. Gérard Dériot, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le titre consacré à la qualité du système de santé; Mme Sylvie Desmarescaux, MM. Pierre Fauchon, rapporteur pour avis de la commission des lois;*

Guy Fischer, François Fortassin, Francis Giraud, rapporteur de la commission des affaires sociales pour le titre consacré à la démocratie sanitaire; Jean-Pierre Godefroy, Bernard Kouchner, Ministre délégué à la santé; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales pour les titres relatifs à la réparation des conséquences des risques sanitaires et aux dispositions relatives à l'outre-mer; Bernard Murat, Jean-François Picheral, Bernard Seillier, Alain Vasselle.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 821, 837 ; 848, 915 ; 948, 1025 ; 1049, 1132) : MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Jean-Paul Amoudry, Bernard Angels, Gilbert Barbier, Mme Marie-Claude Beaudeau, MM. Pierre Biarnès, Jacques Blanc, Paul Blanc, Mme Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Louis de Broissia, Mme Claire-Lise Campion, MM. Bernard Cazeau, Jean Chérioux, Gérard Dériot, rapporteur de la commission des affaires sociales; Mme Sylvie Desmarescaux, MM. Claude Domeizel, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Léonce Dupont, Pierre Fauchon, rapporteur pour avis de la commission des lois; Guy Fischer, Serge Franchis, Yann Gaillard, Francis Giraud, rapporteur de la commission des affaires sociales; Paul Girod, Jean-Pierre Godefroy, Alain Gournac, Mme Françoise Henneron, MM. Bernard Kouchner, Ministre délégué à la santé; Robert Laufoaulu, Dominique Leclerc, Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; Simon Loueckhote, Mme Lucette Michaux-Chevry, MM. Bernard Murat, Jacques Pelletier, Jean-François Picheral, André Vantomme, Alain Vasselle.

Avant le titre 1^{er} (p. 821).

Division additionnelle (Titre 1er A - Solidarité envers les personnes handicapées) (p. 821) - Adoptée (p. 860 ; précédemment réservée p. 821).

Avant l'art. 1^{er} (p. 821).

Art. additionnel (solidarité envers les personnes handicapées) (p. 822) - Adopté après modification (p. 857).

Art. additionnel (régime de la récupération au titre de l'aide sociale) (p. 858) - Adopté.

TITRE I^{er}

DEMOCRATIE SANITAIRE

Chapitre 1^{er}

Droits de la personne

Art. 1^{er} (droits fondamentaux - art. L. 1110-1 à L. 1110-6 nouveaux du code de la santé publique) (p. 860).

Art. L. 1110-1 du code de la santé publique (droit à la protection de la santé) (p. 861) - Adopté après modification.

Art. L. 1110-2 du code de la santé publique (droit au respect de la dignité) (p. 861) - Adopté.

Art. L. 1110-3 du code de la santé publique (principe de non-discrimination dans l'accès à la prévention et aux soins) (p. 861) - Adopté (p. 862).

Art. L. 1110-4 du code de la santé publique (secret médical) (p. 862) - Adopté après modification.

Art. L. 1110-5 du code de la santé publique (accès à des soins de qualité) (p. 862) - Adopté après modification (p. 865).

Art. L. 1110-5-1 du code de la santé publique (suivi scolaire des enfants hospitalisés) (p. 866) - Adopté.

Art. L. 1110-6 du code de la santé publique (prise en compte du respect des droits du malade pour l'accréditation) (p. 866) - Adopté.

Adoption de l'art. 1er modifié (p. 866).

Art. 1^{er} bis (principe de non-discrimination en raison des caractéristiques génétiques - art. 16-13 nouveau du code civil) (p. 866) - Adopté.

Art. 1^{er} ter (prise en compte des questions éthiques - art. L. 6111-1 du code de la santé publique) (p. 866) - Adopté.

Art. 2 (accès des médecins conseils à des données de santé à caractère personnel - art. L.315-1 du code de la sécurité sociale) (p. 866) - Adopté.

Art. 3 (accès des médecins experts de l'ANAES à des données de santé à caractère personnel - art. L. 1414-4 du code de la santé publique) (p. 866) - Adopté.

Art. 4 (accès des membres de l'IGAS à des données de santé à caractère personnel - art. 42 de la loi n° 96-452 du 28 mai 1996) (p. 866) - Adopté après modification.

Art. 5 (dispositions de coordination) (p. 866) - Adopté.

Après l'art. 5 (p. 866).

Art. additionnel (suspension de peine pour les détenus en fin de vie) (p. 866) - Adopté après modification (p. 868).

Chapitre 2

Droits des usagers

Nouvel intitulé (droits et responsabilités des usagers) (p. 868) - Adopté.

Art. 6 (information des usagers du système de santé et expression de leur volonté - art. L. 1111-1 à L. 1111-7 du code de la santé publique) (p. 868).

Avant l'art. L. 1111-1 du code de la santé publique (p. 870).

Art. additionnel (responsabilités des usagers du système de santé) (p. 870) - Adopté.

Art. 1111-1 du code de la santé publique (droit à l'information des usagers du système de santé) (p. 870) - Adopté après modification (p. 871).

Art. 1111-2 du code de la santé publique (droit à l'information sur les frais découlant des soins) (p. 871) - Adopté après modification.

Art. 1111-3 du code de la santé publique (consentement du patient et décision concernant sa santé) (p. 872) - Adopté après modification (p. 875).

Art. 1111-4 du code de la santé publique (consentement des mineurs et information du titulaire de l'autorité parentale) (p. 875) - Adopté.

Art. L. 1111-5 du code de la santé publique (désignation par le malade d'une personne de confiance) (p. 875) - Adopté après modification (p. 876).

Art. L. 1111-6 du code de la santé publique (accès direct au dossier médical) (p. 876) - Adopté après modification.

Art. L. 1111-6-1 du code de la santé publique (défenseur des droits des malades) (p. 876) - Supprimé (p. 878).

Après l'art. L. 1111-6-1 du code de la santé publique (p. 878).

Art. additionnel (encadrement de l'activité de stockage et d'hébergement des données de santé à caractère personnel) (p. 878) - Adopté (p. 879).

Art. L. 1111-7 du code de la santé publique (modalités d'application) (p. 879) - Adopté.

Adoption de l'art. 6 modifié (p. 879).

Après l'art. 6 (p. 879).

Art. additionnel (sanctions pénales applicables à l'hébergement de données de santé à caractère personnel sans agrément) (p. 879) - Adopté (p. 880).

Art. additionnel (dispositif transitoire applicable aux personnes hébergeant des données de santé à caractère personnel) (p. 880) - Adopté.

Art. 7 (dispositions de coordination - art. L. 1112-1, L. 1112-5 et L. 1112-6 du code de la santé publique, art. 40

de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 et art. 5-1 et 6 de la loi n° 78-753 du 17 janvier 1978) (p. 880) - Adopté.

Après l'art. 7 (p. 880).

Art. additionnel (recherches bio-médicales) (p. 880) - Adopté (p. 881).

Art. 8 (commissions des relations avec les usagers et de la qualité de la prise en charge - art. L. 1112-3 du code de la santé publique) (p. 882) - Adopté.

Art. 9 (intervention des bénévoles dans les établissements de santé - art. L. 1112-5 nouveau du code de la santé publique) (p. 882) - Adopté.

Art. 9 bis (substitution à la dénomination "ordre" de la dénomination "conseil") (p. 882) - Supprimé (p. 884).

Art. 9 ter (dispositions de coordination) (p. 884) - Supprimé (p. 885).

Art. 9 quater (dispositions de coordination) (p. 885) - Supprimé.

Art. 10 (création d'une chambre disciplinaire nationale et renforcement des droits des plaignants - art. L.4122-2, L. 4122-3, L. 460 et L. 4123-2 du code de la santé publique) (p. 885) - Adopté après modification (p. 886).

Avant l'art. 11 (p. 886).

Art. additionnel (hospitalisation à la demande d'un tiers en cas de dangerosité de la personne pour elle-même) (p. 886) - Adopté (p. 887).

Art. 11 (hospitalisation sans consentement - art. L.3211-11-1 nouveau du code de la santé publique et art. 375-9 nouveau du code civil) (p. 887) - Adopté après modification (p. 888).

Chapitre 3

Participation des usagers au fonctionnement du système de santé

Art. 12 (renforcement de la place des usagers dans le système de santé - art. L. 1114-1, L. 1114-2, L. 1114-3 nouveaux et L. 5311-1 du code de la santé publique) (p. 888).

Art. L. 1114-1 du code de la santé publique (agrément des associations de personnes malades et d'usagers du système de santé) (p. 889) - Adopté après modification.

Art. L. 1114-2 du code de la santé publique (action en justice des associations agréées) (p. 889) - Adopté.

Art. L. 1411-3 du code de la santé publique (mission des conseils régionaux de santé) (p. 889) - Adopté après modification (p. 890).

Après l'art. L. 1411-3 du code de la santé publique (p. 890).

Art. additionnel (saisine des commissions régionales de conciliation et d'indemnisation de toute contestation relative au respect des droits des malades et usagers du système de santé) (p. 890) - Adopté.

Adoption de l'article 12 modifié (p. 890).

Après l'art. 12 (p. 890).

Art. additionnel (représentation des victimes de l'amiante) (p. 890) - Adopté.

Art. 13 (contrôle du respect des textes sur les droits des malades - art. L. 1421-1 du code de la santé publique) (p. 890) - Adopté.

Chapitre 4

Responsabilités des professionnels de santé

Art. 14 (déclaration des accidents médicaux et rappel des intéressés - art. L. 1413-13, L. 1413-14, L. 1413-15, L. 6111-1 et L. 6111-4 du code de la santé publique) (p. 891) - Adopté.

Art. 15 (obligations déontologiques des membres des conseils placés auprès des ministres de la santé et de la sécurité sociale - art. L. 1421-3-1 nouveau du code de la santé publique) (p. 891) - Adopté.

Art. 16 (renforcement des règles interdisant la perception d'avantages par les professions médicales - art. L. 4113-6, L. 4163-1 et L. 4163-2 du code de la santé publique) (p. 891) - Adopté après modification (p. 893).

Art. 17 (obligation de transparence lors de déclarations publiques sur les produits de santé - art. L. 4113-13 nouveau du code de la santé publique) (p. 893) - Adopté après modification.

Art. 18 (modalités d'application aux pharmaciens des règles interdisant la perception d'avantages et des obligations de transparence - art. L. 4221-17 et L. 4223-4 nouveau du code de la santé publique) (p. 893) - Adopté après modification (p. 894).

Art. 19 (application aux membres des conseils placés auprès des ministres des règles "anti-cadeaux" et des règles de transparence - art. L. 1421-3-2 et L. 1425-2 nouveaux du code de la santé publique) (p. 894) - Adopté.

Art. 20 (application aux collaborateurs de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, AFSSA, des règles "anti-cadeaux" et des règles de transparence - art. L. 1323-9 et L. 1324-5 nouveau du code de la santé publique) (p. 894) - Adopté.

Art. 21 (application aux collaborateurs de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé, ANAES, des règles "anti-cadeaux" et des règles de transparence - art. L. 1414-4 et L. 1418-1 nouveau du code de la santé publique) (p. 894) - Adopté.

Art. 22 (application aux collaborateurs de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, AFSSAPS, des règles "anti-cadeaux" et des règles de transparence - art. L. 5323-4 et L. 5451-4 nouveau du code de la santé publique) (p. 894) - Adopté.

Art. 23 (organisation d'auditions publiques par les institutions sanitaires - art. L. 1323-2, L. 1413-3, L. 1414-1 et L. 5311-1 du code de la santé publique) (p. 894) - Adopté.

Art. 23 bis (pôles de compétences spécialisés pour les infractions en matière sanitaire - art. 706-2 nouveau du code de procédure pénale) (p. 895) - Adopté après modification.

Chapitre 5

Orientations de la politique de santé

Art. 24 (élaboration de la politique de santé au niveau national - art. L. 1411-1 et L. 1411-1-1 à L. 1411-1-4 nouveaux du code de la santé publique) (p. 895).

Art. L. 1411-1 du code de la santé publique (rapport sur la politique de santé) (p. 896) - Adopté après modification (p. 898).

Art. L. 1411-1-1 du code de la santé publique (missions de la Conférence nationale de santé) (p. 899) - Adopté après modification.

Art. L. 1411-1-2 du code de la santé publique (composition de la Conférence nationale de santé) (p. 899) - Adopté après modification (p. 900).

Art. L. 1411-1-3 du code de la santé publique (missions du Haut conseil de la santé) (p. 900) - Adopté après modification (p. 901).

Art. L. 1411-1-4 du code de la santé publique (composition du Haut conseil de la santé) (p. 901) - Adopté après modification.

Adoption de l'art. 24 modifié (p. 901).

Chapitre 6

Organisation régionale de la santé

Art. 25 (création des conseils régionaux de santé - art. L. 1411-3, L. 1411-3-1 à L. 1411-3-3 nouveaux du code de la santé publique) (p. 901).

Art. L. 1411-3 du code de la santé publique (mission des conseils régionaux de santé) (p. 902) - Adopté après modification.

Art. L. 1411-3-1 du code de la santé publique (missions du conseil régional dans le cadre de ses réunions en formation plénière) (p. 902) - Adopté après modification (p. 904).

Art. L. 1411-3-2 du code de la santé publique (compétence des sections spécialisées des conseils régionaux) (p. 904) - Adopté après modification (p. 905).

Art. L. 1411-3-3 du code de la santé publique (réforme des programmes régionaux de santé) (p. 905) - Adopté après modification (p. 906).

Adoption de l'art. 25 modifié (p. 906).

Art. 25 bis (suppléance des directeurs d'agences régionales de l'hospitalisation - art. L. 6115-3 du code de la santé publique) (p. 906) - Adopté.

Art. 26 (programmes régionaux d'accès à la prévention et aux soins, PRAPS - art. L. 1411-5 du code de la santé publique) (p. 906) - Adopté après modification.

Art. 27 (dispositions de cohérence - art. L. 1516-1, L. 6114-2, L. 6114-3, L. 6115-4, L. 6115-9, L. 6121-8, L. 6121-9, L. 6121-10, L. 6121-11, L. 6121-12, L. 6122-10, L. 6122-12, L. 6122-13 et L. 6112-3 du code de la santé publique) (p. 906) - Adopté après modification (p. 908).

Art. 28 (création des comités régionaux de l'organisation sociale et médico-sociale - art. L. 312-3-1 nouveau, L. 311-5, L. 312-1, L. 312-2, L. 312-3, L. 312-4, L. 313-3, L. 313-7, L. 313-8 et L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles) (p. 908) - Adopté après modification (p. 910).

Après l'art. 28 (p. 910).

Art. additionnel (coordination dans le code de l'action sociale et des familles) (p. 910) - Adopté.

Art. 29 (date d'application de la nouvelle organisation régionale) (p. 910) - Adopté après modification.

Art. 30 (organisation régionale des ordres médicaux) (p. 910) - Adopté après modification (p. 912).

Après l'art. 30 (p. 912).

Art. additionnel (suppléance des membres titulaires) (p. 912) - Adopté.

Art. 31 (entrée en vigueur des dispositions relatives aux conseils des ordres médicaux) (p. 913) - Adopté.

TITRE II

QUALITE DU SYSTEME DE SANTE

Chapitre 1^{er}

Compétence professionnelle

Art. 32 (suspension immédiate, en cas de danger grave pour les patients, de l'activité d'un médecin, d'un chirurgien-dentiste ou d'une sage-femme par le représentant de l'Etat dans le département - art. L. 4113-14 nouveau du code de la santé publique) (p. 948) - Adopté après modification (p. 950).

Art. 33 (attribution aux ordres nationaux des médecins, des chirurgiens-dentistes et des sages-femmes d'une mission de garantie des compétences des professionnels - art. L. 4121-2 du code de la santé publique) (p. 950) - Adopté.

Après l'art. 33 (p. 950).

Art. additionnel (missions de l'ordre des pharmaciens en matière de compétence) (p. 950) - Adopté.

Art. 33 bis (possibilité accordée aux masseurs-kinésithérapeutes de prescrire les dispositifs médicaux -

art. L. 4321-1 du code de la santé publique) (p. 950) - Adopté après modification (p. 951).

Art. 34 (élargissement de la mission d'évaluation de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé, ANAES, et modification de la composition de son conseil d'administration - art. L. 1414-1, L. 1414-2, L. 1414-3-1 et L. 1414-3-2 nouveaux, L. 1414-6 et L. 1414-9 du code de la santé publique) (p. 951) - Adopté après modification (p. 954).

Art. 35 (dispositions de codification) (p. 954) - Adopté.

Art. 35 bis (composition du conseil scientifique de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, AFSSAPS - art. L. 5322-1 du code de la santé publique) (p. 954) - Supprimé.

Art. 36 (encadrement de l'exercice de la chirurgie esthétique - art. L. 6322-1, L. 6322-2, L. 6322-3 nouveaux du code de la santé publique) (p. 954) - Adopté (p. 957).

Art. 37 (dispositions de codification) (p. 957) - Adopté.

Art. 38 (sanctions pénales des infractions aux dispositions légales relatives à la chirurgie esthétique - art. L. 6324-1 et L. 6324-2 du code de la santé publique) (p. 957) - Adopté après modification.

Art. 39 (possibilité de création de pharmacies à usage intérieur dans les installations de chirurgie esthétique - art. L. 5126-1 du code de la santé publique) (p. 957) - Adopté.

Art. 39 bis (conditions d'exercice de la pharmacie en France par les ressortissants d'un Etat membre de la communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen - art. L. 4221-14-1 nouveau du code de la santé publique) (p. 958) - Adopté.

Art. 39 ter (liste des personnes autorisées à faire usage du titre de psychologue - art. 44 de la loi n° 85-772 du 25 juillet 1985) (p. 958) - Adopté après modification.

Après l'art. 39 ter (p. 958).

Art. additionnel (développement de l'hospitalisation à domicile) (p. 958) - Adopté (p. 960).

Chapitre 2

Formation médicale continue et formation pharmaceutique continue

Art. 40 (institution d'une obligation de formation continue pour les médecins ainsi que pour les biologistes, odontologistes et pharmaciens exerçant en établissement de santé - art. L. 4133-1 à L. 4133-9, L. 6155-1 à L. 6155-5 nouveaux du code de la santé publique) (p. 960).

Art. L. 4133-1 du code de la santé publique (définition de la formation médicale continue) (p. 962) - Adopté après modification.

Art. L. 4133-2 du code de la santé publique (mise en place de deux conseils nationaux de la formation médicale continue) (p. 962) - Adopté après modification (p. 963).

Art. L. 4133-3 du code de la santé publique (règles d'organisation et de fonctionnement des conseils) (p. 963) - Adopté après modification.

Art. L. 4133-4 du code de la santé publique (mise en place des conseils régionaux de la formation médicale continue des médecins libéraux et des médecins salariés non hospitaliers dans chaque région) (p. 963) - Adopté après modification (p. 964).

Art. L. 4133-5 du code de la santé publique (organisation des conseils régionaux) (p. 964) - Adopté.

Art. L. 4133-6 du code de la santé publique (mise en place d'un fonds national de la formation médicale continue) (p. 964) - Adopté après modification (p. 968).

Art. L. 4133-7 du code de la santé publique (*obligation pour les employeurs publics et privés de médecins salariés de prendre les dispositions permettant à ces médecins d'assumer leur formation*) (p. 968) - Adopté.

Art. L. 4133-8 du code de la santé publique (*modalités d'application des articles précédents fixées par un décret en Conseil d'Etat*) (p. 969) - Adopté après modification.

Art. L. 6155-1 du code de la santé publique (*obligation de formation continue identique à celle des médecins non hospitaliers pour les praticiens des établissements de santé participant au service public hospitalier*) (p. 969) - Adopté.

Art. L. 6155-2 du code de la santé publique (*conseil national de la formation continue*) (p. 969) - Adopté après modification.

Art. L. 6155-3 du code de la santé publique (*création des conseils régionaux de formation continue*) (p. 969) - Adopté après modification.

Art. L. 6155-4 du code de la santé publique (*conditions de financement de la formation continue par les établissements*) (p. 969) - Adopté.

Art. L. 6155-5 du code de la santé publique (*renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour fixer les modalités d'application des articles précédents*) (p. 969) - Adopté.

Art. L. 4236-1 du code de la santé publique (*application de l'obligation de formation aux pharmaciens autres que ceux exerçant dans un établissement de santé*) (p. 969) - Adopté après modification (p. 970).

Art. L. 4236-2 du code de la santé publique (*conseil national de la formation pharmaceutique continue*) (p. 970) - Adopté après modification (p. 971).

Après l'art. L. 4236-2 du code de la santé publique (p. 971).

Art. additionnel (*organisation et composition du Conseil national de la formation pharmaceutique continue*) (p. 971) - Adopté.

Art. additionnel (*décret en Conseil d'Etat pour fixer les modalités d'application du nouveau chapitre relatif à la formation continue des pharmaciens*) (p. 972) - Adopté.

Adoption de l'art. 40 modifié (p. 972).

Art. 41 (*abrogation de dispositions issues de l'ordonnance n° 96-345 du 24 avril 1996 relatives à la formation médicale continue - art. L. 162-5 du code de la sécurité sociale*) (p. 972) - Adopté.

Art. 42 (*mesure de codification - art. 11 de la loi n° 89-474 du 10 juillet 1989*) (p. 972) - Adopté.

Chapitre 3

Déontologie des professions et information des usagers du système de santé

Art. 43 (*composition des instances disciplinaires des ordres des professions médicales - art. L. 4126-2, L. 4132-4, L. 4132-5, L. 4142-3 et L. 4152-6 du code de la santé publique*) (p. 972) - Adopté après modification (p. 974).

Art. 44 (*suspension immédiate de l'activité d'un pharmacien par le représentant d'Etat dans le département en cas de danger grave pour ses patients - art. L. 4221-18 nouveau du code de la santé publique*) (p. 974) - Adopté après modification (p. 975).

Après l'art. 44 (p. 975).

Art. additionnel (*usurpation de la qualité de pharmacien*) (p. 976) - Adopté (p. 977).

Art. 45 (*création d'une section H des pharmaciens hospitaliers au sein de l'ordre des pharmaciens - art. L. 4231-4 et L. 4233-3 du code de la santé publique*) (p. 977) - Adopté après modification (p. 980).

Après l'art. 45 (p. 981).

Art. additionnel (*conditions de fonctionnement de l'Ordre national des pharmaciens pour les questions relatives à l'outre-mer*) (p. 981) - Adopté.

Art. 46 (*diverses dispositions concernant l'organisation de la profession de pharmacien - art. L. 4234-6, L. 4234-10 nouveau du code de la santé publique*) (p. 981) - Adopté.

Art. 47 (*dispositions transitoires relatives à l'élection visant le renouvellement de l'ensemble des membres du Conseil de l'ordre national des pharmaciens*) (p. 981) - Adopté.

Art. 48 (*date d'application de certaines dispositions législatives du présent projet relatives à la profession de pharmacien*) (p. 982) - Adopté.

Art. 48 bis (*saisine de l'ordre des pharmaciens par les particuliers - art. L. 4234-1 du code de la santé publique*) (p. 982) - Adopté après modification.

Art. 49 (*office des professions d'infirmier ou d'infirmière, masseur-kinésithérapeute, pédicure-podologue, orthophoniste et orthoptiste - art. L. 4391-1 à L. 4398-5 nouveaux du code de la santé publique*) (p. 982).

Art. L. 4391-1 du code de la santé publique (*création de l'office*) (p. 986) - Adopté après modification.

Art. L. 4391-2 du code de la santé publique (*missions de l'office*) (p. 987) - Adopté après modification.

Art. L. 4391-3 du code de la santé publique (*organisation générale de l'office*) (p. 987) - Adopté après modification.

Art. L. 4391-4 et L. 4391-5 du code de la santé publique (*modalités d'élection aux instances régionales et nationales de l'office*) (p. 987) - Adoptés.

Art. L. 4391-6 du code de la santé publique (*décret en Conseil d'Etat*) (p. 987) - Adopté après modification (p. 988).

Art. L. 4392-1 du code de la santé publique (*modalités d'élection aux instances régionales et nationales de l'office*) (p. 988) - Adopté après modification (p. 989).

Art. L. 4392-2 du code de la santé publique (*décret en Conseil d'Etat pour fixer les conditions d'application des modalités d'élection aux instances régionales et nationales de l'office*) (p. 989) - Adopté.

Art. L. 4393-1 du code de la santé publique (*collège professionnel*) (p. 989) - Adopté après modification.

Art. L. 4393-2 du code de la santé publique (*attributions de l'assemblée interprofessionnelle*) (p. 989) - Adopté après modification (p. 990).

Art. L. 4393-3 du code de la santé publique (*missions de la chambre disciplinaire de première instance*) (p. 990) - Adopté.

Après l'art. L. 4393-3 du code de la santé publique (p. 990).

Art. additionnel (*regroupement de plusieurs régions pour constituer les assemblées interprofessionnelles et les collèges interprofessionnels interrégionaux*) (p. 992) - Adopté.

Art. L. 4394-1 du code de la santé publique (*fonctionnement de l'assemblée interprofessionnelle nationale*) (p. 992) - Adopté après modification (p. 993).

Après l'art. L. 4394-1 du code de la santé publique (p. 993).

Art. additionnel (*attributions et modalités de fonctionnement des collèges professionnels nationaux*) (p. 993) - Adopté.

Art. L. 4394-2 du code de la santé publique (*fonctionnement de la chambre disciplinaire nationale*) (p. 993) - Adopté.

Art. L. 4394-3 du code de la santé publique (*décret en Conseil d'Etat*) (p. 993) - Adopté.

Art. L. 4395-1 du code de la santé publique (*dispositions financières*) (p. 993) - Adopté.

Art. L. 4395-2 du code de la santé publique (*dispositions comptables*) (p. 993) - Adopté après modification (p. 994).

Art. L. 4396-1 du code de la santé publique (*inscription au fichier professionnel*) (p. 994) - Adopté après modification.

Art. L. 4396-2 du code de la santé publique (*accès au fichier du conseil*) (p. 994) - Adopté.

Art. L. 4397-1 du code de la santé publique (*conciliation*) (p. 994) - Adopté.

Art. L. 4397-2 du code de la santé publique (*saisine de la chambre disciplinaire en cas d'échec de la conciliation*) (p. 994) - Adopté.

Art. L. 4397-3 du code de la santé publique (*sanction disciplinaire*) (p. 985) - Supprimé.

Art. L. 4397-4 du code de la santé publique (*délais accordés aux instances disciplinaires pour statuer*) (p. 994) - Adopté après modification.

Art. L. 4397-5 du code de la santé publique (*garanties apportées aux parties*) (p. 994) - Adopté.

Art. L. 4397-6 du code de la santé publique (*sanctions disciplinaires applicables*) (p. 994) - Adopté.

Art. L. 4397-7 du code de la santé publique (*précision relative à l'exercice de l'action disciplinaire*) (p. 994) - Adopté.

Art. L. 4397-8 du code de la santé publique (*conditions d'application fixées par un décret en Conseil d'Etat*) (p. 994) - Adopté.

Art. L. 4398-1 du code de la santé publique (*modalités de publication du code de déontologie applicable aux membres de l'office*) (p. 994) - Adopté après modification (p. 995).

Art. L. 4398-2 du code de la santé publique (*possibilité de déférer les élections aux instances du Conseil devant le tribunal administratif*) (p. 995) - Adopté.

Art. L. 4398-3 du code de la santé publique (*modalités de mise en place d'une procédure administrative d'urgence de suspension temporaire du droit d'exercer du professionnel*) (p. 995) - Adopté après modification (p. 996).

Art. L. 4398-4 du code de la santé publique (*contrôle du fonctionnement et de la gestion de l'office par l'IGAS*) (p. 996) - Adopté après modification.

Art. L. 4398-5 du code de la santé publique (*décret en Conseil d'Etat pour fixer les conditions d'application*) (p. 996) - Adopté.

Adoption de l'art. 49 modifié (p. 998).

Art. 50 (*modification des dispositions législatives concernant les professions d'infirmier ou d'infirmière, masseur-kinésithérapeute, pédicure-podologue, orthophoniste et orthoptiste rendues nécessaires par la création de l'office - art. L. 4311-15, L. 4311-16, L. 4311-18, L. 4311-22, L. 4311-24, L. 4311-25, L. 4311-26, L. 4311-27, L. 4311-29 nouveau, L. 4321-2, L. 4321-10, L. 4321-20, L. 4321-21, L. 4321-9, L. 4321-13 à L. 4321-19, L. 4321-22, L. 4322-2, L. 4322-7 à L. 4322-16, L. 4341-2 et L. 4342-2 du code de la santé publique*) (p. 996) - Adopté après modification (p. 998).

Art. 51 (*mesures d'application des dispositions portant création de l'office des professions d'infirmier ou d'infirmière, masseur-kinésithérapeute, pédicure-podologue, orthophoniste et orthoptiste*) (p. 998) - Adopté après modification (p. 1000).

Art. 52 (*contentieux du contrôle technique de la sécurité sociale concernant les membres des professions entrant dans le champ de l'office - art. L. 145-4, L. 145-5-1 à L. 145-5-5 nouveaux, L. 145-7-1 à L. 145-7-4 nouveaux, L. 145-9-1 et L. 145-9-2 nouveaux du code de la sécurité sociale*) (p. 1000) - Adopté après modification (p. 1002).

Art. 52 bis (*exercice de l'ostéopathie et de la chiropraxie*) (p. 1002) - Adopté après modification (p. 1012).

Art. 53 (*attribution aux caisses d'assurance maladie d'une mission générale d'information des assurés sociaux - art. L. 162-1-11 nouveau du code de la sécurité sociale*) (p. 1013) - Adopté.

Art. 53 bis (*activités de laboratoire d'analyses de biologie médicale exercées par les établissements de transfusion sanguine - art. L. 1223-1 du code de la santé publique et L. 174-19 nouveau du code de la sécurité sociale*) (p. 1013) - Adopté après modification.

Art. 53 ter (*création d'une instance nationale de concertation et de réflexion sur les centres de santé*) (p. 1013) - Adopté après modification (p. 1014).

Chapitre 4

Prévention et promotion de la santé

Art. 54 (*prévention et promotion de la santé - art. L. 1417-1 à L. 1417-9 nouveaux du code de la santé publique*) (p. 1014).

Art. L. 1417-1 du code de la santé publique (*définition de la prévention et de la promotion de la santé*) (p. 1016) - Adopté après modification (p. 1019).

Art. L. 1417-2 du code de la santé publique (*détermination des priorités de santé publique*) (p. 1019) - Adopté après modification (p. 1020).

Art. L. 1417-3 du code de la santé publique (*comité technique national de prévention*) (p. 1020) - Adopté.

Art. L. 1417-4 du code de la santé publique (*institut national de prévention et de promotion de la santé*) (p. 1020) - Adopté après modification (p. 1022).

Art. L. 1417-5 du code de la santé publique (*missions de l'institut*) (p. 1022) - Adopté.

Art. L. 1417-6 du code de la santé publique (*organisation de l'institut*) (p. 1022) - Adopté après modification (p. 1023).

Art. L. 1417-7 du code de la santé publique (*statut des agents de l'institut*) (p. 1023) - Adopté.

Art. L. 1417-8 du code de la santé publique (*ressources de l'institut*) (p. 1023) - Adopté après modification.

Art. L. 1417-9 du code de la santé publique (*modalités d'application*) (p. 1023) - Adopté.

Adoption de l'art. 54 modifié (p. 1024).

Après l'art. 54 (p. 1024).

Art. additionnel (*préservation de l'efficacité des antibiotiques*) (p. 1024) - Adopté.

Art. 55 (*prise en charge des actes et traitements liés à la prévention - art. L. 321-1, L. 221-1 et L. 322-3 du code de la sécurité sociale*) (p. 1024) - Adopté après modification (p. 1025).

Art. 56 (*encadrement du dépistage - art. L. 1411-2 du code de la santé publique*) (p. 1025) - Adopté.

Après l'art. 56 (p. 1025).

Art. additionnel (*conseil supérieur de la formation sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale*) (p. 1025) - Adopté.

Chapitre 5

Réseaux

Art. 57 (*création des réseaux de santé - art. L. 6321-1, L. 6321-2 nouveaux, L. 6112-4, L. 6114-2, L. 6114-3, L. 6143-1, L. 6144-1, L. 6411-16, L. 6412-1, L. 6414-14 et L. 6121-5 du code de la santé publique*) (p. 1049).

Art. L. 6321-1 du code de la santé publique (*définition des réseaux de santé*) (p. 1050) - Adopté après modification (p. 1051).

Art. L. 6321-2 du code de la santé publique (*réseaux coopératifs de santé*) (p. 1051) - Adopté après modification (p. 1052).

Adoption de l'art. 57 modifié (p. 1052).

Après l'art. 57 (p. 1052).

Division additionnelle (*Chapitre VI - Dispositions diverses*) (p. 1052) - Adoptée.

Art. additionnel (*mesures de coordination*) (p. 1055) - Adopté (p. 1056).

Art. 57 bis (*groupements de coopération sanitaire - art. L. 6133-1 et L. 6133-2 du code de la santé publique*) (p. 1056) - Adopté.

Art. 57 ter (*coopératives hospitalières de médecins - art. L. 6163-1 à L. 6163-10 nouveaux du code de la santé publique*) (p. 1057) - Adopté.

Art. 57 quater (*prise en charge psychologique des enfants victimes de maltraitance ou présentant des risques de suicide par les réseaux de santé - art. L. 6321-3 nouveau du code de la santé publique*) (p. 1058) - Adopté après modification (p. 1062).

Art. 57 quinquies (*promotion de la gynécologie médicale*) (p. 1062) - Adopté après modification (p. 1068).

Art. 57 sexies (*création du groupement d'intérêt public dans le domaine de la coopération internationale sociale*) (p. 1068) - Adopté.

Art. 57 septies (*rapport sur les conditions de départ à la retraite des techniciens de laboratoires hospitaliers et des conducteurs ambulanciers*) (p. 1068) - Adopté.

Après l'art. 57 septies (p. 1068).

Art. additionnel (*ratification de l'ordonnance du 15 juin 2000 relative à la partie législative du code de la santé publique*) (p. 1069) - Adopté.

Art. additionnel (*constitution d'une association à visée de soin, de prévention, de réadaptation et de réhabilitation des patients*) (p. 1069) - Adopté (p. 1070).

Art. additionnel (*expertise à la demande du conseil de prévention et de lutte contre le dopage*) (p. 1071) - Adopté.

Art. additionnel (*communication à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé des données relatives aux dispositifs médicaux présentant un potentiel élevé de risques*) (p. 1071) - Adopté.

Art. additionnel (*pharmacopée dans les établissements ne disposant pas d'une pharmacie à usage intérieur*) (p. 1071) - Adopté (p. 1073).

Art. additionnel (*possibilité pour les techniciens de laboratoires d'effectuer des prélèvements en dehors des laboratoires*) (p. 1073) - Adopté (p. 1074).

Art. additionnel (*prolongation jusqu'au 31 décembre 2002 du délai permettant aux mutuelles de se mettre en conformité avec le nouveau code de la mutualité*) (p. 1075) - Adopté.

TITRE III

REPARATION DES CONSEQUENCES DES RISQUES SANITAIRES

Art. 58 (*réparation des conséquences des risques sanitaires - art. L. 1141-1 à L. 1142-28 nouveaux du code de la santé publique*) (p. 1076).

Art. L. 1141-1 du code de la santé publique (*emploi des tests génétiques par les entreprises et organismes d'assurance*) (p. 1081) - Adopté après modification.

Art. L. 1141-2 du code de la santé publique (*validation législative de la convention relative à l'assurance des personnes exposées à un risque de santé aggravé*) (p. 1081) - Adopté après modification (p. 1082).

Art. L. 1141-3 du code de la santé publique (*parties à la convention et comité de suivi*) (p. 1083) - Adopté.

Après l'intitulé du chapitre II (p. 1083).

Division et art. additionnels (*Section additionnelle : "définitions" composée d'un article définissant l'accident médical, l'affection iatrogène et l'infection nosocomiale*) (p. 1083) - Adoptés (p. 1084).

Art. L. 1142-1 du code de la santé publique (*droit à l'indemnisation des accidents médicaux graves non fautifs*) (p. 1084) - Adopté après modification (p. 1088).

Art. L. 1142-2 du code de la santé publique (*obligation d'assurance pour les professionnels de santé libéraux et les établissements de santé*) (p. 1088) - Adopté après modification (p. 1090).

Art. L. 1142-3 du code de la santé publique (*régime de responsabilité particulier pour la recherche biomédicale*) (p. 1091) - Adopté après modification.

Art. L. 1142-4 du code de la santé publique (*droit à l'information pour toute personne s'estimant victime d'un accident médical*) (p. 1091) - Adopté après modification.

Art. L. 1142-5 du code de la santé publique (*création des commissions régionales de conciliation et d'indemnisation*) (p. 1091) - Adopté après modification.

Art. L. 1142-6 du code de la santé publique (*composition et fonctionnement des commissions régionales*) (p. 1091) - Adopté.

Art. L. 1142-7 du code de la santé publique (*conditions et effets de la saisine de la commission régionale*) (p. 1092) - Adopté après modification.

Art. L. 1142-8 du code de la santé publique (*rôle des commissions régionales*) (p. 1092) - Adopté après modification (p. 1095).

Avant l'art. L. 1142-9 du code de la santé publique (p. 1095).

Division additionnelle (*Section additionnelle : Procédure d'expertise en matière d'accidents médicaux*) (p. 1095) - Adoptée.

Art. L. 1142-9 du code de la santé publique (*informations devant être fournies à la commission régionale dans le cas des accidents médicaux*) (p. 1095) - Adopté après modification (p. 1096).

Art. L. 1142-10 du code de la santé publique (*liste nationale d'experts en accidents médicaux*) (p. 1096) - Adopté après modification (p. 1098).

Art. L. 1142-11 du code de la santé publique (*conditions d'inscription sur la liste nationale des experts en accidents médicaux*) (p. 1098) - Adopté après modification (p. 1099).

Art. L. 1142-12 du code de la santé publique (*procédure d'expertise dans le cadre des commissions régionales*) (p. 1099) - Adopté après modification.

Art. L. 1142-14 du code de la santé publique (*modalités d'indemnisation engageant la responsabilité d'un professionnel ou d'un établissement*) (p. 1100) - Adopté après modification (p. 1101).

Art. L. 1142-15 du code de la santé publique (*absence d'offre de l'assurance*) (p. 1101) - Adopté après modification (p. 1102).

Art. L. 1142-16 du code de la santé publique (*hypothèse de non-transmission d'information par la victime à la commission régionale des prestations versées ou à recevoir de tiers payeurs autres que les organismes de sécurité sociale*) (p. 1102) - Adopté.

Art. L. 1142-18 du code de la santé publique (*indemnisation en cas de partage entre responsabilité et aléa*) (p. 1102) - Adopté.

Art. L. 1142-19 à L. 1142-21 du code de la santé publique (*procédures juridictionnelles parallèles*) (p. 1102) - Adoptés.

Art. L. 1142-22 et L. 1142-23 du code de la santé publique (*office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales*) (p. 1102) - Adoptés.

Art. L. 1142-24 du code de la santé publique (*indemnisation des transfusés et des hémophiles*) (p. 1102) - Adopté.

Art. L. 1142-25, L. 1142-26 et L. 1142-27 du code de la santé publique (*dispositions pénales*) (p. 1102) - Adoptés.

Après l'art. L. 1142-27 du code de la santé publique (p. 1102).

Division additionnelle (*Section additionnelle : prescription en matière de responsabilité médicale*) (p. 1102) - Adoptée (p. 1103).

Art. L. 1142-28 du code de la santé publique (*modalités d'application*) (p. 1103) - Adopté après modification.

Adoption de l'art. 58 modifié (p. 1103).

Art. 58 bis (*accès à l'assurance contre les risques d'invalidité ou de décès - titre III, livre Ier du code des assurances, chapitre 3*) (p. 1104) - Adopté après modification (p. 1106).

Art. 58 ter (*prescription décennale pour les actions tendant à mettre en cause la responsabilité des professionnels et établissements de santé*) (p. 1106) - Supprimé.

Art. 59 (*obligation d'assurance et bureau central de tarification - titre V nouveau du livre II du code des assurances*) (p. 1106).

Art. L. 251-1 du code des assurances (*obligation d'assurance*) (p. 1106) - Adopté après modification (p. 1107).

Art. L. 252-1 du code des assurances (*obligation d'assurance - bureau central de tarification*) (p. 1108) - Adopté après modification (p. 1111).

Art. L. 252-2 du code des assurances (*sanctions administratives pour les entreprises maintenant leur refus après intervention du bureau de tarification*) (p. 1111) - Adopté.

Art. 60 (*date d'application*) (p. 1111) - Adopté après modification.

Art. 61 (*contamination par le virus de l'hépatite C*) (p. 1111) - Adopté après modification (p. 1115).

Art. 62 (*réparation d'un dommage imputable à une vaccination obligatoire - art. L. 3111-9 du code de la santé publique*) (p. 1115) - Adopté.

Après l'art. 62 (p. 1115).

Art. additionnel (*indemnisation des professionnels de santé vaccinés contre l'hépatite B*) (p. 1115) - Adopté (p. 1116).

Art. 63 (*disposition transitoire concernant la liste nationale d'experts en accidents médicaux*) (p. 1116) - Adopté après modification (p. 1117).

Après l'art. 63 (p. 1117).

Art. additionnel (*dispositions transitoires concernant les experts judiciaires*) (p. 1117) - Adopté.

Art. additionnel (*coordination avec la loi de modernisation sociale*) (p. 1117) - Adopté.

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A L'OUTRE-MER

Chapitre 1^{er}

Départements d'outre-mer

Art. 64 (*dispositions de coordination - art. L. 4211-8, L. 4212-6, L. 4221-15, L. 4311-9, L. 4311-10, L. 4321-7, L. 4322-6, L. 4362-7 et L. 4362-8 du code de la santé publique*) (p. 1117) - Adopté.

Art. 65 (*adaptation aux départements d'outre-mer des dispositions du présent projet relatives à l'organisation régionale des ordres médicaux - art. L. 4124-12 et L. 4124-13 nouveaux du code de la santé publique*) (p. 1117) - Adopté après modification (p. 1118).

Art. 65 bis (*représentation des départements d'outre-mer au Conseil national de l'Ordre des médecins - art. L. 4132-1 du code de la santé publique*) (p. 1118) - Adopté après modification.

Art. 66 (*adaptation aux départements d'outre-mer des dispositions du présent projet relatives à la création de l'office des professions paramédicales - art. L. 4393-4, L. 4393-5 et L. 4396-3 nouveaux du code de la santé publique*) (p. 1118) - Adopté après modification (p. 1119).

Après l'art. 66 (p. 1119).

Art. additionnel (*lutte contre le paludisme*) (p. 1120) - Adopté.

Chapitre 2

Collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Art. 67 (*adaptation à Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions du présent projet relatives à l'organisation régionale des ordres médicaux - art. L. 4124-14 nouveau du code de la santé publique*) (p. 1120) - Adopté après modification (p. 1121).

Art. 68 (*conseil régional de la formation médicale continue territorialement compétent - art. L. 4133-8 nouveau du code de la santé publique*) (p. 1121) - Adopté.

Art. 69 (*adaptation à Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions du présent projet relatives à la création de l'office des professions paramédicales - art. L. 4393-6, L. 4393-7, L. 4393-8, L. 4396-4 et L. 4396-5 nouveaux du code de la santé publique*) (p. 1121) - Adopté après modification.

Art. 70 (*attribution à la caisse d'assurance maladie d'une mission générale d'information des assurés sociaux - ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation au département de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales*) (p. 1121) - Adopté.

Après l'art. 70 (p. 1122).

Art. additionnel (*ouverture du droit au travail et au bénéfice de l'allocation compensatrice pour tierce personne à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 1122) - Adopté.

Art. 71 (*comité régional de l'organisation de l'action sociale et médico-sociale - art. L. 531-6 du code de l'action sociale et des familles*) (p. 1122) - Adopté.

Art. 72 (*adaptation à Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions relatives à la commission régionale de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux - art. L. 1142-13 nouveau du code de la santé publique*) (p. 1122) - Adopté.

Art. 73 (*adaptation à Saint-Pierre-et-Miquelon des dispositions de la loi n° 71-948 du 29 juin 1971 modifiée relative aux experts judiciaires*) (p. 1122) - Adopté.

Après l'art. 73 (p. 1122).

Art. additionnel (*exercice de la médecine du travail à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 1122) - Adopté (p. 1123).

Art. additionnel (*schéma territorial de l'organisation sanitaire et sociale à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 1123) - Adopté.

Art. additionnel (*soumission de l'établissement public de santé de Saint-Pierre-et-Miquelon au régime de la dotation globale*) (p. 1124) - Adopté.

Art. additionnel (*extension à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi d'orientation relative à l'outre-mer en ce qui concerne le régime d'invalidité*) (p. 1124) - Adopté (p. 1125).

Chapitre 3

Mayotte, territoires d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie

Art. 74 (*application des dispositions du présent projet de loi à Mayotte, aux territoires d'outre-mer et à la Nouvelle-Calédonie*) (p. 1125) - Adopté après modification (p. 1126).

Après l'**art. 74** (p. 1126).

Art. additionnel (*adhésion des fonctionnaires de l'Etat au régime de protection sociale créé en Nouvelle-Calédonie par les accords de Nouméa*) (p. 1127) - Adopté (p. 1128).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1128, 1132) : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Bernard Cazeau, Pierre Fauchon, rapporteur pour avis de la commission des lois; Guy Fischer, Francis Giraud, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Kouchner, Ministre délégué à la santé; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales; François Trucy.*

Scrutin public n° 51 (p. 1132).

Adoption (6 février 2002) (p. 1132).

Discussion (commission mixte paritaire)

(19 février 2002) (p. 1505, 1560).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1505, 1519) : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Gilbert Barbier, Michel Dreyfus-Schmidt, Pierre Fauchon, Guy Fischer, Francis Giraud, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Jean-Pierre Godefroy, Bernard Kouchner, Ministre délégué à la santé.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 1519, 1560).

TITRE I^{er} A

SOLIDARITE ENVERS LES PERSONNES HANDICAPEES

Art. 1^{er} A (*solidarité nationale et indemnisation des handicapés congénitaux*) (p. 1519).

Art. 1^{er} B (*régime de la récupération au titre de l'aide sociale*) (p. 1520).

TITRE I^{er}

DEMOCRATIE SANITAIRE

Chapitre 1^{er}

Droits de la personne

Art. 1^{er} (p. 1520).

Art. 4 (p. 1521).

Art. 5 bis (*suspension de peine pour raisons de santé*) (p. 1521).

Chapitre 2

Droits et responsabilités des usagers

Art. 6 (p. 1521).

Art. 6 bis (*sanctions pénales applicables à l'hébergement de données de santé à caractère personnel sans agrément*) (p. 1523).

Art. 6 ter (*dispositif transitoire applicable aux personnes hébergeant des données de santé à caractère personnel*) (p. 1523).

Art. 7 bis (*recherches biomédicales*) (p. 1524).

Art. 9 bis, 9 ter et 9 quater (p. 1524) - Supprimés par la CMP.

Art. 10 (p. 1524).

Art. 10 bis (*hospitalisation à la demande d'un tiers en cas de dangerosité de la personne pour elle-même*) (p. 1524) - Supprimé par la CMP.

Art. 11 (p. 1524).

Chapitre 3

Participation des usagers au fonctionnement du système de santé

Art. 12 (p. 1525).

Art. 12 bis (*représentation des victimes de l'amiante*) (p. 1526).

Chapitre 4

Responsabilités des professionnels de santé

Art. 16, 17, 18, 23 bis (p. 1526).

Chapitre 5

Orientations de la politique de santé

Art. 24 (p. 1527).

Chapitre 6

Organisation régionale de la santé

Art. 25 (p. 1527).

Art. 26 et 27 (p. 1528).

Art. 28 (p. 1529).

Art. 28 bis (*coordination dans le code de l'action sociale et des familles*) (p. 1529).

Art. 29 et 30 (p. 1530).

Art. 30 bis (*suppléance des membres titulaires*) (p. 1531).

TITRE II

QUALITE DU SYSTEME DE SANTE

Chapitre 1^{er}

Compétence professionnelle

Art. 32 (p. 1531).

Art. 33 bis A (*missions de l'ordre des pharmaciens en matière de compétence*) (p. 1531).

Art. 33 bis et 34 (p. 1531).

Art. 35 bis, 38 et 39 ter (p. 1532).

Art. 39 quater (*développement de l'hospitalisation à domicile*) (p. 1532).

Chapitre 2

Formation médicale continue et formation pharmaceutique continue

Art. 40 (p. 1532).

Chapitre 3

Déontologie des professions et information des usagers du système de santé

Art. 43 (p. 1534).

Art. 44 (p. 1535).

Art. 44 bis (*usurpation de la qualité de pharmacien*) (p. 1536).

Art. 45 (p. 1536).

Art. 45 bis (*conditions de fonctionnement du conseil national de la section E de l'ordre national des pharmaciens*) (p. 1536).

Art. 47, 48 bis et 49 (p. 1536).

Art. 50 (p. 1540).

Art. 51 et 52 (p. 1541).

Art. 52 bis, 53 bis et 53 ter (p. 1543).

Chapitre 4

Politique de prévention

Art. 54 (p. 1543).

Art. 54 bis (*préservation de l'efficacité des antibiotiques*) (p. 1545).

Art. 55 (p. 1545).

Art. 56 bis (*conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale*) (p. 1545).

Chapitre 5

Réseaux

Art. 57 (p. 1545).

Chapitre 6

Dispositions diverses

Art. 57 bis AA (*avis rendu par les instances compétentes de l'ordre des pharmaciens sur la stérilisation des dispositifs médicaux dans les pharmacies à usage intérieur*) (p. 1546).

Art. 57 bis A (*mesure de coordination*).

Art. 57 quater (p. 1546) - Supprimé par la CMP.

Art. 57 quinquies (p. 1546).

Art. 57 octies (*ratification de l'ordonnance du 15 juin 2000 relative à la partie législative du code de la santé publique*) (p. 1546).

Art. 57 nonies (*constitution d'une association à visée de soin, de prévention, de réadaptation et de réhabilitation des patients*) (p. 1546).

Art. 57 decies (*expertise à la demande du conseil de prévention et de lutte contre le dopage*) (p. 1546).

Art. 57 undecies (*communication à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé des données relatives aux dispositifs médicaux présentant un potentiel élevé de risques*) (p. 1546).

Art. 57 duodecies (*pharmacopée dans les établissements ne disposant pas d'une pharmacie à usage intérieur*) (p. 1546).

Art. 57 terdecies (*possibilités pour les techniciens de laboratoire d'effectuer des prélèvements en dehors des laboratoires ou des services d'analyse de biologie médicale*) (p. 1546) - Supprimé par la CMP.

Art. 57 quaterdecies (*prolongation jusqu'au 31 décembre 2002 du délai permettant aux mutuelles de se mettre en conformité avec le nouveau code de la mutualité*).

TITRE III

REPERATION DES CONSEQUENCES DES RISQUES SANITAIRES

Art. 58 (p. 1547).

Art. 58 bis (p. 1552).

Art. 58 ter (p. 1553) - Supprimé par la CMP.

Art. 59 (p. 1553).

Art. 60 et 61 (p. 1554).

Art. 62 bis (*réparation d'un dommage imputable à une vaccination obligatoire*) (p. 1554).

Art. 63 (p. 1554).

Art. 63 bis (*disposition transitoire concernant les experts judiciaires*) (p. 1554).

Art. 63 ter (*coordination avec la loi de modernisation sociale*) (p. 1554).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES A L'OUTRE-MER

Chapitre 1^{er}

Départements d'outre-mer

Art. 65, 65 bis et 66 (p. 1555).

Art. 66 bis (*lutte contre le paludisme*) (p. 1555).

Chapitre 2

Collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon

Art. 67 (p. 1555).

Art. 69 (p. 1556).

Art. 70 bis (*ouverture du droit au travail et au bénéfice de l'allocation compensatrice pour tierce personne à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 1556).

Art. 72 (p. 1556).

Art. 73 bis (*exercice de la médecine du travail à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 1556).

Art. 73 ter (*schéma territorial de l'organisation sanitaire et sociale à Saint-Pierre-et-Miquelon*) (p. 1556).

Art. 73 quater (*soumission de l'établissement public de santé de Saint-Pierre-et-Miquelon au régime de la dotation globale*) (p. 1557).

Art. 73 quinquies (*extension à Saint-Pierre-et-Miquelon de la loi d'orientation relative à l'outre-mer en ce qui concerne le régime d'invalidité*).

Chapitre 3

Mayotte, territoires d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie

Art. 74 (p. 1558).

Art. 75 (*adhésion des fonctionnaires de l'Etat au régime de protection sociale créé en Nouvelle-Calédonie par les accords de Nouméa*) (p. 1558).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1559) : MM. Pierre Fauchon, Bernard Kouchner, Ministre délégué à la santé; Jean-Louis Lorrain.

Scrutin public n° 55 (p. 1560).

Adoption (19 février 2002) (p. 1560).

Sapeurs pompiers

Voir *Collectivités territoriales, 1*

Sécurité

Voir *Rappels au règlement*

1. - Projet de loi d'orientation et de programmation pour la sécurité intérieure, PRÉSENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Nicolas SARCOZY, ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales (10 juillet 2002) [n° 36 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission de la défense nationale - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Christian ESTROSI (11 juillet 2002) [n° 53 (2001-2002)] - Avis de M. Alain MOYNE-BRESSAND (10 juillet 2002) [n° 37 (2001-2002)] - Rapport de M. Alain JOYANDET (11 juillet 2002) [n° 52 (2001-2002)] - Urgence - Discussion (16, 17 juillet 2002) - Adoption (17 juillet 2002) [n° 2].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (18 juillet 2002) [n° 365 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Pour avis à la commission des finances - Pour avis à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Patrick COURTOIS (24 juillet 2002) [n° 371 (2001-2002)] - Avis de M. Aymeri de MONTESQUIOU (24 juillet 2002) [n° 375 (2001-2002)] - Avis de M. Philippe FRANCOIS (24 juillet 2002) [n° 373 (2001-2002)] - Discussion (30, 31 juillet 2002) - Adoption (31 juillet 2002) [n° 112].

PROMULGATION : loi n° 2002-1094 du 29 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 30 août 2002).

Discussion (première lecture)

(30 juillet 2002) (p. 2357, 2431) ; (31 juillet 2002) (p. 2439, 2477).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2357, 2391) (p. 2392, 2412) : *MM. Philippe Adnot, Gilbert Barbier, Mme Marie-Christine Blandin, MM. Robert Bret, Louis de Broissia, Jean-Claude Carle, Jean-Patrick Courtois, rapporteur de la commission des lois; Gérard Delfau, Christian Demuyck, Philippe François, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères; Paul Girod, Daniel Goulet, Pierre Herisson, Roger Karoutchi, Aymeri de Montesquiou, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jacques Peyrat, Jean-Claude Peyronnet, Bernard Plasait, André Rouvière, Nicolas Sarkozy, Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales; Alex Türk, Jean-Paul Virapoullé.*

Motion n° 9 de Mme Nicole Borvo tendant à opposer la question préalable (p. 2412) –

Rejet de la motion (p. 2416).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2416, 2431 ; 2439, 2473) : *Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Claude Biwer, Mmes Marie-Christine Blandin, Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Robert Bret, Louis de Broissia, Michel Charasse, Jean-Patrick Courtois, rapporteur de la commission des lois; Eric Doligé, Michel Dreyfus-Schmidt, Jean-Pierre Fourcade, Francis Giraud, Paul Girod, Pierre Laffitte, Dominique Leclerc, Mme Hélène Luc, M. Philippe Marini, Mme Josiane Mathon, MM. Aymeri de Montesquiou, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jean-Claude Peyronnet, Mme Janine Rozier, MM. Nicolas Sarkozy, Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales; Jean-Pierre Sueur.*

Art. 1^{er} et annexe I (orientations de la politique de sécurité intérieure) (p. 2416) (p. 2431).

Art. 1^{er} et annexe I (suite) (orientations de la politique de sécurité intérieure) (p. 2439) - Adoptés (p. 2458).

Art. 2 et annexe II (programmation des moyens de la sécurité intérieure - 2003-2007) (p. 2458) - Adoptés (p. 2463).

Art. 3 (assouplissement des règles de la gestion immobilière de la police et de la gendarmerie nationales - art. L. 34-3-1 et L. 34-7-1 du code du domaine de l'Etat, art. L. 1311-2, L. 1311-4-1 et L. 1615-17 du code général des collectivités territoriales) (p. 2463) - Adopté (p. 2465).

Art. 4 (prolongation d'activité de certains personnels de la gendarmerie - loi n° 72-662 du 13 juillet 1972, art. L. 10 et L. 26bis du code des pensions civiles et militaires de retraite) (p. 2465) - Adopté.

Art. 4 bis (levée du secret) (p. 2465) - Adopté (p. 2466).

Art. 4 ter (prorogation du délai de réalisation d'aménagements sécurisant le transport de fonds - art. 2 de la loi n° 2000-646 du 10 juillet 2000) (p. 2466) - Adopté (p. 2470).

Art. 5 (évaluation annuelle) (p. 2470) - Adopté (p. 2471).

Art. 6 (application à l'outre-mer) (p. 2471) - Adopté (p. 2472).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2473, 2477) : *Mme Marie-Christine Blandin, MM. Robert Bret, Jean-Patrick Courtois, rapporteur de la commission des lois; Patrice Gélard, Paul Girod, Mme Monique Papon, MM. Jean-Claude Peyronnet, Nicolas Sarkozy, Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.*

Adoption (31 juillet 2002) (p. 2477).

2. - Projet de loi pour la sécurité intérieure, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Nicolas SARKOZY, ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales (23 octobre 2002) [n° 30 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Patrick COURTOIS (30 octobre 2002) [n° 36 (2002-2003)] - Urgence - Discussion (13, 14, 15 novembre 2002) - Adoption (15 novembre 2002) [n° 30].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (19 novembre 2002) [n° 381 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Christian ESTROSI (18 décembre 2002) [n° 508 (2002-2003)] - Discussion (14, 15, 16, 21, 22, 23, 28 janvier 2003) - Adoption (28 janvier 2003) [n° 79].

TRANSMISSION AU SENAT (DEUXIEME LECTURE) (29 janvier 2003) [n° 153 (2002-2003)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Christian ESTROSI (4 février 2003) [n° 595 (2002-2003)] - Discussion (12 février 2003) - Adoption (12 février 2003) [n° 86].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Jean-Patrick COURTOIS (5 février 2003) [n° 162 (2002-2003)] - Discussion (13 février 2003) - Adoption (13 février 2003) [n° 68].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2003-6467 du 13 mars 2003 (J.O. Lois et décrets du 19 mars 2003) qui déclare la loi partiellement conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 (J.O. Lois et décrets du 19 mars 2003).

Discussion (première lecture)

(13 novembre 2002) (p. 3717, 3780) ; (14 novembre 2002) (p. 3790, 3823 ; 3833, 3910) ; (15 novembre 2002) (p. 3930, 4034) ; (19 novembre 2002) (p. 4144, 4155).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3717, 3780) : *M. François Autain, Mme Marie-Christine Blandin, MM. Robert Bret, Jean-Claude Carle, Jean-Patrick Courtois, rapporteur de la commission des lois; Michel Dreyfus-Schmidt, Paul Girod, Mme Françoise Henneron, MM. Pierre Herisson, Jean-Jacques Hyst, Roger Karoutchi, Jacques Mahéas, Aymeri de Montesquiou, Jacques Peyrat, Bernard Plasait, Ladislav Poniatowski, Mme Janine Rozier, Au nom de la délégation des droits des femmes et à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes; MM. Nicolas Sarkozy, Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales; Alex Türk, André Vallet, François Zocchetto.*

Motion n° 258 de Mme Nicole Borvo tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 3774).

Rejet de la motion (p. 3777).

Motion n° 165 de M. Louis Mermaz tendant à opposer la question préalable (p. 3777).

Rejet de la motion (p. 3780).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3790, 3823 ; 3833, 3910 ; 3930, 4034 ; 4144, 4155) : *M. Pierre Bédier, secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice; Mmes Marie-Christine Blandin, Nicole Borvo, MM. Dominique Braye, Robert Bret, Jean-Claude Carle, Michel Charasse, Jean Chérioux, Jean-François Copé, secrétaire d'Etat aux relations avec le Parlement, porte-parole du Gouvernement; Jean-Patrick Courtois, rapporteur de la commission des lois; Marcel Debarge, Michel Dreyfus-*

Schmidt, Pierre Fauchon, Hilaire Flandre, Charles Gautier, Mme Brigitte Girardin, Ministre de l'outre-mer; MM. Jean-Jacques Hyst, Serge Lagauche, Lucien Lanier, Mme Hélène Luc, M. Jacques Mahéas, Mme Josiane Mathon, MM. Louis Mermaz, Philippe Nogrix, Mme Nelly Olin, MM. Nicolas Sarkozy, Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales; Bruno Sido, Jean-Pierre Sueur, Alex Türk, François Zocchetto.

Art. 1^{er} (pouvoirs des préfets en matière de sécurité intérieure - art. 34 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982) (p. 3790) - Adopté après modification (p. 3795).

Art. 2 (extension de la compétence territoriale des officiers de police judiciaire - art. 15-1 et 18 du code de procédure pénale) (p. 3796) - Adopté après modification (p. 3797).

Art. 3 (pouvoirs de police judiciaire des réservistes de la police et de la gendarmerie nationales - art. 20-1 du code de procédure pénale) (p. 3797) - Adopté (p. 3799).

Art. 4 (critères permettant de procéder à des contrôles d'identité - art. 78-2 du code de procédure pénale) (p. 3799) - Adopté après modification (p. 3803).

Art. 5 (visites de véhicules pour la recherche de certaines infractions - art. 23 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne, art. 78-2-2 du code de procédure pénale) (p. 3803) - Adopté (p. 3809).

Art. 6 (visites de véhicule en cas de crime ou délit flagrant - art. 78-2-3 nouveau du code de procédure pénale) (p. 3809) - Adopté après modification (p. 3814).

Art. 7 (visites de véhicules pour prévenir une atteinte grave à la sécurité des personnes et des biens - art. 78-2-4 nouveau du code de procédure pénale) (p. 3814) - Adopté (p. 3816).

Art. additionnel (harmonisation des peines applicables à la contrebande, l'importation ou l'exportation illégales de marchandises dangereuses pour la santé ou la sécurité publique) (p. 3816) - Adopté (p. 3817).

Art. 8 (expertises judiciaires - art. 166 du code de procédure pénale) (p. 3817) - Adopté.

Art. 9 (traitements automatisés d'informations mis en oeuvre par la police et la gendarmerie) (p. 3817) - Adopté après modification (p. 3849).

Art. 10 (personnes habilitées à accéder aux informations contenues dans les traitements automatisés de données mis en oeuvre par la police et la gendarmerie) (p. 3849) - Supprimé (p. 3850).

Art. 11 (inscription de certaines peines et mesures au fichier des personnes recherchées - art. 131-31 du code pénal, 42-11 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, 138 du code de procédure pénale) (p. 3850) - Adopté (p. 3851).

Art. 12 (transmission de données personnelles à des organismes internationaux ou des services de police étrangers) (p. 3851) - Adopté après modification (p. 3852).

Art. 13 (consultation des fichiers de police judiciaire à des fins administratives ou pour l'exercice de missions ou d'interventions de sécurité - art. 17-1 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité) (p. 3852) - Adopté après modification (p. 3855).

Art. 14 (dispositifs de contrôle des données signalétiques des véhicules) (p. 3855) - Adopté après modification (p. 3860).

Art. 15 (extension du fichier national automatisé des empreintes génétiques) (p. 3860).

Art. 706-54 du code de procédure pénale (objet du fichier national automatisé des empreintes génétiques) (p. 3862) - Adopté après modification (p. 3871).

Art. 706-55 du code de procédure pénale (infractions susceptibles de justifier une inscription au FNAEG) (p. 3871) - Adopté après modification (p. 3873).

Art. 706-56 du code de procédure pénale (refus de prélèvement biologique aux fins d'analyse d'identification d'une empreinte génétique) (p. 3873) - Adopté après modification (p. 3877).

Adoption de l'article 15 modifié (p. 3877).

Art. 16 (prélèvements externes sur les personnes concernées par la procédure - art. 55-1, 76-2 et 154-1 nouveaux du code de procédure pénale) (p. 3877) - Adopté (p. 3880).

Art. 17 (prolongation de l'application des dispositions concernant le terrorisme de la loi relative à la sécurité quotidienne - art. 22 de la loi n° 2001-1062 du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne) (p. 3880) - Adopté après modification (p. 3884).

Division additionnelle (Chapitre 5 bis - Dispositions relatives à la lutte contre la traite des êtres humains et le proxénétisme) (p. 3884) - Adoptée (p. 3885).

Art. additionnel (insertion d'une nouvelle incrimination de traite des êtres humains dans le code pénal) (p. 3885) - Adopté (p. 3888).

Art. additionnel (aggravation de l'infraction de fourniture de services non rétribués ou insuffisamment rétribués de la part d'une personne vulnérable) - Adopté (p. 3888).

Art. additionnel (définition et aggravation de l'infraction constituée par des conditions d'hébergement ou de travail contraires à la dignité humaine) - Adopté (p. 3888).

Art. additionnel (aggravation des peines encourues en cas de conditions de travail et d'hébergement contraires à la dignité humaine) - Adopté (p. 3889).

Art. additionnel (définition des personnes considérées comme vulnérables) (p. 3889) - Adopté (p. 3890).

Art. additionnel (confiscation des biens des personnes coupables de traite des êtres humains ou de proxénétisme) (p. 3890) - Adopté (p. 3891).

Art. additionnel (point de départ de la prescription en matière de traite des mineurs) - Adopté (p. 3891).

Art. additionnel (compétence du juge des libertés et de la détention en matière de saisies conservatoires sur les biens des personnes mises en examen pour blanchiment ou trafic de stupéfiants) (p. 3891) - Adopté (p. 3892).

Art. additionnel (saisie conservatoire des biens des personnes mises en examen en matière de proxénétisme) (p. 3892) - Adopté.

Art. additionnel (extension de la compétence des inspecteurs du travail aux infractions de conditions de travail et d'hébergement indignes et de travail non rémunéré obtenu d'une personne vulnérable) (p. 3892) - Adopté.

Art. 18 (incrimination du racolage et de la sollicitation de relations sexuelles de la part d'une personne prostituée vulnérable - art. 225-10-1 nouveau, 225-12-1 et 225-12-2 du code pénal) (p. 3894) - Adopté après modification (p. 3910).

Art. 19 (installation sans titre sur un terrain - art. 322-4-1 nouveau du code pénal) (p. 3930) - Adopté après modification (p. 3947).

Art. additionnel (extension des effets de l'ordonnance de référé à l'ensemble des occupants du terrain illégalement occupé) (p. 3949) - Adopté (p. 3951).

Art. 20 (menaces et actes d'intimidation commis contre les personnes exerçant une fonction publique - art. 433-3 du code pénal) (p. 3951) - Adopté après modification (p. 3958).

Art. additionnel (*aggravation de peines en cas de meurtres ou de violences exercés contre les gardiens assermentés d'immeubles*) (p. 3958) - Adopté.

Art. 21 (*incrimination des attroupements portant atteinte à la libre circulation dans les parties communes d'immeubles - art. L. 126-2 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 3958) - Adopté (p. 3966).

Art. 22 (*incrimination de l'exploitation de la mendicité - art. 225-12-5 et 225-12-6 nouveaux, 227-20 et 225-21 du code pénal*) (p. 3966) - Adopté après modification (p. 3970).

Art. 23 (*demande de fonds sous contrainte - art. 312-12-1 nouveau du code pénal*) (p. 3974) - Adopté après modification (p. 3978).

Art. 24 (*fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments - art. L. 2215-6 nouveau du code général des collectivités territoriales*) (p. 3978) - Adopté (p. 3980).

Art. 25 (*fermeture administrative des établissements de vente à emporter d'aliments situés à Paris - art. L. 2512-14-1 nouveau du code général des collectivités territoriales*) (p. 3980) - Adopté.

Art. 26 (*incrimination de l'altération de signes permettant l'identification de marchandises - art. L. 217-2 du code de la consommation*) (p. 3980) - Adopté.

Art. 27 (*neutralisation des terminaux mobiles volés - art. L. 32-5, L. 32-3-3 et L. 39-2 du code des postes et télécommunications*) (p. 3980) - Adopté après modification (p. 3983).

Art. 28 (*retrait de la carte de séjour temporaire - reconduite à la frontière - art. 12 et 22 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France*) (p. 3986) - Adopté (p. 3988).

Art. 29 (*délivrance d'une autorisation de séjour à l'étranger qui dépose plainte contre un proxénète*) (p. 3988) - Adopté après modification (p. 3992).

Art. additionnel (*réservation et sécurisation de certains établissements pour l'accueil des victimes de la traite des êtres humains*) - Adopté (p. 3994).

Art. 30 (*régime de l'acquisition et de la détention d'armes - art. 15 du décret du 18 avril 1939*) (p. 3994) - Adopté après modification (p. 3998).

Art. 31 (*consultation des fichiers de police judiciaire - art. 15-2 du décret du 18 avril 1939*) (p. 3998) - Adopté après modification (p. 3999).

Art. 32 (*production d'un certificat médical pour l'acquisition et la détention d'armes - art. 18 du décret du 18 avril 1939*) (p. 3999) - Adopté après modification (p. 4004).

Art. 33 (*dessaisissement et saisie administrative des armes déclarées - art. 19-1 et 19-2 du décret du 18 avril 1939*) (p. 4004) - Adopté après modification (p. 4005).

Art. 34 (*amnistie pour les détenteurs irréguliers d'armes*) (p. 4005) - Adopté (p. 4006).

Art. 35 (*levée du secret professionnel en cas de détention dangereuse d'armes - art. 226-14 du code pénal*) - Adopté (p. 4006).

Art. 36 (*accès aux fichiers des immatriculations et des permis de conduire - art. L. 225-5 et L. 330-2 du code de la route*) - Adopté (p. 4006).

Art. 37 (*mise en fourrière des véhicules par les agents de police municipale - art. L. 325-2 du code de la route*) (p. 4006) - Adopté après modification (p. 4007).

Art. 38 (*réglementation des activités de sécurité privée*) (p. 4008).

Art. 1er de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*champ d'application de la loi*) (p. 4011) - Adopté après modification.

Art. 2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*dénomination des entreprises et incompatibilités*) (p. 4011) - Adopté.

Art. 3 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*exercice sur la voie publique*) (p. 4012) - Adopté.

Art. 4 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*non-immixion dans les conflits du travail*) (p. 4012) - Adopté.

Art. 5 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*agrément des dirigeants*) (p. 4012) - Adopté.

Art. 6 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*conditions de recrutement des agents*) (p. 4012) - Adopté.

Art. 7 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*autorisation d'exercice*) (p. 4012) - Adopté.

Art. 10 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*tenue et armement des agents*) (p. 4012) - Adopté après modification (p. 4014).

Art. 11 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*services internes de sécurité*) (p. 4014) - Adopté.

Art. 12 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*retrait et suspension des autorisations d'exercice*) (p. 4014) - Adopté.

Art. 13 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*contrôle par les policiers et gendarmes*) (p. 4014) - Adopté (p. 4015).

Art. 14 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*dispositions pénales pour les entreprises de sécurité*) - Adopté (p. 4015).

Art. 14-1 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*dispositions pénales applicables aux services internes de sécurité*) (p. 4015) - Adopté après modification (p. 4016).

Art. additionnel (*dispositions pénales applicables aux services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP*) - Adopté (p. 4016).

Art. 15 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*peines complémentaires*) - Adopté (p. 4016).

Art. 16 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*responsabilité des personnes morales*) - Adopté après modification (p. 4016).

Adoption de l'article 38 modifié (p. 4016).

Art. 39 (*fouilles et palpations de sécurité - art. 3-1 et 3-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983*) (p. 4016) - Adopté après modification (p. 4018).

Art. 40 (*agrément des convoyeurs de fonds - garanties exigées des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne - rupture du contrat de travail*) (p. 4018).

Art. 6-1 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*agrément des convoyeurs de fonds - garanties exigées des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne - rupture du contrat de travail*) - Adopté après modification (p. 4019).

Art. 6-2 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 (*rupture du contrat de travail*) (p. 4019) - Adopté après modification (p. 4020).

Adoption de l'article 40 modifié (p. 4020).

Art. additionnel (*garanties exigées des ressortissants des Etats membres de l'Union européenne - art. 9-1 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983*) (p. 4020) - Adopté (p. 4021).

Art. 41 (*poursuite des autorisations en cours*) - Adopté (p. 4021).

Art. 42 (*dispositions transitoires concernant l'aptitude professionnelle des agents*) - Adopté (p. 4021).

Art. 43 (*constatation des infractions par les agents de surveillance de Paris - art. L. 2512-16-1 du code général des collectivités territoriales*) - Adopté (p. 4025).

Art. 44 (attribution aux services enquêteurs d'objets saisis ou confisqués - art. L. 69-2 nouveau du code des domaines de l'Etat) (p. 4025) - Adopté après modification (p. 4027).

Art. 45 (protection juridique des familles des agents en charge de la sécurité) (p. 4027) - Adopté après modification (p. 4028).

Art. 46 (pouvoirs des représentants de l'Etat) (p. 4028) - Adopté après modification (p. 4029).

Art. 47 (extension à la Nouvelle-Calédonie, à la Polynésie française et aux îles Wallis-et-Futuna des dispositions du projet de loi) - Adopté après modification (p. 4029).

Art. 48 (application outre-mer de l'incrimination des attroupements portant atteinte à la libre-circulation dans les parties communes d'immeubles) - Adopté (p. 4030).

Art. 49 (application outre-mer de l'incrimination de l'altération des signes permettant l'identification de marchandises) - Adopté après modification (p. 4030).

Art. 50 (application outre-mer des dispositions relatives à la neutralisation des terminaux mobiles volés - art. L. 32-3-3, L. 32-5-1 nouveau et L. 39-2-1 nouveau du code des postes et télécommunications) - Adopté (p. 4030).

Art. 51 (application à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna des dispositions relatives au retrait de la carte de séjour temporaire et à la reconduite à la frontière) - Adopté (p. 4031).

Art. 52 (extension de dispositions de la loi d'orientation de 1995 - art. 1er et 10 de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995) - Adopté (p. 4031).

Art. 53 (application de la loi à Mayotte) - Adopté après modification (p. 4031).

Art. additionnel (extension à Mayotte de la compétence des inspecteurs du travail aux infractions de conditions de travail et d'hébergement indignes et de travail non rémunéré obtenu d'une personne vulnérable) (p. 4031) - Adopté (p. 4032).

Art. additionnel (harmonisation à Mayotte des peines applicables à la contrebande, l'importation ou l'exportation illégales de marchandises dangereuses pour la santé ou la sécurité publique) - Adopté (p. 4032).

Art. 54 (application de la loi du 12 juillet 1983 à Mayotte - art. 18-1 de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983) (p. 4032) - Adopté après modification (p. 4033).

Art. 55 (intégration dans la police nationale d'agents de la collectivité territoriale de Mayotte) - Adopté (p. 4033).

Art. 56 (mise en fourrière des véhicules par les agents de police municipale art. L. 343-1 du code de la route) - Adopté après modification (p. 4033).

Art. 57 (agents de police municipale - art. 4 et 14 de la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977) - Adopté (p. 4033).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4144, 4155) : Mmes Marie-Christine Blandin, Nicole Borvo, MM. Robert Bret, Jean-Claude Carle, Jean-Patrick Courtois, rapporteur de la commission des lois; Pierre Fauchon, Roger Karoutchi, Paul Loidant, Jacques Mahéas, Mme Josiane Mathon, MM. Jacques Pelletier, Nicolas Sarkozy, Ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales.

Scrutin public n° 51 (p. 4155).

Adoption (19 novembre 2002).

Sécurité civile

Voir *Allocutions et communications*

Sécurité maritime

Voir *Lois de finances*

Sécurité publique

Voir *Lois de finances*

1. - Proposition de résolution n° 332 tendant à la création d'une commission d'enquête sur les diverses mesures de protection, d'assistance, de surveillance et d'éducation auxquelles les mineurs délinquants peuvent être soumis et leur adaptation à la nécessité de réinsertion de ces mineurs, PRESENTÉE AU SENAT par M. Henri de RAINCOURT et plusieurs de ses collègues (18 mai 2001) [n° 332 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (6 février 2002) [n° 213 (2001-2002)] - Discussion (12 février 2002) - Adoption (12 février 2002) [n° 59].

Discussion (première lecture)

(12 février 2002) (p. 1237, 1243).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1237, 1243) : MM. Robert Bret, Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Alain Joyandet, Simon Sutour.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1243) : MM. Robert Bret, Simon Sutour.

Adoption (12 février 2002) (p. 1243).

2. - Proposition de loi tendant à rendre imprescriptibles les crimes et incompressibles les peines en matière de terrorisme, PRESENTÉE AU SENAT par M. Aimery de MONTESQUIOU (20 septembre 2001) [n° 440 rect. (2000-2001)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Henri de RICHEMONT (5 février 2002) [n° 204 (2001-2002)] - Discussion (12 février 2002) - Renvoi à la commission.

Discussion (première lecture)

(12 février 2002) (p. 1252, 1260).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1252, 1259) : MM. Robert Badinter, Patrice Gélard, en remplacement de M. Henri de Richemont, rapporteur de la commission des lois; Paul Girod, Mme Marylise Lebranchu, garde des Sceaux, Ministre de la justice; MM. Aymeri de Montesquiou, Henri de Richemont, rapporteur de la commission des lois.

Motion n° 1 de M. Jacques Pelletier tendant au renvoi à la commission (p. 1259).

Adoption de la motion et renvoi en commission du projet de loi (12 février 2002) (p. 1260).

Sécurité routière

1. - Proposition de loi relative à la conduite sous l'influence de substances ou plantes classées comme stupéfiants, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE par M. Richard DELL'AGNOLA et plusieurs de ses collègues (20 septembre 2002) [n° 194 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Richard DELL'AGNOLA (2 octobre 2002) [n° 235 (2002-2003)] - Discussion (8 octobre 2002) - Adoption (8 octobre 2002) [n° 31].

NOUVEL INTITULE : Proposition de loi relative à la conduite sous influence de substances ou plantes classées comme stupéfiants.

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (8 octobre 2002) [(n° 11 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Lucien LANIER (11 décembre 2002) [n° 93 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 43].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (19 décembre 2002) [n° 513 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Richard DELL'AGNOLA (15 janvier 2003) [n° 525 (2002-2003)] - Discussion (23 janvier 2003) - Adoption (23 janvier 2003).

PROMULGATION : loi n° 2003-87 du 3 février 2003 (J.O. Lois et décrets du 4 février 2003).

Discussion (première lecture)

(19 décembre 2002) (p. 6064, 6083).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 6064, 6077) : *M. Pierre Bédier, secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice; Mmes Annick Bocandé, Nicole Borvo, MM. Jean Boyer, Philippe Darniche, Christian Demuynek, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Jacques Mahéas, Bernard Plasaït.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 6077, 6083) : *MM. Pierre Bédier, secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice; Laurent Béteille, Mme Nicole Borvo, MM. Jean-Jacques Hyst, Pierre Jarlier, Lucien Lanier, rapporteur de la commission des lois; Jacques Mahéas.*

Art. 1^{er} (création d'un délit de conduite sous l'influence de stupéfiants - organisation de dépistages aléatoires - art. L. 235-2 à L. 235-4 du code de la route) (p. 6077) - Adopté après modification (p. 6082).

Art. 2 (dépistage systématique des stupéfiants sur tout conducteur impliqué dans un accident corporel - art. L. 235-1 du code de la route) (p. 6082) - Supprimé (p. 6083).

Art. 2 bis (interdiction des clauses de déchéance de garantie en cas de condamnation pour conduite après usage de stupéfiants) (p. 6083) - Adopté.

Art. 3 (compensation financière) (p. 6083) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Adoption (19 décembre 2002) (p. 6083).

Sécurité sociale

Voir *Rapports au Parlement*

1. - Proposition de loi portant rénovation des rapports conventionnels entre les professions de santé libérales et les organismes d'assurance maladie, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Jean LE GARREC (21 décembre 2001) [n° 3520 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Claude EVIN 9 janvier 2002) [n° 3524 (2001-2002)] - Urgence - Discussion (10 janvier 2002) - Adoption (10 janvier 2002) [n° 758].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (10 janvier 2002) [n° 171 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Alain VASSELLE - Discussion (7 février 2002) - Rejet (7 février 2002) [n° 56].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (7 février 2002) [n° 3585 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Alain VASSELLE (12 février 2002) [n° 222 (2001-2002)].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) Rapport de M. Claude EVIN (12 février 2002) [n° 3590 (2001-2002)].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (NOUVELLE LECTURE) (7 février 2002) [n° 3585 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Claude EVIN (12

février 2002) [n° 3591 (2001-2002)] - Discussion (12 février 2002) - Adoption (12 février 2002) [n° 786].

TRANSMISSION AU SENAT (NOUVELLE LECTURE) (13 février 2002) [n° 226 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Alain VASSELLE (19 février 2002) [n° 243 (2001-2002)] - Discussion (19 février 2002) - Rejet (19 février 2002) [n° 71].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DERNIERE LECTURE) (20 février 2002) [n° 3639 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Claude EVIN (21 février 2002) [n° 3650 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 803].

PROMULGATION : loi n° 2002-322 du 6 mars 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 mars 2002).

Discussion (première lecture)

(7 février 2002) (p. 1145, 1162).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1145, 1156) : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Alain Vassel, rapporteur de la commission des affaires sociales; Bernard Cazeau, Bernard Fournier, Mme Elisabeth Guigou, Ministre de l'emploi et de la solidarité; MM. Roland Muzeau, Alain Vassel, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Motion n° 2 de la commission tendant à opposer la question préalable (p. 1156) (p. 1162).

Scrutin public n° 52.

Adoption de la motion et rejet de la proposition de loi (7 février 2002) (p. 1162).

Discussion (nouvelle lecture)

(19 février 2002) (p. 1561, 1566).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1561, 1565) : *MM. Paul Blanc, Guy Fischer, Mme Elisabeth Guigou, Ministre de l'emploi et de la solidarité; M. Alain Vassel, rapporteur de la commission des affaires sociales.*

Motion n° 1 de la commission tendant à opposer la question préalable (p. 1565) (p. 1566).

Scrutin public n° 56.

Adoption de la motion et rejet de la proposition de loi (19 février 2002) (p. 1566).

2. - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2003, PRESENTÉ A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Jean-François MATTEI, ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées (9 octobre 2002) [n° 250 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Yves BUR et plusieurs de ses collègues (24 octobre 2002) [n° 330 (2002-2003)] - Avis de M. François GOULARD (22 octobre 2002) [n° 327 (2002-2003)] - Discussion (28, 29, 30 octobre 2002) - Adoption (30 octobre 2002) [n° 35].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 novembre 2002) [n° 47 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Pour avis à la commission des finances - Rapport de M. Alain VASSELLE et plusieurs de ses collègues (13 novembre 2002) [n° 58 (2002-2003)] - Avis de M. Adrien GOUTEYRON (7 novembre 2002) [n° 53 (2002-2003)] - Discussion (18, 19, 20 novembre 2002) - Adoption (20 novembre 2002) [n° 31].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (21 novembre 2002) [n° 389 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles.

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (ASSEMBLEE NATIONALE) - Rapport de M. Yves BUR (26 novembre 2002) [n° 394 (2002-2003)] - Discussion (27 novembre 2002) - Adoption (27 novembre 2002) [n° 39].

COMMISSION MIXTE PARITAIRE (SENAT) - Rapport de M. Alain VASSELLE (26 novembre 2002) [n° 78 (2002-2003)] - Discussion (28 novembre 2002) - Adoption (28 novembre 2002) [n° 33].

CONSEIL CONSTITUTIONNEL : Décision n° 2002-463 DC du 12 décembre 2002 (J.O. Lois et décrets du 24 décembre 2002) qui déclare la loi partiellement conforme à la Constitution.

PROMULGATION : loi n° 2002-1487 du 20 décembre 2002 (J.O. Lois et décrets du 24 décembre 2002).

Discussion (première lecture)

(18 novembre 2002) (p. 4050, 4118) ; (19 novembre 2002) (p. 4155, 4213) ; (20 novembre 2002) (p. 4222, 4321).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4050, 4093) : M. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Mmes Marie-Claude Beaudeau, Claire-Lise Campion, M. Gilbert Chabroux, Mme Michelle Demessine, MM. Gérard Dériot, Claude Domeizel, Hubert Falco, secrétaire d'Etat aux personnes âgées; François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Jean-Pierre Fourcade, Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des finances; Christian Jacob, Ministre délégué à la famille; Dominique Leclerc, rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse; Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille; Jean-François Mattei, Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées; Bernard Murat, Alain Vassel, rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres financiers généraux et l'assurance maladie.

Motion n° 1 de M. Guy Fischer tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité (p. 4093).

Rejet de la motion (p. 4097).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4097, 4118 ; 4155, 4213 ; 4222, 4317) : MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Philippe Adnot, Mme Nicole Ameline, Ministre déléguée à la parité et à l'égalité professionnelle; MM. Jean-Paul Amoudry, Philippe Arnaud, Gilbert Barbier, Mme Marie-Claude Beaudeau, M. Jacques Blanc, Mme Claire-Lise Campion, MM. Jean-Claude Carle, Bernard Cazeau, Gérard César, Gilbert Chabroux, Michel Charasse, Jean Chérioux, Mme Michelle Demessine, MM. Gérard Dériot, Claude Domeizel, Michel Dreyfus-Schmidt, Daniel Eckenspieller, Hubert Falco, secrétaire d'Etat aux personnes âgées; Guy Fischer, Jean-Pierre Fourcade, Jean-Pierre Godefroy, Alain Gournac, Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des finances; Jean-Jacques Hyst, Christian Jacob, Ministre délégué à la famille; Bernard Joly, Roger Karoutchi, André Lardeux, Dominique Leclerc, rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse; Mme Valérie Létard, MM. Jean-Louis Lorrain, rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille; Roland du Luart, Philippe Marini, Jean-François Mattei, Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées; Michel Mercier, en remplacement de M. Adrien Gouteyron, rapporteur pour avis de la commission des finances; Michel Moreigne, Roland Muzeau, Philippe Nogrix, Henri de Raincourt, Alain Vassel, rapporteur de la commission des affaires sociales; André Vézinhét.

TITRE I^{er}

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE SANTE ET DE SECURITE SOCIALE

Art. 1^{er} et rapport annexé (orientations et objectifs de la politique de santé et de sécurité sociale) (p. 4249) - Adopté (p. 4259 ; précédemment réservé p. 4097).

TITRE I^{er} BIS

CONTROLE DE L'APPLICATION DES LOIS DE FINANCEMENT DE LA SECURITE SOCIALE

Art. 1^{er} bis (création d'un office parlementaire d'évaluation des politiques de santé - art. 6 octies nouveau de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958) (p. 4101) - Supprimé (p. 4102).

Art. 1^{er} ter (examen de la gestion des centres hospitaliers régionaux par la Cour des comptes - art. L. 134-1 du code des juridictions financières) (p. 4102) - Supprimé (p. 4103).

Après l'art. 1^{er} ter (p. 4103).

Art. additionnel (rapport au Parlement présentant les mesures prises par le Gouvernement pour tenir compte des remarques de la Cour des comptes) (p. 4104) - Adopté.

Art. 1^{er} quater (communication au Parlement des rapports de la commission de la transparence et de la commission d'évaluation des produits et prestations remboursables) (p. 4104) - Adopté après modification (p. 4105).

Art. 1^{er} quinquies (rapport sur l'impact financier de l'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 4105) - Adopté (p. 4106).

Art. 2 (rapport au Parlement sur la médicalisation de l'ONDAM) (p. 4106) - Adopté.

Art. 2 bis (rapport au Parlement sur les coûts de gestion des relations entre l'Etat et la sécurité sociale) (p. 4108) - Adopté.

Après l'art. 2 bis (p. 4108).

Art. additionnel (rapport quinquennal au Parlement présentant un état et une évaluation financière des dispositifs affectant l'assiette des cotisations sociales) (p. 4099) - Adopté (p. 4100).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Art. 3 (affectation du droit de consommation sur les tabacs - art. L. 131-10 et L. 241-2 du code de la sécurité sociale, art. 41 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999) (p. 4110) - Adopté (p. 4112).

Art. 4 (montant du droit de consommation sur les tabacs - art. 572, 572 bis, 575, 575 A et 575 C du code général des impôts, art. L. 3511-1 et L. 3511-6 du code de la santé publique) (p. 4112) - Adopté après modification (p. 4115).

Après l'art. 4 (p. 4156).

Art. additionnel (insertion dans la loi de financement de la sécurité sociale de la majoration de la fraction de taxe spéciale sur les conventions d'assurance affectée au FOREC inscrite en loi de finances) (p. 4156) - Adopté (p. 4157).

Art. 4 bis (augmentation du droit spécifique applicable aux bières fortes - art. 520 A du code général des impôts) (p. 4157) - Supprimé (p. 4158).

Art. 5 (remboursement de la moitié de la dette du FOREC par la CADES - art. 2 et 4 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale) (p. 4158) - Adopté (p. 4161).

Art. 6 (contribution sur les dépenses de promotion des laboratoires pharmaceutiques - art. L. 245-2 et L. 245-4 du code de la sécurité sociale) (p. 4162) - Adopté après modification (p. 4164).

Art. 6 bis (suppression de la taxe sur les ventes directes - art. L. 245-6-1 à L. 245-6-4 du code de la sécurité sociale) (p. 4165) - Supprimé (p. 4166).

Art. 7 (clause de sauvegarde applicable à la progression du chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques non conventionnés) (p. 4166) - Adopté.

Art. 7 bis (affiliation à l'assurance maladie des travailleurs frontaliers en Suisse - art. L. 380-3 et L. 380-3-1 du code de la sécurité sociale) (p. 4167) - Adopté.

Après l'art. 7 bis (p. 4167).

Art. additionnel (mesures en faveur des chômeurs créateurs et repreneurs d'entreprise en privilégiant la création d'entreprises viables) (p. 4167) - Adopté (p. 4168).

Art. 8 (fixation des prévisions de recettes pour 2003) (p. 4169) - Adopté après modification.

Art. 9 (fixation des prévisions de recettes révisées pour 2002) (p. 4169) - Adopté.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASSURANCE MALADIE

Art. 10 (mode de calcul de l'objectif quantifié national des cliniques privées - art. L. 162-22-2, L. 162-22-3, L. 162-22-8 du code de la sécurité sociale et art. L. 314-3 du code de l'action sociale et des familles) (p. 4195) - Adopté.

Art. 11 (création d'une mission d'audit et d'expertise hospitaliers - art. 40 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 et art. 1er de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978) (p. 4196) - Adopté après modification (p. 4197).

Art. 11 bis (validation de la rémunération des gardes effectuées par des médecins faisant fonction d'internes) (p. 4197) - Adopté.

Art. 12 (expérimentation du financement des établissements de santé par la tarification à l'activité - art. L. 6122-19 du code de la santé publique) (p. 4197) - Adopté (p. 4198).

Art. 13 (fusion du fonds pour la modernisation des cliniques privées dans le fonds pour la modernisation des établissements de santé - art. 33 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2000 et art. L. 6161-9 du code de la santé publique) (p. 4198) - Adopté après modification (p. 4202).

Art. 14 (extension des missions du fonds pour l'emploi hospitalier - art. 14 de la loi n° 94-628 du 25 juillet 1994) (p. 4200) - Adopté.

Art. 14 bis (conditions d'exercice d'une activité libérale à l'hôpital - art. L. 6154-3 du code de la santé publique) (p. 4200) - Adopté.

Art. 15 (suppression du mécanisme dit des "lettres-clés flottantes" et des comités médicaux régionaux - art. L. 162-5-9, L. 162-15-2, L. 162-15-3, L. 162-15-13, L. 162-15, L. 322-5-1, L. 162-12-16, L. 315-3, L. 615-13 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-5 du code rural) (p. 4202) - Adopté.

Après l'art. 15 (p. 4222).

Art. additionnel (transformation des "contrats de bonne pratique" en "contrats de pratique professionnelle") (p. 4222) - Adopté.

Art. 16 (missions du conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance maladie - art. L. 228-1 du code de la sécurité sociale) (p. 4223) - Adopté après modification (p. 4224).

Art. 17 (spécialités délivrées sur présentation d'une prescription rédigée en dénomination commune internationale - art. L. 162-16 du code de la sécurité sociale) (p. 4224) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 18 (dénomination et missions du service médical de l'assurance maladie - art. L. 183-1, L. 315-1, L. 315-1-1 nouveau et L. 615-13 du code de la sécurité sociale et art. L. 732-5 du code rural) (p. 4224) - Adopté.

Art. 19 (mesures et procédures applicables aux médecins en cas de pratiques abusives - art. L. 162-5 du code de la sécurité sociale) (p. 4225) - Adopté.

Art. 19 bis (accord-cadre entre le comité économique des produits de santé et l'industrie pharmaceutique - art. L. 162-7-4 et L. 138-10 du code de la sécurité sociale) (p. 4225) - Adopté.

Art. 19 ter (prorogation de l'agrément des réseaux de soins - art. 36 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2002) (p. 4225) - Adopté après modification (p. 4226).

Art. 20 (inscription accélérée sur la liste des médicaments remboursables - art. L. 162-17-7 nouveau du code de la sécurité sociale) (p. 4226) - Adopté (p. 4227).

Art. 21 (pénalités financières applicables aux entreprises exploitant des médicaments - art. L. 162-17-4 et L. 162-17-8 du code de la sécurité sociale) (p. 4227) - Adopté (p. 4228).

Art. 22 (transfert à l'assurance maladie du financement des dépenses des centres spécialisés dans la prise en charge des toxicomanes - art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles, L. 3411-2 du code de la santé publique et L. 174-9-1 du code de la sécurité sociale) (p. 4228) - Adopté (p. 4230).

Art. 23 (transfert à l'assurance maladie du financement des dépenses d'interruption volontaire de grossesse - art. L. 132-1 du code de la sécurité sociale) (p. 4230) - Adopté (p. 4231).

Avant l'art. 24 (p. 4231).

Art. additionnel (intérêt général de la permanence des soins) (p. 4231) - Adopté (p. 4233).

Art. 24 (financement du forfait de garde pour les entreprises de transports sanitaires - art. L. 6312-5 du code de la sécurité publique et art. L. 161-34 et L. 322-5-2 du code de la sécurité sociale) (p. 4233) - Adopté.

Art. 25 (prolongation du délai pour la signature des conventions tripartites par les établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et dépendantes - art. L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles et art. 5 de la loi n° 2001-647 du 20 juillet 2001) (p. 4202 (par priorité)) - Adopté après modification (p. 4276 ; précédemment réservé, p. 4213).

Art. 26 (réintégration des médicaments remboursables dans les tarifs de soins des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées et ne disposant pas de pharmacie à usage intérieur - art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles) (p. 4233) - Supprimé par l'Assemblée nationale.

Art. 27 (tarif forfaitaire de remboursement pour les médicaments - art. L. 162-16 du code de la sécurité sociale et L. 5121-1 du code de la santé publique) (p. 4233) - Adopté après modification (p. 4243).

Après l'art. 27 (p. 4243).

Art. additionnel (mise en place d'une période de transition pour le plafonnement des remises autorisées aux pharmaciens d'officine) (p. 4243) - Adopté.

Art. 28 (fin du mécanisme de cessation anticipée d'activité - art. 4 de la loi n° 88-16 du 5 janvier 1988) (p. 4243) - Adopté après modification (p. 4245).

Art. 29 (incitation à la poursuite et à la reprise d'activité pour les médecins et les infirmières - art. L. 161-22 et L. 643-2 du code de la sécurité sociale) (p. 4245) - Adopté.

Art. 30 (dotation de financement de l'ONIAM) (p. 4245) - Adopté.

Art. 31 (missions et dotation du fonds d'aide à la qualité des soins de ville - art. 25 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 1999) (p. 4245) - Adopté après modification (p. 4246).

Art. 32 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie pour 2003) (p. 4246) - Adopté.

Art. 33 (fixation de l'objectif de dépenses de la branche maladie pour 2003) (p. 4246) - Adopté après modification.

Art. 34 (fixation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie révisé pour 2002) (p. 4246) - Adopté.

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX AUTRES BRANCHES DE LA SECURITE SOCIALE

Section 1

Branche accidents du travail et maladies professionnelles

Art. 35 (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles du régime général au financement du FIVA en 2002 et 2003 - art. 43 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2002) (p. 4279) - Adopté après modification (p. 4281).

Art. 36 (contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles du régime général au financement du FCAATA - art. 47 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2002) (p. 4281) - Adopté après modification.

Après l'art. 36 (p. 4264).

Art. additionnel (extension du dispositif relatif à l'amiante aux salariés agricoles âgés d'au moins 50 ans et reconnus atteints d'une maladie professionnelle provoquée par l'amiante) (p. 4264) - Adopté après modification (p. 4266).

Art. 37 (montant du versement de la branche accidents du travail et maladies professionnelles à la branche maladie du régime général au titre de la sous-déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles) (p. 4282) - Adopté après modification (p. 4283).

Art. 38 (renforcement de l'autonomie de la branche accidents du travail et maladies professionnelles du régime général - art. L. 221-4, L. 221-5, L. 227-1, L. 227-2, L. 227-3, L. 228-1 et L. 231-5-1 du code de la sécurité sociale) (p. 4288) - Adopté après modification (p. 4291).

Art. 39 (fixation de l'objectif de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles pour 2003) (p. 4293) - Adopté.

Section 2

Branche famille

Art. 40 (création d'une allocation pour les familles perdant une partie de leurs allocations familiales pour des raisons liées à l'âge des enfants - art. L. 521-I du code de la sécurité sociale) (p. 4296) - Adopté (p. 4297).

Art. 41 (accélération de la prise en charge par la CNAF des majorations de pension pour enfants - art. L. 223-1 du code de la sécurité sociale) (p. 4300) - Adopté (p. 4302).

Art. 42 (fixation de l'objectif de dépenses de la branche famille pour 2003) (p. 4302) - Adopté (p. 4303).

Section 3

Branche vieillesse

Art. 43 (revalorisation des pensions de retraite du régime général et des avantages alignés en fonction de l'évolution prévisionnelle des prix - art. L. 351-II du code de la sécurité sociale) (p. 4305) - Adopté (p. 4306).

Après l'art. 43 (p. 4306).

Art. additionnel (ajout de l'UNEDIC comme organisme fournisseur de données pour la constitution de l'échantillon interrégimes de cotisants) (p. 4311) - Adopté.

Art. 44 (fixation de l'objectif de dépenses de la branche vieillesse pour 2003) (p. 4312) - Adopté (p. 4313).

Art. 45 (fixation du total des objectifs de dépenses pour 2003) (p. 4313) - Supprimé par l'Assemblée nationale - Suppression maintenue (p. 4314).

TITRE IV BIS

OBJECTIFS DE DEPENSES REVISES POUR 2002

Art. 46 (fixation des objectifs de dépenses révisés pour 2002) (p. 4314) - Adopté.

TITRE V

MESURES DIVERSES ET DISPOSITIONS RELATIVES A LA TRESORERIE

Art. 47 (modalités de recouvrement des impositions directement recouvrées par l'ACOSS - art. L. 137-7, L. 138-3, L. 138-14, L. 138-20 à L. 138-23 nouveaux, L. 245-6 et L. 245-6-2 du code de la sécurité sociale) (p. 4314) - Adopté.

Art. 47 bis (dépenses de contentieux de la sécurité sociale - art. L. 144-2 du code de la sécurité sociale) (p. 4314) - Adopté après modification (p. 4315).

Après l'art. 47 bis (p. 4311).

Art. additionnel (création d'un fonds de réserve et de régulation conjoncturelle au sein de chaque branche du régime général de sécurité sociale) (p. 4315) - Adopté (p. 4316).

Art. additionnel (approbation par le Parlement des comptes prévisionnels pour 2003 du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale, FOREC) (p. 4316) - Adopté.

Art. 48 (fixation des plafonds d'avances de trésorerie pour 2003) (p. 4316) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4317, 4321) : M. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Mme Nicole Ameline, Ministre déléguée à la parité et à l'égalité professionnelle; MM. Gilbert Chabroux, Guy Fischer, Christian Jacob, Ministre délégué à la famille; Jean-Louis Lorrain, Mme Nelly Olin.

Scrutin public n° 52 (p. 4321).

Adoption (20 novembre 2002) (p. 4321).

Discussion (commission mixte paritaire)

(28 novembre 2002) (p. 4787, 4799).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 4787, 4791) : MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales, en remplacement de M. Alain Vasselle, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire; Gilbert Chabroux, Guy Fischer, Jean-François Mattei, Ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées; Alain Vasselle, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire.

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 4791, 4799).

TITRE I^{er}

ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE DE SANTE ET DE SECURITE SOCIALE

TITRE I^{er} BIS

CONTROLE DE L'APPLICATION DES LOIS DE FINANCEMENT DES LOIS DE LA SECURITE SOCIALE

Art. 1^{er} bis (p. 4791).

Art. 1^{er} ter (p. 4792).

Art. 1^{er} quater A (rapport sur les suites données aux recommandations de la Cour des comptes) (p. 4792).

Art. 1^{er} quater (p. 4792).

Art. 2^{ter} (rapport sur l'évaluation financière des dispositifs affectant l'assiette des cotisations sociales) (p. 4792).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Art. 4 (p. 4792).

Art. 4 bis A (*détermination de la fraction de taxes sur les conventions d'assurance affectée au FOREC*) (p. 4793).

Art. 4 bis et 6 bis (p. 4793).

Art. 7 ter (*conditions d'attribution de l'exonération de cotisations accordées dans le cadre du dispositif d'aide à la création ou à la reprise d'entreprises par des chômeurs*) (p. 4794).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES A L'ASSURANCE MALADIE

Art. 11 (p. 4794).

Art. 13 (p. 4795).

Art. 15 bis (*transformation des "contrats de bonne pratique" en "contrats de pratique professionnelle"*) (p. 4795).

Art. 16 et 19 ter (p. 4795).

Art. 23 bis (*organisation de la permanence des soins*) (p. 4796).

Art. 25 et 27 (p. 4796).

Art. 27 bis (*majoration à titre transitoire du plafond de remises des pharmaciens*) (p. 4796).

Art. 28 (p. 4796).

Art. 31 et 33 (p. 4797).

TITRE IV

DISPOSITIONS RELATIVES AUX AUTRES BRANCHES DE LA SECURITE SOCIALE

Section 1

Branche accidents du travail et maladies professionnelles

Art. 35, 36, 36 bis, 37 et 38 (p. 4797).

Section 2

Branche famille

Section 3

Branche vieillesse

Art. 43 bis (*extension à l'UNEDIC de la liste des organismes fournisseurs de données pour la constitution de l'échantillon inter-régimes de cotisants*) (p. 4798).

TITRE IV BIS

OBJECTIFS DE DEPENSES REVISES POUR 2002

TITRE V

MESURES DIVERSES ET DISPOSITIONS RELATIVES A LA TRESORERIE

Art. 47 et 47 bis (p. 4798).

Art. 47 ter (*création d'un fonds de réserve et de régulation conjoncturelle au sein de chaque branche du régime général de sécurité sociale*) (p. 4799) - Supprimé par la CMP.

Art. 47 quater (*approbation des comptes prévisionnels pour 2003 du fonds de financement de la réforme des cotisations patronales de sécurité sociale, FOREC*) (p. 4799).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 4799) : *M. Paul Blanc*.

Adoption (28 novembre 2002) (p. 4799).

Sénat

Voir *Allocutions et communications*

Rappels au règlement

Sénégal

Voir *Traités et conventions*, 23

Sessions parlementaires

Voir *Allocutions et communications*

Sociétés

1. - Proposition de loi modifiant certaines dispositions du code de commerce relatives aux mandats sociaux, PRESENTÉE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, par M. Philippe HOUILLON (20 septembre 2002) [n° 193 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Philippe HOUILLON (25 septembre 2002) [n° 233 (2001-2002)] - Discussion (1er octobre 2002) - Adoption (1er octobre 2002) [n° 28].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (2 octobre 2002) [n° 7 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des lois - Rapport de M. Jean-Jacques HYEST (9 octobre 2002) [n° 13 (2002-2003)] - Discussion (15 octobre 2002) - Adoption (15 octobre 2002) [n° 18].

PROMULGATION : loi n° 2002-1303 du 29 octobre 2002 (J.O. Lois et décrets du 30 octobre 2002).

Discussion (première lecture)

(15 octobre 2002) (p. 2808, 2820).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2808, 2818) : *MM. Pierre Bédier, secrétaire d'État aux programmes immobiliers de la justice; Robert Bret, Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois; Philippe Marini, Simon Sutour.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 2818, 2819).

Art. 1^{er} (*règles de cumul applicables aux mandats sociaux dans les sociétés anonymes - art. L. 225-21, L. 225-54-1, L. 225-67, L. 225-77, L. 225-94 et L. 225-94-1 du code de commerce*) (p. 2818) - Adopté.

Art. 1^{er} bis (*exclusion des mandats détenus dans les SEM pour l'application des règles de cumul de mandats sociaux - art. L. 225-95-1 du code de commerce*) (p. 2818) - Adopté.

Art. 2 (*exceptions aux règles de cumul de mandats sociaux pour les SICAV et les sociétés d'assurance mutuelle - art. L. 214-17 du code monétaire et financière - art. L. 322-4-2 du code des assurances*) (p. 2818, 2819) - Adopté.

Art. 2 bis (*exception aux règles de cumul de mandats sociaux pour les établissements de crédit mutualistes et coopératifs à organe central - art. L. 511-31 du code monétaire et financier*) (p. 2819) - Adopté.

Art. 3 (*entrée en vigueur*) (p. 2819) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 2819, 2820) : *MM. Robert Bret, Jean-Jacques Hyest, rapporteur de la commission des lois.*

Adoption (15 octobre 2002) (p. 2820).

2. - Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics par le groupe Vivendi Universal et sur le devenir des entreprises dudit groupe exerçant des missions de services publics lui appartenant, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Jack RALITE et plusieurs de ses collègues (25 septembre 2002) [n° 405 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Pour avis à la commission des lois - Demande de discussion immédiate le 15 octobre 2002.

Discussion (première lecture)

Examen de la demande de discussion immédiate (15 octobre 2002) (p. 2872, 2877).

Rejet de la demande de discussion immédiate (15 octobre 2002) (p. 2877).

Solidarité

Voir *Lois de finances*

Sondages et enquêtes

Voir *Collectivités territoriales, 1*
Elections et referendums, 1

Sports

Voir *Lois de finances*
Rapports au Parlement

1. - Proposition de loi modifiant l'article 43 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, PRÉSENTÉE AU SENAT par M. Bernard MURAT (23 octobre 2002) [n° 28 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Bernard MURAT (5 novembre 2002) [n° 45 (2002-2003)] - Discussion (12 novembre 2002) - Adoption (12 novembre 2002) [n° 28].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (12 novembre 2002) [n° 371 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Bernard DEPIERRE (11 décembre 2002) [n° 465 (2002-2003)] - Discussion (18 décembre 2002) - Adoption (18 décembre 2002) [n° 53].

PROMULGATION : loi n° 2002-1578 du 30 décembre 2002 (J.O. Lois et décrets du 31 décembre 2002).

Discussion (première lecture)

(12 novembre 2002) (p. 3636, 3641).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3636, 3638) : *MM. Jean-François Lamour, Ministre des sports; Bernard Murat, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3638) : *Mmes Nicole Borvo, Annie David, MM. Jean-François Lamour, Ministre des sports; Bernard Murat, rapporteur de la commission des affaires culturelles.*

Art. unique (p. 3638) - Adopté après modification (p. 3640).

Intitulé de la proposition de loi *Proposition de loi modifiant l'article 43 de la loi n° 84-610 du 16 juillet 1984 relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives* (p. 3640) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3640, 3641) : *Mme Annie David, MM. Serge Lagache, Dominique Leclerc.*

Adoption (12 novembre 2002) (p. 3641).

Suisse

Voir *Traités et conventions, 40*

Syrie

Voir *Allocutions et communications*

T

Télécommunications et aménagement du territoire

Voir *Rapports au Parlement*

1. - Proposition de loi relative à la couverture territoriale en téléphonie mobile de deuxième génération par la mise en oeuvre prioritaire de prestations d'itinérance locale entre opérateurs, présentée par M. Bruno SIDO et plusieurs de ses collègues (26 septembre 2002) [n° 409 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Bruno SIDO (16 octobre 2002) [n° 23 (2002-2003)] - Discussion (24 octobre 2002) - Adoption (24 octobre 2002) [n° 24].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (24 octobre 2002) [n° 332 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

Discussion (première lecture)

(24 octobre 2002) (p. 3188, 3206).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3188, 3197) : *Mmes Marie-France Beauvils, Nicole Fontaine, Ministre déléguée à l'industrie; MM. Alain Fouché, Paul Girod, Daniel Raoul, Bruno Sido, rapporteur de la commission des affaires économiques.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3197, 3206) : *Mme Nicole Fontaine, Ministre déléguée à l'industrie; MM. Paul Girod, Gérard Larcher, Président de la commission des affaires économiques; Daniel Raoul, Bruno Sido, rapporteur de la commission des affaires économiques; Jean-Pierre Vial.*

Art. 1^{er} (définition de l'itinérance) (p. 3197) - Adopté après modification (p. 3198).

Art. 2 (mention explicite de l'itinérance locale dans le cahier des charges des opérateurs) (p. 3198) - Adopté (p. 3199).

Art. 3 (principe et modalités de la couverture en téléphonie mobile de certaines zones blanches) (p. 3199) - Adopté après modification (p. 3204).

Art. 4 (accords d'itinérance locale et conventions de mise à disposition des infrastructures) (p. 3204) - Adopté.

Art. 5 (convention conclue entre l'opérateur et la collectivité territoriale) (p. 3204) - Adopté après modification (p. 3205).

Art. 6 (précisions relatives à la prestation d'itinérance) (p. 3205) - Adopté après modification.

Art. 7 (compétence réglementaire de l'ART concernant les conditions techniques et financières de l'itinérance) (p. 3205) - Adopté.

Art. 8 (compétence d'arbitrage de l'ART sur les différends relatifs à la mise en oeuvre de l'itinérance locale) (p. 3205) - Adopté.

Art. 9 (services obligatoirement fournis par l'opérateur) (p. 3205) - Adopté.

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3206) : *Mme Nicole Fontaine, Ministre déléguée à l'industrie; MM. Daniel Raoul, Bruno Sido, Mme Odette Terrade.*

Adoption (24 octobre 2002) (p. 3206).

Terrorisme

Voir *Allocutions et communications*
Sécurité publique, 2

Tourisme social

Voir *Lois de finances*

Toxicomanie

Voir *Sécurité sociale, 2*

Traités et conventions

1. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de partenariat entre les membres du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses Etats membres, d'autre part, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (31 octobre 2001) [n° 51 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Paulette BRISEPIERRE (31 janvier 2002) [n° 202 (2001-2002)] - Discussion (6 février 2002) - Adoption (6 février 2002) [n° 53].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 février 2002) [n° 3583 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Yves GATEAUD (13 février 2002) [n° 3601 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 798].

PROMULGATION : loi n° 2002-289 du 28 février 2002 (J.O. Lois et décrets du 1er mars 2002).

Discussion (première lecture)

(6 février 2002) (p. 1043, 1049).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1043, 1048) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 0052 (2001-2002)) : *Mmes Paulette Brisepierre, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Monique Cerisier-ben Guiga, M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1049) : *M. Jacques Pelletier.*

Adoption (6 février 2002) (p. 1049).

2. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil, relatif au financement et la gestion des aides de la Communauté dans le cadre du protocole financier de l'accord de partenariat entre les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté européenne et ses Etats membres, signé à Cotonou (Bénin) le 23 juin 2000, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité CE, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (31 octobre 2001) [n° 52 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Paulette BRISEPIERRE (31 janvier 2002) [n° 202 (2001-2002)] - Discussion (6 février 2002) - Adoption (6 février 2002) [n° 54].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (7 février 2002) [n° 3584 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Yves GATEAUD (13 février 2002) [n° 3601 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 799].

PROMULGATION : loi n° 2002-288 du 28 février 2002 (J.O. Lois et décrets du 1er mars 2002).

Discussion (première lecture)

(6 février 2002) (p. 1043, 1049).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1043, 1048) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 0051 (2001-2002)) : *Mmes Paulette Brisepierre, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Monique Cerisier-ben Guiga, M. Charles Josselin, Ministre délégué à la coopération et à la francophonie.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1049).

Adoption (6 février 2002) (p. 1049).

3. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relatif au contrôle de la circulation dans les tunnels du Mont-Blanc et du Fréjus, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (23 janvier 2002) [n° 181 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Philippe FRANCOIS (6 février 2002) [n° 206 (2001-2002)] - Discussion (13 février 2002) - Adoption (13 février 2002) [n° 62].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (14 février 2002) [n° 3612 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Marc REYMANN (20 février 2002) [n° 3617 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) (n° 797).

PROMULGATION : loi n° 2002-290 du 28 février 2002 (J.O. Lois et décrets du 1er mars 2002).

Discussion (première lecture)

(13 février 2002) (p. 1288, 1297).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1288, 1296) : *Mme Annie David, MM. Philippe François, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jean-Claude Gayssot, Ministre de l'équipement, des transports et du logement; Pierre Herisson, Jean-Pierre Vial.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1296, 1297).

Adoption (13 février 2002) (p. 1297).

4. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne pour la réalisation d'une nouvelle ligne ferroviaire Lyon-Turin, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (6 février 2002) [n° 3581 rect. (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Bernadette ISAAC-SIBILLE (13 février 2002) [n° 3599 (2001-2002)] - Discussion (13 février 2002) - Adoption (13 février 2002) [n° 787].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (13 février 2002) [n° 234 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (19 février 2002) [n° 246 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 76].

PROMULGATION : loi n° 2002-291 du 28 février 2002 (J.O. Lois et décrets du 1er mars 2002).

Discussion (première lecture)

(21 février 2002) (p. 1683, 1694).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1683, 1692) : *Mme Annie David, MM. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jean-Claude Gayssot,*

Ministre de l'équipement, des transports et du logement; Jean-Pierre Vial.

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1692).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1692, 1694) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, MM. Michel Pelchat, Jean-Pierre Vial.*

Adoption (21 février 2002) (p. 1694).

5. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation des Nations unies concernant l'exécution des peines prononcées par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (25 juillet 2001) [n° 3253 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Pierre BRANA (19 décembre 2001) [n° 3481 (2001-2002)] - Discussion (29 janvier 2002) - Adoption (29 janvier 2002) [n° 769].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (30 janvier 2002) [n° 195 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Maryse BERGE-LAVIGNE (30 janvier 2002) [n° 197 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 77].

PROMULGATION : loi n° 2002-287 du 28 février 2002 (J.O. Lois et décrets du 1er mars 2002).

Discussion (première lecture)

(21 février 2002) (p. 1694, 1696).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1694, 1696) : *Mme Maryse Bergé-Lavigne, rapporteur de la commission des affaires étrangères; M. Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1696).

Adoption (21 février 2002) (p. 1696).

6. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (5 décembre 2001) [n° 117 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André ROUVIERE (31 janvier 2002) [n° 200 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 78].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (1er juillet 2002) [n° 7 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Christian PHILIP (10 juillet 2002) [n° 30 (2001-2002)] - Discussion (24 juillet 2002) - Adoption (24 juillet 2002) [n° 5].

PROMULGATION : loi n° 2002-1040 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 août 2002).

Discussion (première lecture)

(21 février 2002) (p. 1696, 1697).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1696, 1697) : *MM. Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants; André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1697).

Adoption (21 février 2002) (p. 1697).

7. - Projet de loi autorisant la ratification du protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (5 décembre 2001) [n° 119 (2001-2002)] - Renvoi à la

commission des affaires étrangères - Rapport de M. André ROUVIERE (31 janvier 2002) [n° 201 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 79].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (1er juillet 2002) [n° 6 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Christian PHILIP (10 juillet 2002) [n° 30 (2001-2002)] - Discussion (24 juillet 2002) - Adoption (24 juillet 2002) [n° 4].

PROMULGATION : loi n° 2002-1039 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 août 2002).

Discussion (première lecture)

(21 février 2002) (p. 1697, 1699).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1697, 1699) : *M. Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants; Mme Hélène Luc, M. André Rouvière, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1699).

Adoption (21 février 2002) (p. 1699).

8. - Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (5 décembre 2001) [n° 118 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Paul DELEVOYE (7 février 2002) [n° 217 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 80].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (1er juillet 2002) [n° 8 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Christian PHILIP (10 juillet 2002) [n° 30 (2001-2002)] - Discussion (24 juillet 2002) - Adoption (24 juillet 2002) [n° 6].

PROMULGATION : loi n° 2002-1041 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 août 2002).

Discussion (première lecture)

(21 février 2002) (p. 1699, 1701).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1699, 1701) : *MM. Jean-Paul Delevoe, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1701).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 1701) : *M. Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants; Mme Hélène Luc.*

Adoption (21 février 2002) (p. 1701).

9. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (ensemble deux annexes), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (23 août 2001) [n° 3256 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Marie-Hélène AUBERT (30 janvier 2002) [n° 3566 (2001-2002)] - Discussion (5 février 2002) - Adoption (5 février 2002) [n° 781].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (6 février 2002) [n° 210 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel PELCHAT (19 février 2002) [n° 247 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 81].

PROMULGATION : loi n° 2002-285 du 28 février 2002 (J.O. Lois et décrets du 1er mars 2002).

Discussion (première lecture)

(21 février 2002) (p. 1701, 1703).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1701, 1703) : *MM. Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants; Michel Pelchat, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1703).

Adoption (21 février 2002) (p. 1703).

10. - Projet de loi autorisant l'approbation du protocole modifiant la convention du 23 juillet 1990 relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéficiaires d'entreprises associées, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (9 mai 2001) [n° 313 rect. (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (13 février 2002) [n° 229 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 82].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (1er juillet 2002) [n° 17 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Henri SICRE (10 juillet 2002) [n° 32 (2001-2002)] - Discussion (24 juillet 2002) - Adoption (24 juillet 2002) [n° 19].

PROMULGATION : loi n° 2002-1032 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 août 2002).

Discussion (première lecture)

(21 février 2002) (p. 1703, 1706).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1703, 1706) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 401 (2000-2001), n° 285 (1999-2000), n° 181 (2000-2001) et n° 62 (2001-2002) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1706).

Adoption (21 février 2002) (p. 1706).

11. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 19 décembre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Norvège en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (ensemble un protocole et un protocole additionnel) modifiée par les avenants du 14 novembre 1984 et du 7 avril 1995, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (20 juin 2001) [n° 401 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (13 février 2002) [n° 230 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 83].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (1er juillet 2002) [n° 13 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. François ROCHEBLOINE (10 juillet 2002) [n° 33 (2001-2002)] - Discussion (24 juillet 2002) - Adoption (24 juillet 2002) [n° 16].

PROMULGATION : loi n° 2002-1033 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 août 2002).

Discussion (première lecture)

(21 février 2002) (p. 1703, 1706).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1703, 1706) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 313

(2000-2001), n° 285 (1999-2000), n° 181 (2000-2001) et n° 62 (2001-2002) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1706).

Adoption (21 février 2002) (p. 1706).

12. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Guinée en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, la fortune, les successions et les donations, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (22 mars 2000) [n° 285 (1999-2000)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (13 février 2002) [n° 227 (2001-2002)] - Urgence - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 84].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (1er juillet 2002) [n° 16 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(21 février 2002) (p. 1703, 1706).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1703, 1706) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 313 (2000-2001), n° 401 (2000-2001), n° 181 (2000-2001) et n° 62 (2001-2002) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1706).

Adoption (21 février 2002) (p. 1706).

13. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention fiscale du 21 octobre 1976 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Cameroun, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (10 janvier 2001) [n° 181 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (13 février 2002) [n° 228 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 85].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (1er juillet 2002) [n° 15 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jacques GODEFRAIN (10 juillet 2002) [n° 35 (2001-2002)] - Discussion (24 juillet 2002) - Adoption (24 juillet 2002) [n° 18].

PROMULGATION : loi n° 2002-1031 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 août 2002).

Discussion (première lecture)

(21 février 2002) (p. 1703, 1706).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1703, 1706) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 313 (2000-2001), n° 401 (2000-2001), n° 285 (1999-2000) et n° 62 (2001-2002) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1706).

Adoption (21 février 2002) (p. 1706).

14. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire en vue d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion et la fraude fiscales et d'établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu, sur la fortune et sur les

successions (ensemble un protocole), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (7 novembre 2001) [n° 62 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des finances - Rapport de M. Jacques CHAUMONT (13 février 2002) [n° 231 (2001-2002)] - Discussion (21 février 2002) - Adoption (21 février 2002) [n° 86].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (1er juillet 2002) [n° 14 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Henri SICRE (10 juillet 2002) [n° 34 (2001-2002)] - Discussion (24 juillet 2002) - Adoption (24 juillet 2002) [n° 17].

PROMULGATION : loi n° 2002-1036 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 août 2002).

Discussion (première lecture)

(21 février 2002) (p. 1703, 1707).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1703, 1707) (discussion générale commune avec celle des projets de loi n° 313 (2000-2001), n° 401 (2000-2001), n° 285 (1999-2000) et n° 181 (2000-2001) : *MM. Jacques Chaumont, rapporteur de la commission des finances; Jacques Floch, secrétaire d'Etat à la défense chargé des anciens combattants.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1706, 1707).

Adoption (21 février 2002) (p. 1707).

15. - Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne portant délimitation de la frontière dans les zones aménagées du Rhin, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (25 avril 2001) [n° 288 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (27 mars 2002) [n° 276 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 90].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 38 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Bruno BOURG-BROC (9 octobre 2002) [n° 254 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 59].

PROMULGATION : loi n° 2003-1 du 2 janvier 2003 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 2003).

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1880, 1881).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1880, 1881) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1881).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1881).

16. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord aux fins de l'application des dispositions de la convention des Nations unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs (ensemble deux annexes), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (4 octobre 2001) [n° 2 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (19 juin 2002) [n° 327 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 91].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 39 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Guy LENGAGNE (17 juillet 2002) [n° 103 (2001-2002)] - Discussion (24 juillet 2002) - Adoption (24 juillet 2002) [n° 7].

PROMULGATION : loi n° 2002-1034 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 août 2002).

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1881, 1883).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1881, 1883) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1883).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1883).

17. - Projet de loi autorisant la ratification des amendements à l'accord portant création de la Commission générale des pêches pour la Méditerranée, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (16 mai 2001) [n° 3071 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Charles EHRMANN (5 décembre 2001) [n° 3441 (2001-2002)] - Discussion (11 décembre 2001) - Adoption (11 décembre 2001) [n° 740].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 2001) [n° 134 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (27 mars 2002) [n° 278 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 92].

PROMULGATION : loi n° 2002-1005 du 19 juillet 2002 (J.O. Lois et décrets du 20 juillet 2002).

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1883, 1884).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1883, 1884) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1884).

Adoption (18 juillet 2002) (p. 1884).

18. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord du 20 août 1971 relatif à l'Organisation internationale de télécommunications par satellites " INTELSAT " tel qu'il résulte des amendements adoptés à Washington le 17 novembre 2000, PRESENTEE AU SENAT au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (23 janvier 2002) [n° 182 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (19 juin 2002) [n° 328 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2001) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 93].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 40 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Roland BLUM (17 juillet 2002) [n° 104 (2001-2002)] - Discussion (24 juillet 2002) - Adoption (24 juillet 2002) [n° 10].

PROMULGATION : loi n° 2002-1038 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 août 2002).

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1884, 1886).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1884, 1886) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 265 (2001-2002)) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1886).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1886).

19. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne de télécommunications par satellite " EUTELSAT ", présenté au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (6 mars 2002) [n° 265 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (16 juin 2002) [n° 329 (2001-2002)] - discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 94].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 41 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Roland BLUM (17 juillet 2002) [n° 104 (2001-2002)] - Discussion (24 juillet 2002) - Adoption (24 juillet 2002) [n° 11].

PROMULGATION : loi n° 2002-1042 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 août 2002).

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1884, 1886).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1884, 1886) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 182 (2001-2002)) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1886).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1886).

20. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention pour la protection du Rhin (ensemble une annexe et un protocole de signature), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (24 janvier 2001) [n° 2880 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Marc REYMANN (30 janvier 2002) [n° 3565 (2001-2002)] - Discussion (19 février 2002) - Adoption (19 février 2002) [n° 791].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (19 février 2002) [n° 251 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André BOYER (13 mai 2002) [n° 266 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 95].

PROMULGATION : loi n° 2002-1004 du 19 juillet 2002 (J.O. Lois et décrets du 20 juillet 2002).

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1886, 1887).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1886, 1887) : *MM. André Boyer, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1887).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1887).

21. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil de l'Europe relatif à la protection sociale des membres du personnel employés par ladite organisation sur le territoire français, PRÉSENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (26 septembre 2001) [n° 444 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Daniel GOULET (3 avril 2002) [n° 284 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 96].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 42 (2001-

2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Bernard SCHREINER (9 octobre 2002) [n° 253 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 60].

PROMULGATION : loi n° 2003-3 du 2 janvier 2003 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 2003).

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1887, 1889).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1887, 1889) : *MM. Daniel Goulet, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1889).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1889).

22. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention sur la sécurité sociale du 2 octobre 1980 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (9 janvier 2002) [n° 168 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Paulette BRISEPIERRE (3 avril 2002) [n° 283 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 97].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 43 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - rapport de M. Gilbert GANTIER (11 décembre 2002) [n° 467 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 61].

PROMULGATION : loi n° 2003-2 du 2 janvier 2003 (J.O. lois et décrets du 3 janvier 2003).

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1889, 1891).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1889, 1891) : *Mme Paulette Brisepierre, rapporteur de la commission des affaires étrangères; M. Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1891).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1891).

23. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (17 octobre 2001) [n° 31 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Pierre PLANCADE (7 mai 2002) [n° 298 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 98].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 44 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Martine AURILLAC (4 décembre 2002) [n° 455 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 62].

PROMULGATION : loi n° 2003-4 du 2 janvier 2003 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 2003).

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1891, 1892).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1891, 1892) : *MM. Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères; Jean-Pierre Plancade, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1892).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1892).

24. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord entre l'Agence de coopération culturelle et technique et le Gouvernement de la République française relatif au siège de l'Agence et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (17 octobre 2001) [n° 32 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (20 février 2002) [n° 255 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 99].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 février 2002) [n° 45 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Bruno BOURG-BROC (17 juillet 2002) [n° 105 (2001-2002)] - Discussion (24 juillet 2002) - Adoption (24 juillet 2002) [n° 8].

PROMULGATION : loi n° 2002-1035 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 août 2002).

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1893, 1894).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1893, 1894) : *MM. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1894).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1894).

25. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de siège entre le Gouvernement de la République française et la Commission internationale de l'état civil, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (24 octobre 2001) [n° 43 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (27 mars 2002) [n° 277 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 100].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 46 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Christian PHILIP (17 juillet 2002) [n° 106 (2001-2002)] - Discussion (24 juillet 2002) - Adoption (24 juillet 2002) [n° 9].

PROMULGATION : loi n° 2002-1037 du 6 août 2002 (J.O. Lois et décrets du 7 août 2002).

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1894, 1895).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1895) : *MM. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1895).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1895).

26. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à la coopération dans le domaine de la défense, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (28 novembre 2001) [n° 102 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Didier BOULAUD (20 février 2002) [n° 254 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 101].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 47 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1896, 1897).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1896, 1897) : *MM. Didier Boulaud, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1897).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1897).

27. - Projet de loi autorisant la ratification de la Convention de Londres relative à l'aide alimentaire, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (18 juillet 2001) [n° 3251 (2000-2001)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Monique COLLANGE (5 décembre 2001) [n° 3437 (2001-2002)] - Discussion (11 décembre 2001) - Adoption (11 décembre 2001) [n° 744].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (12 décembre 2001) [n° 133 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Guy PENNE (15 mai 2002) [n° 299 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 102].

PROMULGATION : loi n° 2002-1006 du 19 juillet 2002 (J.O. Lois et décrets du 20 juillet 2002).

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1897, 1899).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1897, 1899) : *MM. Jean Chérioux, Gérard Le Cam, Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères; Guy Penne, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1899).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1899).

28. - Projet de loi autorisant la ratification d'un accord entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif à l'établissement d'une ligne de délimitation maritime entre la France et Jersey, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (12 décembre 2001) [n° 135 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Guy BRANGER (15 mai 2002) [n° 300 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 103].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 48 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1899, 1902).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1899, 1902) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 136 (2001-2002)) : *MM. Jean-Guy Branger, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jean Chérioux, Jean-Pierre Godefroy, Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1902).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1902).

29. - Projet de loi autorisant la ratification de l'accord relatif à la pêche dans la baie de Granville entre la République française et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ensemble quatre échanges de notes), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert

VEDRINE, ministre des affaires étrangères (12 décembre 2001) [n° 136 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Jean-Guy BRANGER (15 mai 2002) [n° 300 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 104].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 49 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1899, 1902).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1899, 1902) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 135 (2001-2002)) : *MM. Jean-Guy Branger, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Jean Chérioux, Jean-Pierre Godefroy, Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1902).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1902).

30. - Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif à la coopération dans l'exercice des missions de police de la navigation sur le secteur franco-allemand du Rhin, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (9 janvier 2002) [n° 167 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de Mme Jacqueline GOURAULT (13 mars 2002) [n° 267 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 105].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 50 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - rapport de M. Bruno BOURG-BROC (9 octobre 2002) [n° 254 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 57].

PROMULGATION : loi n° 2003-5 du 2 janvier 2003 (J.O. Lois et décrets du 3 janvier 2003).

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1902, 1904).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1902, 1904) : *Mme Jacqueline Gourault, rapporteur de la commission des affaires étrangères; M. Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1904).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1904).

31. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention européenne pour la protection des animaux de compagnie, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (20 février 2002) [n° 258 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. André DULAIT (29 mai 2002) [n° 312 (2001-2002)] - Discussion (10 juillet 2002) - Adoption (10 juillet 2002) [n° 106].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (11 juillet 2002) [n° 51 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 juillet 2002) (p. 1904, 1905).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 1904, 1905) : *MM. André Dulait, Président de la commission des affaires étrangères; Emmanuel Hamel, Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 1905).

Adoption (10 juillet 2002) (p. 1905).

32. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à l'extradition entre les Etats membres de l'Union européenne (ensemble une annexe comportant six déclarations), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (21 novembre 2001) [n° 84 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (2 octobre 2002) [n° 5 (2002-2003)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 4].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 263 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2746, 2750).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2746, 2749) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 85 (2001-2002) : *Mme Hélène Luc, MM. Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2749, 2750).

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2750).

33. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention établie sur la base de l'article K.3 du traité sur l'Union européenne, relative à la procédure simplifiée d'extradition entre les Etats membres de l'Union européenne, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (21 novembre 2001) [n° 85 rect. (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (2 octobre 2002) [n° 5 (2002-2003)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 5].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 264 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2746, 2750).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2746, 2749) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 84 (2001-2002) : *Mme Hélène Luc, MM. Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2750).

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2750).

34. - Projet de loi autorisant la ratification du traité entre la République française, le Royaume d'Espagne, la République d'Italie et la République portugaise portant statut de l'Eurofor, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (13 mars 2002) [n° 268 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Serge VINÇON (2 octobre 2002) [n° 3 (2002-2003)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 6].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 265 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2750, 2751).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2750, 2751) : *MM. Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères; Serge Vinçon, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2751).

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2751).

35. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'amendement à la convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (30 janvier 2002) [n° 198 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (3 juillet 2002) [n° 343 (2001-2002)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 7].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 266 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2751, 2753).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2751, 2753) : *MM. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2753).

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2753).

36. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre relative à la circulation et au séjour en Principauté d'Andorre des ressortissants des Etats tiers, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (27 mars 2002) [n° 280 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (31 juillet 2002) [n° 383 (2001-2002)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 8].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 267 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2753, 2755).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2753, 2755) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 281 (2001-2002) : *MM. Paul Blanc, Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2755).

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2755).

37. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la République française, le Royaume d'Espagne et la Principauté d'Andorre relative à l'entrée, à la circulation, au séjour et à l'établissement de leurs ressortissants, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (27 mars 2002) [n° 281 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (31 juillet 2002) [n° 383 (2001-2002)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 9].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 268 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2753, 2756).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2753, 2755) (discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 280 (2001-2002) : *MM. Paul Blanc, Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2755, 2756).

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2756).

38. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté d'Andorre relative à la coopération administrative, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (27 mars 2002) [n° 282 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (31 juillet 2002) [n° 384 (2001-2002)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 10].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 269 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Henri SICRE (14 janvier 2003) [n° 524 (2002-2003)] - discussion (16 janvier 2003) - Adoption (16 janvier 2003) [n° 76].

PROMULGATION : loi n° 2003-78 du 30 janvier 2003 (J.O. Lois et décrets du 31 janvier 2003).

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2756, 2757).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2756, 2757) : *MM. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2757).

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2757).

39. - Projet de loi autorisant la ratification de la convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre signée à Andorre-la-Vieille le 12 décembre 2000, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Dominique de VILLEPIN, ministre des affaires étrangères (17 juillet 2002) [n° 363 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (2 octobre 2002) [n° 2 (2002-2003)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 11].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 270 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2757, 2758).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2757, 2758) : *MM. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2758).

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2758).

40. - Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative au raccordement de la Suisse au réseau ferré français, notamment aux liaisons à grande vitesse (ensemble une annexe), PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Dominique de VILLEPIN, ministre des affaires étrangères, de la coopération et de la francophonie (12 juin 2002) [n° 322 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Robert DEL PICCHIA (11 septembre 2002) [n° 399 (2001-2002)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 12].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 271 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères -

Rapport de M. Bernard SCHREINER (4 décembre 2002) [n° 457 (2002-2003)].

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2758, 2760).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2758, 2760) : *MM. Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2760) : *M. Paul Blanc.*

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2760).

41. - Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel à l'accord entre la France, la Communauté européenne de l'énergie atomique et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatif à l'application de garanties en France, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (30 janvier 2002) [n° 199 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Michel PELCHAT (11 septembre 2002) [n° 398 (2001-2002)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 13].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 272 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2760, 2761).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2760, 2761) : *MM. André Dulait, Président de la commission des affaires étrangères, en remplacement de M. Michel Pelchat, rapporteur; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères; Michel Pelchat, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2761).

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2761).

42. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la responsabilité civile au titre de dommages nucléaires du fait de fournitures en provenance de la République française destinées à des installations nucléaires en Fédération de Russie, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Dominique de VILLEPIN, ministre des affaires étrangères, de la coopération et de la francophonie (12 juin 2002) [n° 323 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Xavier PINTAT (2 octobre 2002) [n° 4 (2002-2003)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 14].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 273 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. René ANDRE (14 janvier 2003) [n° 523 (2002-2003)] - Discussion (16 janvier 2003) - Adoption (16 janvier 2003) [n° 75].

PROMULGATION : loi n° 2003-79 du 30 janvier 2003 (J.O. Lois et décrets du 31 janvier 2003).

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2762, 2763).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2762, 2763) : *MM. Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères; Xavier Pintat, rapporteur de la commission des affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2763).

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2763).

43. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Lionel JOSPIN, Premier ministre, par M. Hubert VEDRINE, ministre des affaires étrangères (4 avril 2002) [n° 286 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (3 juillet 2002) [n° 344 (2001-2002)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 15].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 274 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2763, 2764).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2763, 2764) : *MM. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2764).

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2764).

44. - Projet de loi autorisant l'approbation de la décision des représentants des gouvernements des Etats membres de l'Union européenne, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, PRESENTE AU SENAT, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Dominique de VILLEPIN, ministre des affaires étrangères, de la coopération et de la francophonie (12 juin 2002) [n° 324 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Hubert DURAND-CHASTEL (31 juillet 2002) [n° 385 (2001-2002)] - Discussion (10 octobre 2002) - Adoption (10 octobre 2002) [n° 16].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (10 octobre 2002) [n° 275 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères.

Discussion (première lecture)

(10 octobre 2002) (p. 2764, 2766).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2764, 2766) : *MM. Hubert Durand-Chastel, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 2766) : *Mme Hélène Luc.*

Adoption (10 octobre 2002) (p. 2766).

45. - Projet de loi autorisant l'approbation du troisième avenant à l'accord du 27 décembre 1968 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la circulation, à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles et à son protocole annexe (ensemble un échange de lettres), à l'emploi et au séjour en France des ressortissants algériens et de leurs familles et à son protocole annexe (ensemble un échange de lettres), PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Dominique de VILLEPIN, ministre des affaires étrangères (11 septembre 2002) [n° 189 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Richard CAZENAVE [n° 232 (2001-2002)] - Discussion (3 octobre 2002) - Adoption (3 octobre 2002) [n° 29].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 octobre 2002) [n° 10 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Robert DEL PICCHIA avec celui du projet de loi n° 188

(2001-2002) du 11 septembre 2002 - Traités et conventions - (9 octobre 2002) [n° 14 (2002-2003)] - Discussion (17 octobre 2002) - Adoption (17 octobre 2002) [n° 20].

PROMULGATION : loi n° 2002-1305 du 29 octobre 2002 (J.O. Lois et décrets du 30 octobre 2002).

Discussion (première lecture)

(17 octobre 2002) (p. 2997, 3001).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2997, 3001) : *MM. Robert Bret, Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Patrick Devedjian, Ministre délégué aux libertés locales.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3001).

Adoption (17 octobre 2002) (p. 3001).

46. - Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à l'accord du 17 mars 1988, tel que modifié par l'avenant du 19 décembre 1991, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne en matière de séjour et de travail, tel que modifié par l'avenant du 19 décembre 1991, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne en matière de séjour et de travail, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. Dominique de VILLEPIN, ministre des affaires étrangères (11 septembre 2002) [n° 188 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport de M. Richard CAZENAVE (25 septembre 2002) [n° 232 (2001-2002)] - Discussion (3 octobre 2002) - Adoption (3 octobre 2002) [n° 30].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (3 octobre 2002) [n° 9 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires étrangères - Rapport commun de M. Robert DEL PICCHIA avec celui du projet de loi n° 189 (2001-2002) du 11 septembre 2002 - Traités et conventions - (9 octobre 2002) [n° 14 (2002-2003)] - Discussion (17 octobre 2002) - Adoption (17 octobre 2002) [n° 21].

PROMULGATION : loi n° 2002-1304 du 29 octobre 2002 (J.O. Lois et décrets du 30 octobre 2002).

Discussion (première lecture)

(17 octobre 2002) (p. 2997, 3001).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 2997, 3001) : *MM. Robert Bret, Robert Del Picchia, rapporteur de la commission des affaires étrangères; Patrick Devedjian, Ministre délégué aux libertés locales.*

II - DISCUSSION DE L'ARTICLE UNIQUE (p. 3001).

Adoption (17 octobre 2002) (p. 3001).

Transports

Voir *Lois de finances*
Rappels au règlement
Rapports au Parlement
Traités et conventions, 4

Travail

Voir *Lois de finances*
Rapports au Parlement

1. - Projet de loi relatif aux salaires, au temps de travail et au développement de l'emploi, PRESENTE A L'ASSEMBLEE NATIONALE, au nom de M. Jean-Pierre RAFFARIN, Premier ministre, par M. François FILLON, ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité (18 septembre 2002) [n° 190 (2001-2002)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales - Rapport de M. Pierre MORANGE (25 septembre 2002)

[n° 231 (2001-2002)] - Discussion (2, 3, 8, 9, 15 octobre 2002) - Adoption (15 octobre 2002) [n° 34].

TRANSMISSION AU SENAT (PREMIERE LECTURE) (15 octobre 2002) [n° 21 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires sociales - Rapport de M. Louis SOUVET (17 octobre 2002) [n° 26 (2002-2003)] - Discussion (22, 23 octobre 2002) - Adoption (23 octobre 2002) [n° 22].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (DEUXIEME LECTURE) (24 octobre 2002) [n° 329 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires culturelles - Rapport de M. Pierre MORANGE (26 novembre 2002) [n° 399 (2002-2003)] - Discussion (19 décembre 2002) - Adoption (19 décembre 2002) [n° 65].

PROMULGATION : loi n° 2003-47 du 17 janvier 2003 (J.O. Lois et décrets du 18 janvier 2003).

Discussion (première lecture)

(22 octobre 2002) (p. 3027, 3071) ; (23 octobre 2002) (p. 3077, 3146).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3027, 3059) : *Mme Annick Bocandé, M. Gilbert Chabroux, Mme Sylvie Desmarescaux, MM. François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Jean-Pierre Fourcade, Jean-Pierre Godefroy, Alain Gournac, Bernard Joly, Georges Mouly, Roland Muzeau, Bernard Seillier, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales; René Trégouët, Henri Weber.*

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3059, 3071 ; 3077, 3143) : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Philippe Adnot, Philippe Arnaud, Louis de Broissia, Gérard César, Gilbert Chabroux, Jean Chérioux, Roland Courteau, Mme Michelle Demessine, MM. Eric Doligé, Claude Domeizel, François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Guy Fischer, Hilaire Flandre, Jean-Pierre Fourcade, André Geoffroy, Jean-Pierre Godefroy, Alain Gournac, Bernard Joly, Gérard Larcher, Jean-Louis Lorrain, Philippe Marini, Louis Moinard, Roland Muzeau, Louis Souvet, rapporteur de la commission des affaires sociales; Alain Vasselle, Henri Weber.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AU SALAIRE MINIMUM DE CROISSANCE

Art. 1^{er} (*harmonisation des salaires mensuels minima - art. 32 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000*) (p. 3059) - Adopté (p. 3062).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AU TEMPS DE TRAVAIL

Art. 2 (*assouplissement des 35 heures - art. L. 212-5, L. 212-5-1, L. 212-6, L. 212-8, L. 212-9, L. 212-10, L. 212-15-2, L. 212-15-3 et L. 227-1 du code du travail*) (p. 3064) - Adopté après modification (p. 3106).

Art. 2 bis (*régime de l'astreinte - art. L. 212-4 bis du code du travail*) (p. 3108) - Adopté (p. 3116).

Art. 2 ter (*coordination avec le code du travail maritime - art. 26 de la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime*) (p. 3117) - Adopté.

Art. 3 (*prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 du régime transitoire applicable en matière d'heures supplémentaires pour les entreprises de vingt salariés au plus - art. 5 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000*) (p. 3117) - Adopté après modification (p. 3119).

Après l'art. 3 (p. 3119).

Art. additionnel (*alignement de la référence à la durée annuelle du travail retenue à l'article L. 212-4-2 du code du travail sur celle prévue aux articles L. 212-8 et L. 212-9 du même code*) (p. 3119) - Adopté (p. 3120).

Art. 4 (*transposition de certaines dispositions du projet de loi dans le code rural - art. L. 713-6, L. 713-7, L. 713-9, L. 713-14 et L. 713-15 du code rural*) (p. 3123) - Adopté après modification (p. 3124).

Art. 5 (*complément différentiel de salaire dans les établissements médico-sociaux*) (p. 3124) - Adopté (p. 3125).

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AU DEVELOPPEMENT DE L'EMPLOI

Art. 6 (*dispositif d'allègement de cotisations sociales patronales - art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale*) (p. 3126) - Adopté après modification (p. 3133).

Art. 7 (*dispositif transitoire d'allègement de cotisations patronales de sécurité sociale*) (p. 3134) - Adopté après modification (p. 3136).

Art. 8 (*abrogation de l'allègement de cotisations sociales patronales liée à la réduction du temps de travail et coordination - art. L. 131-9, L. 241-13-1 et L. 711-13-1 du code de la sécurité sociale, art. L. 741-4, L. 741-15 et L. 751-17 du code rural, art. L. 322-4-6 du code du travail, art. 21 de la loi n° 200-37 du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail, art. 8-2 de l'ordonnance n° 77-1102 du 26 septembre 1977 portant extension et adaptation aux départements de Saint-Pierre-et-Miquelon de diverses dispositions relatives aux affaires sociales, art. 4 bis de la loi n° 96-1143 du 26 décembre 1996 relative à la zone franche de Corse et art. 50 de la loi n° 2002-92 du 22 janvier 2002 relative à la Corse*) (p. 3136) - Adopté après modification (p. 3137).

Art. 9 (*application du dispositif d'allègement de cotisations sociales patronales à certains régimes spéciaux de sécurité sociale - art. L. 711-13 du code de la sécurité sociale*) (p. 3137) - Adopté.

Art. 10 (*caractère individuel de l'aide incitative à la réduction du temps de travail afférente aux salariés concernés*) (p. 3137) - Adopté (p. 3138).

Art. 11 (*date d'entrée en vigueur du dispositif d'allègement des cotisations sociales patronales*) (p. 3138) - Adopté après modification.

Art. 12 (*abrogation des règles d'accès, de suspension et de suppression de l'allègement de cotisations sociales patronales lié à la réduction du temps de travail - art. 19 et 20 de la loi n° 2000-37 du 19 janvier 2000*) (p. 3138) - Adopté après modification (p. 3139).

Art. 13 (*sécurisation des accords conclus en application des lois du 13 juin 1998 et du 19 janvier 2000*) (p. 3140) - Adopté (p. 3142).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3143, 3146) : *MM. Nicolas About, Président de la commission des affaires sociales; Gilbert Chabroux, François Fillon, Ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité; Georges Gruillot, Jean-Louis Lorrain, Roland Muzeau.*

Adoption (23 octobre 2002) (p. 3146).

Tunisie

Voir *Traités et conventions*, 46

U

Universités

Voir *Lois de finances*

Urbanisme

Voir *Lois de finances*

1. - Proposition de loi portant modification de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains, PRESENTÉE AU SENAT, par M. Dominique BRAYE et plusieurs de ses collègues (30 octobre 2002) [n° 37 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires économiques - Rapport de M. Dominique BRAYE (5 novembre 2002) [n° 46 (2002-2003)] - Discussion (12 novembre 2002) - Adoption (12 novembre 2002) [n° 29].

TRANSMISSION A L'ASSEMBLEE NATIONALE (PREMIERE LECTURE) (13 novembre 2002) [n° 374 (2002-2003)] - Renvoi à la commission des affaires économiques.

Discussion (première lecture)

(12 novembre 2002) (p. 3642, 3707).

I - DISCUSSION GÉNÉRALE (p. 3643, 3661) : *MM. Dominique Braye, rapporteur de la commission des affaires économiques; Yves Coquelle, Philippe Darniche, Yves Dauge, Daniel Goulet, Pierre Jarlier, Mme Valérie Létard, MM. Jean-Yves Mano, Aymeri de Montesquiou, Gilles de Robien, Ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer.*

Motion n° 3 de M. Yves Coquelle, soutenue par M. Roland Muzeau **tendant à opposer la question préalable** (p. 3661).

Rejet de la motion (p. 3668 ; scrutin public n° 29).

II - DISCUSSION DES ARTICLES (p. 3668, 3706) : *MM. Jean-Paul Alduy, Philippe Arnaud, Denis Badré, Jean Bizet, Dominique Braye, Yves Coquelle, Yves Dauge, Christian Demuynck, Mme Evelyne Didier, MM. Jean François-Poncet, Daniel Goulet, Pierre Jarlier, Gérard Larcher, Président de la commission des affaires économiques; Gérard Le Cam, Jean-Yves Mano, Henri de Raincourt, Charles Revet, Gilles de Robien, Ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer; Mme Odette Terrade.*

TITRE I^{er}

DISPOSITIONS RELATIVES AU LOGEMENT

Art. 1^{er} (*seuil d'application de la loi*) (p. 3668) - Adopté après modification (p. 3677).

Art. 2 (*régimes d'exemption de construction de logements sociaux et de prélèvements*) (p. 3677) - Adopté après modification (p. 3680).

Art. 3 (*engagements des communes concernant la construction de logements sociaux*) (p. 3680) - Adopté après modification (p. 3686).

Art. 4 (*mise en cohérence de l'article L. 302-2 et de l'article L. 302-9 du code de la construction et de l'habitation*) (p. 3686) - Adopté.

Art. 5 (*priorité donnée par le préfet aux engagements pris par les communes et les EPCI en application de l'article L. 302-8*) (p. 3686) - Adopté (p. 3687).

Art. 6 (*redistribution des prélèvements*) (p. 3687) - Adopté après modification (p. 3689).

TITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES A L'URBANISME

Avant l'art. 7 (p. 3689).

Art. additionnel (*prise en charge du coût de la réalisation des documents d'urbanisme*) (p. 3689) - Adopté (p. 3690).

Art. 7 (*rétablissement de la faculté de fixer des surfaces minimales dans le PLU*) (p. 3690) - Adopté après modification (p. 3691).

Art. 8 (*calcul des droits à construire résultant de l'application d'un COS en cas de division*) (p. 3692) - Adopté (p. 3693).

Art. 9 (*application de l'article 8 dans les communes où existe un POS*) (p. 3694) - Adopté.

Art. 10 (*abrogation de la règle des "quinze kilomètres"*) (p. 3694) - Adopté (p. 3699).

Après l'art. 10 (p. 3700).

Art. additionnel (*aménagement de la loi relative à l'archéologie préventive*) (p. 3704) - Adopté (p. 3706).

Explications de vote sur l'ensemble (p. 3706, 3707) : *MM. Dominique Braye, Yves Coquelle, Gérard Larcher, Président de la commission des affaires économiques; Gilles de Robien, Ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer.*

Adoption (12 novembre 2002) (p. 3707).

V

Venezuela

Voir *Traités et conventions*, **43**

Villes

Voir *Lois de finances*

W

Wallis-et-Futuna

Voir *Communication du Gouvernement*

Y

Yougoslavie

Voir *Traités et conventions*, **5**